

Le meilleur héritage

Stratégies paysannes dans une vallée andine du Pérou





La collection « à travers champs », publiée par les éditions de l'Orstom, témoigne des mutations que connaissent aujourd'hui les sociétés rurales et les systèmes agraires des pays tropicaux.

Les études relèvent souvent des sciences sociales, mais les pratiques paysannes sont également éclairées par des approches agronomiques.

Les publications s'organisent autour d'un thème ou s'appliquent à des espaces ruraux, choisis pour leur caractère exemplaire.

Jean BOUTRAIS

Directeur de la collection

déjà parus dans la collection à travers champs

Le risque en agriculture - Collectif

Éditeurs scientifiques : Michel Eldin et Pierre Milleville.

La mutation d'une économie de plantation en basse Côte-d'Ivoire

Jean-Philippe Colin.

Les charrues de la Bagoué. Gestion paysanne d'une opération cotonnière en Côte-d'Ivoire

Jacqueline Peltre-Wurtz et Benjamin Steck.

Paysans montagnards du Nord-Cameroun

Antoinette Hallaire.

Sous l'empire du cacao. Étude diachronique de deux terroirs camerounais.

Christian Santoir.

Des barbelés dans la Sierra. Origines et transformations d'un système agraire au Mexique

Hubert Cochet.

L'ombre du mil. Un système agro-pastoral en Aribinda (Burkina Faso)

Dominique Guillaud.

Le meilleur héritage

*Stratégies paysannes
dans une vallée andine du Pérou*

Le meilleur héritage

*Stratégies paysannes
dans une vallée andine du Pérou*

Marguerite Bey

Editions de l'Orstom

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

Collection 

Paris 1994

Maquette de couverture : Michelle Saint-Léger

Photo de couverture : L'assemblée communale (peinture sur bois de l'association des artisans de Sarhua) - Cliché Marguerite Bey -

Fabrication, coordination : Catherine Richard

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les "copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective" et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, "toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite" (alinéa 1^{er} de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

© ORSTOM 1994
ISSN 0998-4658
ISBN 2-7099-1189-2

Cet ouvrage reprend les arguments de ma thèse de doctorat en Sciences sociales : *De la survie au développement. Une étude comparative de deux communautés paysannes : Casinta et Tomas, dans la haute vallée du Cañete, Pérou*. Cette thèse a été soutenue à l'Institut d'études du développement économique et social, université de Paris-I - Panthéon-Sorbonne, en 1990, sous la direction de Maxime HAUBERT. J'ai bénéficié d'une allocation de l'Orstom pour une durée d'un an dans le cadre du programme « Politiques agraires et stratégies paysannes dans la haute vallée du Cañete ». J'ai ensuite obtenu un financement de l'*Interamerican Foundation*, pour deux années supplémentaires.

•

Il faut préciser que la recherche sur le terrain s'étend de septembre 1986 à octobre 1988. Par la suite, des contacts ont pu être maintenus avec certains *comuneros*, à Lima et à Huancayo. J'ai dû mettre fin à mes voyages dans cette dernière ville en septembre 1989. Cet arrêt n'est pas fortuit : il correspond au développement de la guérilla du « Sentier lumineux » (groupe d'obédience maoïste, qui a pris les armes en 1980, dans la région d'Ayacucho). Dans les régions de Yauyos et du Mantaro, il s'agit tout d'abord de l'occupation des zones d'altitude, suivie d'incursions de plus en plus fréquentes dans les villages de fond de vallée. Les environs de Huancayo et la route reliant cette ville à Lima étaient devenus difficilement praticables depuis 1988.

La guérilla a impliqué la réduction des activités de recherche sur le terrain dans diverses régions du Pérou. La présence de l'État, à travers ses différents émissaires dans les zones rurales, a aussi fortement diminué. La période allant de 1988 à 1990 a été douloureusement vécue par les populations andines et les migrations vers la ville ont été nombreuses. À partir d'août 1990, la politique adoptée par le Gouvernement sous la pression du Fonds monétaire international n'a pu que rendre plus pesante encore l'atmosphère d'incertitude et d'instabilité qui règne dans les campagnes.

Cette mise au point est nécessaire pour indiquer la relativité des résultats obtenus dans une enquête datée. Elle suggère aussi les fluctuations dans l'engagement des responsables politiques à l'égard des paysanneries andines.

Je tiens tout d'abord à remercier les familles de Casinta et de Tomas et à leur manifester toute ma sympathie ; grâce à elles, ce travail a pu se dérouler dans une ambiance amicale et s'étayer des nombreuses conversations et expériences accumulées pendant ces années. C'est avant tout au quotidien partagé et aux sources orales que je dois la richesse du matériel de recherche consignés. Mes remerciements s'adressent tout particulièrement aux responsables de l'Orstom, qui m'ont manifesté leur confiance, et à l'équipe de Lima, qui m'a réservé un accueil chaleureux, tout en m'intégrant à une ambiance studieuse très profitable. À l'*Interamerican Foundation*, et en particulier à David VALENZUELA, je dois d'avoir pu non seulement continuer mes recherches au Pérou, mais aussi collaborer aux travaux du Gredes, un organisme non gouvernemental de recherche et d'appui au développement. Je voudrais exprimer ma reconnaissance à Maxime HAUBERT ainsi qu'à de nombreux chercheurs, au Pérou et en France, qui ont partagé avec moi leurs connaissances sur les paysanneries et leurs inquiétudes de chercheurs. J'espère que chacun se reconnaîtra dans ces lignes. Je dois souligner cependant que je demeure seule responsable des défaillances et des erreurs contenues dans cet ouvrage.

Acequia : (espagnol) canal secondaire ou rigole d'irrigation. La fête de « *limpia de acequia* » correspond à la période de nettoyage de tous les canaux et ruisseaux du système d'irrigation. Elle a généralement lieu en octobre, au début de la saison des pluies.

Adobe : (espagnol) brique crue à base de torchis.

Anexo : (espagnol) un *anexo de distrito* est grossièrement ce que le hameau est à la commune en France. Sa traduction par « hameau » serait cependant impropre, car il peut aussi faire référence à un groupe d'habitat dispersé ; c'est pourquoi j'ai conservé le mot « annexe ».

Anualista : (espagnol) personne qui paie une cotisation annuelle à la communauté, en compensation des devoirs qui incombent à chaque *comunero*.

Ayllu : (quechua; en langue aymara, correspond le nom de *Hatha*) selon les auteurs, il est traduit par « lignage », « généalogie », « maison », « famille ».

Ayni : (quechua) aide réciproque interfamiliale pratiquée dans les travaux des champs.

Callhua : (quechua) métier à tisser fixé à la taille du tisserand. Dans la région, il n'est utilisé que par les hommes.

Cancha : (quechua) maïs grillé ; aliment de base dans les Andes.

Canchada : (quechua) étendue variable de pâturages naturels attribuée en usufruit par la communauté aux familles *comuneras*.

Chakitaklla : (quechua) le *Léxico agropecuario quechua* de BEYERSDORFF (1984) en donne l'orthographe et la définition suivantes : « *Chakitaklla* : araire de pied ou tire-pied qui s'utilise pour retourner ou remuer le terrain. » in J. BOURLIAUD *et al.*, 1988 : 11. Cet outil est indispensable sur les minuscules parcelles des terrasses aménagées sur des terrains en pente abrupte.

Charqui : (quechua) viande (principalement d'alpaga ou de lama) séchée au soleil.

Chicha : (quechua) boisson à base de maïs blanc fermenté ou de maïs *morado*. Également, mélange de musique andine et de « salsa ».

Choclo : (quechua) maïs tendre, généralement consommé en épi bouilli.

Cholo : (espagnol) métis d'« Indien » et de colon espagnol. Par extension, nom péjoratif attribué aux « Indiens », et surtout aux métis, ayant assimilé la culture urbaine occidentalisée.

Selon F. BOURRICAUD, « le *cholo*, c'est l'Indien en voie d'ascension et de mutation » (1962 : 26).

Chullo : (quechua) bonnet de laine à oreillettes.

Compadrazgo : (espagnol) lien de parenté fictive basé sur le parrainage d'un enfant ou d'un mariage. Il est typique des rapports de clientélisme qui, au Pérou, s'établissent entre riches et pauvres et reposent sur le paternalisme.

Comunero : (espagnol) statut du chef de famille résidant de manière permanente dans la communauté et qui partage avec les autres membres les droits et devoirs liés à l'usage des ressources et à la gestion administrative de l'institution communale. La définition de ce statut est codifiée par la Loi générale de communautés paysannes (voir l'annexe 1). Cette définition légale se prête cependant à des interprétations dans les pratiques locales.

Corregidor : (espagnol) Gouverneur espagnol d'un *corregimiento*, sous la colonie espagnole.

Corregimiento : (espagnol) division administrative sous la colonie espagnole.

Criollo : (espagnol) descendant des colons espagnols. S'utilise pour qualifier les citadins et, par extension, la culture qui les caractérise, plutôt qu'une origine raciale.

Curaca : (quechua) chef, autorité locale, à l'époque incaïque.

Estancia : (espagnol) espace dans lequel l'usufruitier de la *canchada* construit une maison et des enclos pour le parage nocturne de ses animaux.

Faena : (espagnol) travail collectif des *comuneros*.

Hatunruna, Runa, Hatunrunacuna : (quechua) textuellement, homme (pour les deux premiers), hommes (pour le dernier). C'est ainsi que se dénomment les populations quechuas.

Herranza : (espagnol) marquage annuel des animaux, qui donne lieu à la fête du même nom.

Huacada : (quechua) alpaga femelle.

Huachbua : (quechua) échassier fréquentant les abords des lacs de la *puna*, grand consommateur d'une graminée favorite des alpagas : l'*ichu*.

Huaranga : (quechua) mille, groupe de mille.

Hunu : (quechua) dix mille, groupe de dix mille.

Ichu : (quechua) graminée de la *puna*.

LLactarunacuna : (quechua) chef de village à l'époque préhispanique.

Marca : (espagnol) étendue des terres occupées par un *ayllu*.

Mashua : (quechua) *Tropocolum tuberosus*. Tubercule andin.

Minka : (quechua) aide réciproque interfamiliale rémunérée en produits.

Misti : (quechua) nom donné par les quechuas aux descendants des colons espagnols et, par extension, aux propriétaires terriens dans les Andes.

Mita : (quechua) impôt en travail instauré par les Espagnols. Également, mesure correspondant à la quantité minimale d'eau qui peut circuler dans un canal principal ; elle est calculée pour le jour (12 heures) et pour la nuit.

Mote : (quechua) maïs blanc, généralement consommé en grains bouillis.

Moya : (quechua) anciennement, nom du potager voisin de la maison. Aujourd'hui, ce nom désigne plutôt la zone de production réservée exclusivement au maïs.

Oca : (quechua) *Oxalis tuberosum*. Tubercule andin.

Ojota : (quechua) sandale fabriquée grossièrement dans des lanières de caoutchouc.

Olluco : (quechua) *Ullucus tuberosum*. Tubercule andin.

Pachaca : (quechua) cent, groupe de cent.

Pachamama : (quechua) terre mère.

Peón : (espagnol) ouvrier.

Personero : (espagnol) représentant légal de la communauté.

Pollera : (quechua) jupe de laine, généralement brodée, portée sur plusieurs autres jupons.

Poncho : (quechua) vêtement tissé de forme rectangulaire percé d'un orifice pour passer la tête.

Puna : (quechua) zone d'élevage extensif qui s'étend de 4 000 à 4 800 mètres d'altitude.

Tupu : (quechua ; hispanisé en *topo*) superficie de terrains agricoles suffisante pour nourrir une famille, donc variable selon la taille de celle-ci. Ce mode de distribution de la terre a été en vigueur jusqu'à la colonisation espagnole.

La communauté paysanne : une histoire mouvementée

« La route apporte
la connaissance et la richesse,
la montagne offre
la protection et la liberté. »

A. MAALOUF, *Léon l'Africain*.

Sur le sommet de la montagne qui surplombe le Cañete s'étalent les maisons ocres de Casinta. Nous sommes dimanche et, comme je vais bientôt le découvrir, les villageois sont réunis sur la place pour la distribution hebdomadaire des tours d'irrigation. C'est la première fois que je viens dans cette communauté et il va falloir que je demande à ses autorités le droit d'enquêter sur les habitants. L'assemblée¹ m'offre une bonne occasion pour me présenter. Hôtel et restaurant faisant pareillement défaut dans ce petit village, le président de la communauté va désigner une maison où me loger et me nourrir. Le même rituel se produira à Tomas, la seconde communauté auprès de laquelle je vais réaliser mes recherches : c'est devant les *comuneros*² rassemblés autour de leurs représentants élus que je vais soumettre mon projet de recherche.

En septembre 1986, j'arrivais dans la vallée du Cañete pour y déceler la « dynamique du développement » des communautés andines. Cette perspective de recherche, dénuée de toute originalité en regard de la somme de travaux réalisés sur ce sujet, surtout depuis la réforme agraire de 1969, constituait cependant une gageure dans une période où les analyses des sciences sociales (économie et anthropologie pour l'essentiel) présentaient des signes d'essoufflement. Des décennies durant, marxisme, fonctionnalisme et culturalisme s'étaient mêlés, voire confondus, pour produire monographies historiques et études macrosociales. L'enjeu que représentait la réforme agraire pour l'avenir des paysanneries péruviennes justifiait pleinement cette prolifération.

Face à ces analyses, l'étude du changement social et des processus de développement dans le cadre de la communauté paysanne andine se présentait donc comme un défi théorique. Une tradition scientifique inspirée des courants fonctionnaliste et culturaliste nord-américains a longtemps identifié la communauté à une structure en équilibre qui, bien qu'ayant subi les aléas de l'histoire, a su s'adapter au changement pour maintenir son homogénéité et sa fonctionnalité³. La communauté, isolée ou placée en opposition avec son environnement national, politique, économique et social, est envisagée comme un ensemble qui annule toute initiative individuelle.

Un autre courant s'opposera plus récemment à cette conception, en mettant l'accent sur la différenciation sociale⁴. La communauté paysanne n'est donc plus considérée comme un tout homogène. La

1. L'assemblée de *comuneros* est l'instance supérieure de décision de la communauté. Convoquée périodiquement par ses représentants élus pour deux ans (le conseil d'administration), elle garantit le caractère démocratique du gouvernement communal.

2. Les mots en caractères italiques sont définis dans un glossaire au début de l'ouvrage.

3. Voir, entre autres précurseurs, R. REDFIELD (1956), E. WOLF (1966) et, au Pérou, J. MURRA (1975) et J. MATOS MAR (1976).

4. C. FONSECA en est le fondateur, avec un article de 1976 publié dans une compilation avec E. MAYER en 1988.

récente découverte des théories de TCHAYANOV sur l'économie paysanne⁵ va finalement engager les chercheurs péruviens en sciences sociales à se tourner vers la famille en tant qu'unité de production. Désormais, famille et communauté constituent les deux piliers indissociables de l'étude des paysanneries andines⁶.

Devant les maigres résultats de la Réforme agraire et l'échec du coopérativisme, la question du développement rural se pose avec acuité dès la fin des années soixante-dix. La communauté doit-elle être considérée comme unité de développement ou bien faut-il s'adresser directement aux individus les plus ouverts à l'innovation⁷? Toutefois, le poids de la famille dans les décisions collectives et la différenciation sociale ne peuvent plus être niés comme concepts d'interprétation de la réalité et des pratiques paysannes.

Une question cruciale reste posée : devant la pénétration croissante du mode de production capitaliste, la communauté est-elle condamnée à disparaître ? Dans les années vingt, Luis Alberto Sánchez (fondateur de l'Alianza Popular Revolucionaria Americana, l'Apra) et José Carlos Mariátegui (fondateur du parti communiste) ont engagé la polémique sur cette question. Sánchez affirmait : « La communauté n'a pas accompli sa finalité, puisque celle-ci était de fortifier la situation de l'indigène et de le mettre à l'abri de l'affût des *mistis* voraces. Je ne discute pas la cause : je constate les faits. Pour autant, de deux choses l'une : ou cette communauté se réforme ou bien on doit l'éliminer. Il y a quelque chose d'incompréhensible, d'absurde dans le système communautaire de notre Sierra. » Mariátegui lui répond neuf ans plus tard que les communautés, qui « [...] ont fait preuve, sous l'oppression la plus dure, de conditions de résistance et de persistance réellement étonnantes, constituent au Pérou un facteur naturel de socialisation de la terre. L'Indien a de profondes coutumes de coopération [...] La communauté peut se transformer en coopérative avec un minimum d'effort. L'adjudication aux communautés des terres des latifundia est, dans la Sierra, la solution que réclame le problème agraire »⁸. Cette polémique s'est prolongée dans un débat inspiré de la théorie de l'articulation des modes de production⁹, opposant les défenseurs d'une théorie selon laquelle la communauté suit un processus de « déstructuration-restructuration »¹⁰ et ceux qui voient dans le développement du travail extra-communal un processus irréversible de prolétarianisation des paysans, entraînant inéluctablement la déstructuration de la communauté¹¹.

Dans les années quatre-vingt, la communauté paysanne est encore souvent analysée sur la base du concept d'économie paysanne¹². Ainsi, les analyses des stratégies paysannes demeurent centrées sur l'organisation de la production agricole, le travail salarié étant envi-

5. A. TCHAYANOV, 1925. Au Pérou, il est cité à partir de 1980.

6. Voir entre autres E. GONZALES (1979, 1986), M. DE LA CADENA (1980), A. FIGUEROA (1981), C. ARAMBURÚ et A. PONCE (1983), R. SANCHEZ (1983), O. PLAZA et M. FRANCKE (1986), J. IGUÍÑIZ (éd.) (1986) et B. KERVYN (1988).
7. Voir à ce sujet A. FIGUEROA et J. PORTOCARRERO (éd.) (1986), E. GONZALES *et al.* (1987), V. GOMEZ (1988), D. COTLEAR (1989) et M. ERESUÉ *et al.* (1990).

8. Sur, 1988 : 6.

9. R. BARTRA, 1975.

10. C. ARAMBURÚ (1979, 1986), C. FONSECA et E. MAYER (1988).

11. H. MALETTA, 1978.

12. Voir la synthèse proposée par V. GOMEZ (1986).

sagé comme un complément de revenu nécessaire à l'unité de production¹³. Mais les facteurs économiques peuvent-ils, à eux seuls, rendre compte des conditions historiques et sociales qui ont fait de la communauté ce qu'elle est aujourd'hui ?

En tout état de cause, cette perspective fait de l'acteur social l'éternel absent. L'intention de cet ouvrage est de le réhabiliter. La principale raison en est que si la communauté représente une structure de référence nécessaire, un système de valeurs, de connaissances et de représentations, elle réunit des individualités qui, elles, sont prises dans un rapport à la fois d'interdépendance et d'opposition. Interactions et conflits sont les moteurs des dynamiques sociales. L'hypothèse centrale de ma recherche était en effet que la communauté est porteuse d'une contradiction. Celle-ci se manifeste dans un rapport dialectique entre la communauté et ses membres. La communauté prend son sens premier dans le regroupement de familles sur un territoire auquel elles s'identifient et sur lequel elles pratiquent l'agriculture et l'élevage, selon des normes établies collectivement par la coutume (bien que subissant des altérations avec le temps), à travers l'assemblée des *comuneros*. Il s'agit donc d'une microsociété et c'est pourquoi le terme de communauté s'applique aussi à son institution politico-administrative, désormais légalement reconnue par les autorités nationales sous le nom de communauté paysanne. La contradiction réside aujourd'hui dans des stratégies familiales de reproduction tendant à s'individualiser, à diverger ou même à se séparer du système communal, en tant que modèle d'organisation collective, tandis que la communauté, c'est-à-dire l'ensemble de ses membres tout autant que l'institution, se trouve dans la nécessité de se reproduire pour pouvoir faire face aux pouvoirs publics.

Dès mes premières visites aux communautés de la haute vallée du Cañete, diverses incohérences me sont apparues, que je ne pouvais justifier que par une différenciation sociale toute-puissante. Les contradictions se multipliaient, non seulement entre un outillage conceptuel inadapté et une réalité ineffable et complexe, mais aussi entre le dire et le faire des paysans. Il me semblait que la loi visait à renvoyer une image égalitaire de la communauté, alors que cette dernière était régie par d'autres règles. Ces règles se trouvent dictées par les intérêts des catégories dominantes de la population *comunera* dans le but de maintenir un *statu quo* dans les rapports de force internes. Loin de nous trouver face à une société de type « communautaire », nous avons affaire à une collaboration techniquement nécessaire.

La société que nous étudions est dominée par les conflits. Ces conflits sociaux ont pour enjeu la transformation des institutions qui

13. Voir, sur la haute vallée du Cañete, les mémoires de M. DE LA CADENA (1980) et de L. MONTALVO (1986) ainsi que la thèse de C. IVEY (1985), et, sur la vallée du Chancay, les travaux de F. GRESLOU et B. NEY (1986).

gèrent l'organisation de la collectivité. Il serait certes intéressant d'analyser comment les législations successives sur la communauté reflètent certaines attitudes et certains préjugés à l'égard des paysanneries andines¹⁴. Cependant, j'ai choisi de limiter mon étude aux attitudes et comportements des familles paysannes. Dans ce sens, il était important de mesurer le poids de la communauté dans l'organisation et l'activité de ses membres. En m'avançant un peu plus, je pourrais me risquer à affirmer que c'est la communauté, avec tous les présupposés idéologiques qu'elle charrie, qui constitue une carapace autour de ses membres et en déforme l'apparence. Il fallait donc débarrasser les paysans de ce masque pour donner la parole à leurs idéaux et à leurs actes.

L'acteur social, dans ses multiples rôles, l'un d'eux étant celui de *comunero*, sera ainsi placé au centre de cette réflexion. En étudiant les rapports entre les stratégies familiales de reproduction et le développement communal, les processus de changement social au sein des paysanneries andines seront mis en exergue. Il semble dès lors pertinent de chercher à répondre aux questions suivantes : dans quelle mesure la communauté entre-t-elle dans les stratégies de reproduction des familles *comuneras* ? et comment ces familles évoluent-elles dans un espace de reproduction plus vaste que celui de leur communauté ?

L'étude des processus de développement dans les communautés m'a amenée à considérer que les facteurs exogènes du changement sont réinterprétés par les acteurs sociaux concernés pour se fondre dans la scène locale. Les *comuneros* modifient leur perception de leur propre espace socio-géographique à la lumière de leurs rapports avec l'espace national, symbole de la modernité, jusque-là définie « par la rationalisation et la sécularisation, c'est-à-dire par la dissolution progressive de tous les principes qui s'opposent au changement, à la différenciation sociale et à l'autonomie des institutions »¹⁵. Cette idée va céder le pas à celle d'« un type de situation sociale défini par la capacité croissante des collectivités d'agir sur elles-mêmes, dans des situations surtout où le pouvoir ne consiste plus seulement à imposer des formes de travail mais d'abord et avant tout à imposer un genre de vie, des conduites, des besoins »¹⁶.

L'analyse du changement social impose une étude dialectique des facteurs historiques et macrosociaux et des données synchroniques et microsociales, en introduisant la notion fondamentale d'acteurs sociaux. On ne peut que rappeler l'importance d'une alternance entre les niveaux du réel et du vécu, des structures et des pratiques, des besoins et des aspirations, des attitudes et des comportements, dont l'ambivalence se retrouve dans le concept de stratégies de reproduction¹⁷.

14. De plus, le cadre législatif est insuffisant pour imprimer une dynamique de changement à la communauté paysanne. À propos de la loi sur les communautés paysannes de 1986, les observations d'O. PLAZA (1987) sont éloquentes.

15. A. TOURAINE, 1981 : 247.

16. A. TOURAINE, 1981 : 249.

17. Les stratégies de reproduction familiale visent à améliorer les conditions de vie du groupe en faisant coïncider ressources matérielles et aspirations, sans y parvenir nécessairement.

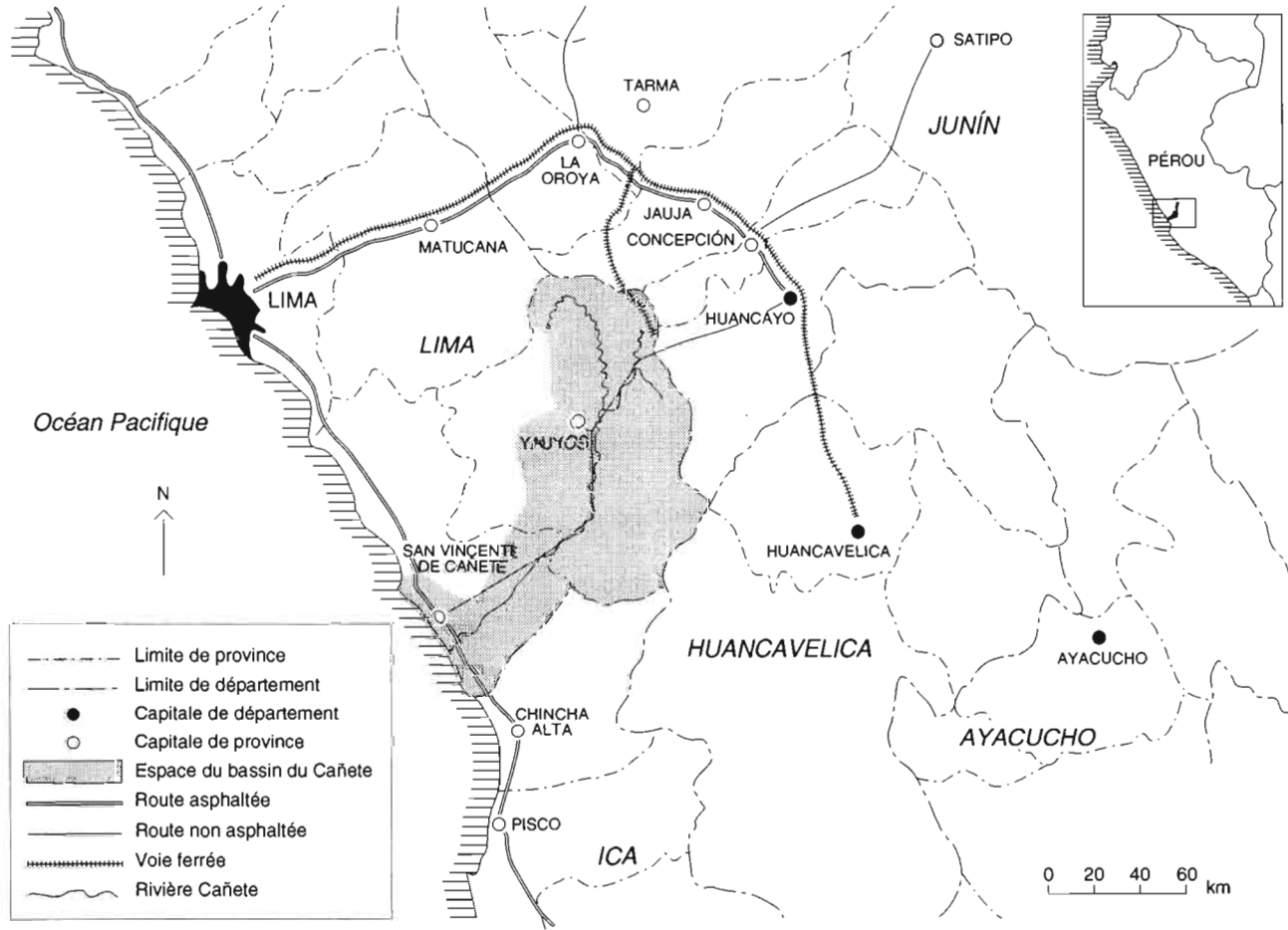


Figure 1

Bassin du Cañete : carte de situation (d'après B. VELÁSQUEZ, 1985 : 7).

De surcroît, « les processus de changement social et de développement mobilisent des structures “intermédiaires”, “informelles”, transversales : des “réseaux”, des affinités, des clientèles, des sociabilités locales, professionnelles, familiales... Nous ne pouvons en rendre compte avec une vision plus ou moins durkheimienne des “institutions”, selon laquelle l’anthropologie a constitué les chapitres de ses monographies [...] Entre l’acteur et les ordres établis (symboliques, politiques, etc.), il y a des dispositifs sociaux plus labiles, ambivalents, ajustables, qui doivent être décrits et compris »¹⁸. L’étude des phénomènes de développement dans les communautés andines impose dès lors de s’intéresser aux agents extérieurs tout autant qu’aux éléments endogènes. Les médiateurs occupent des positions clés dans la mesure où ils se trouvent à l’intersection entre ces deux espaces sociaux. Les contraintes externes sont indéniables, mais il faut leur opposer l’autonomie relative des populations locales et les capacités d’initiative ou de résistance des acteurs et des groupes sociaux.

Un autre problème de méthode tient au champ de la recherche : monographies, voire biographies, ou perspective holiste. Ce travail tente de relever le défi d’allier une enquête de type qualitatif et des histoires de vie recueillies dans deux communautés à une analyse dont l’intérêt serait d’aboutir à une réflexion d’ensemble sur les paysanneries des régions andines proches de grands pôles urbains. La matière de ces observations m’a été fournie par des communautés de la haute vallée du Cañete, dans la province de Yauyos, département de Lima, où se trouve la capitale nationale (fig. 1). La relative richesse du terroir, la situation occidentale de la vallée et la proximité de la capitale expliquent des échanges privilégiés avec la côte et surtout Lima, ainsi que l’emploi généralisé de l’espagnol. En outre, le terrain de cette étude présente les signes distinctifs des communautés situées dans les environs d’une grande ville : la monétarisation de l’économie paysanne et les mouvements migratoires vers la ville pour l’essentiel.

♦

Cet ouvrage débute par une vision d’ensemble de la communauté paysanne. Montrer l’évolution de la communauté dans ses aspects institutionnels, fonciers et sociaux est indispensable si l’on cherche à découvrir les fondements des attitudes et comportements actuels des familles paysannes. Nous observerons ensuite les comportements économiques des familles, dans les unités de production et à travers la diversité des activités que chacun peut entreprendre. Parmi ces activités, la scolarité et surtout les études supérieures jouent un rôle central. Les changements dans le rôle attribué à la communauté par ses membres nous conduiront à prendre la pers-

18. J.-P. OLIVIER DE SARDAN, 1991 : 9.

19. La comparaison entre le Pérou et un pays plus avancé comme l'Argentine met les écarts en relief : au Pérou, le taux de mortalité infantile est de 88 pour mille alors qu'il est de 32 pour mille en Argentine ; quant au PIB par habitant, il est de 1 300 dollars dans le premier et de 2 520 dollars dans le second. (*L'État du Monde*, Recensements nationaux 1991 : 418, 424)

20. Cepal, 1985. Parmi les pays andins, l'Équateur, le Pérou et la Bolivie se caractérisent par une forte proportion de populations « indiennes », dont l'histoire est marquée par la ségrégation sociale et l'assujettissement aux populations colonisatrices.

pective des paysans pour envisager le développement rural. Enfin, le texte adoptera une vision d'ensemble sur les stratégies familiales de reproduction, qui seront étayées par des biographies de familles. Il s'achèvera sur l'analyse des discordances entre les objectifs familiaux et l'organisation de type communal.

Bien plus que le développement du réseau routier, l'expansion du système éducatif en milieu rural se trouve à l'origine de changements sociaux irréversibles. La route favorise les contacts, l'éducation modifie la nature de ces rapports. C'est ici que dynamiques du dedans et dynamiques du dehors, selon les termes consacrés de BALANDIER, vont s'affronter pour donner un sens nouveau au cadre de vie des paysanneries andines.

Dans l'Amérique andine, le phénomène éducatif a pris une ampleur démesurée en regard d'autres indicateurs sociaux¹⁹. Le Pérou fait preuve d'une progression étonnante dans ses taux de scolarisation : entre 1960 et 1980, son taux d'analphabétisme a été réduit de plus de moitié, le nombre d'inscrits dans le secondaire a été multiplié par six et les inscriptions dans le supérieur par dix. Au cours de cette période, la Bolivie et l'Équateur ont suivi la même progression²⁰.

Pays	%		Nombre d'inscrits			
	1960*	1980	Secondaire		Supérieur	
			1960	1980	1960	1980
Argentine	8,6	6,1	578 481	1 326 680	173 935	491 473
Bolivie	61,2	36,8	27 951	170 710	12 055	56 632***
Équateur	32,5	25,8	67 028	535 545**	9 361	264 136
Pérou	38,9	17,4	198 259**	1 203 116	30 247	311 851

Tableau I

Taux d'analphabétisme et nombre d'inscrits en secondaire et supérieur en Argentine, Bolivie, Équateur et Pérou (1960-1980).

Source : Cepal, annuaire 1985 : 125, 740-741, 744-745.

* La Cepal ne fournit que les chiffres de 1960 et 1976 pour la Bolivie, 1962 et 1974 pour l'Équateur, 1961 et 1981 pour le Pérou. Notons qu'en 1981, le Pérou comptait 17 031 221 habitants (H. MALETTA, A. BARDALES, *op. cit.*, vol. I : 57).

** Inclut les classes nocturnes. En Équateur, la date de référence est 1979 et non 1980.

*** Chiffres de 1982.

L'explication donnée à cette progression rapide est d'ordre culturel : l'ambivalence entre rejet et attrait à l'égard de la scolarité a été largement démontrée par MONTROYA et ANSION²¹. Ces attitudes traduisent un rapport inégal, voire un affrontement entre la « culture andine », souvent non hispanophone, et la « culture nationale », dominante et synonyme de pouvoir. Assimiler cette culture à travers

21. R. MONTROYA, 1980-a ; J. ANSION, 1986-a.

le système scolaire, c'est à la fois s'appropriier les instruments de la domination, ou du moins apprendre à s'en défendre, et s'aliéner son propre système de connaissances et de valeurs. Finalement, l'éducation, c'est la possibilité de s'élever dans l'échelle sociale, d'échapper à la condition de paysan²².

La route, pour sa part, a fortement contribué à resserrer les liens avec la ville. Dans les années cinquante, il fallait encore une semaine pour se rendre de Casinta à Lima ; aujourd'hui, une journée suffit. Mais que font les paysans en ville ? Il y a trente ans, les rares voyages en ville étaient motivés par des transactions commerciales ou des démarches administratives. Les vieillards s'accordent pour affirmer que le climat et l'ambiance de Lima n'étaient pas à leur convenance. Certains (les plus aisés) avaient pourtant commencé à envoyer leurs enfants étudier en ville, faute de collèges ruraux. Aujourd'hui, ces enfants, devenus citadins pour la plupart, fournissent un point de chute aux nouvelles générations, toujours plus nombreuses à poser leur candidature au collège ou à l'université, ou bien à rechercher un emploi. Ces résidents urbains ont également acquis un rôle d'intermédiaires, aussi bien pour des activités commerciales au niveau familial que pour les nombreuses démarches administratives de la communauté.

Pourtant, dans les années soixante-soixante-dix la plupart des districts de Yauyos se sont équipés d'une école primaire et d'un collège secondaire. L'un des traits distinctifs les plus saillants entre Casinta et Tomas est que ce dernier, en qualité de chef-lieu de district, dispose d'établissements d'enseignement primaire et secondaire, tandis que Casinta, simple annexe du district de Pampas, ne compte qu'une école primaire et un seul instituteur. L'animation du village en est la conséquence la plus visible. En raison de la disposition des parcelles à proximité du village, on s'attend à trouver à Casinta une vie de village qui serait moins évidente à Tomas, puisque l'éloignement des zones d'élevage a imposé de tout temps une double résidence ; or, c'est tout le contraire qui se produit. Ce fait, banal en apparence, a aiguisé ma curiosité. La scolarité semble modifier la vie des villageois à plus d'un titre : l'absence de jeunes à Casinta, alors que la population est déjà si réduite, la présence des parents d'élèves dans le village de Tomas, alors que l'élevage exigerait davantage de temps passé dans la *puna*, la pratique de la double résidence entre la communauté et la ville, sont autant de transformations qui méritent une explication.

L'« urbanisation » des villages, la multiplication des activités non agricoles, le rapprochement des villageois de la ville soulèvent la question centrale qui a motivé ce travail : les *comuneros* dont nous parlons sont-ils encore des paysans ?

22. Sur ce dernier point, ne peut-on dire qu'il en fut de même dans toutes les sociétés qui ont perdu leur épithète paysan, à l'instar de la France au début de ce siècle ?



L'influence de l'école :
de la défense du territoire
à celle des intérêts personnels

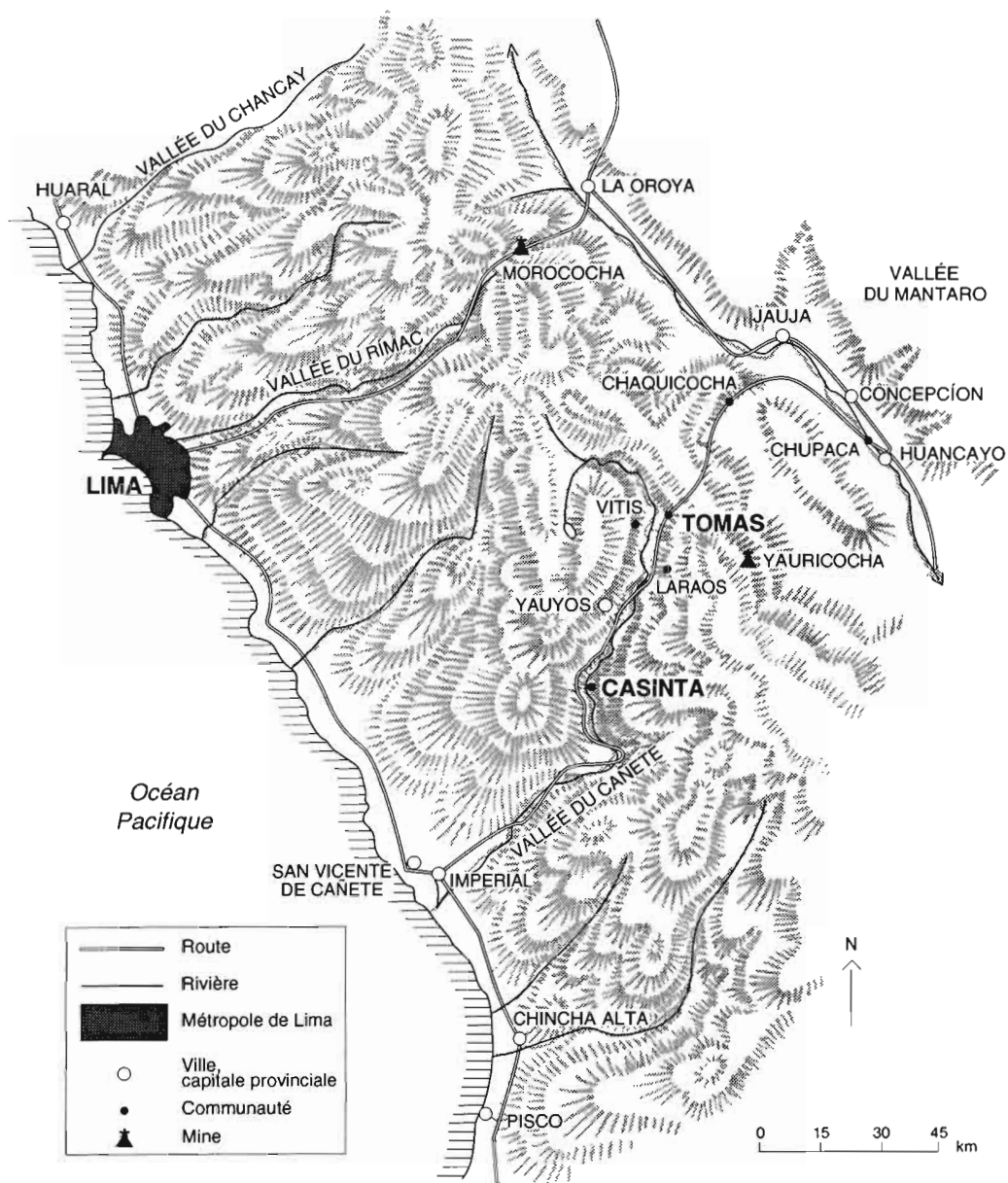


Figure 2

Bassin du Cañete : croquis de situation des communautés dans la région.

Pourquoi Casinta et Tomas ?

Au départ de Lima, on chemine entre le désert et la mer jusqu'à San Vicente de Cañete, à 150 kilomètres plus au sud. Cette bourgade commerciale se dresse au centre d'une oasis délimitée par le bassin du Cañete. À partir de là, pour remonter la vallée, le chemin va devenir de plus en plus cahotique, se rétrécir et s'élever pour atteindre près de 4 000 mètres d'altitude en moins de 200 kilomètres (fig. 2 et 3).

C'est entre 1 700 mètres (au bord de la rivière) et 2 200 mètres d'altitude que se situe Casinta, l'une des deux communautés sur lesquelles j'ai concentré mon attention. En dépit des différentes zones de production que l'on peut identifier, Casinta est avant tout une communauté de fond de vallée. Elle a été créée au XVIII^e siècle, grâce à la réhabilitation d'un ancien canal d'irrigation, autour de la culture de la luzerne. À cette époque, les occupants de Casinta appartenaient encore à la grande communauté de Pampas ; mais lorsque les Casintanos ont dû s'établir définitivement sur les terres basses, ils n'ont obtenu qu'un territoire réduit à 595 hectares, dont 142 étaient irrigués¹. Ils ont alors mis à profit les terres plus élevées (y compris au-dessus du canal de Casinta) pour la culture de subsistance par excellence : le maïs. Celui-ci est cultivé dans la *moya*, zone traditionnellement réservée à cette production. Les variétés sont différentes de celles cultivées dans les zones plus basses. On y trouve trois variétés de maïs : blanc (bouilli, il prend le nom de *mote*), jaune (cueilli encore jeune, il fournit le *choclo* ; mûr, on le fait griller pour obtenir la *cancha*, aliment de base des populations andines) et brun (il fournit une boisson, la *chicha morada*). Les terres de la *moya* sont aujourd'hui irriguées, grâce aux infiltrations du canal de Pampas.

Casinta offre un exemple de communauté particulièrement intéressant car elle a été fondée sur la base d'une appropriation privée pour une production destinée à l'élevage : la luzerne. L'autonomie de Casinta par rapport à la communauté mère a conduit ses habitants à tenter de reproduire le système agraire de leurs ancêtres avec des altitudes plus basses et, désormais, en terrains irrigués : ainsi, la luzerne, qui nourrit un élevage bovin laitier, est toujours

1. Sur ces terres semi-arides, l'irrigation est indispensable à l'agriculture.

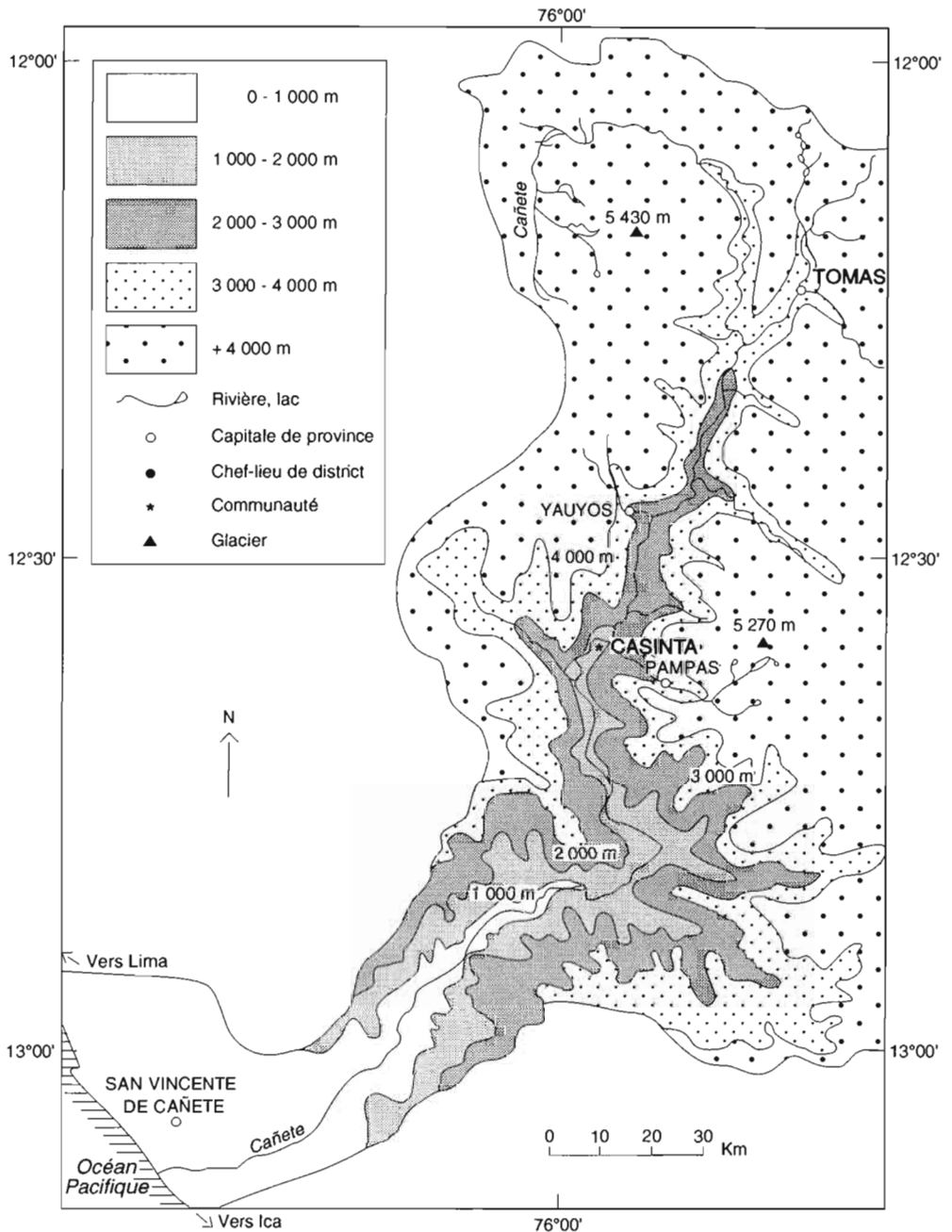


Figure 3

*Bassin du Cañete :
croquis des zones écologiques
(d'après C. FONSECA et E. MAYER, 1988).*

dominante, mais elle est désormais cultivée à côté du blé, de la pomme de terre, d'une variété de maïs dur (*maíz amarillo*) et de quelques légumes, tels que carottes, choux et courges.

Casinta compte environ 200 habitants², répartis entre 28 familles, dont une dizaine n'ont accès à la terre que par le biais du métayage. La pression sur la terre, aggravée par la faiblesse du système d'irrigation, a provoqué une émigration importante. Un projet de réhabilitation d'une centaine d'hectares, grâce à la construction d'un nouveau canal, a eu pour but de pallier ce problème foncier. L'histoire et les dimensions de Casinta en font une annexe du district (*anexo de distrito*) de Colonia-Pampas, Pampas ayant conservé sa réputation de grande communauté et le titre de « villa » depuis les guerres d'Indépendance. Comme pour la plupart des communautés de la vallée, le village de Casinta se trouve sur une colline qui surplombe le Cañete et le sépare de la route par une heure de marche. Cette distance ne freine en rien les échanges des Casintanos avec la côte et Lima.

Le village de Tomas se trouve aux confins de la province de Yauyos, blotti au cœur de hautes montagnes et traversé par la route du Cañete. Le territoire de la communauté est l'un des plus vastes de la région (30 000 hectares) et s'étend entre 3 300 et 4 800 mètres d'altitude, à la frontière avec le département de Junín, dont la capitale est Huancayo (fig. 1 et 3). Elle est peuplée d'environ 150 familles, soit plus de 1 000 habitants³, dispersés entre le village et les *estancias* dans la zone d'élevage, la *puna*. La complémentarité des activités agricoles (à proximité du village) et d'élevage (dans la *puna*) est caractéristique de l'agriculture andine.

À Tomas, le secteur agricole ne couvre que 80 hectares, soit moins d'un hectare par famille. Les assolements sur trois ans (tubercules andins, avec prédominance de la pomme de terre, fèves puis orge) sont suivis de deux ans de jachère. Ces cultures pluviales suffisent à peine à assurer la subsistance des familles et font actuellement l'objet de peu de soins. Elles sont cependant placées sous le contrôle de la communauté et réparties en usufruit.

En revanche, l'intérêt des Tomasinos pour le secteur d'élevage n'a jamais décliné et c'est là que la différenciation entre les *comuneros* est la plus manifeste : la propriété animale varie d'une dizaine à près de 600 têtes, 72 *comuneros* ne possédant aucun animal. Ce secteur n'échappe pas non plus à la mainmise de la communauté : en complément de ses deux fermes communales d'élevage ovin et d'alpagas, elle a obtenu un financement pour l'installation d'une laiterie. En qualité de chef-lieu de district, Tomas centralise un appareil

2. Dirección General de Organizaciones Rurales : « Comunidades campesinas del Perú. Información censal. Población y Vivienda 1972. Departamento de Lima ». Ces chiffres peuvent être considérés comme approximatifs. Le nombre de familles a été calculé dans mes enquêtes.

3. *Ibid.* Notons qu'au moment de l'enquête (en 1987-1988), la population avait augmenté : en 1986, 185 *comuneros* étaient enregistrés dans la communauté.

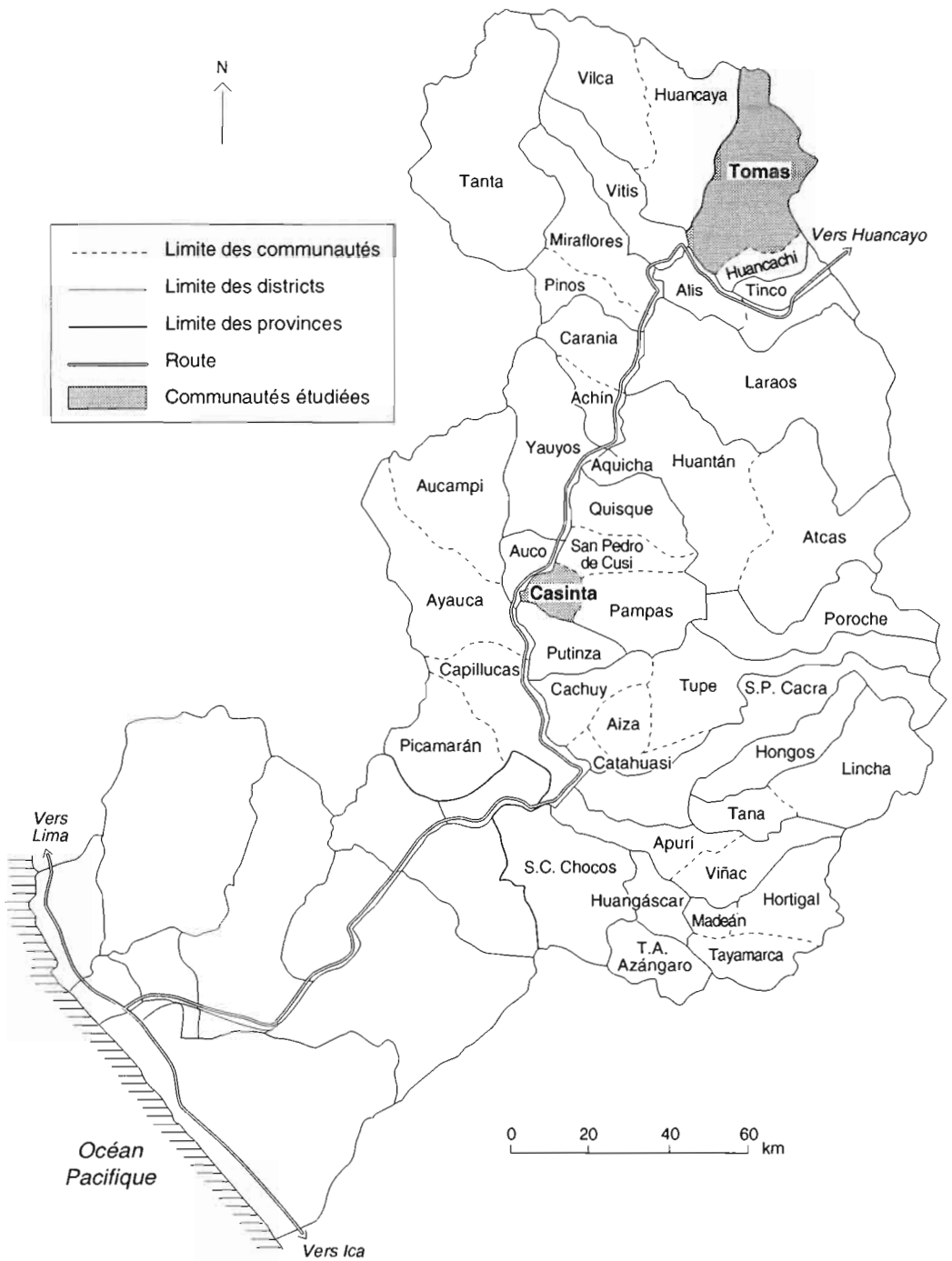


Figure 4

Bassin du Cañete : carte de délimitation des communautés paysannes (d'après B. VELÁSQUEZ, 1985 : 15).

administratif dont l'école primaire et le collège ne sont pas les moins significatifs. Bien qu'appartenant au département de Lima et se trouvant reliée par la route à la côte aussi bien qu'à Huancayo, c'est vers le département de Junín que se tournent les Tomasinos, aussi bien pour les transactions commerciales que pour y élire domicile.

Le choix de ces deux communautés est le fruit d'une mûre réflexion. Il me fallait concilier diverses conditions initiales : d'une part, dans la perspective de m'insérer dans une équipe qui étudiait, dès avant mon arrivée, la totalité des communautés de la partie supérieure du bassin⁴ (fig. 4) j'avais formulé un projet qui spécifiait une étude comparative de deux communautés, apportant ainsi une dimension qualitative qui étayerait les résultats de l'équipe ; d'autre part, ayant choisi d'analyser la dynamique de développement des communautés andines, je me suis tournée vers des communautés ayant chacune des projets d'une certaine importance, alors que leurs caractéristiques les plus saillantes – histoire, position géographique, régime et répartition des terres, situation administrative (donc existence ou non d'un collège d'enseignement secondaire), dynamisme de la population – ne présentaient que des signes distinctifs. La genèse de ces communautés fournira un excellent point de départ pour faire connaissance avec des populations voisines et pourtant si différentes.

Des ayllus de jadis aux villages de la Colonie

Yauyos était le nom d'une tribu de race aymara, dont l'influence s'étendait, à l'époque pré-incaïque, de la vallée du Chancay, au nord, à la vallée du Cañete, au sud, dans la zone andine occidentale. En ce temps-là, Yauyos avait « une population de plus de dix-huit mille habitants, disséminés dans des centaines de villages, situés généralement sur les rochers escarpés où ils construisaient des fortifications, car ils étaient très belliqueux »⁵.

L'organisation sociale et économique de ces hommes (*runas* ou *batunrunacuna*) sert de référence jusqu'à ce jour. CUNOW⁶ en donne une description très exhaustive : l'unité sociale de base était l'*ayllu*, groupe de cent⁷. Ce groupe formait un village sur les terres (*marca*) qu'il colonisait et ses membres portaient un même nom, car ils se disaient descendants d'un ancêtre commun.

« Chaque village réservait dans les terres de la *marca* une portion déterminée pour la cultiver ; le reste demeurait propriété commune de tout l'*ayllu* [...].

« Les chefs des *pachacas*, des *buarangas* et des *bunus* avaient des portions de terres de plus grande superficie que les *batunruna-*

4. Le bassin du Cañete comprend 32 communautés sur les 59 appartenant à la province de Yauyos.

5. A. CERVANTES, 1957.

6. H. CUNOW, 1933.

7. Selon le système décimal en usage chez les peuples de l'ancien Pérou, la population se comptait par groupes de dix (*chunca*), de cent (*pachaca*, *ayllu*, *comunidad de marca* ou village), de mille (*buaranga* ou phratrie) et de dix mille (*hunu* ou tribu). Ces chiffres correspondaient aux seuls hommes aptes pour la guerre, c'est-à-dire âgés de 24 à 50 ans, auxquels il faut ajouter le reste de la population : vieillards, femmes et enfants.

cuna ordinaires. [...] Le chef du village avait à sa charge la direction des cultures. Pour commencer le travail, il réunissait [...] les *llactarunacuna* les plus âgés et décidait avec eux aussi bien le jour que le type de travail pour commencer à cultiver la terre. [...]

« Le lieu où se trouvaient la maison, les étables et le morceau de terre consacré au jardin potager étaient de propriété du *batunruna*, propriété qui ne pouvait être disputée par le village tant que le *batunruna* et sa famille y vivaient. Le *batunruna* ne pouvait pas davantage offrir ou aliéner cette propriété »⁸.

La famille recevait une surface (*tupu*) variable selon le nombre de ses membres et les hommes ne recevaient une portion de terres que lorsqu'ils se mariaient et seulement s'ils appartenaient à la *pachaca* et résidaient dans la *marca*. Les biens (y compris l'épouse) ne pouvaient se transmettre qu'à des membres de la *marca*, de préférence à un frère du défunt ou à son fils.

Dans les zones de haute montagne, l'élevage de lamas et d'alpagas était prédominant. La propriété animale ne dépassait pas dix têtes chez les gens du commun ; celle des chefs allait de cinquante à cent. Ceci suggère un contrôle de la propriété, même si les pâturages étaient collectifs. Dans certains secteurs, existait de plus un élevage commun : les « troupeaux de la communauté », comme les appelait Polo de Ondegardo. Dans tous les cas, les champs et les pâturages restaient en possession commune des membres de la *marca*.

La conquête de cette région par les Incas ne fut pas aisée. Les Incas imposèrent leurs formes d'organisation, mais la présence de ministres quechuas n'a pas empêché que « Les *curacas* et la noblesse des grands *ayllus* ont conservé leur autorité »⁹. Les Incas ont laissé de nombreuses traces de leur présence : terrasses agricoles, barrages et chemins encore en usage aujourd'hui s'ajoutent aux nombreuses ruines datant de l'apogée de cette dynastie, dont la situation laisse supposer un usage intensif des différents étages écologiques pour l'agriculture comme des pâturages d'altitude pour l'élevage des camélidés andins (lamas et alpagas). DÁVILA BRICEÑO, *corregidor* de Yauyos sous la vice-royauté de Toledo, notait que la population de sa juridiction s'élevait à 10 000 tributaires (hommes de 18 à 50 ans) lors de la conquête espagnole¹⁰, ce qui suggère un peuplement relativement dense.

Dans le dernier quart du XVI^e siècle, l'organisation coloniale impose un habitat regroupé dans des zones plus accessibles, afin de faciliter la « protection », le contrôle fiscal et l'évangélisation des indigènes. C'est ainsi qu'à partir des 200 « villages » de l'époque incaïque, DÁVILA BRICEÑO crée 39 nouveaux villages de style espagnol.

Les populations précolombiennes se sont caractérisées par un habitat relativement dispersé, articulé à un axe urbain situé dans une

8. H. CUNOW,
op. cit. : 75-80.

9. *Ibid.*

10. D. DÁVILA BRICEÑO,
1965 : 155.

zone stratégique dominant les vallées¹¹. L'identification à ces « villages » se faisait selon l'appartenance à l'*ayllu* et à la « communauté de *marca* ». Les « réductions » ont eu pour effet un regroupement des populations en villages rapprochés des voies de communication. Ces villages se sont alors trouvés déconnectés des activités paysannes. Les communautés d'agriculteurs-éleveurs comme Tomas témoignent de cette désorganisation, les villageois se trouvant dès lors tenus à une double résidence pour pouvoir pratiquer l'élevage et l'agriculture, dont les zones de production se trouvent éloignées par des journées de marche.

Casinta doit sa fondation à l'intérêt porté aux terres de fond de vallée qui côtoyaient les chemins muletiers le long de la rivière. C'est dans le dernier quart du XVIII^e siècle qu'un « Indien tributaire » de la communauté de Pampas réhabilite un ancien canal qui permettra d'irriguer les terres de fond de vallée laissées en friche. Ces terres sont alors plantées en luzerne, alors que les cultures vivrières demeuraient l'apanage des terres d'altitude (la zone *quechua*, délimitée par PULGAR VIDAL entre 2 500 et 3 500 mètres d'altitude)¹². Quelques familles descendront coloniser ces terres, constituant dès lors le hameau de Casinta.

La population augmentant, les tensions vont s'accroître avec la pression sur la terre. Ce fait se trouve aggravé par les tributs que les paysans doivent payer en espèces. Ce préambule contient toutes les explications de la fondation de Casinta comme des luttes engagées par les Tomasinos pour récupérer leurs terres, aux mains de mineurs installés sur leur territoire.

En effet, les Tomasinos étaient des agriculteurs-éleveurs qui louaient leurs terres d'altitude soit à des mineurs (le territoire de Tomas abritait de nombreuses mines) soit à des communautés, en échange du droit de les cultiver pour leur subsistance. Cette rente foncière leur permettait de payer le tribut. Or, après le déplacement de la population de Tomas dans le village voisin de Vitis (au moment des « réductions »), les Tomasinos perdent le contrôle de leurs pâturages que des mineurs venus de contrées voisines tentent de s'approprier. Dans le témoignage de la possession donnée au « *común del pueblo de la Santísima Trinidad de Tomas* », une lettre datant de 1712 est édifiante quant aux pressions exercées sur son territoire :

« [...] naturels du village de Santiago de Vitis de l'*ayllu* Tomas : [...] on nous a appelés pour adjuger nos punas et pâturages au capitaine I.A. de las Casas qui, avec les soixante pesos qu'il donne, met les nôtres [*sic*], alléguant qu'ils sont inoccupés, ce qui est faux car ils sont tous occupés par les animaux de notre *ayllu* qui se compose de 25 tributaires, et aussi par les animaux des *ayllus* de Cochabamba et Vitis ; puisque eux n'en ont pas, ils nous donnent en échange des terres de

11. Ce système de peuplement est assez caractéristique des anciennes sociétés agraires.

12. J. PULGAR VIDAL, 1981.

cultures que ceux de notre *ayllu* n'ont pas, et ils ont sur nos pâturages les animaux de Notre Dame du Rosaire et de l'Église, comme V.S. pourra s'en informer auprès de notre *corregidor* et de notre curé, parce qu'il a fait l'église de la Santísima Trinidad de Tomas à ses frais [...] et les a transmis au capitaine I.A. de las Casas, allié du général A. Mari, et cette somme nous sert à payer tributs et *mitas* de neuf tributaires qui nous manquent et que nous ne pouvons pas d'une autre manière, puisque nous manquons de terres de cultures »¹³.

De l'indigénisme au populisme

L'expérience républicaine place les « communautés d'indigènes » dans un enchevêtrement de pouvoirs et contre-pouvoirs rendu plus complexe encore par un découpage administratif qui met en exergue des relations de subordination entre chaque village et les centres hégémoniques.

Dès 1821, la province de Yauyos est créée par décret du général San Martín, en signe de reconnaissance pour l'appui reçu durant les guerres d'Indépendance. Il est important de souligner que l'organisation administrative de l'époque républicaine est calquée sur les « réductions » de la Colonie, elles-mêmes ayant dans bien des cas conservé comme capitales les villages les plus importants aux temps préhispaniques. C'est ainsi que le grand Pampas se voit gratifier du titre de chef-lieu de district, Casinta ne demeurant qu'une annexe de la communauté et du district de Pampas. Pour sa part, la population de Tomas, probablement d'un habitat plus dispersé, a été incorporée aux quatre anciens *ayllus* réunis à Santiago de Vitis, devenu dès lors chef-lieu de district. Ce nouveau district va alors englober le territoire de Tomas. Cependant, le rôle important tenu par les Tomasinos lors des guerres d'Indépendance a valu à Tomas le titre honorifique de « villa ». Ce n'est qu'en 1933 que Tomas deviendra le chef-lieu du district qui porte son nom.

À l'aube de la République, la problématique des communautés andines (plus que la question agraire) soulève le débat toujours actuel sur la fondation de la nation péruvienne. Les législations, supposées soutenir les populations toujours dénommées indigènes (ce qui n'est pas innocent) à travers leur organisation en communautés, reflètent les enjeux politiques concernant le secteur agraire, alors prédominant. Les libéraux, cherchant à privatiser la terre et donc à dissoudre les communautés, doivent s'affronter à leurs détracteurs qui, eux, voient dans le maintien de la communauté le moyen de freiner l'expansion abusive des haciendas¹⁴.

13. Archives de la communauté de Tomas.

14. H. BONILLA, 1988 : 13-28.

Au tournant de ce siècle, la dynamisation de l'agriculture d'exportation a pour effet de relancer la politique expansionniste des grands propriétaires. La réaction des *comuneros* est appuyée par un groupe d'intellectuels, les « indigénistes ». Ces derniers, d'origine urbaine, ont dépeint les populations andines d'une manière idéalisée, quelque peu romantique, voire passéiste¹⁵. Néanmoins, leur parti pris en défense des communautés paysannes a finalement reçu un écho favorable de la part des autorités nationales et amené la constitution de 1920 à considérer la reconnaissance du droit de propriété des communautés sur leur territoire. En effet, les décrets bolivariens avaient déclaré la dissolution de la communauté, proclamant « l'Indien libre ». Mais l'oligarchie terrienne est puissante et les abus se poursuivent, d'ailleurs rarement accompagnés d'une augmentation de la productivité agricole.

Après une longue période de mouvements paysans de mieux en mieux organisés mais toujours réprimés dans le sang, le Gouvernement révolutionnaire des forces armées (1968-1975) mettra en œuvre l'une des réformes agraires les plus radicales du continent. Les communautés récupéreront difficilement les terres spoliées, mais la loi de communautés paysannes de 1969 leur redonnera une existence légale inviolable. Bien sûr, le fonds de la loi est empreint - et le restera jusqu'à ce jour - d'un ton bienveillant et quelque peu idéaliste, inspiré des courants culturalistes de l'époque¹⁶. Le caractère communautaire (« culture andine », propriété collective, travail collectif) attribué à la communauté a tissé un voile que les études des années quatre-vingt ont commencé à soulever.

Les conflits pour la terre : une consolidation institutionnelle nécessaire

Que sont devenus Casinta et Tomas depuis la proclamation de la République ? Bien que la région ait été peu affectée par l'expansionnisme latifundiste et donc par la Réforme agraire, les XIX^e et XX^e siècles sont toutefois parsemés de dates marquantes pour les communautés étudiées. Les conflits pour la terre expliquent les processus de consolidation des communautés, de même qu'ils donnent à voir les changements sociaux qui s'opèrent parmi les paysannes andines. La genèse de Casinta, tout comme celle de Tomas, se déroule en trois temps : l'appropriation des terres, les luttes pour la défense du territoire, avec pour aboutissement la reconnaissance légale de la communauté.

Dans toutes les communautés andines, l'appropriation du territoire remonte à une origine mythique de l'*ayllu*. L'évolution de ce terroir

15. Voir, entre autres, L. VALCARCEL, 1928. Au niveau politique, rappelons la polémique des années vingt entre Luis Alberto Sánchez et José Carlos Mariátegui, citée dans l'introduction.

16. Voir, entre autres, J. MATOS MAR (éd.), 1970.

suit, comme nous l'avons vu, un parcours historique dont certaines étapes sont déterminantes. S'agissant d'une société agraire, il est incontestable que l'appropriation du territoire répond à des fins agricoles et la communauté peut être élevée au rang de gestionnaire des ressources collectives. Il y a communauté car il y a nécessité de travailler ensemble à l'entretien des infrastructures de production : les cultures en terrasses, les réseaux d'irrigation, la protection des pâturages et des troupeaux dans la puna exigent la participation de tous les membres de la communauté¹⁷. En contrepartie, cette organisation permet de protéger l'espace collectif contre toute atteinte extérieure.

Au-delà des liens de parenté évoqués par la notion d'*ayllu*, on peut affirmer que c'est avant tout la possession d'un territoire qui fonde l'identité du groupe et que la défense de ce territoire, c'est-à-dire de l'accès de chacun à une portion lui assurant sa subsistance, justifie la solidarité de tous les membres de la communauté.

L'étude des conflits pour la terre met en exergue des éléments importants pour la compréhension de la communauté et de son évolution. La confrontation du groupe avec des acteurs extérieurs implique l'intervention d'une médiation institutionnelle, porteuse de la règle établie par la collectivité. Ces conflits sont une excellente illustration du rapport de force entre la communauté et son environnement politique.

Observons tout d'abord le cas de Casinta. La colonisation des terres de fond de vallée de la communauté de Pampas correspond à une période expansionniste. Les mouvements de troupes (qui s'intensifient durant les guerres d'Indépendance) créent des marchés que les « indiens tributaires » mettent à profit. Cependant, les quelques familles installées à Casinta pour y cultiver de la luzerne ne renoncent pas pour autant à leurs parcelles vivrières situées dans les hauteurs de Pampas. La pression sur la terre aidant, ces familles sont soumises à un choix entre leurs droits communaux sur les terrains agricoles et d'élevage et leurs parcelles irriguées dans le fond de vallée. Cette option implique une rupture entre les habitants de Casinta et leur communauté d'origine. Alors que ceux-ci revendiquent une portion du territoire de Pampas, un procès va opposer la communauté et son annexe. Au bout de neuf années, ruineuses pour les deux parties, Casinta finit par obtenir, en 1957, sa reconnaissance légale comme communauté sur un territoire dont la limite supérieure sera dessinée par son canal d'irrigation.

À Tomas, les difficultés pour contrôler le vaste espace de pâturages naturels sont à l'origine de conflits qui se prolongent jusqu'au ^{xx}e siècle. Après celles des mineurs et locataires de la période coloniale, les Tomasinos ont dû faire face aux prétentions des commu-

17. MARX lui-même admettait que l'économie collective est le résultat - [...] de la faiblesse de l'individu isolé et non de la socialisation des moyens de production - . Cité par M. HAUBERT, 1981 : 792.

nautés voisines et des haciendas d'élevage. Au début du siècle, la puissante compagnie minière *Cerro de Pasco Copper Corporation* se trouve à l'origine de nombreuses spoliations de communautés d'éleveurs de la région. Tomas, à l'instar de la plupart des communautés paysannes, ne disposait d'aucun titre de propriété pour défendre son territoire. De plus, l'instruction faisait à peine son apparition dans les communautés. C'est pourquoi les autorités de Tomas eurent recours à l'appui d'un exploitant de l'une des mines situées sur le territoire de la communauté. Celui-ci avait suffisamment d'instruction pour pouvoir se présenter devant les autorités judiciaires. Cependant, cet individu réclamait la donation de certains secteurs récupérés, en échange de ses démarches pour prouver le bon droit de la communauté contre les spoliateurs. L'instabilité politique de l'époque favorisa la communauté et celle-ci obtint gain de cause. Mais le « protecteur » de Tomas exigea alors que l'ensemble des terres récupérées lui soient léguées. Les Tomasinos durent alors se lancer dans un long procès, au terme duquel la communauté reçut sa reconnaissance officielle.

Dans la mesure où la communauté n'est considérée par les pouvoirs publics que comme un groupement de paysans illettrés, elle doit recourir à une médiation dans sa confrontation avec des éléments extérieurs. La reconnaissance légale de la communauté a donc eu pour conséquence de constituer l'institution communale et de reconnaître son pouvoir sur un territoire déterminé. Les représentants de la communauté sont dès lors reconnus comme des interlocuteurs valables par les pouvoirs publics. Jusqu'à la réforme agraire, cependant, le seul membre de la communauté habilité à traiter avec les pouvoirs publics était le *personero*, qui, contrairement aux autorités porteuses de la tradition, était un lettré ayant certains contacts avec la ville.

Le régime des terres dans l'actualité

La communauté est avant tout un gestionnaire des ressources de la collectivité. Légalement, c'est la communauté qui détient la propriété de son territoire. Celui-ci est divisé en secteurs, selon ses capacités de production. Dans un transect altitudinal, on distingue globalement les zones de cultures irriguées, les zones de cultures sous pluie et les pâturages naturels. Dans la théorie, chaque famille a un droit d'usufruit sur des parcelles situées dans ces différents secteurs de production et un droit de propriété sur la maison qu'elle aura construite dans le village. La notion de partage est au centre de la définition de la communauté. Mais ce partage n'est pas nécessairement égalitaire¹⁸.

18. Le système d'organisation de la *comunidad de marca* - reste bien un modèle de référence. On y retrouve, aujourd'hui encore, le même régime foncier, auquel échappent les zones de production destinées aux cultures commerciales, principalement dans les secteurs irrigués. Le *comunero* est toujours le dépositaire d'un droit d'usage conditionné par un règlement strict.

En effet, la pratique fait preuve d'une moins grande équité. Soulignons en outre que les notions de propriété et d'usufruit ne sont que des palliatifs pour qualifier des systèmes fonciers assez complexes. La communauté gère les biens collectifs, exigeant en contrepartie un apport en travail de tous les *comuneros* pour l'entretien de ces ressources. C'est le travail qui fonde le droit d'accès à la terre. D'une manière plus floue, cet accès se base aussi sur un privilège ancestral de certaines familles.

Ce droit est d'autant plus visible à Casinta, où les familles « fondatrices » sont encore aujourd'hui détentrices des plus grandes superficies agricoles. Sur le territoire de Casinta, seulement 142,6 hectares bénéficient du système d'irrigation. Il faut préciser que, dans une zone climatique où la sécheresse est un facteur restrictif, la capacité d'irrigation est déterminante pour l'utilisation des terres. Mais cette superficie se trouve encore réduite pour les Casintanos, si l'on considère que 35,5 hectares se trouvent en possession de 45 Pampinos¹⁹.

Dès la fondation de Casinta, certaines familles se sont approprié des terres qui ont, par la suite, fait l'objet de nombreuses transactions. Aujourd'hui, le marché des terres est saturé et, en dépit d'un taux d'émigration élevé, on observe une répartition très inégale des propriétés, variant de 0,25 à 8 hectares, avec 16 *comuneros* sans terre²⁰. Cette situation a favorisé le développement du salariat et du métayage, qui est une forme d'accès indirect à la terre. Selon une convention difficile à éviter, la stratification économique des *comuneros* se présente sous trois catégories : les « pauvres », les « moyens » et les « aisés »²¹. Dès lors que la notion de propriété intervient, on ne peut parler qu'en terme de patrimoine familial, en raison des héritages indivis. Ajoutons qu'en 1986, le registre d'électeurs de Casinta fait état de 65 individus majeurs. Si l'on soustrait les émigrés permanents (au nombre de 8), nous obtenons, après regroupement, 28 chefs de famille. À Casinta, le système de propriété a modifié le sens de *comunero* au point qu'à son registre, imposé par les autorités légales, s'est substitué celui des électeurs qui, lui, regroupe hommes et femmes majeurs. En revanche, aux yeux de la loi, n'est qualifié de *comunero* que le membre adulte chef de famille, qui sera considéré comme inactif (exempté des obligations à l'égard de la communauté) à partir de 65 ans. Mes observations de terrain ont permis d'estimer que la catégorie qualifiée de « pauvre » inclut les sans-terre et les petits propriétaires jusqu'à un hectare, soit 11 familles. Les familles les plus aisées se distinguent par des exploitations supérieures à 5 hectares et par la propriété d'une vingtaine de bovins (2 d'entre elles possédant en outre une paire de taureaux pour les labours) ; c'est le cas de 4 familles. Entre ces deux extrêmes, 13 familles possèdent entre 1 et 5 hectares.

19. Registre d'irrigation de Casinta, 1986.

20. *Ibid.*

21. E. GONZALES, 1986.

Tableau II

Distribution de la propriété terrienne à Casinta selon les catégories de comuneros et par famille (1986).

Catégorie	Hectares				
	0	- 0,9	1 à 1,9	2 à 4,9	+ 5
Hommes + 30 ans (20)	4	s/i	s/i	s/i	s/i
Hommes - 30 ans (7)	7	0	0	0	0
Femmes seules (13)	5	2	4	1	1
Familles (28)	5	6	7	6	4

Source : Tableau élaboré à partir des registres de comuneros et d'irrigation de Casinta, 1986

Dans ce contexte, la succession ne peut se régler que par l'émigration d'une partie des héritiers. Depuis plusieurs années, aucun terrain n'a été mis en vente. En dépit de cette sélection par l'héritage, plusieurs comuneros se trouvent sans espoir d'acquérir des parcelles, tandis que certaines familles aisées se trouvent dans l'incapacité d'accroître leur production. Une solution aurait pu être apportée à ce blocage foncier : au début des années quatre-vingt, un projet de prolongation d'un canal d'irrigation aurait permis de récupérer une centaine d'hectares en friche, dont une partie était destinée à être distribuée aux paysans sans terre. Mais ce projet, dont nous aurons l'occasion d'examiner les tenants et les aboutissants, a en grande partie échoué.

Globalement, la production agricole se répartit entre les cultures vivrières destinées à l'autoconsommation (maïs, pommes de terre, blé, pour l'essentiel) et les cultures commerciales (luzerne, pommiers et quelques parcelles de pommes de terre et de carottes). La production de luzerne, qui a motivé la fondation de Casinta, est destinée à l'alimentation des bovins pour la production laitière. Depuis quelques années, les plantations de pommiers tendent à supplanter cette culture permanente.

Nous l'avons vu, Tomas est une communauté où l'élevage est prépondérant. Sur 30 000 hectares de superficie totale, l'agriculture n'occupe que 80 hectares, répartis en une multitude de petites parcelles aménagées en terrasses, que se partagent 185 comuneros²². Cette agriculture pluviale ne produit que les tubercules andins (pommes de terre, *ocas*, *ollucos*, *mashua*), les fèves et l'orge nécessaires à la consommation familiale.

C'est dans la zone d'élevage que peut s'exprimer la richesse des familles. En raison de la productivité inégale des sols, les parcelles d'élevage attribuées à chaque comunero (*canchadas*) peuvent avoir des dimensions très diverses et ne sont séparées que par une frontière naturelle connue de tous. L'usage excessif de ces pâturages indique une surpopulation animale et une pression sur la terre

²². Registre de comuneros de Tomas, 1986.

qu'aucune réglementation communale ne vient pourtant endiguer. En effet, bien qu'il en ait souvent été question tout au long de ce siècle, aucune limite n'est imposée par la communauté à la taille des troupeaux. Les plus grands propriétaires (une quinzaine possédant entre 300 et 600 têtes, toutes espèces mêlées) disposent des plus grandes *canchadas*. Le reste de la propriété animale se trouve réparti entre 53 éleveurs de 101 à 300 têtes et la grande majorité des *comuneros* possédant moins de 100 têtes ou n'ayant aucune propriété animale. Cette dernière catégorie regroupe 115 des 185 *comuneros* enregistrés en 1986²³.

23. Registre d'animaux de Tomas, 1985.

<i>Comuneros</i>	Nombre d'animaux						
	0	- 30	31 - 100	101 - 200	201 -300	301 -400	+ 401
+ 30 ans (98)	26	10	13	19	16	5	9
- 30 ans (20)	14	4	2	-	-	-	-
Retraités (21)	8	2	3	3	3	2	-
<i>Anualistas</i> (19)	7	-	3	5	3	1	-
<i>Comuneras</i> (27)	17	4	2	3	1	-	-
Total (185)	72	20	23	30	23	8	9
%	38,9	10,8	12,4	16,2	12,4	4,3	4,8

Tableau III

Distribution de la propriété animale à Tomas selon les catégories de comuneros (1985).

Source : Tableau élaboré à partir des registres de *comuneros* (1986) et d'animaux (1985) de Tomas.

Cette réalité indique un rapport de force en faveur des grands éleveurs, alors que les possibilités d'accès à de nouvelles *canchadas* pour les jeunes *comuneros* se trouvent de plus en plus restreintes. Il faut ajouter que depuis les années soixante, et cela en dépit des limitations imposées à l'élevage par des pâturages naturels de qualité inégale, la communauté a créé trois fermes communales d'ovins, d'alpagas et, récemment, de bovins, toutes trois sur des sols particulièrement appropriés à ces espèces et qui avaient, par le passé, fait l'objet de litiges frontaliers.

En principe, les parcelles agricoles et d'élevage sont attribuées à chaque *comunero* pour un usufruit à vie. Dans la pratique, il arrive souvent que la famille (frères, enfants) récupère les parcelles d'un parent défunt, surtout si celles-ci sont voisines. Malgré tout, ici, au contraire des Casintanos, les *comuneros* ne se considèrent pas propriétaires, ce qui justifie de moindres aménagements sur les parcelles individuelles. En revanche, les travaux collectifs suscitent une forte participation des *comuneros*, tous se sentant concernés par le « progrès » de leur communauté.

Le parcours historique d'une communauté est chargé d'enseignements pour qui cherche à déceler un sens dans l'organisation en communauté. Les itinéraires de Casinta et de Tomas, dans leur spécificité, permettent de décliner deux points de comparaison d'un grand intérêt. Tout d'abord, le régime des terres se présente comme le résultat d'un processus d'appropriation d'un espace physique par la collectivité. Trois paramètres entrent en jeu : la genèse de la communauté, les législations successives concernant cette institution et la destination des produits agricoles (consommation versus marché). En second lieu, la différenciation paysanne se produit sur la base de l'accès aux ressources productives. La superficie des parcelles est plus aisément quantifiable à Casinta qu'à Tomas ; néanmoins, dans ces deux communautés, certaines familles s'attribuent, dans une légitimité séculaire, des droits prioritaires sur d'autres familles pour la jouissance de terrains plus vastes, plus productifs ou plus proches de points stratégiques, tels que le village, la route ou un point d'eau.

Ces différents régimes fonciers se traduisent dans des formes distinctes de tenure de la terre et d'organisation de la production. On assiste à une action réciproque et conflictuelle entre l'organisation familiale et le système foncier, chacun conditionnant l'autre. Le système foncier n'est autre que « l'expression contradictoire des pratiques sociales s'inscrivant dans l'espace en vue de l'affecter à des usages et de se l'approprier, et ainsi de dominer l'espace de certains acteurs sociaux »²⁴. Les enjeux sociaux dans la communauté sont donc inséparables de la notion de territoire. Une fois défini cet enjeu, il est plus aisé de comprendre que les familles paysannes nouent des relations avec l'espace extérieur à la communauté, autant pour renforcer leur position sociale et économique au sein de cette dernière que pour s'ouvrir des perspectives dans le « monde moderne ». À cette fin, l'école et les liens avec la ville acquièrent une valeur instrumentale.

24. B. CROUSSE *et al.*,
1986 : 22.

L'ÉCOLE ET LES CHANGEMENTS DANS LES VALEURS PAYSANNES

L'assimilation de nouvelles valeurs par les paysanneries s'inscrit dans un processus d'intégration nationale, dont les phénomènes de marginalisation et d'acculturation constituent les deux pôles. En imposant une langue nationale, porteuse d'une culture non moins nationale ou assimilée comme telle, l'école se fait le vecteur d'inté-

gration par excellence. Cette volonté d'identité nationale, un peu partout dans le monde, n'a pas été sans mal et n'a pas encore trouvé partout sa forme achevée.

Dans les Andes, ce processus est marqué par l'affrontement de cultures distinctes. Depuis la conquête espagnole, les populations andines ont vu leur propre langue (principalement le quechua), leur propre système de valeurs et de croyances niés par la nouvelle culture dominante, d'origine occidentale. Cet affrontement s'est progressivement déplacé vers une « dualisation »²⁵ entre populations urbaines et populations rurales, puisque c'est en ville que se trouvent les centres de pouvoir. Les communautés andines sont redevables à des *comuneros* instruits de l'issue heureuse de nombreux procès les affrontant à des grands propriétaires, ainsi que de leur reconnaissance officielle. Ces faits expliquent pourquoi l'éducation est perçue par les paysans comme le meilleur moyen de modifier le rapport de force entre ruraux et urbains, établi sur une base culturelle différenciée. Par ailleurs, l'identification de l'éducation scolaire à un progrès indique la volonté des populations andines de s'intégrer à la culture reconnue comme nationale, au risque d'y perdre leur identité propre. Mais cette acculturation est une condition nécessaire pour accéder aux bénéfices de la modernisation du pays. La contradiction entre deux modes de socialisation, celui du milieu d'origine et celui du système éducatif, produit un autre résultat : l'émigration.

Le phénomène éducatif est donc un facteur idéologique fondamental du changement social dans la communauté paysanne et ses conséquences atteignent l'espace extra-communal.

L'école, une revendication permanente

Les paysans se représentent l'instruction scolaire comme synonyme de « progrès ». C'est pourquoi l'école constitue une revendication permanente dans les communautés andines. L'école de Laraos (communauté voisine de Tomas) a joué un rôle qui mérite que l'on s'attarde à le décrire. D'après l'étude de MAYER²⁶, l'instruction à Laraos a pris un caractère exceptionnel dès le début du siècle, avec l'arrivée de l'un de ses fils, grand voyageur. Non seulement il apporta l'instruction aux fils des paysans enrichis grâce à l'essor économique dû à l'élevage, mais il fonda une association de libres penseurs, l'« Unión Fraternal Progreso », qui s'opposa à la tradition, c'est-à-dire aux langues autres que l'espagnol et aux fêtes qualifiées de païennes. Finalement, elle opposa l'autorité du conseil municipal à celle de la communauté, justifiant ainsi la privatisation des terres.

25. La « dualisation » traduit un processus tendant à empêcher l'intégration d'une partie de la population (M. HAUBERT, C. FRELIN, 1985 : 54).

26. C. FONSECA et E. MAYER, 1988 : 125-163.

Cette tendance fut suivie ultérieurement par Tomas où, en 1958, les autorités municipales et communales adressèrent une requête au ministère des Affaires indigènes en ces termes : « [...] Qu'une vingtaine d'années d'expériences acquises dans le village, sous les influences d'une administration double et simultanée, la Municipale et la Communale, sur une même juridiction territoriale et sur les mêmes éléments humains et civils, nous mettent en évidence que les résultats obtenus, s'ils ne sont pas préjudiciables, ont provoqué des lenteurs évitables. [...] On a cru qu'avec un plus grand nombre de services administratifs et un plus grand nombre d'autorités, tous les services sociaux de la localité devraient être assurés d'une manière active et minutieuse. [...] De plus, monsieur le Directeur, actuellement dans ce district, nous n'avons aucune délimitation ni réclamation en cours sur l'intégrité territoriale de nos pâturages de *puna* ; la population a atteint un niveau de civilisation plus élevé et nous voulons prendre une nouvelle organisation administrative axée sur la municipalité. [...] »²⁷. Bien sûr, les pouvoirs publics s'opposèrent à ce choix ; néanmoins, cette détermination avait été nourrie depuis quelques années par les protestations et les réclamations des enseignants ; un mémorandum daté de 1955, consigné dans un livre d'actes de la communauté, en témoigne.

Dans la province de Yauyos, les premières écoles publiques ouvrent leurs portes dans les années trente. Auparavant, l'instruction n'était réservée qu'à la frange de population capable de payer un précepteur. Avant de louer une initiative de l'État, il faut souligner que ces écoles sont le fruit des démarches des *comuneros* et de leur propre travail dans la construction des locaux scolaires. Ce volontarisme généralisé a été élevé à sa plus haute expression dans la littérature péruvienne²⁸.

Néanmoins, la volonté des paysans s'est souvent heurtée à diverses barrières. À Pampas, les familles aisées se sont longtemps opposées à une démocratisation de l'éducation. Cet obstacle surmonté, chaque communauté a voulu s'équiper du centre éducatif le plus prestigieux. Finalement, les capitales de districts seront désignées comme centres éducatifs. Dès les années soixante jusqu'au début des années soixante-dix, pratiquement tous les districts de Yauyos ont été dotés de collèges secondaires. À cause de ce découpage administratif, Casinta ne dispose que d'une école primaire, depuis 1954, alors que Tomas bénéficie d'une école primaire partielle²⁹ depuis 1933, rendue complète et mixte à partir de 1954, et du secondaire depuis 1966.

Malgré tout, l'importance de l'école ne se mesure pas à la taille des locaux mais au nombre d'élèves qu'elle reçoit. C'est alors que

27. Archives de la communauté de Tomas. Traduit dans M. BEY, 1990, annexe 9.

28. M. SCORZA, 1977 : 153 et suivantes ; voir aussi l'importance accordée au *cholo* instruit dans les romans de J.M. ARGUEDAS (voir entre autres : *Todas las sangres*, 1985).

29. L'instruction primaire au Pérou comporte six niveaux. À partir de 1933, l'école primaire de Tomas ne compte que trois niveaux qui seront complétés et rendus mixtes en 1954 avec la création du centre éducatif communal.

l'enthousiasme dont les paysans ont fait preuve se trouve démenti dans la pratique : à Tomas, la problématique scolaire se trouve souvent à l'ordre du jour dans les assemblées communales, et cela depuis les années trente. L'école ne recouvre pas la même signification pour tous et son importance locale a subi une évolution.

Durant la première moitié du siècle, les familles les plus avantagées par l'école publique furent celles-là mêmes qui employaient auparavant des précepteurs. Les paysans les plus pauvres se trouvaient, eux, placés devant un dilemme : ils concevaient l'utilité de l'alphabétisation, mais ne pouvaient en assumer les coûts, dont le plus important était d'adapter le rythme familial du travail agricole à celui de l'enseignement. Par conséquent, le taux d'absentéisme était très élevé. L'absence de statistiques scolaires pour cette époque rend toute démonstration impossible. Cette assertion se base sur de nombreuses interventions au cours des assemblées communales. Dans celle du premier juillet 1941, par exemple, le directeur de l'école primaire de Tomas réclamait « que les enfants assistent aux cours » et demandait aux autorités qu'une amende soit infligée aux parents « pour non-assistance ». Cette requête a donné lieu à la publication d'un dossier dans la revue des enseignants de Yauyos³⁰. Les déclarations de paysans âgés confirment ces difficultés. Comment rendre une organisation familiale du travail, dans laquelle les enfants ont un rôle non négligeable, compatible avec la scolarisation de ces derniers ?

Les années soixante ont connu un retournement des avantages de l'école rurale, en raison de l'élévation des niveaux éducatifs et des facilités de communication entre villes et campagnes. Les élèves d'écoles rurales sont désormais majoritairement les plus pauvres, tandis que les familles les plus aisées envoient leurs enfants étudier en ville. L'apparition du niveau secondaire a pour corollaire l'option de l'allongement des études. Le niveau primaire est globalement admis comme étant indispensable (surtout pour les garçons) et le secondaire acquiert les caractères restrictifs auparavant attribués aux études primaires. Aux freins économiques s'en ajoutent d'autres, d'ordre structurel ; le plus décisif étant, bien entendu, l'existence ou non dans la communauté d'un collège secondaire. Cet aspect est particulièrement important pour distinguer Casinta et Tomas.

Le phénomène scolaire soulève une question essentielle pour le devenir des communautés. On observe une contradiction entre la forte demande d'établissements scolaires dans les communautés et le taux d'émigration élevé des jeunes, qui vont poursuivre leurs études en ville, en dépit de l'existence de collèges dans leurs villages.

Le collège de Pampas a ouvert ses portes en 1979. Depuis cette date, il a reçu seulement deux élèves de Casinta. Les autres enfants

30. YACHAYWASI, 1944.

ont interrompu leurs études ou bien sont partis étudier en ville. Là, soit les étudiants s'inscrivent dans un réseau familial déjà établi, soit ils s'installent avec leur mère. C'est alors l'occasion pour l'unité familiale de diversifier ses activités (généralement en établissant un commerce en ville), ce qui implique une décapitalisation au moins temporaire de l'unité de production. Les raisons invoquées à ces comportements sont, pour les uns, que le village de Pampas est trop éloigné (deux heures de marche) et que les Casintanos n'y ont plus de parents qui pourraient héberger leurs enfants ; pour les autres, s'ajoute à ce motif le fait que la qualité de l'instruction est meilleure en ville³¹. La conséquence la plus visible de ces comportements est que Casinta se trouve pratiquement déserté par ses jeunes générations.

31. Devant la fréquence de cet argument, il me semble utile d'évoquer l'expérience d'un Casintano qui, l'année suivant la fin de ses études secondaires à Pampas, a été employé dans la même école comme instituteur.

Tableau IV
Population de Casinta et Tomas par groupes d'âges (1972).

Âges	0-5	6-10	11-15	16-20	21-25	26-30	31-40	+ 41
Casinta	33	40	24	9	7	9	12	66
Tomas	256	97	51	72	129	122	128	129

Source : « Comunidades Campesinas del Perú ». Información censal. Población y Vivienda 1972. Departamento de Lima. Série I, vol. II, 1977. Dirección General de organizaciones rurales.

À Tomas, les *comuneros* débattent souvent en assemblée de l'urgence de retenir les jeunes dans le collège du village. Le cas échéant, le collège devrait fermer, atteignant difficilement le minimum d'inscriptions dans chaque niveau imposé par l'administration scolaire. La même justification qu'à Casinta à propos d'un niveau pédagogique supérieur est invoquée par les parents qui préfèrent envoyer leurs enfants à Huancayo, voire à Lima. Mais, tout comme à Casinta, cette raison en cache une autre, d'ordre économique : la scolarisation des enfants en ville permet de créer ou de renforcer un pôle d'activité en milieu urbain.

La réalité scolaire dans chacune de ces communautés est instructive à plusieurs égards : elle montre l'évolution de la scolarisation des garçons et des filles. Alors que la proportion de ces dernières tend à augmenter, on observe une diminution des effectifs masculins. Bien sûr, cette tendance est inversée en ville. On remarquera aussi une élévation de l'âge en fin de primaire, qui révèle une scolarité en dents de scie. Certes, la proportion croissante de filles indique une démocratisation de la scolarisation, mais l'école rurale est un pis-aller. Elle répond moins à un besoin de formation qu'à un désir d'instruction, considéré désormais comme un minimum nécessaire, mais qui s'intègre aux activités familiales (garde des frères cadets, participation aux travaux domestiques et des champs), ce qui fait dire aux paysans les plus aisés que « pour bien étudier, il faut aller en ville ».

Année	Casinta				Tomas			
	Total	H	F	Âge moyen fin primaire	Total	H	F	Âge moyen fin primaire
1979*	39	22	17	12,5	189	102	87	12,4
1986	29	16	13	13,5	192	84	108	12,8

Tableau V

Assistance aux écoles primaires de Casinta et Tomas.

Source : Données de terrain. Casinta, Tomas, 1986-1988. Pour plus de détails, se reporter à M. BEY, 1990 : 268-269.

* Faute d'homogénéité dans les registres disponibles dans chacune des communautés (depuis 1967 à Casinta, depuis 1974, à Tomas), nous ne pouvons observer une évolution sur une plus longue période.

L'évolution de la population du collège de Tomas, depuis son ouverture en 1967, montre une croissance globale des effectifs, tout en dénonçant une désaffection du collège avec la progression dans les années scolaires : soit les enfants abandonnent leurs études (les abandons sont nombreux, surtout durant la première année), soit ils vont poursuivre leurs études en ville.

Années*	1 ^e	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e **	Total élèves	Abandons
1967-1970	33	20,2	8,5	3,5	-	261	74
1971-1975	27,6	23,6	16,4	14,6	14,6	484	70
1976-1980	34,2	24,8	22	18,4	17,2	583	69
1981-1986	38,4	32,2	31,2	25,8	23	753	101

Tableau VI

Population du collège de Tomas : moyennes de 1967 à 1986.

Source : Données de terrain. Tomas, 1986-1988. Pour plus de détails, se reporter à M. BEY, 1990 : 270-273.

* Le collège ayant ouvert ses portes en 1967, les années 1967 à 1970 sont progressives, jusqu'à atteindre les cinq niveaux.

** L'enseignement secondaire au Pérou comporte cinq années.

Les facteurs socio-économiques ne doivent pas non plus être négligés dans cet essai d'explication. ALBERTI et COTLER³² ont remarqué qu'en constituant un moyen d'expulsion, l'éducation permet de résoudre les tensions internes, tout en évitant une restructuration foncière. À la lumière de cette assertion, les tendances migratoires des jeunes de Casinta et de Tomas acquièrent une signification nouvelle. En effet, Casinta présente une forte différenciation sociale et ne dispose pas d'un collège, alors que Tomas a une structure sociale moins différenciée, mais possède un collège.

Dans le premier cas, la tendance migratoire des jeunes répond au blocage économique imposé par la structure foncière de la communauté. Par conséquent, riches et pauvres trouvent dans l'émigration

32. G. ALBERTI et J. COTLER, 1977.

(même si les études ne sont souvent qu'un prétexte) une issue à la pression sur la terre, et il suffira d'un faible niveau scolaire (primaire) pour émigrer.

Dans le cas des jeunes Tomasinos, l'existence d'un collège dans la communauté retarde souvent l'âge de l'émigration. Comme il est compréhensible, peu d'enfants ont alors la possibilité de suivre des études supérieures. Globalement, seuls les fils de familles aisées émigreront à la fin du primaire ou pour suivre des études universitaires. À la différence de Casinta, Tomas offre la possibilité aux nouveaux *comuneros* (à partir de 21 ans) d'accéder à des parcelles communales. Ces facilités, ajoutées à une socialisation plus prolongée au sein de la communauté, fournissent un palliatif à l'émigration.

Il faut également considérer les habitudes migratoires de chacune de ces communautés. Dans les deux cas, la proximité de centres urbains importants constitue un facteur d'ouverture de la communauté au milieu extérieur et aux possibilités d'emplois qu'il peut offrir. Cependant, la tradition du travail salarié hors de la communauté est beaucoup plus marquée à Tomas qu'à Casinta. Ainsi, les possibilités d'emplois, ajoutées aux facteurs éducatifs, expliquent que les jeunes Casintanos émigrent très tôt et diminuent ainsi la pression sur la terre, tandis qu'à Tomas, ils émigrent plus tard, mais d'une manière plus systématique, que ce soit pour poursuivre leurs études ou pour chercher un emploi provisoire, en attendant d'installer leur propre exploitation dans la communauté.

Ainsi, sous une apparence de démocratisation de l'éducation, le système scolaire entretient, voire favorise, la différenciation sociale dans les communautés. Comment les contenus pédagogiques interviennent-ils dans cette différenciation et en quoi contribuent-ils à des changements dans les valeurs sociales des paysans ?

Contenus éducatifs et valeurs paysannes

Il ne s'agit pas seulement de savoir qui va à l'école et dans quelles conditions, ni de connaître le nombre d'écoliers. Ce que l'on apprend à l'école et le système pédagogique en général sont des facteurs explicatifs au moins aussi importants pour l'étude du changement social dans les communautés andines. Qui administre l'enseignement, comment et dans quel but ? La réponse à cette question nous permettra de comparer les deux niveaux de la socialisation de l'enfant et leurs résultats sur les options d'avenir de chacun, ainsi que sur le système de valeurs de la communauté paysanne.

Il est remarquable que, parmi les étudiants d'origine andine, l'enseignement est la carrière la plus suivie³³. Par conséquent, les classes

33. Des travaux à l'échelle nationale comme ceux de G. PORTOCARRERO et P. OLIART (1986) et G. PORTOCARRERO (1987) ou plus localisés comme celui de F. FUENZALIDA *et al.* (1982) sur Huayopampa (vallée du Chancay) en témoignent.

rurales sont fréquemment administrées par des fils de paysans. Cependant, cette origine commune efface difficilement la distance sociale qui s'est établie avec les études. De fait, les paysans accordent un statut supérieur aux enseignants, ayant eux-mêmes un niveau d'études très bas et se formant de la « culture urbaine » une image fortement valorisée. La place des enseignants dans la vie quotidienne et le respect des hiérarchies établies au niveau communal en viennent donc à créer une ambiguïté dans le rôle de l'enseignant. Celui-ci a été éduqué dans un milieu similaire à celui dans lequel il enseigne aujourd'hui, mais il est aussi porteur de transformations culturelles, du fait de son bagage personnel. Les enseignants des deux communautés fournissent une illustration de situations rencontrées fréquemment.

L'école de Casinta ne compte qu'un instituteur ayant à sa charge les six niveaux du primaire, répartis en deux classes. Don Justiniano, fils de Casintanos, est un personnage respecté par les *comuneros* mais, comme il le constate lui-même, de peu d'influence : « nul n'est prophète dans sa chapelle », conclut-il avec le dicton. Il est vrai également que sa présence dans le village est surtout le fait de son travail : sa famille résidant à Pisco (ville côtière au sud de la vallée), il la rejoint le plus souvent possible et, pour cela, il a laissé ses terres en métayage. En revanche, dans l'enceinte scolaire, don Justiniano use volontiers de son autorité, qu'il juge d'autant plus nécessaire qu'il lui faut administrer des niveaux disparates.

À Tomas, le corps enseignant est composé par deux éducatrices (de Tomas) pour la maternelle, six instituteurs (dont le directeur ainsi que trois autres sont Tomasinos) pour le primaire et six professeurs (dont un de Tomas), un directeur et une secrétaire pour le secondaire. Bien que tous soient originaires de la Sierra, ils constituent une catégorie distincte du reste de la population. En effet, leur mode de vie et leurs habitudes de consommation les éloignent du milieu paysan, en devenant des sources de prestige.

Les professeurs Tomasinos sont non seulement respectés mais aussi écoutés : leur participation aux assemblées communales en témoigne. C'est en effet sur la scène communale que paysans et enseignants se retrouvent pour partager leurs préoccupations. Les premiers y trouvent l'occasion de démontrer leur capacité de contrôle sur l'administration scolaire, manifestant par là leur attachement à une école intégrée à la communauté. Il est intéressant d'observer que les *comuneros* exigent de leurs interlocuteurs assiduité et « enseignement efficace » (ce qui signifie un niveau d'étude adéquat et une présence ponctuelle)³⁴. Ces derniers attendent des parents d'élèves une plus grande collaboration (qui mettrait fin à l'absentéisme des écoliers) et surtout qu'ils inscrivent leurs enfants

34. La communauté peut sanctionner les fautifs en demandant leur mutation auprès de l'inspection académique.

dans les établissements du village, inquiétude partagée d'ailleurs par la communauté dans son ensemble, puisque la réduction des effectifs scolaires menace ses établissements de fermeture.

À propos de Tomas, les relations entre enseignants et élèves peuvent être davantage étayées que dans l'unique exemple de Casinta. Je préciserai tout d'abord que j'ai assuré durant une semaine la suppléance d'un instituteur (en retard au commencement de l'année scolaire) dans une classe de troisième niveau du primaire. Malgré la faible assistance en début d'année (à peine la moitié de la trentaine d'inscrits), les âges des élèves accusaient déjà des variations entre 8 et 13 ans, les plus jeunes étant ceux qui suivaient le mieux. La plupart des enfants ne possédaient aucun manuel scolaire et le matériel pédagogique était inexistant.

Bien sûr, chaque enseignant suit ses propres méthodes, mais celles-ci se rencontrent presque toujours sur les points essentiels : autorité³⁵, négligence des enfants qui accusent des difficultés de compréhension, faible intérêt pour une pédagogie adaptée au milieu paysan andin³⁶, entre autres. Il est certain que le matériel pédagogique fait souvent défaut dans les écoles rurales et le niveau des enseignants est généralement très bas.

S'il est difficile d'évaluer les méthodes pédagogiques employées, une analyse des manuels scolaires sera davantage expressive quant à l'idéologie sous-jacente à l'enseignement formel. À cet effet, j'ai utilisé une étude réalisée en 1973 sur des manuels de littérature de la première à la troisième année de primaire³⁷. Je ne pourrai qu'insister sur quelques points essentiels, qui seront illustrés par des passages de textes scolaires ou par des réflexions des auteurs. Ceux-ci concluent d'ailleurs sur un constat peu optimiste :

« Dans les textes scolaires analysés, nous ne trouvons pas d'authentiques pièces de littérature mais des rédactions d'un mauvais niveau littéraire dans lesquelles se combinent : la discrimination raciale, la réalité masquée, l'hypocrisie et le sadisme, la résignation, l'humour noir, le fatalisme, les coutumes des riches, la répression, le mensonge et l'adulation, la crainte, l'enfance domptée, la condamnation de la rébellion, enfin... de tout. »³⁸

Le passage suivant est frappant tant par sa rhétorique que par l'image qu'il renvoie du paysan andin. Il est inclus dans « Faits historiques du Pérou : l'Indien » :

« Les Indiens portent des *ojotas*, des pantalons de bayette, des *ponchos* de diverses couleurs, des *chullos* et chapeaux de laine de différentes formes. Ils vivent généralement dans les champs, dans des cabanes ou des maisons très pauvres couvertes de paille.

35. S'agit-il de la notion andine du pouvoir vertical dont parle R. MONTROYA (1980b), ou bien d'une interprétation du pouvoir accordé au corps enseignant du fait de son statut privilégié ?

36. Dans le primaire, certains enseignants organisent cependant des leçons de botanique appliquées à l'environnement local et, dans le secondaire, les élèves participent parfois à certains travaux de la communauté, généralement mal encadrés.

37. Je remercie Luis Peirano de m'avoir procuré cet ouvrage collectif du secteur d'éducation de Desco (1973), depuis longtemps épuisé. Les citations sont tirées des livres de lecture « Adelante » et « Carlitos » de deuxième année ainsi que « En marcha », « Cuesta arriba » et « Jaimito », de troisième année. Ces manuels sont toujours en usage.

38. Desco (éd.), 1973 : 160.

« Ils cultivent nos champs, gardent les animaux, apportent leurs produits à la ville et font les travaux les plus modestes.

« Aujourd'hui, les gouvernements se préoccupent de l'éducation de l'indien, ouvrent des écoles et des fermes et édictent des réformes sociales pour qu'ils s'instruisent et cultivent la terre rationnellement. »³⁹

Enchaînons avec la réalité masquée ; une phrase pleine d'ironie suffira :

« [...] il n'y a pas de plus grande malchance que celle de naître millionnaire »⁴⁰.

Le thème de la résignation poursuit dans le même esprit :

« Nous devons accepter de bonne grâce le sort qui nous est réservé. Les uns pétrissent le pain et d'autres le mangent. »⁴¹

Le fatalisme enseigne aux enfants la même résignation face à un destin inéluctable et la crainte est inspirée par la menace du châtiement suprême :

« Vois que Dieu te regarde, vois que tu dois mourir et que tu ne sais pas quand ! »⁴²

La rébellion est également punie de la plus dure peine : prenant pour exemple un chien affamé attaché nuit et jour à une lourde chaîne, sa fuite n'est couronnée que par la mort qu'il ne tarde pas à rencontrer. « Mieux vaut un tiens que deux tu l'auras. », conclut ironiquement le texte⁴³.

Dans ces manuels, l'hygiène est illustrée par des éléments inaccessibles aux enfants ruraux (et pauvres en général) : une baignoire occupée par un enfant blond avec du bain moussant et une éponge⁴⁴ !

Ces quelques exemples sont assez éloquentes pour traduire le fonds idéologique de ces textes de lecture. Une caractéristique dominante s'en dégage : la culture occidentale s'impose d'une manière impérative à l'ensemble du pays sans tenir compte des références culturelles des populations intéressées.

Il faut souligner ici un trait singulier que le Pérou partage avec les pays où la pluri-ethnicité se marie mal avec une domination culturelle et économique héritée de la colonisation : la problématique de l'identité nationale s'y pose avec d'autant plus d'acuité. Avec le caractère dominé de l'État péruvien⁴⁵, cela contribue à expliquer l'idéologie de la discrimination ⁴⁶ particulière à cette société aux multiples facettes. Cette discrimination sociale tend à dichotomiser la société péruvienne⁴⁷. Pour schématiser, disons que d'une part, se trouve le secteur urbain moderne, de langue espagnole et fortement

39. « Adelante », in DESCO (éd.), *op. cit.* : 145.

40. « Jaimito », in DESCO (éd.), *op. cit.* : 146.

41. « Carlitos », in DESCO (éd.), *op. cit.* : 149.

42. « En marcha », in DESCO (éd.), *op. cit.* : 157.

43. « Cuesta arriba », in DESCO (éd.), *op. cit.* : 158.

44. « Adelante », in DESCO (éd.), *op. cit.* : 152.

45. De nombreux sociologues se sont penchés sur cette question, dont A. QUIJANO (1971), F. BOURRICAUD (1967, 1971) et J. COTLER (1986) sur le Pérou. Sur les sociétés dépendantes, en particulier d'Amérique latine, voir F. H. CARDOSO (1977).

46. DESCO (éd.), *op. cit.* : 104.

47. J'emploie cette figure pour exprimer l'inégalité des chances liée aux facteurs éducatifs, en particulier entre secteurs urbains modernes et secteurs marginaux (des bidonvilles) et ruraux, plutôt qu'en accord avec une vision dualiste de la société (voir le concept de « dualisation » expliqué en note 25).

imbu de valeurs occidentales ; cette catégorie sociale bénéficie le plus souvent d'une éducation dans des écoles privées. D'autre part, la grande majorité des Péruviens est pauvre, paysanne, ouvrière ou employée dans le secteur dit « informel », souvent bilingue (les populations andines parlent le quechua ou l'aymara), et suit des études courtes et décousues dans des écoles publiques.

L'idéologie dominante tend donc à sous-estimer les langues autochtones, le travail manuel et l'école publique, pour ne mentionner que les aspects qui nous intéressent ici. L'idéologie, « cette manière de penser collective, étrangère à notre volonté, vécue par nous comme naturelle »⁴⁸ va transmettre – et là, l'école joue un rôle essentiel – les valeurs des catégories dominantes et enseigner le mépris des groupes dominés. En cela, l'école, canal formel d'éducation, occupe une place centrale en réduisant l'importance des expériences informelles d'apprentissage.

Si l'on ramène ces réflexions générales au contexte particulier des communautés de Casinta et Tomas, l'observation d'un paradoxe s'impose. En suscitant chez l'enfant la découverte qu'il appartient à un secteur marginalisé culturellement, méprisé socialement et exploité économiquement, l'école va lui faire miroiter la possibilité de s'extirper de ce milieu, en lui enseignant les mécanismes d'insertion dans la société urbaine. Mais le mythe de l'ascension sociale, entretenu par l'idéologie dominante pour maintenir le *statu quo*, n'est le plus souvent qu'une chimère des enfants pauvres : les barrières sociales sont plus hautes que ce que les diplômes permettent de franchir. En dépit de ces effets pervers, les écoliers vont chercher à se distinguer de leur milieu d'origine. À quoi peut leur servir désormais d'apprendre à travailler la terre ? C'est ainsi qu'un conflit apparaît entre le processus de socialisation informel et l'étape d'éducation formelle.

La réforme éducative annoncée dans les années soixante-dix a suscité de nombreuses réflexions⁴⁹ qui, plus que la réforme elle-même (toujours en suspens), ont constitué les ferments d'un mouvement de revendication pour une école adaptée aux milieux géographiques, ethniques et culturels. Ainsi, après « l'école à tout prix » surgit une nouvelle demande : la qualité de l'enseignement. Les paysans, pour leur part, se préoccupent de l'éducation administrée à leurs enfants⁵⁰. Leur plus grande inquiétude a trait au caractère inadapté de l'éducation formelle dans le milieu rural. L'expérience d'au moins vingt années d'accès à l'enseignement secondaire leur a montré qu'il ne suffit pas d'avoir des écoles pour améliorer les niveaux d'instruction et pour pouvoir prétendre s'élever dans l'échelle sociale.

48. DESCO éd.,
op. cit.: 104.

49. L'ouvrage de Juan ANSION (1986-b) porte un titre évocateur : « Espoirs et déceptions : deux décennies de politiques culturelles ».

50. Le projet « Escuela, Ecología y Comunidad Campesina » a publié en 1989 les résultats de trois recherches sur le thème de l'école rurale : celles de M. ZÚÑIGA, de N. BERNEX et de J. ANSION (voir J. ANSION, 1989).

Voir aussi
G. PORTOCARRERO et
P. OLIART (1989).

Dans mes entretiens avec des *comuneros*, deux expressions reviennent souvent ; l'une témoigne de la confiance déposée dans le système scolaire comme moyen d'ascension sociale : « c'est le meilleur héritage qu'on puisse leur laisser » ; l'autre ajoute un *mais* : « tous n'arrivent pas [à terminer leurs études] ; ce serait bien qu'ils apprennent aussi à travailler [la terre], en cas... ».

Il me semble cependant nécessaire de contrebalancer le poids de l'idéologie avec quelques données concrètes. En premier lieu, il est certain que le système éducatif national est mal équipé et présente de grandes carences, aussi bien dans le nombre que dans la qualité des enseignants, et cette limitation atteint son paroxysme dès lors qu'il s'agit de zones rurales isolées. Les classes sont généralement surpeuplées, équipées du minimum de meubles et de matériel pédagogique et les enseignants n'ont généralement pas terminé leurs études. De plus, leurs intérêts personnels les retiennent en ville plus longtemps qu'ils n'y sont autorisés et la fréquence de leurs absences porte préjudice au niveau supposé être atteint en fin d'année.

Ainsi, ce que l'idéologie met en avant comme un élément de discrimination sociale est confirmé dans la pratique par de nombreuses insuffisances imputables aux politiques éducatives elles-mêmes. Le caractère anti-démocratique du système scolaire apparaît dans le fait que la mauvaise préparation des enseignants ruraux justifie la disqualification de l'école rurale.

Les parents d'élèves de Casinta et de Tomas sont tout à fait conscients de ces limitations, puisqu'ils ont des éléments de comparaison fournis par les nombreux enfants scolarisés en ville. Mais là aussi, leur perception des différences se trouve biaisée, faute d'une vision d'ensemble de ces deux réalités. En ville, non seulement l'enfant pourra bénéficier (pas toujours) de meilleures conditions d'études en se trouvant éloigné des tâches agricoles, mais il aura également accès à tout un système d'information (journaux, affiches murales et, surtout, télévision), qui est absent de sa communauté. Dans la communauté, comme le décrit don Leandro pour Tomas, « quand les enfants descendent [de la *puna*] pour étudier, certains ont des facilités, mais d'autres pas. Quelquefois, ils s'arrangent seulement entre eux. Ils sont mal nourris, personne ne s'occupe d'eux. Mais d'autres, leurs parents les laissent à la famille ».

Quant aux contenus éducatifs, les parents manifestent deux types de préoccupations. L'une est motivée par l'observation de changements profonds dans le comportement des enfants, mettant en cause des valeurs traditionnelles fondamentales. L'un affirme : « Les jeunes ne respectent plus les vieux. » L'autre explique : « J'ai vu beaucoup de parents qui sont presque dominés par leurs enfants.

C'est la responsabilité des parents, de commander. Les mentalités sont en train de changer... Parce qu'ils sont plus instruits, ces jeunes, ils se croient tout permis.» Un troisième s'inquiète : « Maintenant, à 15 ans, c'est déjà des ivrognes... et pourtant, l'école enseigne à se comporter décentement ! »

Le deuxième type d'inquiétude est suscité par le détachement des jeunes de leur milieu d'origine. On entend souvent des expressions telles que : « Ils ne sont bons à rien, ils ne savent pas travailler », ou bien : « Ils sont irresponsables ; ils vont aux *faenas*, mais ils ne travaillent pas comme nous dans le temps ; ils ne font pas d'effort ; ils ne vont même pas aux assemblées ». Un jeune *comunero*, au contraire de ses compagnons ayant étudié avec lui jusqu'à la fin du secondaire, pose un regard critique sur sa génération en distinguant les intérêts personnels liés à l'instruction et les exigences de la vie rurale : « Ils veulent étudier parce qu'ils ont une ambition pour leur propre bénéfice. Mais connaître le travail des champs, ce n'est pas valorisé. Quand ils ont étudié en ville, ils ne peuvent pas s'habituer à vivre dans la *puna*, c'est difficile... » Je souhaite citer ici l'évocation par don Leandro des changements intervenus dans la communauté de Tomas depuis la création du collège :

« Quand le collège est devenu une réalité, les gens étaient contents ; parce qu'au lieu de dépenser [de l'argent], d'envoyer [les enfants] à d'autres juridictions, c'était mieux pour nous. Ce qu'on voudrait, maintenant, c'est que le collège devienne agricole. Parce qu'ils terminent le secondaire, ces jeunes, et ils ne savent rien. Ils auront bien des connaissances, mais côté champs, élevage, ils ne savent rien. Par contre, si c'est [un collège] agricole, ils auront des principes. Et en plus, ça ne marche pas toujours, tous ne rentrent pas [à l'université]. Maintenant, c'est difficile d'aller à l'université, le coût de la vie, et tout... On l'a dit, mais tous ne prennent pas conscience de ça ; ils n'ont pas une mentalité pour innover. Ces jeunes, c'est pire ; et ceux qui sont restés ici, ils n'ont presque pas d'instruction, ils ne savent pas analyser. »

Ces témoignages de jeunes et vieux *comuneros* fournissent matière à réflexion et nous introduisent à l'observation de l'autre face de l'éducation : qu'attendent les jeunes étudiants de leur avenir et quels sont les effets du système éducatif sur le devenir de la communauté ?

L'avenir des jeunes

Les paysans considèrent que l'éducation est le meilleur investissement qu'ils puissent réaliser et le meilleur héritage qu'ils puissent laisser à leurs enfants. En vertu de cet idéal, bien des choses vont changer dans la communauté. Concrètement, ces changements se

traduisent par un vieillissement de la population active et une décapitalisation des exploitations familiales. En effet, lorsqu'un fils de paysans a la possibilité de poursuivre ses études, son intention n'est pas de se préparer pour prendre la succession de l'exploitation familiale. La démarche la plus suivie est, bien sûr, l'émigration.

Depuis quelques décennies, les campagnes péruviennes ont bénéficié de l'allongement de l'espérance de vie à la naissance. Parallèlement, la Réforme agraire de 1969 a peu modifié la structure foncière de la région étudiée. Les populations locales se trouvent donc logiquement face à une pénurie de terres pour pourvoir les nouvelles générations. Dans ces conditions, la scolarisation des jeunes constitue une échappatoire au problème de la terre. Si l'école ne peut procurer des diplômes à tous, elle leur offrira au moins la clef de la vie en ville : la débrouillardise ou l'esprit d'entreprise. À cela, pourvoiront également les parents déjà installés en ville.

Pour les fils de familles aisées, les choix sont faciles. Dans la plupart des cas, les parents possèdent déjà une maison en ville ou la bâtiront pour y installer leurs enfants nouvellement scolarisés. D'autres enfants bénéficieront de l'accueil de parents proches anciennement installés. Ces observations valent aussi bien pour les Casintanos à Lima ou San Vicente de Cañete que pour les Tomasinos à Huancayo, La Oroya et, dans une moindre mesure, Lima. À propos de ces derniers, les mêmes liens de parenté ou d'alliance prévalent pour accéder à des emplois dans les mines (Yauricocha, tout près de Tomas, La Oroya, Morocochoa, pour les plus fréquentées). Depuis quelques années, en effet, les mines embauchent de moins en moins, ce qui rend les relations personnelles d'autant plus nécessaires.

Cette description des conditions d'installation des jeunes étudiants, voire des chercheurs d'emploi, est nécessaire pour comprendre les conditions d'insertion dans le milieu urbain. Ceux qui n'ont pas de parents pour les recevoir (généralement les plus pauvres) rencontreront d'autant plus de difficultés pour partir étudier en ville : leurs parents ne pourront faire face à de si grandes dépenses. Mais ce sont aussi les familles les plus pauvres qui disposent des plus petites parcelles (à Casinta) et qui ont les plus faibles besoins en main-d'oeuvre, à l'inverse des familles les plus aisées. Que peuvent donc faire ces jeunes ?

Rares sont ceux qui choisissent de devenir *comuneros*. S'ils travaillent chez d'autres paysans, c'est dans l'espoir de devenir eux-mêmes exploitants ; en héritant de leurs parents à Casinta, en constituant leur propre cheptel à Tomas. Dans cette dernière communauté, les pratiques les plus courantes sont le travail à la mine

ou bien l'activité de berger, rémunérée avec la moitié du croît. À Casinta, le morcellement des parcelles, du fait de l'héritage, et le blocage du marché des terres expliquent une plus grande migration des jeunes qu'à Tomas.

Il serait aventureux d'affirmer que les jeunes choisissent leur profession. Certes, ils formulent des vœux, mais peu nombreux sont ceux qui pourront les réaliser. Hormis de rares exceptions, l'enfant fait partie intégrante d'un projet familial, qui ne pourra se concrétiser qu'en accord avec les moyens des parents. Si des paysans aisés financent des études longues à leurs enfants, ils bénéficieront de retombées sociales et économiques non négligeables. À l'opposé, des parents pauvres ont tout à attendre d'une meilleure répartition des terres dans la communauté et n'ont aucun moyen pour aider leurs enfants à se faire une place en ville. J'ai choisi d'illustrer ces remarques par le cas d'une famille de propriétaires moyens à Casinta. Je décrirai ensuite les situations de deux jeunes Tomasinos.

La famille Rodríguez compte trois enfants entre 20 et 30 ans. Disposant d'environ deux hectares en cohéritage, les parents complètent leurs revenus avec une petite boutique dans le village. Le père effectue parfois des travaux de construction et de menuiserie. La mère fait également le négoce de fromages qu'elle expédie à Lima et sert quelquefois des repas aux visiteurs. Depuis longtemps déjà, la fille aînée vit à Lima, où elle fait de petits travaux tout en étudiant pour devenir institutrice. Elle a reçu ses deux frères dans la maison que la famille a construite depuis peu dans un bidonville, au sud de Lima. À la fin du secondaire, le fils aîné envisageait un avenir professionnel plus sûr dans la capitale qu'à Casinta. Un projet de développement avorté l'y a pourtant retenu un an, démontrant ainsi son désir de rester dans sa communauté, si les conditions de travail pouvaient le permettre. À présent, le fait de vivre dans un bidonville éloigné du centre de Lima ne diminue pas sa conviction que ses conditions de vie se sont améliorées : « Ici [à Casinta], il n'y a rien à faire. À Lima, c'est différent, il y a plus de culture, on peut travailler. J'aimerais faire de la mécanique. » Son frère cadet, lui, a préféré retourner à la vie des champs après le collège. Il aide ses parents dans tous les travaux mais semble beaucoup s'ennuyer. Lors de ma dernière visite à Casinta, il projetait de retourner à Lima pour étudier l'électronique. Marco est de ceux qui pensent que la formation des jeunes devrait être davantage orientée vers l'agriculture car « s'il arrive quelque chose, on peut retourner à sa terre ».

À Tomas, le cas d'Alejandro est exemplaire, si l'on s'en tient à la tradition : comme la plupart des jeunes, avant de postuler au statut de *comunero*, il est parti travailler à la mine pendant cinq ans. Le

pécule amassé lui a permis de financer la grande fête de fin d'année, acte qui représente une contrepartie pour appartenir à part entière à la communauté⁵¹. Je l'ai rencontré peu de temps après son retour à Tomas ; il était alors âgé de 30 ans. Se prévalant d'études secondaires achevées, il occupait alors la fonction de secrétaire dans le conseil d'administration de la communauté et commençait à se constituer un cheptel, qu'il gardait encore avec celui de ses parents, pour bénéficier du partage de la surveillance des animaux avec ces derniers. Il songeait à se marier et à construire plus tard sa propre maison, lorsqu'il disposerait d'une parcelle dans la *puna* pour ses animaux.

À Tomas encore, le deuxième personnage est exemplaire lui aussi, à un autre titre : il représente la grande majorité des jeunes qui n'ont pas les moyens de poursuivre leurs études et qui sont dans l'incapacité de vivre et de travailler dans leur communauté ni même en ville, par manque de qualification. À chacun de ses retours à Tomas, Juan annonçait invariablement un nouveau projet et passait le plus clair de son temps à boire. Ce cas illustre malheureusement le désœuvrement des jeunes pris entre deux cultures, entre deux mondes et ne sachant pas trouver leur place, ni dans l'un, ni dans l'autre.

Ces trois exemples suffisent pour mettre en évidence un point de comparaison essentiel : les jeunes Tomasinos ne dépendent pas nécessairement, comme c'est le cas pour leurs homologues Casintanos, de la situation foncière de leurs parents. Chacun peut devenir *comunero* à partir de l'âge de 21 ans et avoir de ce fait un droit d'usufruit sur les terrains communaux. Quant aux moyens pour démarrer une exploitation, on a vu que les Tomasinos se sont depuis longtemps engagés dans des activités extra-communales pour arriver à leurs fins. Par ailleurs, on peut observer que si la présence d'un collègue dans la communauté (cas de Tomas) retient plus longtemps les enfants dans le village, le type d'éducation reçue ne les éloigne pas moins des activités agricoles. Pour les Casintanos, le fait de ne pas avoir de collègue implique, pour la grande majorité des jeunes, des conditions d'études plutôt difficiles, sans préjuger du résultat final. En conclusion, je dirais que du fait que le système éducatif se révèle inadapté au milieu rural, la démocratisation dans l'accès à l'éducation entraîne deux conséquences majeures : l'émigration et la remise en cause de l'organisation communale.

51. Être *comunero* signifie avoir des droits et des devoirs vis-à-vis des ressources communales et participer de façon active à la gestion de la communauté.

À ce stade du raisonnement, trois types de préoccupations se retrouvent dans une thèse centrale : le système éducatif, de caractère national et ouvert à la culture occidentale, entre en opposition

avec le processus de socialisation des enfants ruraux dans leur milieu d'origine⁵². Cette affirmation suggère que le système éducatif est inadapté à la vie en milieu rural, qu'il transmet des valeurs opposées aux coutumes paysannes et qu'il prépare à l'émigration.

Devant ce constat plutôt négatif, une nouvelle question se pose : comment les familles paysannes s'organisent-elles ?

52. M. VALDERRAMA
(coord.), 1987.

LES CHANGEMENTS DANS L'ESPACE PRODUCTIF

Reconnaître que le métier de paysan a évolué n'a rien d'une découverte⁵³. Le renforcement des liens entre villes et campagnes, dû en grande partie à l'expansion du système scolaire, a fortement contribué à la monétarisation de l'économie paysanne. Ce phénomène se manifeste globalement dans deux tendances économiques : d'une part, les changements dans l'organisation des unités de production, avec une augmentation (en valeurs absolue et relative) des productions commerciales, et d'autre part, une diversification des activités des familles paysannes. Ces processus économiques témoignent d'une interpénétration croissante des milieux urbain et rural. Bien évidemment, les conséquences du resserrement de ces relations ne se traduisent pas seulement dans le domaine économique, mais aussi dans une perception renouvelée de l'espace social et politique des *comuneros*.

La réorganisation du travail familial

Sans vouloir prétendre que seule l'importance croissante de la scolarisation est en cause dans le processus de monétarisation de l'économie familiale, j'ai choisi de concentrer mon attention sur ce facteur social, qui permettra d'aborder le problème dans une perspective sociologique. L'éducation, sans être pour autant un phénomène nouveau, atteint désormais toutes les catégories de paysans. Ce nouveau paramètre doit donc être pris en considération dans l'organisation des unités de production basées sur la main-d'œuvre familiale.

Les communautés andines se caractérisent, avec bien sûr des variantes, par des sols montagneux généralement en pente et relativement pauvres, des parcelles étroites réparties dans différentes zones de production, sur divers étages altitudinaux, dans le but de favoriser la diversité des productions et de limiter les risques dus

53. H. MENDRAS, 1976.

aux aléas climatiques. Ainsi, les petites superficies dont disposent les familles, la dispersion des parcelles dans l'espace et la capacité d'accumulation pratiquement nulle de ces exploitations rendent la mécanisation souvent impossible et l'utilisation d'intrants industriels demeure l'apanage des familles les plus riches. C'est donc sur une exploitation intensive de la main-d'œuvre familiale que se fonde l'agriculture andine.

En dépit des limitations au développement des forces productives, le vieil adage selon lequel la richesse d'une famille paysanne était proportionnelle au nombre de ses membres ne se vérifie plus. Désormais, les familles aisées se trouvent entièrement tributaires de la main-d'œuvre locale, tandis que les plus pauvres doivent nourrir des familles nombreuses. Cette disparité dans la disponibilité de la main-d'œuvre familiale rend de plus en plus difficile le recours aux différentes formes d'aide réciproque qui caractérisent l'organisation sociale andine⁵⁴ : qu'il s'agisse d'aide à des travaux agricoles ou de construction rendus, soit en travail (*ayni*), soit rémunérés en nature (*minka*), ou encore de « compagnies d'ouvriers » se louant à des tiers⁵⁵, le principe est toujours d'un équilibre relatif entre la demande et l'offre. Cet équilibre désormais rompu donne lieu à un remplacement progressif de l'aide réciproque par un salariat temporaire⁵⁶. Le travail salarié ou le métayage peuvent-ils atténuer le contraste entre propriétaires aisés et paysans sans ressources, de manière à retenir la main-d'œuvre nécessaire sur les terres ?

Généralement, les *comuneros* de Casinta et de Tomas se plaignent d'une pénurie de main-d'œuvre, ce qui se traduit par une élévation des salaires. Cette surenchère n'est que relative aux salaires agricoles pratiqués dans la zone et ceux-ci ne sont pas suffisamment attractifs pour retenir les jeunes générations dans leur communauté. Une Casintana me confiait que disposer d'un *peón* en permanence était qualifié de « monopole » par les autres et l'employeur était alors soupçonné d'exploiter son employé. À Tomas, le recours de plus en plus fréquent à des bergers originaires de communautés voisines illustre bien cette pénurie de travailleurs.

Les plus grands propriétaires de Casinta sont souvent absentéistes et résident à Lima ou dans une ville côtière. À Tomas, en revanche, leurs homologues ont plutôt tendance à résider entre le village, la *puna* et Huancayo. Ces choix de résidence se traduisent dans des options différentes quant à l'emploi de salariés ou de métayers.

En effet, à Casinta, les propriétaires confient leurs terres en métayage à des parents proches et à des paysans sans terre de la communauté. À ce propos, une « riche » Casintana de 83 ans (qui travaillait encore partiellement ses terres) me confiait qu'elle « don-

54. Parmi les nombreuses références sur ce sujet, voir G. ALBERTI et F. MAYER (1974) et J. GOLTE (1980).

55. Ces sociétés, héritières des anciennes confréries religieuses, s'organisent généralement autour de 7 ou 8 hommes, surtout des jeunes, appartenant à une même catégorie sociale et ayant donc à peu près les mêmes besoins. Chaque contrat donne droit à au moins deux repas par jour en sus d'un paiement en espèces, que chacun reçoit à tour de rôle. Un « tour » peut également être consacré au travail sur les parcelles de l'un des membres, qui ne reçoit alors aucun paiement et doit fournir les repas.

56. J.M. ARGUEDAS (1968) cite une étude de MISHKIN, qui relevait déjà des indices de cette désintégration dans la communauté de Kauri en 1941.

nait » des parcelles en métayage aux pauvres pour les « aider ». Ce type de tenure favorise le choix de cultures permanentes (traditionnellement, la luzerne et, plus récemment, les plantations de pommiers), qui exigent moins de travail. Or, certains métayers se plaignent de cette préférence car, s'ils ne sont pas eux-mêmes propriétaires, ils préfèrent conserver une partie de la récolte pour leur consommation. Les propriétaires moyens travaillent eux-mêmes leurs parcelles et recourent à des travailleurs salariés uniquement pour le labour des parcelles, les semailles et les récoltes, plus rarement pour le butage des plantes (qui a souvent été réduit de deux à un). Les familles les plus pauvres trouvent donc trois modalités de travail agricole dans la communauté : le métayage, le travail salarié et, pour quelques jeunes, le travail en « société d'ouvriers ».

Depuis longtemps déjà, la construction de maisons n'est plus une fête. L'époque où les jeunes couples construisaient leur maison avec l'aide de tout le village, avec musiciens, alcool, coca et repas dignes de l'occasion est bien révolue. À 50 ans, don Justiniano, l'instituteur du village, après avoir vécu longtemps en location et alors que sa famille résidait hors de la communauté, faisait construire une maison à Casinta par des ouvriers salariés (père et fils d'une famille « pauvre »). Peut-on considérer cette construction comme une étape classique dans l'établissement d'une nouvelle famille de *comuneros* ? De cette façon, non seulement la solidarité collective ne joue plus, mais la jalousie s'installe. Un tel « a une maison trop grande » est une critique que j'ai souvent entendue.

À Tomas, un riche paysan est un riche éleveur : l'activité agricole n'a qu'une importance économique secondaire (il n'en va pourtant pas de même pour son statut symbolique). C'est pourquoi la réorganisation des unités de production implique souvent l'abandon partiel ou total des parcelles agricoles. Il est en effet moins coûteux d'acheter tubercules et céréales sur le marché (surtout si l'on voyage beaucoup) que de les faire produire par des travailleurs salariés. Dans l'élevage, les choix sont variés et dépendent en grande partie de la structure familiale. Si l'éleveur a des enfants scolarisés, il choisira d'employer au moins un berger pour s'assurer une plus grande indépendance vis-à-vis de ses animaux et pouvoir s'occuper de ses enfants. Les riches éleveurs qui s'installent partiellement en ville, à partir de l'entrée de leurs enfants au collège⁵⁷ ou à l'université, ne sont pas rares. Les *comuneros* moins aisés ont des intérêts plus limités à défendre dans la *puna*. Ils se résignent donc plus facilement à laisser leur troupeau à un berger ou à des proches, à moins qu'ils n'optent pour abandonner l'agriculture (au moins en partie) et ne s'installent dans la *puna*. Ce choix correspond surtout aux familles dont les enfants sont scolarisés à Tomas

57. En effet, bien que Tomas dispose d'un collège, il est souvent difficile à la communauté d'obliger les parents aisés à y inscrire leurs enfants, ceux-ci préférant des établissements plus prestigieux.

ou en ville et sont suffisamment âgés pour être autonomes. Ceux dont les enfants sont plus jeunes préféreront des activités plutôt urbaines qui leur permettent de se rapprocher de leurs enfants. Parmi les familles les plus pauvres, certaines résident en permanence dans la *puna*, d'autres exclusivement dans le village (soit elles n'ont pas de troupeaux, soit un parent ou un proche s'occupe de leurs quelques animaux). Dans l'agriculture, seuls les propriétaires de parcelles irriguées autour du village (d'une superficie peu élevée) emploient des salariés. L'aide réciproque est encore pratiquée entre parents, mais elle tend à céder la place à une « aide » rémunérée en nature (*minka*), plus ponctuelle.

L'emploi des bergers est soumis à d'autres règles. Dans la mesure où le berger se trouve seul à la tête d'un troupeau, le propriétaire doit pouvoir se fier à lui. Or, les bergers sont des *comuneros* pauvres (possédant parfois quelques têtes) ou des jeunes désireux d'établir leur propre élevage. Dans l'un et l'autre cas, ils seront tentés de voler des bêtes pour les manger ou les vendre (les bêtes étant marquées, il faut les faire disparaître et l'on invoque alors le passage d'un renard ou d'un puma). Les risques pour l'éleveur sont donc de taille et le dicton « l'œil du patron fait grossir le bétail » est dans toutes les bouches, d'autant que le recours à des bergers venant d'autres communautés est de plus en plus fréquent, ajoutant à la méfiance des éleveurs Tomasinos. L'unique moyen d'intéresser le berger aux bénéfices de l'élevage est de le payer avec la moitié du croît, ce qui est devenu la pratique la plus courante. Les liens de *compadrazgo* entre le patron et son employé⁵⁸ servent ce même objectif de renforcer la confiance mutuelle, mais ils ne suffisent pas. Don Ernesto avait bien « perdu » un agneau que son berger et compère avait annoncé « tué par un renard ». Mais, grâce au *compadrazgo*, le patron put au moins récupérer la moitié de l'animal. Globalement, les bergers deviennent de plus en plus exigeants, sachant que le bétail est une source importante de revenu pour son propriétaire.

Dans l'une et l'autre communautés, on observe que la rationalité économique intervient dans la détermination des choix de production et donc de l'organisation du travail, quels que soient les choix réalisés. Dans un système économique tel que celui des communautés étudiées, où l'apport le plus important dans l'activité agricole est fourni par la force de travail, il est difficilement concevable que la pénurie de bras puisse être entièrement compensée par une capitalisation des exploitations familiales. Cette assertion se trouve confirmée par le fait notoire que l'économie paysanne n'est pas guidée par la recherche du profit. C'est ainsi que les familles vont devoir se réorganiser en adoptant une nouvelle répartition des

58. Ces relations de clientélisme, caractéristiques d'une structure sociale différenciée, se sont progressivement substituées aux liens de solidarité qui se manifestaient dans l'entraide entre *comuneros*.

tâches domestiques et agricoles et en effectuant des choix de production compatibles avec une moindre participation des membres de la famille, dont certains sont également engagés dans des activités non agricoles.

Le travail des enfants a toujours occupé une place importante dans l'organisation des exploitations. Il s'agit le plus souvent de tâches d'appoint plutôt que d'une division des tâches selon les sexes ou les âges. Cet apport n'en est pas moins important. Dans les familles résidant au village, les filles aînées s'occupent de leurs frères cadets et assument de nombreuses tâches domestiques, avec l'aide de leurs sœurs cadettes. Généralement, les enfants participent aux récoltes dans les champs et s'occupent avec leur mère du jardin près de la maison. Ils sont aussi chargés de nourrir et de garder les petits animaux ou d'emmener au pré le matin et de récupérer le soir une ou deux vaches qui seront gardées par d'autres dans la journée. Dans les zones d'élevage extensif (dans la *puna*), les enfants font office de bergers, pratiquement au même titre que les adultes, hommes ou femmes. Cette rapide description montre à quel point les membres non adultes d'une famille sont indispensables au fonctionnement de l'économie paysanne.

Dès lors que les enfants sont scolarisés, ce schéma se modifie nécessairement. À ce sujet, les cas des communautés de Casinta et de Tomas présentent des caractéristiques distinctes. Dans la première, les enfants ne sont scolarisés dans la communauté que jusqu'à la fin du primaire et la plupart d'entre eux partent ensuite étudier en ville. Ainsi, seules de rares familles peuvent encore disposer de cette main-d'œuvre d'appoint. Dans ces conditions, l'absentéisme scolaire témoigne de la priorité que certains parents accordent aux travaux domestiques sur les études.

À Tomas, le même phénomène se produit, aggravé par deux circonstances. La première est que la communauté est divisée en deux zones de résidence : le village, cerné par les zones agricoles, et l'habitat dispersé dans la zone d'élevage. Certaines familles, pour lesquelles l'élevage est l'activité la plus importante, résident presque en permanence dans la *puna*. Pour elles, la scolarisation des enfants pose un véritable problème : entretenir les enfants scolarisés dans le village représente un coût élevé et, de plus, ils sont accompagnés dans la plupart des cas par l'un des parents (s'ils n'ont pas de frères plus âgés pour s'occuper d'eux), ce qui réduit d'autant la main-d'œuvre disponible pour l'élevage. Ces situations s'accompagnent souvent d'un renforcement des activités agricoles autour du village et d'un recours plus fréquent, dans la mesure où la proximité des *estancias* le permet, à l'aide mutuelle entre familles soumises aux mêmes contraintes. La deuxième circonstance qui dis-

tingue Tomas de Casinta est que le village dispose d'un collège secondaire. Cette facilité ne s'accompagne pas pour autant de meilleures conditions de scolarité pour un grand nombre d'enfants. Leur présence sur les lieux de production facilite leur emploi dans diverses tâches et, ici plus encore qu'à Casinta (puisque les collégiens sont nécessairement plus âgés), l'absentéisme scolaire voire l'abandon des études sont très fréquents⁵⁹.

Les étudiants en ville, quant à eux, participent peu aux travaux agricoles. Durant les vacances scolaires, certains reviennent dans la communauté pour seconder leurs parents ; mais ces vacances (de janvier à mars, puis en août) ne coïncident pas avec les récoltes (surtout en mai et juin) qui demandent le plus de main-d'œuvre. De plus, ces étudiants appartiennent généralement aux catégories les plus aisées et sont donc peu sollicités. Quant aux moins bien lotis, ils travaillent pour financer leurs études et ne peuvent donc pas quitter la ville.

L'école constitue une contrainte importante pour les paysans, qui se trouvent amenés, selon différentes modalités, à réorganiser leurs activités agricoles et d'élevage. Parallèlement, on observe que la vie paysanne imprime aussi ses contraintes à un système scolaire adapté à la vie urbaine, produisant absentéisme et abandons de nombreux écoliers.

La transformation du paysage agricole

L'économie paysanne a longtemps été caractérisée par une production d'autosubsistance. Le troc, voire même les surplus agricoles commercialisables, faisaient toutefois partie de cette économie. Comme pour le phénomène de la monétarisation de l'économie paysanne, il faut pouvoir déceler la transition d'un type d'économie à un autre, sans pour autant y voir le passage brutal de l'autarcie à l'économie de marché, ni l'une ni l'autre ne pouvant caractériser l'économie paysanne.

Il devient nécessaire de parler aujourd'hui (et cela depuis les années soixante) d'une économie paysanne monétarisée, dans la mesure où l'argent intervient désormais régulièrement dans les rapports de production et parce que les revenus non agricoles sont de plus en plus importants pour l'économie familiale. L'achat d'intrants, l'emploi de salariés, les productions destinées exclusivement au marché se substituent à des échanges de caractère non monétaire (intrants locaux, aide réciproque, productions de subsistance, troc).

Si l'on ajoute à ce tableau le fait que l'organisation en communauté est demeurée associée à un espace productif pauvre, où les risques

59. Toutes années confondues (il y en a cinq), entre 1968 et 1986, les abandons en cours d'année variaient entre 8 et 27, pour une population scolaire d'environ 110 élèves. Les périodes qui présentent le moins d'abandons correspondent à des décisions, prises en assemblée communale, de renforcer les effectifs scolaires pour y préserver les établissements de la communauté (menacés de fermeture si l'effectif minimal n'était pas atteint) et pour faire prendre conscience aux parents de l'importance de l'instruction scolaire pour leurs enfants.

naturels sont élevés, on comprendra aisément que les *comuneros* ne veulent et ne peuvent pas se spécialiser dans une production commerciale, mais combinent leurs cultures traditionnelles (associées à l'élevage) avec de nouvelles cultures de type commercial. Cependant, la dispersion des productions sur diverses parcelles et sur plusieurs étages altitudinaux sera abandonnée si des revenus importants peuvent être obtenus à partir d'un seul étage écologique. C'est ainsi que les Casintanos concentrent leur production sur la partie basse et irriguée de ce qui fut la grande communauté de Pampas, avant leur séparation définitive de cette dernière en 1957, et que les Tomasinos ayant les moyens de développer leur élevage tendent à abandonner les parcelles de production agricole. Celles-ci étant attribuées en usufruit peuvent être reprises par d'autres *comuneros* (qui ne recevraient, si tous acceptaient leur part, qu'un demi-hectare) ; ce n'est pourtant pas toujours le cas. Ces choix de production ne sont rendus possibles que grâce à une stratégie plus large de diversification des activités. Le principe andin de dispersion des risques préside donc toujours à l'organisation économique des familles paysannes.

L'observateur se trouve désormais face à un paysage agricole assez curieux : à côté de zones de production surexploitées, faisant l'objet d'une utilisation intensive (abandon des jachères, surpâturage), on découvre des parcelles agricoles totalement abandonnées. Cette contradiction est levée dès que l'on s'applique à distinguer quelles zones de production sont concernées. Les terrains à l'abandon appartiennent aux zones de production non irriguées, divisées en petites parcelles cultivées en assolement avec des jachères longues. Ce sont de préférence des terrains éloignés du village ou des chemins empruntés par les paysans. Par contraste, les terrains travaillés ou exploités d'une manière intensive se trouvent dans les zones les plus rentables. Il s'agit soit des pâturages d'altitude, soit des terrains irrigués et le plus souvent situés près du village. L'aménagement de ces parcelles a donné lieu à une appropriation privée, justifiant mieux l'investissement individuel que chacun pouvait y faire (murets, terrasses, mais aussi plantations pérennes et emploi d'intrants industriels).

Sur quels critères se fondent des choix apparemment incohérents si l'on s'en tient à la rationalité andine ? D'une part, soit à cause de la fréquence de leurs voyages, soit à cause de leur nécessité de rester dans le village (les charges domestiques augmentant, du fait que les enfants se trouvent désormais dispensés de ces tâches), les paysans tendent à regrouper leurs activités agricoles dans un espace plus réduit qu'il ne l'était anciennement. D'autre part, les techniques de cultures irriguées favorisent ce resserrement autour du village.

L'agriculture irriguée demande un surcroît d'intrants industriels et de travail. Du fait de ses coûts plus élevés que ceux des cultures traditionnelles, elle sera destinée à des productions commerciales. C'est d'ailleurs dans cette perspective que certaines institutions d'appui à l'agriculture apportent leurs connaissances et leur soutien aux paysans, en leur imposant des variétés végétales dont la production est destinée au marché. Dans toute la vallée du Cañete, le rôle joué par l'institut rural « Valle Grande » (géré par l'Opus Déi) a été considérable pour le développement des cultures irriguées. Cette institution a participé à la construction de canaux d'irrigation dans de nombreuses communautés et a introduit un système de prêt de semences de pommes de terre, avec un remboursement en semences majoré de 25 %, alors que les intrants chimiques étaient fournis gratuitement. L'institut escomptait une gestion communale des semences, rarement réalisée.⁶⁰

C'est ainsi que des types génétiques côtiers de pommes de terre (« Revolución », « Mariba », etc.) côtoient, voire se substituent, dans certains cas, aux types génétiques locaux. Mais l'utilisation en est nécessairement différente. Ne pouvant être conservées, ces pommes de terre sont envoyées rapidement sur les marchés urbains. Par ailleurs, les paysans n'apprécient pas autant leur goût que celui des variétés locales. Cet exemple montre que les productions d'autoconsommation ne peuvent être remplacées par des productions commerciales aussi simplement qu'il n'y paraît. C'est que le paysan produit avant tout pour sa subsistance. Lorsque cette rationalité paysanne n'est pas vérifiée, l'explication se trouve dans une stratégie de reproduction qui déborde de l'espace économique du paysan. En dépit de certaines résistances de la part des paysans, l'espace réservé aux cultures de subsistance a pourtant été fortement réduit, au profit des cultures commerciales irriguées. Précisons que lorsque nous parlons de spécialisation, il faut comprendre une spécialisation à l'échelle régionale, mais il ne s'agit en aucun cas d'une spécialisation de l'unité de production dans une seule espèce animale ou dans la monoculture.

À travers les exemples fournis par Casinta et Tomas, on peut observer trois types de stratégies de production, allant de la stratégie de subsistance à la stratégie exclusivement commerciale. Le cas intermédiaire est bien sûr le plus fréquent, avec des variantes selon les moyens financiers des familles et la main-d'œuvre dont elles disposent.

On peut qualifier de stratégie de subsistance les pratiques culturelles et d'élevage qui visent à garantir en priorité la subsistance de la famille. Dans ce cas, seuls les excédents de production sont com-

60. Huantán offre un bon exemple de réussite de ce programme : la communauté a entièrement modifié son système de cultures pour y répondre.

mercialisés. À Casinta, cette catégorie de paysans se caractérise par la possession de faibles superficies de terrains agricoles, ce qui interdit, d'une part, l'élevage bovin et, d'autre part, des productions exigeant des intrants industriels.

Les paysans plus aisés, comme nous l'avons déjà remarqué, sont victimes d'une pénurie de main-d'œuvre, principalement au sein même de l'exploitation familiale. Pour eux, les coûts de production sont nécessairement accrus, soit du fait de l'emploi de salariés, soit à cause d'une capitalisation de l'exploitation qui peut épargner le recours à des salariés. C'est chez cette catégorie de producteurs que les cultures pérennes (luzerne et plantations de pommiers à Casinta) ou la spécialisation dans l'élevage (à Tomas) ont considérablement augmenté dans les dernières années.

Pour les plus grands propriétaires de Casinta, les superficies destinées à ces productions atteignent environ les trois quarts de l'exploitation, les plantations de pommiers prenant de plus en plus d'importance par rapport à la culture traditionnelle de la luzerne. En effet, cette dernière suppose l'élevage de bovins qui, lui, monopolise une main-d'œuvre désormais trop importante. C'est chez les *comuneros* absentéistes que la préférence pour la culture de pommiers est la plus marquée. En effet, les propriétaires résidant en ville trouvent dans le métayage une solution pratique : seule la récolte demande un surplus de main-d'œuvre et la présence du propriétaire, qui se charge souvent lui-même du transport des pommes jusqu'aux marchés côtiers. Seule cette stratégie peut être qualifiée de commerciale.

À Tomas, les tendances à la spécialisation productive s'orientent de préférence vers l'élevage, qui a conservé une importance prédominante parmi les activités paysannes. Cependant, il ne s'agit en aucun cas d'une spécialisation dans une seule espèce. Bien que le prix de la fibre d'alpaga soit plus attrayant que celui de la laine d'ovins, les éleveurs restent attachés à ces deux espèces, afin de faire face à une éventuelle chute des prix. En outre, la vente d'animaux sur pied est beaucoup plus importante en ce qui concerne les ovins, la chair de l'alpaga n'étant que rarement consommée localement et cela plutôt sous forme de *charqui*. L'élevage de bovins et de bêtes de charge est beaucoup plus restreint.

En ce qui concerne Tomas, le marché de la viande et de la laine, centralisé à Huancayo, offre un débouché auquel les Tomasinos ont traditionnellement recours. Certains éleveurs sont même directement associés à ce commerce, en tant que négociants en fibre et laine ou en bétail sur pied.

Comme à Casinta, les paysans les plus pauvres n'ont d'autre choix que de tirer le meilleur parti des terres qui leur sont attribuées par la communauté. Pour eux, élevage et agriculture sont indissociables dans leur stratégie de subsistance, pour laquelle la dispersion des risques (y compris climatiques) est un élément indispensable.

Dans la catégorie intermédiaire, on observe une grande diversité de stratégies dont la finalité est d'obtenir des aliments pour la consommation familiale et des produits pour la commercialisation. Dans le cas de familles ne pouvant disperser leurs membres entre les activités agricoles et d'élevage, cette dernière activité bénéficiera des plus grands soins, tandis que le travail agricole rémunéré en produits palliera au moins en partie les besoins familiaux en aliments de base (principalement les tubercules). Seuls, les grands éleveurs se tiennent en marge de ce circuit d'entraide.

Les paysans les plus aisés, quant à eux, peuvent conserver les activités agricoles et d'élevage grâce à l'emploi de salariés, recrutés parmi les *comuneros* les plus pauvres ou bien dans des communautés voisines. Dans cette catégorie, tout comme à Casinta, les *comuneros* absentéistes sont nombreux. Dans ce cas, l'agriculture perd l'importance alimentaire que lui accordent les villageois et il est plus fréquent, alors, de trouver une spécialisation dans l'élevage, dont la garde est confiée à des bergers.

Cette diversité rencontrée dans les pratiques paysannes serait incomplète, voire incompréhensible, si l'on n'y ajoutait pas un aspect d'une importance capitale, du point de vue de l'économie familiale : les activités non agricoles.

Des activités encore paysannes

Dans un milieu tel que celui qui vient d'être décrit, la dispersion des risques (dus aux aléas climatiques et à la non maîtrise du marché) a toujours eu pour effet une multiplication des activités paysannes. Agriculture, élevage et artisanat en tant qu'activités complémentaires, productions d'autoconsommation et productions commerciales associées à des activités non agricoles sont les principaux aspects des activités paysannes. La réorganisation du travail familial a une répercussion directe, non seulement sur la répartition de ces tâches entre les membres de la famille, comme nous venons de le voir, mais aussi sur l'importance économique qui sera accordée à certaines de ces activités.

Bien qu'en apparence contradictoires, c'est bien une spécialisation et une diversification des activités que l'on observe simultanément. Spécialisation à l'échelle régionale dans l'élevage ou l'agriculture,

dans certains types de productions commerciales (au détriment des productions de subsistance) ; diversification à partir de ces choix productifs et dans des activités lucratives, exercées dans et hors de la communauté.

Les familles paysannes ont des besoins monétaires accrus par la scolarisation de leurs enfants. Parallèlement, leurs membres disponibles pour les travaux agricoles sont moins nombreux. Pour pallier ce manque de bras, il leur faudrait donc employer des salariés, ce qui augmenterait les coûts de production. Dans cette éventualité, les productions d'autoconsommation seront remplacées, au moins partiellement, par des productions commerciales. Dans le cas des paysans pouvant augmenter la capacité de production de leurs exploitations, ceux-ci se lanceront dans des cultures pérennes (comme les pommiers à Casinta), moins exigeantes en travail. Mais à l'exception des propriétaires absentéistes, aucun ne songe à se spécialiser dans une nouvelle production entièrement commerciale. À Tomas, les choix de production s'effectuent entre l'agriculture (presque exclusivement pour la consommation familiale) et l'élevage, dont les revenus peuvent justifier l'emploi d'un berger. Les propriétaires de grands troupeaux résident en permanence dans la *puna*, à moins qu'ils ne choisissent de suivre leurs enfants dans le village ou en ville ; leurs revenus financeront alors de nouvelles activités, comme le commerce. Seuls les plus grands propriétaires et ceux dont la résidence principale se trouve en ville (leur élevage se trouvant aux soins d'un ou deux bergers) ont entièrement abandonné les cultures de subsistance.

Il faut insister sur le fait que la valorisation sociale de ces cultures de subsistance (surtout en ce qui concerne les tubercules) est souvent plus importante que la valeur monétaire qu'elles peuvent représenter. Cette remarque explique de surcroît pourquoi la culture irriguée de pommes de terre (d'une productivité certes plus élevée mais dont les variétés imposent une commercialisation rapide) ne peut se substituer entièrement à la culture traditionnelle en terrains sous pluie de types génétiques locaux. En particulier, le maïs et les tubercules andins (pommes de terre, *ocas*, *ollucos*, *mashua*) font l'objet d'un rituel ancestral (au moment des semailles et des récoltes) qui contribue à souder la communauté autour de valeurs communes et ces produits entrent dans la composition des plats traditionnels locaux. Pour certains, une partie de cette production sera une composante essentielle dans le troc avec d'autres produits non moins valorisés, mais qui ne peuvent être cultivés localement. Ainsi, les Tomasinos se ravitaillent en maïs dans la vallée voisine du Mantaro⁶¹ en échange de produits de l'élevage (principalement des sacs en laine et de la viande séchée).

61. À ce sujet, une belle légende, recueillie par FRANCISCO DE AVILA au XVII^e siècle, conte comment la culture du maïs a été retirée aux Tomasinos et léguée à leurs voisins d'Alis (G. TAYLOR, 1987), ce qui prouve l'importance que les Tomasinos accordent à cette céréale.

Avec la réorganisation des pratiques agropastorales et ses conséquences sur la tenure de la terre et l'organisation du travail, une partie de la main-d'œuvre locale se trouve libérée des activités payannes, temporairement ou définitivement. Les tâches complémentaires de la vie rurale vont ainsi acquérir une place d'autant plus importante que cette évolution accompagne une urbanisation croissante des campagnes. Le développement du petit commerce est un indicateur majeur de ce processus.

Dans les capitales de district, un embryon de bureaucratie fait son apparition : secrétaires et employés de mairie et de la compagnie d'électricité, postiers et professeurs, pour l'essentiel. De plus, quelques villages ont été élus pour y implanter les succursales d'organismes publics (*Cooperación Popular*⁶², *Micro región*⁶³, *Banco agrario*). En conséquence, les nouveaux services requis par ces employés, comme les pensions pour les nouveaux venus, se développent. Mais les conséquences de leur présence ne se limitent pas là : ces fonctionnaires, venus pour la plupart de la capitale, apportent avec eux des habitudes de consommation de caractère urbain, qui vont infléchir les usages locaux. La distinction entre paysans et non-paysans devient plus nette et la composition sociale du village ne se calque plus exactement sur celle de la communauté. Les effets de cette urbanisation apparaissent dans la comparaison entre Casinta et Tomas.

Le fait que Casinta soit annexe de district et les conséquences que cela implique pour les possibilités de scolarisation ont maintenu ce village en marge du processus d'urbanisation qui atteint les campagnes. C'est cette même incapacité qui se trouve, entre autres, à l'origine de son actuel dépeuplement.

Casinta dispose de cinq petits commerces, dont deux débits de boissons. La population, peu nombreuse et majoritairement âgée, ne constitue pas un stimulant suffisant pour le développement d'activités spécialisées comme l'installation d'une boulangerie, par exemple. Le petit commerce n'offre ainsi qu'un avantage ponctuel car, en dépit de la distance séparant le village de la route, les paysans voyagent régulièrement ou descendent à Puente Auco (sur la route), où les prix pratiqués sont plus bas qu'à Casinta.

L'artisanat lié à l'élevage se trouve réduit à la production de fromages, puisque l'élevage de bêtes à laine est pratiquement inexistant. Je mentionnerai une activité réservée aux riverains du Cañete, pratiquée par un Casintano : la fabrication de nattes de roseaux, dont la production est absorbée par la forte demande dans les bidonvilles de Lima.

Depuis l'abandon déjà ancien de l'aide réciproque pour la construction des maisons, l'emploi d'un maçon est devenu nécessaire, bien

62. - Cooperación Popular - est un organisme public de coopération populaire, qui a été créé dans les années soixante.

63. En 1986, le gouvernement d'Alan García a mis en place un programme de développement pour les - micro-régions - (définies comme de petites unités homogènes) les plus défavorisées des Andes. Dans la haute vallée du Cañete, le personnel d'encadrement est réparti entre le siège, à Catahuasi, et d'autres points stratégiques (Yauyos, Llapay, annexe de Laraos située au bord de la route, et Huangáscar), qui ont aussi été choisis pour y installer des succursales de la Banque agricole.

que la demande très sporadique ne justifie pas un travail à temps complet. Dans le village, un paysan ayant travaillé dans la construction civile pour l'organisme de *Cooperación Popular* fait office de maçon et aussi de chef de chantier pour les constructions entreprises par la communauté (celles de la route reliant Casinta à Puente Auco, du pont sur le Cañete et d'un nouveau canal). Lorsque le travail l'exige, il obtient facilement l'aide de quelques jeunes, dont son propre fils de vingt ans, surtout pour la fabrication des briques crues (*adobes*, matière première de toutes les bâtisses andines), et le travail se prolonge indéfiniment, au gré des travaux agricoles. C'est cette même personne qui se charge aussi des travaux de menuiserie.

Un dernier emploi, complémentaire du travail agricole, est celui de forgeron, également tributaire d'une demande sporadique. Il est pratiqué par un jeune paysan sans terre qui improvise une forge lorsque les villageois lui apportent leurs outils à réparer.

À Tomas, les métiers sont multipliés par la présence d'une bureaucratie qui, bien que d'une faible importance numérique, a renforcé l'apparence urbaine du village. L'« orgueil », selon les paysans du voisinage, et l'« esprit d'entreprise », dans les termes des Tomasinos, ont donné au village un aspect ordonné. Le caractère plus urbain du village de Tomas, en comparaison de Casinta, favorise le développement d'activités commerciales ou administratives qui ne peuvent avoir leur équivalent à Casinta. On a vu que les fonctionnaires de l'éducation sont relativement nombreux et que leur présence engendre, ou du moins alimente, de nouvelles activités lucratives (hôtellerie, restauration, commerce). En effet, aux infrastructures (des édifices administratifs comme la mairie et les écoles, une place cimentée bordée de bancs, un terrain de sport) s'ajoutent des services adaptés à une nouvelle demande : une boulangerie (tenue par un *comunero*), deux pensions pour quelques professeurs et collégiens en provenance de villages voisins, un restaurant et un hôtel s'ajoutent à une quinzaine de boutiques plus ou moins bien achalandées. Ces commerces sont généralement tenus par des femmes, souvent aidées de leurs enfants. Animé par la présence de nombreux enfants, traversé par la route et desservi deux fois par semaine par un autobus, le village a acquis une vitalité qui contraste fortement avec l'aspect éteint de Casinta.

Pour sa part, la mairie entreprend régulièrement des travaux qui font appel à des maçons et autres ouvriers, outre le service de voirie qui est assuré en partie par la communauté, sous forme de travaux collectifs. Il s'agit par exemple de l'aménagement des égouts, de l'édification d'un dispensaire et d'un marché. La construction de maisons, la menuiserie, la ferronnerie et certains services d'infirmerie et vété-

rinaires sont assurés directement par des *comuneros*. Parallèlement aux attributions de la mairie, la communauté est de plus en plus sollicitée pour remplir une fonction de service⁶⁴.

L'artisanat est ici principalement textile et vient compléter, quelquefois avantageusement, les revenus de l'élevage. À Tomas, jeunes et vieux, femmes et hommes filent. Le tissage avec des métiers à tisser, le plus souvent de ceinture (appelés *callhua*), est réservé aux hommes ; les femmes tricotent. Malgré son importance historique chez les éleveurs, cette coutume originellement liée au troc tend à disparaître avec lui. En 1987, huit éleveurs (tous résidents dans la *puna*) commercialisaient encore leur production de sacs tissés (à travers une institution établie à Huancayo, Kamaq Maki). Quant aux vêtements des paysans, ils sont désormais achetés sur les marchés, à l'exception de quelques tricots d'alpaga.

La fabrication de fromages n'a pas la portée économique qu'elle a acquise à Casinta, l'élevage bovin étant ici marginal. La production est réservée à la consommation familiale et les excédents sont commercialisés dans le village. Mais, comme à Casinta, le fromage a une valeur symbolique et entre toujours dans les cadeaux ou les repas offerts aux parents émigrés.

Avec la monétarisation de l'économie, le paysan devient consommateur et produit donc une demande interne en nouveaux services. Ce changement essentiel chez les paysans andins se traduit par une redéfinition des activités autrefois complémentaires de l'agriculture. En effet, des *comuneros* se spécialisent dans certains des travaux urbains répertoriés ci-dessus, négligeant de plus en plus les activités agricoles. Leur participation aux récoltes leur apportera toujours une portion des produits locaux. De surcroît, – et c'est là une tendance fondamentale – on assiste à un élargissement du champ des activités paysannes au-delà de l'espace rural.

64. Pour illustrer l'importance de cette nouvelle attribution de l'institution communale, soulignons entre autres que certaines communautés ont acquis des véhicules de transport.

DES ACTIVITÉS EXTRA-COMMUNALES

Les migrations de travail

Les activités hors de la communauté contribuent souvent grandement aux revenus des familles paysannes. Pour certaines, elles constituent même la principale source de gains monétaires. Ces activités coïncident, dans la plupart des cas, avec la scolarisation des

enfants en ville, soit pour permettre à ces derniers d'être scolarisés dans de meilleures conditions qu'au village, soit pour faciliter aux parents un rapprochement avec les enfants déjà installés en ville.

Les relations que chaque communauté entretient avec son environnement régional ont depuis longtemps ouvert des possibilités de travail à l'extérieur du territoire communal. L'entrée des paysans dans une économie fortement monétarisée a accentué ces mouvements migratoires (temporaires ou définitifs) qui ne signifient d'aucune manière une prolétarianisation des paysans⁶⁵. Dans tous les cas, il s'agit d'obtenir un complément monétaire à l'économie de la famille paysanne, quelle que soit sa destination finale.

C'est ainsi qu'une vieille habitude du travail temporaire a persisté jusqu'à nos jours, variant selon la situation géographique des communautés : pour les communautés d'altitude et situées à proximité de centres miniers, il s'agissait du travail à la mine ou dans les haciendas d'élevage ; pour les communautés proches de la côte, le travail dans les haciendas agricoles, au moment des récoltes du coton ou de la canne à sucre a attiré beaucoup de paysans ; pour les communautés situées près du versant amazonien des Andes, le défrichage de la forêt et les plantations de café ont également mobilisé beaucoup de main-d'œuvre d'origine andine. Entre Casinta et Tomas, ces trois cas de figure ont pu être observés. Avec la disparition des haciendas et le démembrement des coopératives, seuls les travaux dans les mines (absorbant d'ailleurs moins de monde depuis quelques années) et dans les zones de colonisation de la forêt amazonienne sont encore pratiqués et, il faut le souligner, de plus en plus de manière permanente. Cette stabilisation dans les activités hors de la communauté pourrait être justifiée par les exigences de la scolarité des enfants ; soit parce que les nouveaux centres d'accueil sont mieux équipés que la communauté, soit parce que la scolarité des enfants est prise en charge par l'employeur, comme c'est le cas dans les mines.

Les situations rencontrées peuvent être regroupées en deux catégories : l'émigration temporaire, dans un but de capitalisation ou de complément monétaire à une économie basée sur une faible production agropastorale, et l'émigration définitive, due aux limitations du développement des forces productives. Les options migratoires sont déterminées non seulement par les conditions de production spécifiques à chaque communauté⁶⁶, mais aussi par la situation économique de chaque famille.

Ainsi, les paysans les plus pauvres n'ont d'autre recours que celui de compléter des revenus agricoles insuffisants par un revenu salarial. Dans le cas de paysans n'ayant aucun accès à la terre, l'émigra-

⁶⁵. Cette question est traitée par de nombreux marxistes péruviens. Les marxistes (cf. H. MALETTA, 1978) s'opposent à une tendance tchayanovienne prédominante, qui tend à aborder l'économie paysanne dans ses différents aspects. Voir, entre autres, C. ARAMBURÚ (1979, 1986), C. ARAMBURÚ et A. PONCE (1983), O. PLAZA et M. FRANCKE (1986), E. GONZALES (1986), A.M. BROUGERE (1986), M. DE LA CADENA (1988).

⁶⁶. M. DE LA CADENA (1988) établit une distinction dans les motifs de l'émigration selon qu'il s'agit de communautés produisant principalement pour l'autoconsommation ou plutôt orientées vers le marché.

tion définitive pourrait se présenter comme la seule option possible. C'est pourtant parmi les enfants de ces paysans qu'est recrutée la main-d'œuvre temporaire employée dans la région. Les revenus accumulés, quelquefois durant un à cinq ans de travail dans les mines, seront investis dans l'établissement d'une nouvelle unité de production, si les conditions foncières de la communauté le permettent. Cet aspect particulier distingue les stratégies et les pratiques des Casintanos de celles des Tomasinos.

Dans les familles plus aisées, l'émigration répond à un calcul économique différent : si les conditions de production locales sont saturées (ce qui est généralement le cas), l'installation en ville devient un objectif en soi et la nouvelle résidence bénéficiera des investissements futurs, au détriment des activités agricoles dans la communauté. Si les productions commerciales présentent des possibilités d'expansion, l'émigration servira pour accumuler un capital investi dans l'acquisition d'intrants pour la production.

Le cas de Casinta illustre la place des structures de la propriété foncière et de la production dans les options migratoires. La concentration foncière caractéristique d'une communauté comme Casinta, où la faible superficie du territoire est très inégalement distribuée entre les *comuneros*, laissant une partie de la population en marge de la propriété foncière, est partiellement compensée par un accès indirect à la terre, principalement à travers le métayage. Par ailleurs, la diversité des tâches agricoles et d'élevage multiplie les offres d'emplois dans la communauté, les propriétaires se plaignant d'ailleurs de l'insuffisance de la main-d'œuvre locale. Ces facteurs ont certainement ralenti les tendances migratoires des paysans pauvres. Mais il ne faut pas oublier qu'un paysan n'acceptera jamais de se transformer en ouvrier agricole, ce qui explique l'importance du métayage. Ces arguments en faveur de la vie au village sont toutefois trop faibles pour retenir les jeunes générations qui, elles, ne voient de salut qu'en ville.

En dépit de la rareté des informations disponibles sur ce sujet⁶⁷, il semblerait que les Casintanos soient très peu dépendants du marché de travail régional. Nous savons que la récolte du coton dans les haciendas côtières a longtemps concentré les offres d'emploi temporaire intéressant les paysans de la vallée du Cañete. J'ai aussi rencontré des *comuneros* de villages voisins de Casinta qui avaient recours à cette source d'emploi, mais aucun Casintano ne répond à ces caractéristiques. Il est possible qu'au début du siècle, quand la culture du coton se trouvait en expansion, les flux migratoires vers la côte aient été plus importants.

Les chiffres de population du district de Colonia-Pampas indiquent une tendance actuelle à l'émigration définitive. Seule la catégorie

67. Voir E. ARROYO (1981) sur les migrations temporaires vers les haciendas côtières.

des plus de 65 ans a augmenté entre 1961 et 1981⁶⁸. À Casinta, en 1986, seulement sept *comuneros* ont moins de 40 ans, tous sans terre ou travaillant les parcelles qu'ils hériteront plus tard. Au-delà d'un attrait manifeste des jeunes générations pour la ville, Casinta présente une structure foncière dont les blocages ne peuvent trouver d'issue qu'avec l'expulsion définitive d'une partie de la population.

Les propriétaires ont certes besoin de bras et les familles pauvres n'en ont que trop. Mais les salaires sont bas et les jeunes – puisque c'est surtout d'eux qu'il s'agit quand on parle d'émigration – sont non seulement attirés par la ville, mais aussi par des salaires plus alléchants. Seul l'accès à la propriété pourrait les retenir au village ; or, le marché des terres est saturé depuis déjà quelques décennies.

Dans les familles de propriétaires terriens, les enfants ont généralement émigré pour poursuivre leurs études en ville. Dans les familles pauvres, les limitations d'ordre économique ont certainement posé un obstacle majeur à l'établissement des enfants en ville, que ce soit pour y suivre des études ou même pour y chercher un emploi. Par ailleurs, le marché du travail dans les campagnes varie toujours au rythme des calendriers agricoles. La superposition de ces calendriers avec ceux de la communauté empêche ainsi les contrats agricoles dans la contrée. Ces circonstances peuvent expliquer la moindre participation des jeunes appartenant à des familles pauvres à la tendance migratoire générale et, surtout, une plus grande disponibilité lorsque la situation dans la communauté devient favorable à un retour des jeunes émigrés, dont les conditions d'insertion dans le milieu urbain sont plutôt difficiles.

Tomas, en revanche, s'inscrit dans un contexte économique régional plus propice à des emplois extra-communaux temporaires. Pour les Tomasinos, le travail à la mine ou dans les haciendas a longtemps fait partie intégrante de l'organisation économique des *comuneros* et constituait une étape indispensable dans l'installation d'une nouvelle unité familiale : les salaires étaient aussitôt convertis en animaux. Cependant, passée cette étape, rares étaient ceux qui continuaient à travailler pour un salaire.

C'est justement avec les débuts de l'école publique et plus particulièrement en conjonction avec la croissance démographique enregistrée à partir du milieu du siècle, que cette tradition migratoire va se transformer en émigration définitive. Le nombre des mineurs originaires de Tomas est aujourd'hui très élevé. Selon les relations qu'ils entretiennent avec leur communauté, nous pouvons distinguer trois catégories. Parmi les Tomasinos les plus pauvres, certains sont en effet devenus des travailleurs permanents dans les mines voisines, ou plus exactement des paysans-mineurs, car ils ne renon-

⁶⁸. Selon les recensements nationaux (Instituto Nacional de Estadísticas, 1961, 1974 et 1981).

cent pas pour autant à leurs droits de *comuneros* et, de plus, leur famille réside dans le village. Ils travaillent la terre lors de leurs congés et font garder leurs animaux (en général peu nombreux) par leurs parents ou bien paient un berger à cet effet. La seconde catégorie réunit ceux qui résident avec leur famille dans le centre minier (en général proche de Tomas) et entretiennent des relations plus sporadiques avec Tomas, sans pour autant renoncer à leur statut de *comuneros*, puisqu'il leur permet de conserver l'activité la plus rentable et celle aussi qui préserve leur identité paysanne : l'élevage, alors laissé aux soins d'un berger. Enfin, une dernière catégorie regroupe ceux qui n'entretiennent avec Tomas que des rapports éventuels, principalement lors des fêtes villageoises.

Il semble important de s'attarder au cas des deux premières catégories, car le maintien de ces mineurs dans un statut de *comuneros*, c'est-à-dire avec les droits et obligations qui lui sont rattachés, a soulevé un problème éthique pour la communauté. Les droits, principalement à la terre, sont tributaires de l'accomplissement des obligations communales, c'est-à-dire, principalement, participer à la gestion de la communauté et aux travaux collectifs. Cet engagement se trouve entravé par le manque de disponibilité des mineurs. En compensation, ils peuvent apporter une contribution monétaire à la caisse communale. C'est ainsi que la communauté a opté pour incorporer une nouvelle catégorie à son registre de *comuneros*, celle de *comunero anualista*, ce qui signifie qu'il paie une cotisation annuelle. La création de cette nouvelle rubrique dans le registre de *comuneros* constitue une entorse au règlement intérieur de la communauté, imposé par l'État. Cet exemple démontre une fois de plus la souplesse de l'organisation communale : en adaptant la loi à sa situation concrète, elle trouve les modalités qui conviennent le mieux à sa reproduction comme institution.

Il faut noter aussi que c'est dans la deuxième catégorie de paysans-mineurs que se recrute la grande majorité des membres des « clubs de résidents »⁶⁹, dont la finalité est de perpétuer leurs coutumes dans leur nouvelle résidence en reproduisant les activités festives (repas, danses, etc.) réalisées dans leur communauté. Il s'agit aussi de contribuer au renom de leur communauté avec, le plus souvent, des compétitions sportives, mais aussi avec une participation financière ou matérielle aux travaux entrepris par la communauté.

Finalement, il faut mentionner les emplois liés aux activités agricoles dans la région amazonienne. Ils sont le plus souvent temporaires et dépendent de la demande pour des tâches spécifiques. Pourtant, les cas relevés à Tomas correspondent à des migrations définitives, dont je n'ai pu recueillir l'histoire. Il apparaît que les

69. - Résident - est généralement appliqué aux paysans installés en ville, c'est-à-dire résidant en ville ou dans un centre minier.

flux migratoires en direction de l'Amazonie ont débuté dans les années soixante et se sont intensifiés dans la décennie suivante, encouragés par les politiques de colonisation de la forêt amazonienne. Pour ce qui est de la région centrale, les offres d'emploi temporaire transitent encore par Huancayo, où des panneaux d'offres sont affichés aux époques de pointe, principalement pour la récolte du café.

Les activités extra-communales décrites ci-dessus doivent être assimilées aux activités paysannes. En effet, dans la plupart des cas, l'émigration est une pratique courante chez les familles paysannes qui recourent à des gains monétaires pour compléter leurs revenus agricoles, voire pour capitaliser leurs exploitations. Le lecteur aura remarqué que Casinta est peu concerné par les migrations régionales de travail. L'explication se trouve dans les conditions foncières de cette communauté et dans le blocage au développement des forces productives, qui ne peuvent trouver d'issue que dans une émigration définitive.

Observons de surcroît que les travaux agricoles réalisés anciennement dans les haciendas ont contribué indirectement à la formation des paysans dans le domaine des techniques modernes et même dans celui de l'organisation, inspirée par les syndicats. Don Leandro, réputé pour être un « bon éleveur », ne cache pas que ses connaissances en matière de techniques d'élevage et de soins vétérinaires ont été acquises dans sa pratique d'employé d'hacienda, puis, dans les années soixante-dix, dans une société d'élevage, héritage de la Réforme agraire. Dans les hauts plateaux des Andes, en effet, la réforme a surtout affecté les haciendas qui pratiquaient l'élevage extensif. Plutôt que de restituer les terres usurpées aux communautés, la réforme a créé des coopératives d'élevage appelées *Sociedades Agrícolas de Interés Social* (Sais)⁷⁰. Ces dernières sont installées sur des terres ayant appartenu aux haciendas, mais aussi sur les pâturages de communautés que celles-ci s'étaient appropriés. Les communautés spoliées ont ainsi acquis le titre de sociétaires, mais n'en retirent qu'un maigre profit. Tomas est voisine de l'une d'elles, la Sais « Túpac Amaru », dans laquelle plusieurs Tomasinos ont travaillé.

Montagnards et citadins : deux univers indissociables

Dans le domaine des activités entreprises en milieu urbain, Casinta et Tomas présentent les mêmes tendances et les mêmes conditions d'insertion. Dans les deux cas, la diversification des activités au-delà

70. Voir sur ce sujet K. PAERREGAARD (1987).

de la communauté est liée à l'émigration des enfants pour leurs études. Il est important de souligner que le phénomène de différenciation sociale au sein des communautés se trouve accentué et même rénové avec la scolarisation des enfants. La réorganisation du travail familial que celle-ci a suscitée prend des orientations différentes selon les moyens dont chaque famille peut disposer.

À Casinta, le régime foncier et les conditions d'éducation ont favorisé l'émergence d'une catégorie de propriétaires absentéistes ou qui pratiquent une double résidence entre le village et une ville côtière, généralement Lima, mais aussi San Vicente de Cañete, Pisco ou Ica. Dès la fin des études primaires, les enfants sont envoyés dans un collège dans l'une de ces villes. Selon leurs moyens, les parents trouvent alors l'occasion d'investir en ville, d'abord dans un logement pour les enfants (les pensions sont onéreuses), dont la construction progresse au fil des ans⁷¹. Cette étape franchie, ou quelquefois simultanément, les parents installent un petit commerce, qui constitue à la fois un moyen d'accumulation plus rapide et lucratif que l'agriculture et une source de revenu pour les enfants. Ces derniers y travaillent en dehors des classes et, bien sûr, les parents y passent aussi beaucoup de temps, dès qu'ils peuvent se libérer des travaux des champs.

À Casinta comme à Tomas, c'est vers le commerce que les paysans orientent leurs activités urbaines. Ce phénomène n'est pas étranger à un mode de vie « au jour-le-jour » qui s'est déployé au fil des décennies. C'est pourquoi l'on parle autant de « stratégies de survie ». La tactique consiste à gagner un maximum d'argent en un minimum de temps et avec un investissement minimal. L'esprit d'entreprise est le trait le plus caractéristique des populations urbaines qualifiées de *criollas*, terme qui réunit une appartenance ethnique (le Métis) et sociale (les classes moyennes émergentes). Dans un pays où le contexte économique est on ne peut plus incertain, où la grande majorité de la population ne dispose d'aucun moyen d'accumulation et où il est plus avantageux d'investir immédiatement plutôt que d'économiser, il n'y a rien d'étonnant à ce que les paysans entrent dans cette dynamique urbaine de l'« informalité ».

Le commerce alimentaire est le plus souvent choisi par les paysans, car il est lié à leurs activités paysannes et s'adapte aisément aux rythmes agricoles. Les négociants en viande, en laine ou fibre, en fromage ou, plus rarement, en produits de l'artisanat (vêtements ou sacs tissés) ne font que prolonger les activités paysannes. Ces entreprises commerciales correspondent à un mode de vie qui associe la vie dans la communauté et la vie en ville. D'une manière moins directement liée aux activités paysannes, la possession d'une

71. Lima abrite un nombre incalculable de maisons inachevées (sans parler des bidonvilles, bien entendu). Les murs sont progressivement consolidés ; les étages s'élèvent au fil des années ; les services, les peintures, l'ameublement et l'équipement (appareils ménagers, téléviseurs, etc.) arrivent les derniers, au gré de l'épargne accumulée.

échope (installée au rez-de-chaussée de la maison) ou d'un stand dans un marché de la ville est le reflet du besoin caractéristique des paysans d'être le « patron », d'une part et, à la facilité d'investir et de gagner quotidiennement de l'argent, d'autre part.

Les activités liées au transport (camionneurs ou taxis) répondent souvent à une stratégie familiale : posséder un camion ou une voiture représente un capital important. Ici encore, le lien avec l'agriculture est étroit. Le transport de marchandises ou même de personnes correspond à un besoin éprouvé par les paysans. Il est en outre un moyen privilégié pour conjuguer revenus monétaires et double résidence. On rencontre à Tomas divers exemples de cette stratégie. Deux familles, dont certains membres résident au village et d'autres à Huancayo, possèdent un camion. Au départ de Tomas, certains produits (principalement animaux) sont collectés pour les distribuer ensuite sur le marché de Huancayo. Le camion repart de cette ville chargé de produits de consommation courante achetés en gros (légumes, fruits, aliments transformés, boissons, savons, etc.), qui seront revendus à Tomas dans leur propre boutique et à d'autres revendeurs locaux. Les habitants de la *puna* profitent de la même façon de ces circuits.

À Casinta, on l'a vu, le commerce est peu actif. C'est que les rapports avec la ville sont plus étroits : chacun ramène de ses voyages les sacs de riz, de pâtes, de sucre, les bidons d'huile, les légumes verts, les conserves, les médicaments, les piles, les savons et les bougies et trouve dans les boutiques locales ou à Puente Auco, sur la route, les articles d'appoint. L'activité commerçante est par contre très développée parmi les résidents des villes côtières, pour lesquels elle constitue la principale source de revenus. Les rares cas d'activités autres que commerciales recensés chez des paysans émigrés en ville ou y résidant partiellement concernent les seuls diplômés (professeurs, ingénieurs, employés). Un jeune marié Casintano a aussi trouvé un emploi dans la ligne d'autocars qui dessert la vallée du Cañete.

Ainsi, l'ouverture des paysans sur le milieu urbain a apporté aux communautés un nouveau souffle. Non seulement elle leur fournit des revenus non négligeables, mais ceux-ci leur permettent de consolider leur situation économique et leur insertion sociale dans le milieu urbain. La présence stable des enfants en ville vient renforcer ces liens, désormais indissolubles.

Ces observations nous permettent de conclure que la démocratisation de l'éducation a permis aux paysans les plus aisés de s'enrichir et de renforcer leur pouvoir, alors qu'elle a paupérisé les plus pauvres. En outre, en ouvrant des perspectives professionnelles aux diplômés, l'éducation apporte une solution à la pression démogra-

phique sur la terre et évite donc un remembrement des terres communales, dont les plus pauvres auraient pu bénéficier. Une nouvelle configuration sociale se dessine dans le milieu communal, dont le trait le plus significatif est certainement l'ouverture de la communauté à la société globale. La monétarisation de l'économie familiale et l'assimilation de valeurs « urbaines », véhiculées par les activités extra-communales et l'éducation formelle, viennent modifier l'image que ses propres membres se forment de la communauté. Les acteurs sociaux évoluent désormais dans un espace socio-géographique élargi, qui leur laisse entrevoir de nouvelles perspectives. Nous nous trouvons dès lors au cœur des principaux enjeux pour l'avenir de la communauté paysanne. Qu'en est-il des fonctions sociales, économiques et politiques de la communauté dans ce contexte de changements ?



Le développement communal comme l'entendent les paysans

LES NOUVELLES FONCTIONS DE L'INSTITUTION COMMUNALE

Des zones de production qui échappent au contrôle communal

La monétarisation de l'économie paysanne comporte deux aspects. Nous venons de passer en revue les activités que les paysans adoptent d'une manière individuelle. En ce qui concerne plus spécialement les changements dans la production, les stratégies individuelles s'affrontent ouvertement avec l'organisation communale.

L'agriculture de subsistance associée à l'élevage est régie par des normes très précises émanant de la communauté. Les secteurs de production, les cultures en assolement, les dates de semailles et de récoltes, la durée des jachères, les périodes durant lesquelles les animaux sont autorisés à entrer dans les secteurs récoltés et le marquage des animaux sont les principales étapes de la production sur lesquelles la communauté est supposée exercer un contrôle direct à travers l'assemblée de *comuneros*. Dans les terroirs irrigués, le contrôle collectif sur l'utilisation de l'eau et les obligations d'entretien collectif des canaux et rigoles ne sont pas moins stricts. Cette intervention de la communauté dans l'organisation de la production est due à la nécessité technique d'une coordination bien précise dans les cycles agricoles liée à une double contrainte : la croissance des plantes et l'alimentation des animaux sont déterminées par les facteurs climatiques, avec l'alternance d'une saison sèche (soumise au risque des gelées nocturnes) et d'une saison pluvieuse. Pour que les cycles agricoles puissent se dérouler sans trop de risques et que les animaux soient autorisés à entrer dans les champs récoltés (pour faire la soudure avant que les pluies reverdissent les pâturages), il faut respecter des dates de semailles et de récolte déterminées par le cycle végétatif des plantes qui, dans les Andes, est rallongé du fait de l'altitude. Donc, toute variété importée de régions tempérées est à exclure de cette stricte programmation puisqu'elle en perturberait les rythmes.

Traditionnellement, les autorités communales étaient des vieillards, pour lesquels l'agriculture andine n'avait pas de secrets. Chaque campagne agricole exigeait des prévisions climatiques qui imposeraient l'orientation donnée aux sillons selon l'intensité des pluies, ou qui réduiraient les risques de gelées, etc. La construction de ter-

rases, l'irrigation temporaire des parcelles, le choix des variétés semées, selon leur emplacement dans l'espace mais aussi dans une même parcelle¹, étaient autant de tâches indispensables pour garantir une production minimale.

Ce savoir ancestral ayant perdu de son importance, la gérontocratie a cédé le pas à un nouveau pouvoir, basé cette fois sur des connaissances scolaires et, plus généralement, sur des valeurs typiquement citadines. L'introduction de cultures commerciales a en effet rompu avec les techniques traditionnelles de production. Les nouvelles cultures dépendent de choix individuels, les variétés utilisées ont des cycles de production différents de ceux des variétés locales, modifiés de surcroît par l'apport de fertilisants et, dans de nombreux cas, elles exigent une irrigation constante. Cette dernière caractéristique a contribué à la restructuration de l'espace productif en terrains irrigués et non irrigués. D'une manière générale, à l'échelle de la communauté comme à celle des unités familiales de production, une distinction s'établit entre les champs destinés aux productions de subsistance et ceux produisant pour le marché.

Dans la plupart des communautés, les zones irriguées sont appropriées d'une manière permanente par les paysans les plus riches, puisque les productions commerciales impliquent un usage intensif d'intrants industriels (engrais et produits phytosanitaires) et des soins réguliers (butages plus nombreux, désherbages, contrôle de l'irrigation) dont les coûts ne peuvent être assumés par tous. Cette appropriation privée des terres a introduit une perversion du sens donné à la communauté. La communauté de Casinta a justement été choisie pour illustrer cette situation, caractéristique des zones agricoles de fond de vallée.

CASINTA, UNE COMMUNAUTÉ D'« ARROSEURS »

L'effet le plus tangible de l'appropriation privée des terres se rencontre dans le registre de *comuneros*, sans lequel la communauté ne peut avoir d'existence légale, puisque c'est sur cette base que sont admissibles les élus communaux. Or, Casinta ne peut se valoir que de deux registres, celui des usagers de l'irrigation (qui inclut les noms des métayers) et celui des électeurs (qui correspond à l'administration municipale). Une partie de la population (11 *comuneros*) est ainsi volontairement soustraite de la gestion communale, tandis que certaines familles sont sur-représentées, puisque, outre le chef de famille, sont mentionnés les femmes et les enfants adultes.

Dans ces conditions, seules les familles propriétaires sont concernées par l'irrigation et en gèrent la distribution et l'entretien. Bien que le règlement impose une priorité d'accès à l'irrigation pour les

1. Le Pérou compte plus de 2 000 variétés de pomme de terre, dont certaines sont cultivées jusqu'à 4 200 mètres d'altitude. On constate par ailleurs que les variétés de céréales à tige haute sont préférables à celles à tige courte (importées) car elles sont moins sensibles aux gelées (P. MORLON, 1989).

cultures vivrières aux dépens des cultures permanentes (fourrages et arboriculture), force est de constater que les producteurs de luzerne, majoritaires et plus puissants, s'accordent régulièrement des privilèges. Cela entrave l'organisation de la production des familles les plus pauvres qui, elles, sont dépendantes des cultures de subsistance. Dans les périodes de sécheresse, cette inégalité a aggravé les conflits internes.

Au-delà de cet aspect de l'organisation de la production, la communauté n'intervient dans aucun autre domaine. Les assemblées communales ne sont plus que l'ombre des assemblées hebdomadaires pour la distribution de l'eau. Les autres aspects de l'organisation sociale et économique de la communauté ne sont plus débattus que d'une manière superficielle, voire informelle, se prêtant parfois à bien des malentendus et constituant une source supplémentaire de conflits². Les puristes seront alors en droit de s'interroger sur la pertinence d'une organisation de type communal, sachant de surcroît l'importance que les Casintanos ont accordée à la reconnaissance officielle de leur communauté. Il faut savoir que la notion de propriété n'est ici que fictive. Si la communauté disparaît en tant que telle, c'est le droit à la terre qui disparaît avec elle. Les « propriétaires » mettent donc d'autant plus d'acharnement à préserver l'institution communale. Cela explique la multiplication de projets dont la seule finalité est de freiner l'exode rural et auxquels « riches » et « pauvres » se sont associés. Par ailleurs, les « communautés d'arroseurs », comme elles sont appelées au Pérou, présentent des caractéristiques qui ont fait l'objet d'études particulières³, tant la gestion de l'eau est complexe et fait l'objet d'enjeux cruciaux. Il ressort de ces travaux que le mode de gestion communale de l'irrigation est, en dépit de tous ses dysfonctionnements (distribution inéquitable, pertes d'eau importantes), le mode le mieux adapté à chaque cas et, de loin, le moins onéreux. C'est bien parce que les communautés n'abritent que des familles paysannes plus ou moins pauvres que l'aspect essentiel de leur institutionnalité trouve sa légitimité dans une nécessité technique de collaboration. Si la différenciation socio-économique est un fait établi, et cela depuis fort longtemps, l'entente entre paysans se fonde sur l'interdépendance des membres de la communauté pour faire un usage optimal des ressources naturelles. Or, si la réglementation de l'usage des zones de production les plus productives échappe au contrôle de la communauté, il faut bien voir là une amorce de la sécularisation de cette instance sous l'effet d'intérêts privés résolument modernes. Cette rupture de solidarité ne s'explique, à mon avis, que parce que les *comuneros* les plus aisés fondent leur reproduction sociale et surtout économique dans un espace qui déborde de plus en plus largement celui de la communauté.

2. L'impossibilité d'accéder aux livres d'actes de la communauté de Casinta et à ses registres d'irrigation antérieurs à 1986 suggère que les autorités communales ont eu, à un certain moment, intérêt à cacher des informations. L'absence de collaboration de la part de vieillards ayant occupé ces charges dans la communauté m'a confirmé dans cette opinion.

3. Sur le Pérou, mentionnons les travaux de C. FONSECA (1983) et de B. KERVYN (1989). Sur la communauté de Pampas en particulier, l'étude de ROUSSEAU est édifiante (P. ROUSSEAU, *Análisis de la práctica de riego por escorrentia en pendiente pronunciada : el caso del valle de Pampas*, in : F. MALPARTIDA *et al.*, 1988, vol. III, annexe 10 : 265-342).

À Tomas, la différenciation paysanne prend des traits plus discrets. La communauté a conservé son rôle essentiel d'attribution des terres à chacun de ses membres, dont le registre est tenu à jour. Le local de la communauté est toujours le théâtre, tous les trois mois, d'assemblées générales de *comuneros*. Les Tomasinos y trouvent un lieu d'expression et de communication privilégié, où les autorités (représentants élus de la communauté) informent des démarches entreprises et de leurs résultats, des crédits dont dispose la communauté, de l'état d'avancement des travaux en cours et où sont débattus les aspects essentiels de l'organisation sociale et économique de la collectivité : requêtes de nouveaux *comuneros* et attribution de parcelles, calendriers agricoles et d'élevage, formation de groupes pour les travaux collectifs, élections⁴, planification des fêtes du village, soutien aux familles démunies et même remontrances à certains *comuneros* peu respectueux du règlement. Ces assemblées sont toujours très animées, mais il faut bien admettre que les décisions importantes sont généralement prises par un groupe restreint et quelquefois même par le seul conseil d'administration, qui en informe ultérieurement les *comuneros*. Don Alberto (ancien président du conseil d'administration, fort apprécié pour son esprit d'entreprise) me confiait qu'il ne pouvait informer l'assemblée de ses projets et de ses démarches pour obtenir des financements que lorsqu'il était assuré de les mener à bien ; le cas échéant, il risquait de se voir discrédité. Cette attitude des représentants élus à l'égard de leurs congénères leur confère un statut à part, implicitement reconnu par leurs électeurs : ils sont seuls capables de mener à bien les démarches nécessaires pour la promotion de la communauté.

Il faut retenir cependant que la communauté se préoccupe bien plus d'actions prestigieuses que de la gestion interne des ressources. Depuis longtemps déjà, les parcelles agricoles et les *canchadas* dans la zone d'élevage sont attribuées en usufruit à vie. Il est de notoriété publique que certaines familles se sont alloué les meilleurs pâturages, ne laissant aux nouveaux *comuneros* que des terrains étriqués, souvent situés aux confins de la communauté. Les meilleurs terrains se transmettent donc de façon héréditaire. De plus, d'après les livres d'actes de la communauté, aucune des propositions concernant la limitation du nombre d'animaux par *canchada* n'a été retenue depuis des décennies. Au cours de l'assemblée communale du premier juillet 1941, don Epifanio affirmait déjà que, d'après ses connaissances techniques en matière d'élevage, il était « préjudiciable » d'avoir une tenure des pâturages à vie, de même que « d'avoir des terrains trop étroits ». En conséquence, il recommandait la proportion

4. Tous les deux ans, le conseil d'administration (président, vice-président, secrétaire, trésorier et deux conseillers) est renouvelé par le vote des *comuneros*. L'assemblée prend soin d'assurer un roulement dans ces fonctions, bien que les plus importantes soient attribuées de préférence à des notables. En outre, certains comités *ad hoc* sont constitués pour des besoins spécifiques (comités directeurs des fermes communales, comité pour l'électrification, etc.)

de « un hectare par animal et de pratiquer la rotation des animaux sur chaque *canchada* ». Avec ce système, l'étendue actuelle des pâturages de Tomas serait insuffisante. Pourtant, en dépit de nombreuses mises en garde, la seule mesure adoptée concerne la location de terrains à des éleveurs extérieurs à la communauté.

Entre l'informalité de Casinta et la formalité affichée de Tomas, le règlement intérieur des communautés imposé par la loi se trouve bien bousculé (voir le texte abrégé de la loi de communauté paysanne en annexe 1). Les pouvoirs publics ont voulu voir dans la communauté andine une organisation communautaire autonome (voire autarcique). Cette attitude a bien longtemps justifié l'isolement politique et social dans lequel la communauté a été tenue et l'absence d'engagement de l'État dans ses activités économiques. Au-delà de la législation, il semble plus important d'observer le fonctionnement réel des communautés. Cela pourrait apporter des arguments efficaces pour considérer ce type d'organisation comme une nécessité adaptée aux conditions de production du milieu andin.

Différenciation paysanne et nouveaux acteurs

La communauté a été trop longtemps considérée comme un espace fermé, où l'homogénéité sociale et le rôle de régulateur des tensions de l'institution communale étaient privilégiés, en qualité de garants de cette forme d'organisation. Depuis, la théorie des conflits a su mettre en exergue les éléments moteurs du changement⁵. L'ordre social, basé sur un accès homogène aux ressources collectives⁶, est-il rompu par une évidente discrimination entre les *comuneros* ?

Dès l'époque pré-hispanique, le pouvoir économique a été la contrepartie du pouvoir politique et s'est accompagné d'une série d'obligations envers l'*ayllu*. Par la suite, l'État, l'Église et même les propriétaires fonciers ont été assimilés à cet ordre hiérarchique et ont dû en assumer les fonctions : celui qui est riche a le pouvoir et se doit de protéger ses subordonnés. Aujourd'hui, il semblerait que le pouvoir économique et social basé sur des valeurs spécifiques à la structure de la communauté tende à céder du terrain à un pouvoir social, basé cette fois sur des critères extra-communaux, parmi lesquels l'éducation occupe une place privilégiée.

Pour comprendre cette évolution, un rappel historique est nécessaire. Tant que la communauté a constitué un lieu d'identification et de reproduction pour ses membres, ses rapports avec la société globale ont été de subordination, voire conflictuels. En effet, pour se reproduire socialement et économiquement, les *comuneros* ont eu recours à une organisation particulière, que GONZALES n'hésite pas à

5. L'interprétation de la différenciation paysanne dans la communauté de Huayopampa (vallée du Chancay) en 1965 puis en 1980 (F. FUENZALIDA *et al.*, 1982) offre une excellente illustration des changements intervenus durant cette période de quinze ans dans les modèles théoriques.

6. E. WOLF, 1966.

qualifier de « stratégie de survie des économies pauvres »⁷. Les caractéristiques les plus saillantes de cette organisation sont le droit du sol, c'est-à-dire l'appartenance à la communauté du fait d'y être né, qui ouvre le droit à la terre. Ce dernier, nous l'avons vu, s'est transformé dans maintes communautés en un droit de propriété pour les familles fondatrices. À Casinta, ce système de tenure foncière rencontre un obstacle à sa reproduction dans la fragmentation des patrimoines familiaux due aux partages successifs entre héritiers, à laquelle seul le métayage offre désormais un recours pour accéder à la terre.

Mais la différenciation paysanne ne se traduit plus uniquement en termes d'accès aux ressources naturelles. On a vu que les familles paysannes ont des besoins monétaires accrus, qui ne peuvent être satisfaits par la seule commercialisation de produits agricoles. De ce fait, les activités non agricoles, y compris au sein de la communauté, accusent une recrudescence, surtout depuis les années soixante⁸. Scolarité et exigüité des terroirs ont provoqué cette diversification des activités, dont la plus importante est le commerce, comme nous l'avons observé.

De la même façon que la diversification des activités entraîne une élévation du niveau de vie des familles paysannes, les changements consécutifs dans la perception de la condition paysanne ont une influence déterminante sur le prestige social et donc sur les rapports de pouvoir au sein de la communauté. Ces raisons sont plus que suffisantes pour nous obliger à inclure les activités non agricoles dans la stratification économique des familles paysannes. Une description des occupations des membres de quelques familles de Casinta et Tomas nous permettra d'évaluer la fonction de « tremplin » des ressources agricoles pour une diversification ultérieure des activités familiales. Nous verrons aussi que ces changements économiques se traduisent à leur tour par une redéfinition des valeurs sociales des paysans.

DES FAMILLES CASINTANAS

À Casinta, les cas de don Manuel et de doña Elva illustrent les situations dans lesquelles prédominent les liens extra-communaux. Le régime foncier a favorisé l'émergence d'une catégorie de propriétaires absentéistes dont le premier représente la frange la plus citadine. Depuis plusieurs années déjà, don Manuel, enseignant retraité, réside à Lima. Son épouse, secondée quelquefois par son fils aîné, gère leur exploitation de 8 hectares (acquis au fil des années), dont les cultures, destinées au marché dans leur grande majorité, sont produites par des salariés. Si l'on se place du point

7. E. GONZALES, 1986.

8. Rappelons que les chefs-lieux de district sont dotés de collèges secondaires dans les années soixante, période où s'achève la route de Huancayo (capitale des Andes centrales) à la côte.

de vue de la famille, l'agriculture est considérée comme un complément des revenus urbains, mais ne constitue en aucun cas la principale source de revenus.

Les deux fils de don Manuel ont suivi des études universitaires. L'aîné est ingénieur et a mis ses connaissances au service de l'exploitation familiale et de la communauté, sans escompter pour autant s'installer à Casinta définitivement. Il a voulu relever un défi : montrer que l'agriculture andine est viable et que le développement communal est possible. Ainsi, le prestige social de sa famille en serait rehaussé.

Doña Elva, âgée de 83 ans, travaille encore une partie de ses propriétés, la plus grande partie étant exploitée en métayage. Elle aussi est une riche propriétaire de Casinta, membre d'une grande famille de notables. Elle précise pourtant : « Mes enfants me donnent mon salaire ; sinon, de quoi je vivrais ? Je ne suis pas riche, mais ce n'est pas important, on me respecte. »

Tous les descendants de doña Elva, tout comme ceux de don Manuel, ont reçu une formation universitaire et résident à Lima et même aux États-Unis d'Amérique et en Europe. Bien entendu, ces situations rejaillissent sur le prestige social de leurs parents. Le choix de ces deux familles n'est pas fortuit : dans les deux cas, l'un des enfants a cherché à promouvoir le développement économique de la communauté. Ces deux figures en sont venues à s'opposer violemment, l'une représentant les vieilles familles de notables et leurs intérêts, l'autre, les familles de « parvenus ». Elles ont suscité une polarisation de l'ensemble des familles *comuneras* sur la base d'un projet de développement communal.

Ces exemples montrent que lorsque les conditions financières le permettent, la famille n'hésite pas à sacrifier la prospérité de l'exploitation pour assurer un avenir différent à ses descendants. Un renversement de situation s'opère souvent après les études des enfants, celles-ci ayant absorbé une grande partie des ressources productives de l'unité familiale. À leur tour, les perspectives sociales et économiques ouvertes aux enfants viennent modifier la perception de l'exploitation familiale. L'activité agropastorale est détournée de sa fonction première de reproduction simple pour se placer dans un espace de reproduction élargi. Dans le même temps, ces familles veillent à entretenir leur statut social dans la communauté.

DES FAMILLES TOMASINAS

D'une manière plus apparente encore, les Tomasinos ont associé le développement de l'élevage à des occupations temporaires et quelquefois même définitives hors de la communauté. Le marché régio-

nal du travail a facilité une assimilation précoce de l'usage de la monnaie par les paysans. De plus, les limites à la diversification de la production vivrière obligent les Tomasinos à recourir d'une manière d'autant plus pressante aujourd'hui au marché des produits. L'exemple du parcours économique de deux *comuneros* illustrera la diversité des pratiques familiales, chacune diminuant le rôle des activités paysannes dans la promotion sociale des sujets.

Don Ignacio a su mettre à profit les avantages d'une capitalisation par le travail à la mine. Orphelin, il était destiné à grossir les rangs des *comuneros* sans ressources. Son salaire de mineur à Yauricocha lui a permis de se bâtir progressivement un patrimoine dans sa communauté, en qualité de *comunero anualista*. Aujourd'hui, il possède trois maisons dans le village et un berger garde son troupeau dans la *puna*. La proximité de la mine lui permet même de travailler quelques lopins de terre à Tomas. Si ses activités paysannes lui ont valu une reconnaissance au sein de la communauté, c'est bien grâce à son emploi de mineur qu'il a pu rehausser son image de *comunero* relativement aisé. Ses enfants ont suivi leurs études à Yauricocha, dont le centre urbain fut équipé d'un collège avant Tomas, puis ont émigré à Huancayo.

Don Orestes représente la catégorie des *comuneros* qui ont pu diversifier les sources de revenus au sein même de la communauté. Issu d'une famille sans grandes ressources dans la communauté et installée dans les environs de Huancayo depuis que son père a pris sa retraite de la mine, c'est peu à peu qu'il a accumulé des biens dans la communauté. Âgé de 47 ans, il a deux enfants. L'aîné est depuis peu employé de banque à Huancayo, où il a suivi ses études secondaires en étant logé chez ses grands-parents. Sa fille est à l'école primaire de Tomas et seconde sa mère dans les nombreuses tâches domestiques. En effet, doña Jacinta se charge de tenir l'« hôtel-restaurant » et le magasin (le mieux achalandé de Tomas) attenants à l'habitation. La maison appartenait aux parents de don Orestes et ses grandes dimensions ainsi que sa situation stratégique sur la place où s'arrêtent les autocars a permis de développer avec succès ces activités commerciales. Le magasin, qui fait également office d'estaminet, est un lieu de rencontre privilégié où circulent les nouvelles sur la communauté, mais aussi sur le monde environnant, colportées par les voyageurs de passage. C'est aussi, pour le patron, un moyen de se gagner le respect des autres, du fait que son activité se démarque du travail agricole et qu'il peut faire étalage aux yeux de tous d'une capacité financière et de gestion supérieure à celle de la majorité de ses clients. De plus, don Orestes possède un hectare de terrains irrigués près du village, où il fait cultiver des pommes de terre par des ouvriers salariés. Cette

production est mise en vente dans son magasin et permet à de nombreuses familles de faire la soudure, alors que leurs propres récoltes sont insuffisantes. C'est aussi chez lui que l'on peut se procurer engrais chimiques et produits phytosanitaires et vétérinaires, ce qui lui vaut la réputation d'être bien informé sur les techniques agricoles modernes. Se plaçant comme un intermédiaire par excellence entre les paysans et les ingénieurs et techniciens de passage chez lui, il a acquis une position de notable qui l'a conduit à la présidence du conseil d'administration de la communauté. Respecté, on lui « pardonne », à l'instar d'autres notables de la communauté, d'avoir enfreint la règle communale selon laquelle les *comuneros* doivent scolariser leurs enfants dans le village.

Ces quelques tableaux de familles conduisent à relativiser la place des ressources communales dans la stratification des paysans. Ils mettent au contraire en exergue la grande diversité des revenus familiaux qui viennent non seulement élever le niveau de vie des familles, mais aussi rehausser leur prestige social dans le milieu paysan. Si les initiatives paysannes sont tributaires de l'organisation communale et contribuent à renforcer les liens d'interdépendance des différentes catégories de *comuneros*, cette interaction n'est cependant pas incompatible avec une autonomie relative des acteurs sociaux. En outre, il faut considérer que les activités extra-agricoles sont les seules qui autorisent une certaine mobilité sociale au sein de la communauté comme de la société globale.

Par ailleurs, les emplois administratifs dans les campagnes, comme on peut s'en douter, ne sont pas l'apanage des *comuneros*. Les fonctionnaires, venus pour la plupart de la capitale, apportent avec eux des valeurs de caractère urbain, qui, ajoutées à celles inculquées aux jeunes par l'école, vont infléchir les usages locaux. La distinction entre paysans et non-paysans devient plus nette et la composition sociale du village ne se calque plus exactement sur celle de la communauté.

La scolarisation, pour sa part, a fortement contribué à la restructuration sociale de la communauté. Les fils de paysans aisés ont bien sûr les plus grandes chances de suivre des études longues. Cependant, plus que la catégorie professionnelle sur laquelle débouchent ces études, c'est sur la résidence en ville et les comportements urbains qu'elle suscite que se fonde le prestige des nouvelles catégories dominantes. J'ai rencontré plusieurs de ces nouveaux citadins, dont la situation n'avait rien d'enviable : qu'il s'agisse de mineurs, résidant à 4 600 mètres d'altitude, jouissant des services d'eau et d'électricité certes, mais défectueux, et de rares distractions, ou de migrants à Lima, résidant dans des bidonvilles ou

des quartiers pauvres, leur tenue vestimentaire et leurs dépenses somptuaires lors de leurs visites à la communauté suffisaient néanmoins à inspirer le respect des paysans. Ceux qui ont réussi dans des professions hautement qualifiées (telles qu'ingénieur, avocat, vétérinaire) verront leur autorité incontestée dans la communauté et ils en deviendront aisément les dirigeants. Ce pouvoir leur est d'autant plus acquis que les diplômés qui font bénéficier leur communauté de leurs connaissances (techniques ou dans le domaine administratif) sont rares⁹.

L'ancienne gérontocratie se trouve ainsi disqualifiée, l'expérience des vieux paysans ne pouvant plus concurrencer ce nouveau pouvoir, désormais fondé sur la capacité de négociation avec les diverses instances publiques et non plus sur un savoir paysan. Avec une présence plus tangible de l'État et même de diverses institutions de développement dans les campagnes, le rôle des médiateurs instruits devient fondamental et vient masquer les fonctions de gestion interne de la communauté qui, elles, étaient l'apanage des *comuneros* expérimentés.

La structure communale évolue et se transforme sous la pression de facteurs idéologiques, sociaux et économiques. Les fonctions de la communauté sont perçues au jour des modifications de l'environnement socio-géographique : la mobilité spatiale et sociale, due principalement à l'éducation, vient apporter de nouvelles données au problème du changement communal. En témoigne la nouvelle catégorie d'intermédiaires entre la communauté et les diverses instances porteuses de « développement », dans le sens de progrès social que lui accordent unanimement les paysans. En témoigne aussi le glissement de l'institution communale d'une fonction de gestion des ressources collectives à une fonction de gestion du bien-être collectif, principalement à travers l'offre de services. Bien que ce caractère collectif ne soit qu'une façade qui masque l'effort des catégories dominantes pour maintenir le *statu quo* dans l'inégalité des membres de la communauté, il tend à perpétuer une solidarité fondée sur la pauvreté. Si les rapports sociaux sont toujours des rapports de domination, ils se nourrissent des conflits, eux-mêmes visant à la transformation de la société et des formes institutionnelles qui organisent la vie collective¹⁰.

L'apparition d'une nouvelle catégorie d'intermédiaires, que je définirai comme de nouveaux acteurs sociaux, est-elle seulement le signe d'une plus grande interaction entre l'organisation communale et l'espace national ? Certes, cet aspect est fondamental ; mais il faut retenir qu'en multipliant les projets de développement, ces acteurs produisent des situations nouvelles en entretenant un idéal de modernité.

9. Les relations des émigrés avec leur communauté d'origine sont variables. Cependant, on constate généralement qu'elles sont plus étroites à la première génération et se distendent avec le temps. H. MALETTA (1978) a fait les mêmes observations.

10. Cette dynamique sociale à partir de la notion de conflit s'oppose à la conception d'une « résolution » de ces conflits, telle que M. DE LA CADENA a tenté d'en présenter une typologie, à partir des caractéristiques des organisations communales (E. MAYER et M. DE LA CADENA, 1989).

LES CONTRADICTIONS DU DÉVELOPPEMENT COMMUNAL

Des interprétations et des pratiques non concordantes

Il est bien connu que les sociétés changent plus rapidement que leurs institutions. La communauté andine n'échappe pas à cette règle, elle qui, de surcroît, s'est trouvée longtemps enfermée dans une définition archaïque. L'attitude paternaliste de l'État péruvien n'a contribué qu'à encourager l'immobilisme de cette institution. Il n'est alors nullement surprenant de rencontrer des réponses des communautés adaptées à ce que l'État attend d'elles. C'est un jeune dirigeant de Casinta, syndicaliste dans les coopératives de la côte, qui a adopté pour le règlement intérieur de sa communauté la vieille devise andine : *ama sua, ama llulla, ama qella*¹¹, alors que les Casintanos ne parlent pas le quechua et ne l'ont même jamais parlé.

Cependant, des changements de nature endogène et exogène se produisent, conduisant à terme à une redéfinition du cadre institutionnel de la communauté. Le propos de ce texte est de relever les facteurs du changement, dont le support central est constitué par les conséquences de l'éducation dans tous les domaines de la vie sociale. D'une part, les mentalités élargissent leur horizon culturel en s'ouvrant au monde extérieur et à la modernité incarnée par le mode de vie occidentalisé de la ville. Les valeurs familiales et communautaires s'effacent devant un individualisme croissant. D'autre part, les anciennes normes communales deviennent obsolètes pour répondre aux nouvelles exigences de la vie rurale.

Ces normes s'étaient érigées dans un milieu paysan pour lequel la terre n'était pas qu'un facteur de production, elle était la Terre Mère (la *Pachamama*, en quechua) et méritait tous les soins et même la vénération. L'assolement des cultures accompagné de longues jachères manifeste avant tout le respect pour la terre : « il faut qu'elle récupère ses forces pour continuer à donner des fruits. » C'est dans ce même esprit que s'organisait une série d'activités collectives telles que le débroussaillage, la chasse aux bêtes nuisibles (renards et pumas, mais aussi *huachhuas*, grandes consommatrices d'*ichu*, l'herbe favorite des alpagas), l'entretien des chemins et des canaux d'irrigation, etc. Il ne reste de ces coutumes que celles considérées aujourd'hui comme indispensables au déroulement des

11. • Tu ne voleras pas, tu ne seras pas fainéant, tu ne mentiras pas. • est inscrit en épigraphe du règlement intérieur de la communauté de Casinta (1981).

activités agricoles. Sur ce sujet, le conflit des générations se révèle ouvertement : les vieillards réclament sans cesse la reprise de ces travaux tandis que les plus jeunes préfèrent les ajourner. Il semblerait qu'il s'agit plutôt d'un conflit perpétué de génération en génération. En effet, les livres d'actes de la communauté de Tomas (qui permettent de remonter jusqu'à 1938) font périodiquement état de la nécessité de ces travaux d'entretien, sans qu'ils soient effectivement réalisés. Il en va de même pour l'impératif de limiter le nombre d'animaux sur chaque *canchada*, toujours rappelé par les *comuneros* soucieux de préserver les ressources collectives (le surpâturage faisant sentir ses effets depuis plusieurs générations), et jamais mis en application¹².

L'enjeu est bien le modernisme, mais sur ce plan, vieux et jeunes se retrouvent dans le même camp. Les vieillards sont les premiers à réclamer le progrès pour leur village, à reconnaître dans l'éducation un instrument privilégié pour atteindre cet objectif. Leur opinion diverge de celle de leurs cadets sur un point fondamental, car c'est sur lui que repose la définition de la communauté : la responsabilité qui incombe à chacun de préserver les ressources à la disposition de la collectivité. En effet, ce que les aînés reprochent le plus aux jeunes, c'est « [qu'] ils sont irresponsables », « [qu'] ils ne savent pas travailler » ou encore « [qu'] ils viennent, [qu'] ils s'en vont... on ne peut rien faire, comme ça. »

Cette instabilité dans la présence physique ajoutée à leur faible intérêt pour les travaux des champs rend les jeunes générations inaptes à mener à bien toutes les activités annexes à l'agriculture. L'emploi de salariés et le métayage se développent, des parcelles sont abandonnées, les méthodes depuis longtemps éprouvées sont mises en échec par l'adoption de techniques nouvelles dont l'emploi quelque peu anarchique entraîne l'apparition de fléaux incontrôlables. Ces changements dans l'agriculture sont souvent mis en avant par les vieux pour indiquer la régression des activités paysannes.

Les jeunes, en contrepartie, sont plus entreprenants dans les activités non agricoles ou non traditionnelles. De petits élevages (porcs à Casinta, volailles à Tomas) ont été installés avec succès par de jeunes *comuneros*. Cet esprit d'entreprise ne se limite pas à l'exploitation familiale.

Depuis la Réforme agraire, de nouveaux besoins ont été suscités dans les communautés. Encouragées par un encadrement administratif et technique qui contrastait avec l'isolement dans lequel elles ont été tenues si longtemps, les communautés ont commencé à avoir recours au crédit et aux intrants modernes. L'État incitait déjà à la création d'entreprises communales au début des années

12. Il faut considérer que les pâturages naturels des hauts plateaux sont de qualité inégale et généralement assez pauvres. Un animal à l'hectare ne représenterait donc pas une proportion exagérée, bien au contraire.

soixante et plus encore dans la nouvelle loi de communautés paysannes de 1969. Celle de 1986 mettra nettement l'accent sur cet aspect, allant même jusqu'à favoriser la création d'entreprises multi-communales, voire en association avec le secteur privé¹³. Peu à peu, les organismes publics et privés de développement se sont multipliés et, avec eux, les appuis à des projets émanant des communautés.

À travers les exemples de Casinta et de Tomas, deux étapes se succèdent dans les actions de développement communal. La première, animée par le réformisme agraire des années soixante, ne concerne que le secteur d'élevage de Tomas. La deuxième atteindra les deux communautés par le biais des organismes d'appui au développement rural, qui ont pris leur essor dans les années quatre-vingt.

L'INFLUENCE DU RÉFORMISME AGRAIRE SUR TOMAS

Si la Réforme agraire n'a, globalement, pas affecté la province de Yauyos, certaines communautés d'altitude comme Tomas en ont cependant subi les conséquences, du fait que les grandes haciendas voisines, usurpatrices des terres des communautés, ont été transformées en Sociétés agricoles d'intérêt social (Sais)¹⁴. Ces communautés ont pu profiter, comme certains *comuneros* l'avaient fait auparavant dans les haciendas d'élevage, du modèle d'élevage moderne qui s'installait à leurs portes¹⁵. C'est ainsi que Tomas fit un premier essai qui se révéla concluant avec la création, en 1964, d'une ferme communale d'ovins. La ferme communale de Tomas sera ainsi l'une des premières à surgir dans le paysage agraire de cette période de premières velléités réformistes, faisant preuve d'un dynamisme peu commun. La communauté se lance, en 1976, dans l'installation d'un élevage d'alpagas, cette fois suivant le modèle coopératif. Elle fait ainsi preuve de son adhésion à la conception des mouvements réformistes, qui veulent reconnaître dans son institution les ferments d'une organisation coopérative. Ces idées avaient germé chez les paysans dès les années quarante¹⁶.

Si la première ferme concerne tous les *comuneros*, y compris ceux qui ne possèdent pas d'animaux, soit 201 en 1964, celle d'alpagas, elle, sera constituée et gérée par les seuls *comuneros* intéressés (147), mais toujours sur des terrains communaux.

Associant l'opportunité de récupérer des terrains usurpés par les haciendas voisines et les nouvelles modalités de gestion proposées en 1963, puis par la loi de communautés paysannes de 1969, chacune de ces fermes a été installée, selon les recommandations de leur principal promoteur¹⁷, sur des terrains limitrophes de la communauté. Ces terrains présentent le double avantage de créer une « frontière vive » et de fournir des sols particulièrement adaptés,

13. O. PLAZA (1987) offre une réflexion intéressante sur les limitations et les conséquences possibles de cette loi.

14. Voir page 71.

15. Voir aussi les exemples des communautés de la vallée du Mantaro, décrites par K. PAERREGAARD (1987) et R. SANCHEZ (1987), dans lesquels on remarquera un même esprit d'entreprise qu'à Tomas.

16. Dans une assemblée tenue en 1941, un *comunero* proposait déjà cette solution pour le secteur d'élevage (Livre d'actes de la communauté de Tomas).

17. Il s'agit d'un notable qui, après une longue expérience d'administrateur d'hacienda, avait élu résidence à Huancayo. Notons cependant que son rôle moteur dans le projet lui a valu le droit de participer aux bénéfices des fermes sans être tenu de participer à leur gestion.

selon le cas, aux élevages d'ovins ou d'alpagas. Les comités d'entreprise, renouvelés tous les deux ans, sont tenus de rendre des comptes de leur administration au cours des assemblées communales. La transparence et les répercussions positives des gains sur les moyens dont dispose la communauté sont autant de stimulants pour les *comuneros*, dont certains ont pourtant été lésés par ces formes d'organisation. Tout d'abord, les éleveurs installés sur ces riches terres ont été déplacés, perdant constructions et bons pâturages¹⁸. En outre, si la première ferme a été fondée grâce à l'apport de deux brebis par chaque *comunero*, la seconde n'appartient qu'à ceux qui ont fourni un alpaga. Dans le premier cas, tous les bénéfices sont versés à la caisse de la communauté, tandis que dans le second, seuls les membres de la coopérative reçoivent des dividendes de la vente annuelle de la fibre, mais sont aussi les seuls appelés à travailler dans cette ferme.

Une question se pose cependant : en fonctionnant comme une entreprise, les fermes doivent se doter d'un personnel relativement stable et capable de gérer les questions techniques et de comptabilité. Le comité d'entreprise est renouvelé tous les deux ans, au cours desquels chacun des membres, y compris les femmes *comuneras*, se voit attribuer un certain nombre de tâches réparties sur l'année. Cette responsabilité s'ajoute aux travaux collectifs programmés chaque année et en alourdit la charge, du fait que les fermes sont situées aux confins de la communauté. L'administrateur, lui, a la responsabilité d'un chef d'entreprise. Il reçoit pour cela un salaire minimal. Soit il fait son travail honnêtement et son propre élevage en pâtit, soit il le fait en dilettante, et c'est l'entreprise qui périclité. Au cours des six années durant lesquelles don Leandro a été administrateur de la ferme d'ovins, le cheptel a augmenté considérablement, progressant de 1 534 ovins en 1969 à 1 800 en 1983¹⁹, tandis que son propre troupeau, laissé à la garde d'un berger, diminuait proportionnellement. Cet engagement, ajouté à de bonnes connaissances techniques, ne pouvait, bien entendu, être espéré de la part de tous. Jusqu'aux années quatre-vingt, les appuis techniques extérieurs ont été pratiquement inexistantes et les Sais ont limité leur rôle de guide à la distribution d'intrants et de reproducteurs. En 1977, le ministère de l'Agriculture publiait un rapport accablant, identifiant (sans proposer de solution) les points faibles des fermes communales : décapitalisation, manque de terres et d'eau, parcellisation des terres communales, absence d'assistance technique et de crédit, problèmes de comptabilité, déficiences dans la commercialisation, problèmes liés au travail et politiques sociales²⁰.

La réponse des communautés au mouvement réformiste des années soixante a été rapide, mais la création d'entreprises a fait surgir de nouveaux problèmes, que la communauté seule ne pouvait

18. La répugnance habituelle des *comuneros* à changer de *canchada* est exacerbée dans ce cas précis, puisqu'il s'agit des meilleures terres de la communauté. L'un des premiers délogés me confiait que le déplacement de son troupeau avait causé sa perte : « Avant, mes brebis donnaient des jumeaux ; puis le troupeau a déperlé. Il ne m'est rien resté, même ma femme est tombée malade. »

19. La progression est d'autant plus forte si l'on considère que l'installation de l'électricité dans le village en 1979 a provoqué une ponction importante dans le capital animal de la ferme (les chiffres font défaut pour cette date). Ce fait souligne le rôle de cette ferme dans le financement de services pour le village.

20. Ministerio de Agricultura, 1977 : 58. Pour plus de détails sur ces fermes, voir M. BEY, 1990, chap. VII.

résoudre. Cependant, ces expériences ont pu mettre en exergue la fonction motrice de l'organisation communale, fonction que les *comuneros* valorisent toujours face aux pouvoirs publics. C'est encore grâce à l'organisation communale que la manne des bailleurs de fonds, qui arrive dans les années quatre-vingt, pourra être captée, bien entendu au nom de l'intérêt et du bien-être collectifs.

LES PROJETS DE CASINTA

Casinta s'est lancé plus tardivement que Tomas dans ce genre d'entreprise. Étant donné l'importance de l'irrigation dans cette zone semi-aride, le projet consistait dans la mise en valeur des terres agricoles laissées en friche à cause de la sécheresse, ceci grâce à la construction d'un second canal d'irrigation. Ce projet, élaboré par un notable instruit de la communauté, avait reçu un financement de l'*Interamerican Foundation* en 1983. Il proposait la mise en cultures d'une soixantaine d'hectares, dont on distribuerait un hectare à chacun des *comuneros* sans terre ; le reste, planté de cultures commerciales, serait géré par une entreprise communale. La formulation du projet met l'accent sur les effets positifs pour les paysans sans terre et sur le caractère collectif des avantages de l'entreprise communale, qui contribueraient à améliorer le cadre de vie de la communauté. La contrepartie exigée par la fondation donatrice était que les travaux devaient être réalisés collectivement par les *comuneros*. Mais il faut surtout signaler que la fondation ne finance que des projets proposés par les bénéficiaires. Le consensus dans la communauté n'est donc pas l'aspect essentiel. Celui-ci réside plutôt dans l'adéquation de la demande à la conception qu'a le bailleur de fonds du développement rural.

Hormis les paysans sans terre, qui mettaient le plus d'espoirs dans ce projet, personne ne voulut s'atteler à ce travail, en dépit des avantages qui étaient présentés à toutes les catégories de la population²¹. En réalité, un second canal offrirait une plus grande capacité d'irrigation aux usagers et les champs de luzerne mis en location par la communauté permettraient de développer l'élevage bovin des paysans les plus aisés. Les paysans sans terre ont donc fini par se refuser à construire seuls un canal qui, manifestement, servirait surtout les intérêts des éleveurs de bovins. Les travaux furent interrompus puis réalisés grâce à l'embauche de salariés venus de communautés voisines. Ce nouveau poste mit bientôt fin au budget, qui était destiné à d'autres dépenses.

C'est ainsi que s'acheva le rêve des Casintanos, débouchant sur un conflit sans précédent entre défenseurs et détracteurs du projet. Ce conflit, qui finit par opposer deux clans dans ce petit village, est révélateur des relations sociales qui organisent la vie dans la com-

21. Les paysans aisés, nous l'avons vu, ont pris le parti depuis déjà plusieurs années de payer des salariés (recrutés parmi les plus pauvres de Casinta) pour les remplacer dans les travaux collectifs de la communauté.

munauté depuis longtemps. On trouve dans les deux groupes des familles aisées ou pauvres, liées entre elles par des liens de parenté, de *compadrazgo* et de clientélisme. Nous avons là un nombre relativement restreint de familles, qui se connaissent depuis longtemps, qui ont besoin les unes des autres pour subsister et qui se reconnaissent dans des rapports de domination ou de subordination. Les mécanismes à l'œuvre pour entretenir ces rapports passent par des formes renouvelées de redistribution du pouvoir. La redistribution des richesses se laisse toujours voir, sous une forme moins ostentatoire que par le passé, à l'occasion des fêtes religieuses ou typiquement agricoles, comme la fête de la *limpia de acequia*. Ces fêtes ont conservé leur puissance de cohésion sociale, tout en maintenant les distances entre catégories socio-économiques. Un autre aspect non moins important est celui du partage du pouvoir dans le conseil d'administration de la communauté. Pour comprendre la dynamique de la communauté au moment de la présentation du projet agricole, il est important de noter que le promoteur et administrateur du projet avait « placé » à la présidence du conseil d'administration un *comunero* pauvre. Ces rapports de clientélisme se trouvent au cœur du système social de la communauté andine et trouvent certainement leur fondement dans des pratiques ancestrales.

DE NOUVEAUX PROJETS À TOMAS

À Tomas, les projets nés de la dynamique de développement impulsée de l'extérieur sont plus nombreux, mais c'est toujours à l'initiative d'un notable émigré qu'ils sont réalisés. En l'espace d'une vingtaine d'années, trois fermes communales ont été installées sur les meilleurs pâturages de la communauté. En 1987, une laiterie est aménagée grâce à une donation de la même fondation qui appuya le projet de Casinta. Contrairement à la gestion des Casintanos, les Tomasinos ont su organiser une administration de leurs fermes dans laquelle chacun des *comuneros* est appelé à participer. Pour la nouvelle ferme, le projet insistait sur les bénéfices collectifs de la laiterie : toutes les familles pourraient consommer des produits laitiers. Chacune des fermes devait servir de modèle aux éleveurs et les *comuneros* pourraient améliorer leur cheptel d'ovins, d'alpagas et de bovins, tout en apprenant des techniques d'élevage modernes. Dans la pratique, selon l'expérience des deux premières fermes, seuls quelques paysans (souvent les plus riches) ont pu bénéficier de ces avantages. Ce sera d'autant plus le cas avec les bovins, puisque quelques rares familles aisées possèdent des vaches.

Les travaux démarraient à peine au moment où j'arrivais à Tomas. Pendant un an, la capacité incontestable de mobilisation de l'ensemble des *comuneros* pour les travaux collectifs a masqué de

nombreux dysfonctionnements : les techniques, celles liées aux fourrages cultivés en particulier, ne sont pas maîtrisées par les *comuneros* ; l'administrateur (qui, comme à Casinta, était le promoteur du projet) ne résidait ni sur les lieux, comme il était tenu de le faire, ni même au village ; pareillement, le technicien employé grâce aux fonds reçus de la fondation, utilisait la camionnette du projet pour ses nombreux voyages à Huancayo ; enfin, des sommes importantes ont été détournées. Par ailleurs, le financement étant d'origine extérieure à la communauté, les autorités ne se croyaient plus dans l'obligation de rendre des comptes en assemblée communale. Tous ces facteurs ont joué en faveur d'un désintérêt progressif de la part des *comuneros*.

CONCEPTIONS PAYSANNES DU DÉVELOPPEMENT

Il apparaît clairement dans les résultats des projets récents de Casinta et Tomas que le fait de recevoir un financement extérieur est la cause principale de l'échec, dans la mesure où la communauté ne maîtrise plus les processus mis en marche. Pourtant, l'élan des paysanneries andines vers le « progrès » est incontestable. Quelquefois avec beaucoup de naïveté, des projets sont élaborés à la hâte, simplement parce que l'on vient d'apprendre que tel ou tel organisme est susceptible de financer ce genre de réalisations. L'image que paysans et agents du développement se renvoient mutuellement apparaît quelque peu faussée. Pour avancer dans la compréhension des dynamiques de développement, il serait bon de s'interroger sur le sens que les *comuneros* donnent au terme « développement »²². C'est ce que j'ai fait à Casinta et Tomas. Les réponses à cette question indiquent que dans la plupart des cas, les paysans associent développement et progrès social :

« Le changement de soi-même, penser différemment, sortir de la tradition. Par exemple dans les cultures, pour aller vers des productions plus rentables. La route change, de l'âne à la voiture : c'est moins fatigant, plus pratique. »

« Quand la communauté, à travers ses projets, formule un développement, elle fait croître l'économie : ce sont des bénéfices pour la communauté, sur le plan intellectuel, social. Cela fait multiplier les gens : il vient plus de monde. »

« Atteindre un niveau supérieur à celui dans lequel on vit actuellement, autant pour le bien-être personnel que pour l'avenir des enfants. »

« Progrès, changement positif, une communauté différente ; changer les vieilles choses ; de nouveaux idéaux avec des gens motivés. »²³

22. On entend par « développement » les attitudes et les pratiques appliquées à la modification de l'environnement physique et social.

23. Enquêtes (1988).
À Casinta : Aristides, 22 ans ; Pablo, 56 ans.
À Tomas : Edwin, 32 ans ; Alfonso, 58 ans.

Il faut souligner que les paysans se trouvent sous l'effet d'une double influence : non seulement le système pédagogique fait l'apologie du modernisme, renvoyant des paysanneries andines une image dévalorisée, mais il édifie un pont entre villes et campagnes, désormais franchissable par les catégories instruites. À la lumière de ces observations, on peut considérer que le développement prend deux apparences distinctes et complémentaires : un développement endogène, souhaité et suscité par les paysans et interprété par eux comme un progrès de l'ensemble de la communauté²⁴, et un développement induit, certainement appelé par le premier, mais prenant des formes incontrôlables par les paysans.

Les « projets de développement » entrent souvent dans cette deuxième catégorie. L'assistance technique proposée par l'institut rural *Valle Grande* illustre ce genre de situation. En suscitant un changement dans les systèmes de production²⁵, les techniciens substituent leurs connaissances au savoir-faire des paysans qui ne maîtrisent plus ni leur système agricole, ni leur production, ni leur alimentation, ni le marché.

En dépit de ces effets pervers, les paysans se tournent de plus en plus vers des représentants possédant une expérience urbaine, même s'ils ont émigré de leur communauté. C'est pour eux le seul moyen de se présenter comme des interlocuteurs valables pour les agents de développement, qui ne se cachent pas d'un mépris certain pour les paysans illettrés. Pour comprendre les incohérences entre les projets et les pratiques de développement, il faut pouvoir déceler les nuances entre les différents niveaux de l'idéologie, du discours et de l'action. Entre la parole et l'action, bien des contradictions s'interposent. Pourquoi, par exemple, les paysans de toutes les catégories socio-économiques manifestent-ils le besoin d'apporter des services à leur village si, dès qu'ils en ont la possibilité, ils vont rechercher ces mêmes services en ville ? Le centre de santé de Tomas illustre cette contradiction : c'était l'une des plus fortes revendications des Tomasinos après l'école et, pourtant, peu de personnes en ont passé le seuil depuis son ouverture. En effet, il est perçu, à juste titre d'ailleurs, comme un centre de premiers soins, donc en réalité superflu, puisque les paysans ne recourent à la médecine officielle que lorsqu'« ils se sentent très malades », comme l'observe l'infirmier responsable du centre. Dans ces cas extrêmes, les paysans préfèrent se rendre en ville où ils trouveront des médecins plus compétents.

Derrière cet élan de modernité se cache la revendication paysanne de jouer son rôle si longtemps nié de protagoniste dans la construction nationale. Pourtant, certains parlent encore de la résistance paysanne face au changement.

24. Entrent dans cette catégorie l'ouverture au monde extérieur, y compris à travers les alliances matrimoniales, le rajeunissement des dirigeants de la communauté, l'acquisition de services sociaux (écoles, transports, dispensaires, voirie, électricité, terrains de sport, etc.) et l'amélioration des conditions de production (canaux d'irrigation, services vétérinaires, assistance technique).

25. Rappelons que son intervention concerne en particulier la culture irriguée de pommes de terre. L'encadrement technique sert à faire adopter un « paquet technologique » qui inclut semences « améliorées », fertilisants et traitements phytosanitaires, cela sur des sols irrigués. C'est aussi l'institut qui se charge de la commercialisation des produits.

Les agences de développement dans les communautés : un dialogue de sourds

L'intervention des agences publiques dans le domaine du développement communal constitue un facteur de complexification supplémentaire dans les rapports entre la communauté et l'espace national. Après avoir dégagé quelques éléments de la dynamique de développement des communautés, j'ai choisi de porter une attention particulière aux relations entre la communauté et l'État, ceci à travers les interventions publiques pour intégrer les paysaneries andines à la société nationale. Deux motivations principales sont à l'origine de cette démarche étatique : freiner l'exode rural et faciliter l'incorporation de la production paysanne aux marchés nationaux (et plus particulièrement urbains).

L'image qu'agents du développement et paysans se forment les uns des autres est entièrement faussée par un miroir culturel séculaire. Les premiers ont une vision schématique du « monde andin »²⁶ : « arriéré », « pauvre », « réticent au changement » sont les qualificatifs qui revenaient le plus souvent lorsque je demandais à ces intervenants de me parler de leurs interlocuteurs paysans. Ces derniers, quant à eux, ne se laissent pas duper facilement : « ce sont des choses momentanées », « qu'ils ne promettent pas pour ensuite nous tromper », observent respectivement une Casintana et un Tomasino.

Depuis trois décennies, le développement rural fait intervenir divers acteurs extérieurs au microcosme de la communauté. L'encadrement par l'État prend différentes formes selon les orientations des gouvernements : un État fortement interventionniste sous le gouvernement militaire (1968-1975), puis moins engagé (1976-1980), qui contraste avec l'attitude paternaliste et « protectrice » à l'égard des communautés qui a été la règle des siècles durant et revient à l'ordre du jour avec les gouvernements des années quatre-vingt.

Le système de *Cooperación Popular* (coopération populaire) est fondé durant le premier mandat du président populiste Fernando Belaunde (1960-1962), qui sera interrompu par un coup d'État militaire. Ce système s'appuyait fondamentalement sur les coutumes de l'aide réciproque et du travail collectif gratuit. Initialement créé pour développer le réseau routier national, cet organisme s'est limité par la suite à fournir les machines et l'assistance technique nécessaires à la réalisation des projets ruraux, ainsi que les matériaux de construction inexistantes sur place.

Pendant la période de Réforme agraire, mise en œuvre par le gouvernement militaire du général Velasco, entre 1969 et 1975, les

26. Ceux qui connaissent ce milieu et son hétérogénéité se refusent à employer ce terme holiste de « monde ». (R. MONTOLA, 1980-a)

organes d'encadrement des paysans se multiplient, mais trouvent peu d'écho dans les régions moins concernées par la réforme foncière, comme c'est le cas de la province de Yauyos.

Sous le second mandat de Belaunde (1980-1985), un nouvel organisme, décentralisé cette fois, est créé : les corporations départementales de développement (Cordes). Il consiste dans un système décentralisé dont les bureaux sont installés dans chaque capitale de département et disposent d'un budget propre. La finalité de ces corporations est d'harmoniser le développement national en intervenant dans tous ses aspects : infrastructures sociales et productives, agriculture, industrie, commerce et services²⁷.

Sous le gouvernement d'Alan García (1985-1990), ces corporations départementales seront le point de départ d'un programme de développement décentralisé, avec la constitution de microrégions dans les zones rurales les plus défavorisées. Ces structures administratives sont créées d'abord dans le « trapèze andin » (comprenant les départements andins qui présentent une pauvreté endémique : Huancavelica, Ayacucho, Apurímac, Cusco et Puno) et atteignent ensuite les vallées aux environs de Lima, pour freiner l'exode rural vers la capitale plutôt qu'à cause de la pauvreté des ressources. Le décret de création met l'accent sur un modèle de gestion décentralisée, des unités de développement définies sur la base de leur homogénéité socio-géographique et des populations pauvres organisées en communautés paysannes²⁸. Ces microrégions sont généralement découpées sur la base d'unités géographiques comme la microrégion Yauyos, qui se superpose au bassin du Cañete. Les activités programmées pour la microrégion Yauyos sont présentées dans l'annexe 2.

La volonté d'action, manifestée avec la délimitation du trapèze andin et des microrégions, est corroborée par l'ouverture d'un dialogue entre le président de la République en personne et les représentants des communautés paysannes : trois *Rimanacuy* (« parlons ensemble » en quechua) sont ainsi réalisés au sud, au centre puis au nord du pays. En témoignage de son intérêt pour le développement communal, le président a distribué à cette occasion des milliers de chèques aux représentants des communautés. Ce comportement démagogique n'a cependant été suivi d'aucune action concrète, hormis la prolifération d'une bureaucratie inefficace.

Il faut ajouter à cette liste d'organismes de développement les antennes locales du *Banco Agrario*, ainsi que le Cipa (Centre de recherche et de promotion de l'agriculture), issu de la Réforme agraire de 1969 et resté dépendant du ministère de l'Agriculture.

27. Ayant travaillé moi-même pendant deux mois avec la Cordeamazonas (en 1984), j'ai constaté que ce modèle décentralisé était particulièrement adapté aux besoins locaux, d'autant qu'il s'appuyait sur un personnel local. Cependant, les ressources allouées à cet organisme étaient insuffisantes, souffrant d'une distribution très inégale au gré des enjeux politiques et économiques que représentait chaque département.

28. Voir la traduction intégrale du Décret suprême n° : 073-85-PCM dans M. BEY (1990, annexe 3).

Ces officines, dont le rôle essentiel est de promouvoir l'agriculture au moyen de crédits et d'assistance technique, sont loin de faire honneur à leurs attributions. On trouvera dans les annexes 3 et 4 la distribution des investissements de l'État qui, bien que faisant référence à une période antérieure, donnera la mesure des inégalités géographiques et sectorielles dans l'affectation des ressources.

Pour compléter ces interventions institutionnelles, un Programme d'appui au revenu temporaire (Pait) a été lancé en 1986 et n'a eu qu'un faible succès dans les zones rurales. Ce programme, pensé pour les chômeurs urbains, consistait à offrir aux catégories de population défavorisées (dans les bidonvilles et les communautés paysannes) un nombre réduit de contrats d'une durée de deux mois pour un salaire minimum (ce procédé n'est pas sans rappeler les « Tuc » en France). Dans les communautés, ces contrats ont été à l'origine de divers troubles. D'une part, ils étaient offerts pour des travaux communaux, auparavant réalisés selon le système des *faenas* non rétribuées ; d'autre part, seuls certains paysans pouvaient en bénéficier, ce qui ne manqua pas de susciter des jalousies. Cette erreur a été rapidement corrigée par le Gouvernement, qui ne réserva ensuite le Pait qu'aux chômeurs urbains.

Cette énumération d'organismes publics se justifie si l'on veut expliquer ce que les populations andines contemporaines attendent de l'effort de développement qui leur est proposé et comment elles interprètent l'action de ces acteurs extérieurs. Les paysans sont très bien informés de l'existence de ces nouveaux organismes, devenus des acteurs potentiels dans le développement des communautés. Après des siècles d'isolement, l'espoir était grand de recevoir enfin des appuis extérieurs. L'intervention parallèle d'organismes étrangers²⁹ a nourri encore l'élan constaté dans les communautés vers la notion magique de développement. Mais les institutions de développement créées par l'État sont des structures désarticulées, sans aucun moyen de coordonner leurs actions, ce qui réduit fortement leur potentiel.

L'étude des discours tenus par les acteurs du développement (décideurs, techniciens et paysans) montre les enjeux cachés derrière les intérêts des individus, de l'institution communale, des organismes de développement et, au-delà, du pays. Pour comprendre les pratiques du développement, il faut au préalable déceler les nuances entre les différents niveaux de l'idéologie, du discours et de l'action.

Avec la difficulté des paysans pour exprimer, dans leur définition du développement, leur revendication de modernité, on a déjà pu mesurer qu'entre la parole et l'action, bien des contradictions s'interposent. Ces observations conduisent à une remarque fonda-

29. L'institut rural Valle Grande et l'Interamerican Foundation illustrent deux genres d'aide au développement observés dans la vallée du Cañete, mais ils ne sont pas les seuls organismes internationaux à intervenir. L'US-AID, des ambassades et des organismes caritatifs ont également appuyé financièrement des projets ou fait des donations (de matériel didactique, de médicaments ou d'aliments).

mentale : les paysans ont cru voir, dans cette prolifération d'organismes, la possibilité d'un développement concerté, d'un appui concret à leurs nombreux projets. Leur premier geste a donc été d'ouverture et même de générosité à l'occasion des visites des promoteurs. La routine administrative des communautés a alors changé de rythme. De part et d'autre, les projets se sont multipliés ; il fallait sans cesse organiser des commissions ad hoc pour telle ou telle démarche ou réunion interinstitutionnelle, à Yauyos, à Catahuasi ou Llapay, à San Vicente de Cañete ou encore à Lima. Les membres de l'administration communale se trouvaient en permanence sur les routes, absorbant en viatiques et réceptions les maigres ressources de la caisse de la communauté.

Après cette période d'euphorie, on ne peut que constater que la plupart des projets n'ont reçu aucun suivi qui leur permette d'aboutir et l'assistance technique, trop sporadique, s'est révélée inefficace. Ainsi, avec la réduction des crédits dans la fin des années quatre-vingt, le constat d'échec est inévitable.

Pouvait-il en être autrement ? Les relations entre les paysans et ces multiples instances de développement sont parties sur un pied d'inégalité. Le paysan andin est convaincu (par des siècles d'expérience) qu'il se trouve en position d'infériorité vis-à-vis de toute personne qui vient de la ville pour lui parler de progrès. Même lorsque la discussion s'engage sur son propre terrain – les techniques d'agriculture et d'élevage –, le « citoyen » est supposé en savoir plus que lui. Mais le paysan n'est pas dupe : puisqu'il ne peut convaincre avec des mots, il adopte une attitude conciliante et suit ses propres convictions. C'est ce que les observateurs extérieurs ont appelé l'« hypocrisie du monde andin » ou encore la « résistance des paysans face au changement ». Pour les agents de la microrégion, jeunes et inexpérimentés, comme pour la plupart des techniciens et ingénieurs des organismes d'État que j'ai rencontrés, « le paysan » est « entêté » ou « querelleur » parce qu'il ne se soumet pas à « ce qu'on lui dit de faire »³⁰ ; plus rarement, « il coopère » ; jamais il n'est considéré comme ayant des connaissances précieuses sur son milieu³¹.

Les opinions des *comuneros* sur ces intervenants extérieurs sont très partagées : certaines évoquent l'admiration (« ils sont technifiés *[sic]* »), d'autres une mentalité d'assistés (« les institutions donnent toujours »), d'autres encore soulignent l'importance de décisions concertées (« ils doivent attendre la décision communale »), d'autres, enfin, font des propositions concrètes mêlées de déception (« la communauté attend des orientations, mais ils n'ont presque jamais rien fait. Ici, les gens croient sur les faits : la démonstration sert davantage, comment faire une parcelle... »).

30. J'ai eu diverses occasions d'observer ce genre de situation : lorsqu'on a voulu imposer le Pait, les clubs de mères ou la construction d'une route impliquant deux communautés en conflit, les promoteurs n'ont obtenu que l'humiliation de certains *comuneros* ou, au pire, la désorganisation de la communauté.

31. Les institutions privées, par essence alternatives, se doivent de respecter davantage leurs bénéficiaires. Mais cette expression évoque déjà un autre registre idéologique, rattaché à l'aide au tiers monde. Voir aussi PRATEC (éd.), 1989.

D'une manière plus générale, les questions sur les rapports entre la communauté et l'État dans mes enquêtes indiquent que la distance entre le « monde paysan » et « l'État, c'est nous » est encore longue à franchir. Bien sûr, l'espoir d'une prise en charge des problèmes politiques et économiques de la communauté est encore présent chez de nombreux *comuneros*, mais dans la plupart des cas, il est mêlé d'amertume : « parfois, ils viennent faire des choses contre nous », observe un jeune Casintano.

En dépit de ces considérations négatives, les *comuneros* demeurent convaincus que la communauté gagne à être reconnue légalement pour être connue et représentée à l'échelle nationale et que le développement doit passer principalement par un appui de l'État. Dans cette perspective, les organismes privés ne sont que des substituts à une administration inefficace. Pour la majorité des paysans, c'est avant tout dans la communauté et dans l'action de chacun de ses membres que se concentre la confiance pour la défense des intérêts communs.

Le terme « développement » est entré récemment dans le vocabulaire des *comuneros*. Il synthétise à lui seul de multiples attentes : apporter le progrès à la communauté, améliorer les conditions de vie de chacun, moderniser la production et, dans le même temps, s'ouvrir à l'espace national. Les organismes de développement publics et privés, et l'État en particulier, seront-ils attentifs à cette main tendue, sauront-ils répondre à une demande d'une telle envergure, ou le dialogue de sourds persistera-t-il, au risque de mettre en péril une fragile intégration nationale ?



Des familles *comuneras*
entre passé et avenir

LE CYCLE VITAL DES UNITÉS FAMILIALES

Dans cette partie, je réduirai mon unité d'observation à la famille. Il est généralement admis que la famille *comunera* est nucléaire¹. S'il en est bien ainsi de l'unité de production, il faut relativiser cette acception en ce qui concerne l'unité de consommation et surtout de reproduction. Je m'en explique : toute ma démonstration est basée sur l'hypothèse que la famille paysanne, même si elle est envisagée sous l'angle de la communauté, a des ramifications qui s'étendent bien au-delà de l'espace communal. Participent à cette unité familiale tous les membres, productifs ou improductifs, qui contribuent par leur travail, leurs connaissances et leur situation sociale à améliorer la situation socio-économique de la famille ou dépendent d'elle pour subsister. Les membres de l'unité de production ne constituent donc qu'une partie de l'unité de reproduction.

J'entends par stratégies de reproduction les objectifs économiques, sociaux et politiques que se fixe une famille pour répondre à une situation socio-économique donnée et améliorer ses conditions de vie. Ces stratégies mettent en œuvre diverses pratiques, qui se résument dans les options suivantes : matrimoniales, éducatives, territoriales, productives, professionnelles, politiques, religieuses et culturelles. Bien sûr, objectifs, pratiques et résultats ne coïncident pas nécessairement, mais le but est de les faire coïncider, et c'est bien là le sens du concept de stratégie.

Ainsi, appartiennent à l'unité de reproduction les membres de l'unité de production paysanne, les membres scolarisés, les membres émigrés dont les revenus ou les activités contribuent à la stratégie globale et enfin, les membres inactifs, enfants et vieillards. Comment écarter de l'unité familiale l'étudiant en ville, par exemple, qui subsiste grâce aux revenus agricoles de ses parents, reçoit d'eux des produits ruraux et leur apportera sûrement plus tard une compensation monétaire ou simplement un certain prestige social ?

Ces stratégies globales sont déterminées par le fait que ces familles sont avant tout paysannes et en particulier *comuneras*. C'est ainsi qu'elles se définissent ; c'est aussi dans ce cadre singulier que s'établit la base des relations sociales. Toute estimation de la situation socio-économique de la famille se fera à partir de cette société d'interconnaissance, dans laquelle chacun occupe une place particulière, et non en fonction de la société globale. Pour mieux com-

1. C. ARAMBURÚ et A. PONCE (1983) ainsi que A. FIGUEROA (1981) s'accordent sur cette position conceptuelle.

prendre les orientations de chaque catégorie socio-économique, j'ai choisi d'introduire ce sujet, qui sera ensuite étayé par quelques histoires de vie, en donnant une vision d'ensemble du cycle de vie de la famille paysanne, à Casinta et à Tomas.

La fondation

Au début du siècle encore, l'identité communale présidait à tous les rapports sociaux. La concurrence entre communautés voisines, aujourd'hui atténuée, imposait aux jeunes gens un repli sur leur village pour toutes les activités sociales et en particulier pour les choix matrimoniaux. À Tomas, on plaisante toujours en désignant le rocher qui domine la route vers Alis, d'où l'on précipitait les jeunes filles qui s'enfuyaient pour rejoindre leur prétendant. Les premiers allochtones à avoir été acceptés comme « gendres de la communauté »² étaient des commerçants voyageurs, c'est-à-dire des inconnus. Avec l'ouverture au monde extérieur et surtout la plus grande fréquence des voyages, les mariages exogames deviennent aussi plus fréquents.

Pourtant, le choix d'un époux (ou d'une épouse) est déterminé par les options économiques de la famille. Si le *comunero* a l'intention de développer ses activités agropastorales, il convient qu'il trouve une épouse dans sa communauté, ce qui lui permettra d'augmenter ses moyens de production (terres, animaux, mais aussi main-d'œuvre, car une citadine ne saurait travailler la terre). En revanche, si ses intentions sont plutôt de s'installer en ville ou d'y avoir un point d'attache, une épouse citadine est mieux indiquée³. Ces choix dépendent aussi d'une conception de l'activité paysanne dans l'éventail des possibilités qui s'offrent à chacun, selon qu'il est issu d'une famille paysanne « aisée » ou « pauvre », qu'il a suivi des études supérieures, etc.

Ainsi, le premier choix à réaliser dans une stratégie paysanne est celui du conjoint. À Casinta, les femmes héritent la même part que les hommes ; à Tomas, elles reçoivent moins d'animaux et partent habiter chez leur époux, la ou les maisons des parents revenant donc plutôt aux frères. Mais dans les deux cas, la coutume veut que le jeune couple construise sa propre maison.

De quoi dispose un jeune ménage pour constituer une nouvelle unité de production ? Étant données les grandes divergences entre Casinta et Tomas du point de vue des ressources communales, nous examinerons tour à tour les possibilités dans ces deux communautés.

Un Casintano doit quelquefois attendre des années pour hériter de ses parents. Le manque d'eau aidant, le marché des terres est entiè-

2. La force de cette expression indique que, dans ce domaine, ce n'est pas la famille qui choisit son gendre, mais bien la communauté.

3. Ces remarques sont tout aussi valables si l'on retourne la stratégie du côté des filles.

rement bloqué depuis quelques décennies. Il ne reste donc que la possibilité de travailler sur les terres familiales ou d'obtenir des parcelles en métayage. Les quelques jeunes qui restent encore à Casinta se trouvent tous dans cette situation. L'un travaille les terres de sa grand-mère, l'autre travaille avec ses parents, un troisième a obtenu des parcelles de cultures commerciales (carottes et pommes) en métayage et quelques autres, les plus pauvres, ont organisé une « société d'ouvriers » qui leur permet de s'assurer un revenu relativement stable.

Le mariage incite la plupart à quitter le village pour rechercher un emploi en ville. Ils iront rejoindre des parents ou amis dans les bidonvilles des faubourgs au sud de Lima. Reviendront-ils ? Visiblement, fonder une nouvelle exploitation à Casinta relève plus de la patience que des capacités économiques. Entre cette situation bloquée et l'attrait de la ville, le choix n'est pas difficile à faire.

Pour les Tomasinos, nous l'avons vu, fonder une famille ou fonder une nouvelle unité de production dépend des activités antérieures. Dans cette communauté, l'héritage ne peut porter que sur le cheptel et les familles sont nombreuses : six enfants en moyenne. Les parents distribuent, dès la majorité des filles comme des garçons, un nombre variable de bêtes qui resteront dans le troupeau paternel jusqu'à la fondation d'une nouvelle famille. Ces donations étant le plus souvent insuffisantes (entre une et une dizaine de têtes), les garçons quittent la communauté pour réunir un capital de départ.

Cet argent est d'autant plus nécessaire que pour être admis comme *comunero*, il faut au préalable « passer » la fête patronale, c'est-à-dire financer la grande fête annuelle du village. À Tomas, la fête du Saint Patron, la Santísima Trinidad, a lieu le 25 décembre. Les festivités ont été réduites à trois jours, les *comuneros* invoquant le fait qu'elles sont très onéreuses, alors qu'auparavant elles se prolongeaient sur une semaine. L'importance sociale de cette fête est pourtant incontestable : les organisateurs sont désignés à tour de rôle par l'assemblée communale de fin d'année. Ils auront donc un an pour réunir l'argent et organiser la fête : repas comprenant des boissons et des plats spéciaux, musiciens, costumes pour les danses traditionnelles (dont le *baile de las azucenas*, fameux dans toute la région), procession et messe. La plupart des *comuneros* appartiennent à une confrérie religieuse et c'est à travers elle qu'ils obtiennent une partie des ressources nécessaires, mais les amphitryons doivent généralement recourir à l'endettement⁴. En contrepartie de ce lourd effort, les *comuneros* obtiennent reconnaissance et prestige social. Cette coutume constitue aussi un acte symbolique de redistribution des richesses : plus on est riche, plus souvent on est choisi

4. Bien sûr, les prêteurs sont des paysans aisés, voire des notables, et ce système d'endettement constitue pour eux un moyen de s'attacher de la main-d'œuvre et d'accroître leur pouvoir.

pour mener la fête et plus de prestige on en retire, mais si l'on est pauvre, il faut tout de même organiser cette fête au moins une fois.

Il est très rare de rencontrer à Tomas des jeunes gens mariés avant d'avoir accompli ce rituel d'admission. Passée cette étape, ils peuvent adresser une requête à la communauté pour obtenir des parcelles agricoles et d'élevage. C'est alors que les jeunes gens se marient, généralement entre 25 et 30 ans, un peu moins pour les filles. Certains vieillards déplorent un abaissement de l'âge du mariage, qui concerne davantage les émigrants car les contraintes imposées aux candidats au statut de *comunero* reculent nécessairement le moment du mariage.

Néanmoins, tous les jeunes ne quittent pas la communauté pour réunir un capital de départ. Certains s'emploient comme bergers dans la *puna* car le mode de rémunération, le plus souvent avec la moitié des petits nés dans l'année, leur permet de constituer progressivement un cheptel propre. Pourtant, on constate que ce type d'emploi est l'apanage des pauvres. En effet, non seulement travailler pour les autres est contraire aux valeurs paysannes d'indépendance, mais de plus, ce travail ne permet pas d'accumuler l'argent nécessaire pour financer la fête patronale, différant d'autant le moment d'accéder au statut de *comunero* et annulant le prestige social qui en émane.

On l'a vu, les activités d'élevage sont les plus importantes du point de vue économique. Aussi, c'est dans le choix d'une *canchada* que les paysans portent le plus d'attention : sa situation, la qualité des pâturages, ses dimensions, la proximité d'un point d'eau, etc. Devant la faible disponibilité de *canchadas*, certains nouveaux *comuneros* préfèrent attendre que se présente une meilleure occasion plutôt que de se replier sur des zones marginales.

Tous ces préliminaires rendent la fondation d'une nouvelle unité de production assez problématique. On comprendra qu'être fils de *comunero* « aisé » ne peut que faciliter ces débuts. Aussi, dans une organisation comme celle de la communauté de Tomas, qui présente pourtant des traits égalitaires, la stratification économique a toutes les chances de se transmettre de père en fils, à moins que les activités salariales hors de la communauté ne viennent modifier ces statuts préétablis.

Cette migration de travail varie entre un et cinq ans, selon les études réalisées et les qualifications de chacun. Elle est inversement proportionnelle aux moyens des parents. Cette période accomplie, le jeune *comunero* pourra fonder une famille. La plupart exercent leurs débuts dans la *puna*. Il faut en effet s'occuper des animaux, mais il est aussi indispensable de construire une maison, des corrals,

et la maison familiale dans le village suffira comme pied-à-terre. Les débuts de l'exploitation sont fortement tributaires de l'aide familiale, toujours dans le cadre de la réciprocité. Aussi, n'est-il pas rare de rencontrer des couples mariés dont les conjoints résident temporairement chez leurs parents respectifs pour « aider » aux travaux des champs ou à la garde des troupeaux. En échange, les parents leur offriront un ou plusieurs animaux, à moins que ces travaux ne soient une manière de remboursement des animaux déjà reçus.

Manuel, par exemple, avait choisi de laisser les animaux offerts par ses parents et ceux de son épouse à leurs parents respectifs. Avant de demander une nouvelle *canchada* à la communauté, il se consacrait au négoce de bétail sur pied et de chevaux avec son père. Sa femme restait dans la *puna* avec sa mère, à l'exception des périodes scolaires. Quand il fallait revenir au village, la famille s'installait dans la maison de ses parents.

Cette phase de fondation d'une nouvelle unité familiale est la plus laborieuse. Il faut pouvoir tout faire chez soi (agriculture et élevage), trouver du temps pour aider les parents et construire une maison et, de surcroît, s'organiser pour rembourser les dettes contractées à l'occasion de la fête patronale.

La maturité

La famille fondée et l'exploitation installée, les jeunes parents doivent faire face à une nouvelle préoccupation : l'éducation des enfants. Celle-ci se prolongera sur une période qui peut fluctuer, selon les moyens des parents et l'étalement des âges des enfants, entre 10 et 30 ans, ce qui équivaut pour les parents à une tranche d'âge de 30 à 60 ans en moyenne. Paradoxalement, c'est dans cette période que la famille requiert le plus d'argent pour financer les études des enfants, alors que la phase d'expansion de l'unité de production devrait logiquement se situer entre la fondation et la retraite de *comunero*, fixée à 65 ans pour les hommes et à 60 ans pour les femmes chefs de famille.

Autrefois, avoir beaucoup d'enfants était un gage de prospérité. Aujourd'hui, la proposition devrait presque être inversée. Les parents peuvent encore investir dans leur exploitation le temps que durent les études primaires des enfants, mais dès que ceux-ci entrent au collège, les dépenses augmentent (surtout dans des communautés comme Casinta ne disposant que d'une école primaire), aussi bien pour les frais de scolarité que pour pallier le manque de bras sur l'exploitation.

N'oublions pas cette expression, qui revient si souvent dans les discours des *comuneros* : « l'éducation, c'est le meilleur héritage qu'on

puisse laisser aux enfants ». Cette phrase contient tout le mépris pour le métier de paysan⁵ et tous les espoirs mis dans une promotion sociale accessible par la médiation des études. Elle suffit à expliquer l'absence d'une stratégie de succession chez la plupart des *comuneros*. Désigner et former au moins un successeur à l'exploitation familiale était autrefois un élément essentiel dans la biographie des unités paysannes. C'est ce prolongement dans la durée qui justifiait pleinement les efforts investis dans l'exploitation.

En l'absence d'une stratégie de succession, l'exploitation paysanne ne bénéficiera pas d'un investissement continu, mais sera au contraire considérée comme un capital qui se reproduit sans trop d'efforts, comme un réservoir dans lequel on peut puiser en cas de besoin. Cette attitude explique en grande partie l'abandon de certaines techniques qui visaient avant tout à préserver les ressources productives. Aujourd'hui, l'entretien des terrasses, des petites infrastructures d'irrigation, la lutte contre les mauvaises herbes, la chasse aux prédateurs, l'intérêt pour l'amélioration des espèces et des types génétiques ne sont plus pratiqués que par de rares paysans. Bien sûr, la main-d'œuvre fait défaut ; mais elle fait défaut aussi parce qu'il est devenu plus rentable de s'investir dans des activités non paysannes.

Ces considérations sont nécessaires pour justifier le peu d'éléments disponibles sur la phase d'expansion des unités de production. Cette période, qui devrait être riche en innovations, se réduit pour la presque totalité des paysans à une courte période d'accumulation investie, dans la mesure du possible, dans l'acquisition d'animaux. Dans les sociétés paysannes, le bétail est considéré comme un capital qui produit rapidement des intérêts et dans lequel il est facile de puiser en cas de nécessité. Dans ces conditions, les stratégies d'expansion territoriale prennent tout leur sens. En effet, l'unique moyen de développer l'élevage est d'obtenir des pâturages plus vastes. C'est dans ce sens que se manifeste le mieux le pouvoir de certains *comuneros*.

À Tomas, un notable puissant allait jusqu'à faire paître son troupeau de vaches sur les terrains communaux autour du village et non dans sa *canchada*, comme les autres. Dans la *puna*, la question est d'autant plus complexe que l'espace est immense : environ 27 000 hectares aptes au pâturage pour un total de 27 232 animaux⁶. Les plus grands éleveurs trouvent toujours un moyen de repousser des bornes qui ne sont que symboliques. Malgré tout, le surpâturage est un problème de plus en plus sensible.

Dans le cas de Casinta, l'accumulation de terres étant impossible, les paysans peuvent difficilement accroître leur cheptel, puisque celui-ci exige des surfaces déjà trop réduites. Pourtant, les autorités

5. Beaucoup de *comuneros* affirment aussi que « paysan, ce n'est pas un métier - ou, comme don Pedro, paysan sans terre de Casinta, que « chacun est ce qu'il est, mais les enfants doivent être plus ».

6. 11 828 ovins, 10 262 alpagas, 4 028 lamas, 818 bovins, 201 chevaux et 95 ânes, selon le registre d'animaux de la communauté de Tomas, en 1985.

communales favorisent les riches éleveurs : les trois hectares de terrains communaux, près du Cañete, sont semés de luzerne et loués à tour de rôle aux éleveurs. Dans le même sens, le projet d'irrigation devait produire quelques hectares de luzerne, qui seraient loués aux éleveurs. Ce projet ayant échoué, le seul recours, pour ceux qui en ont les moyens, est de développer des cultures commerciales qui exigent peu d'entretien et de main-d'œuvre, comme c'est le cas pour les pommiers. Un jeune *comunero* s'est lancé récemment, avec succès d'ailleurs, dans un petit élevage de porcs hors-sol. Le problème foncier étant ainsi résolu, il lui fallait bien entendu un capital suffisant pour démarrer cette entreprise. L'expérience est d'autant plus difficilement reproductible que l'accès au crédit bancaire est pratiquement interdit aux petits paysans et plus encore s'ils ne possèdent aucune parcelle.

À Tomas, bien entendu, l'élevage se trouve au centre des intérêts des paysans. Mais l'accumulation quantitative a pris le dessus sur la qualité génétique des troupeaux. Les effets les plus apparents de cette attitude généralisée se retrouvent dans les livres d'actes des assemblées communales. Jusqu'aux années soixante, on programait encore des battues contre les prédateurs, des journées d'arrachage des mauvaises herbes dans la *puna* et chacun aménageait dans sa *canchada* de petits réseaux d'irrigation, aujourd'hui délabrés. Les vieux soulèvent en vain ce problème, aggravé par un surpâturage généralisé.

Cette situation trouve une explication dans le fait que les parents tendent à se rapprocher de leurs enfants dans le village, si ce n'est en ville. Un jeune *comunero* a trouvé une solution originale à cet obstacle : il a installé dans sa maison un élevage de poulets qui a rapidement trouvé des débouchés dans le village même. Ici encore, l'expérience est difficilement reproductible. Globalement, la nécessité d'une résidence urbaine a surtout favorisé le développement des activités commerciales, voire l'émigration définitive de certaines familles.

Le déclin

Tout ce qui vient d'être dit permet d'imaginer aisément la dernière phase de l'unité de production. Les enfants sont grands, peu d'entre eux deviendront à leur tour des paysans, tandis que la plupart ont établi leur résidence en ville. De leur côté, les parents ont décapitalisé leur unité de production pour « investir dans les têtes », selon leur propre formulation, et, par conséquent, en ville. Les paysans ayant des successeurs ont distribué progressivement une grande partie de leurs troupeaux. La communauté elle aussi intervient dans

ce déclin : dès le passage au statut de *comunero* inactif, c'est-à-dire retraité dispensé des devoirs du *comunero* actif, elle incite les paysans à se retirer sur des *canchadas* plus petites.

Il est impossible de généraliser à propos des relations entre parents et enfants. J'ai cependant observé qu'une coupure assez nette s'établit entre les générations. À moins de devenir incapables de subvenir à leurs besoins, les vieux Casintanos et Tomasinos conservent une activité agropastorale et reçoivent parfois un complément monétaire de leurs enfants. Certains vivent au village, près de leurs vieux parents, mais les voient rarement. La doyenne de Tomas, âgée de 100 ans (selon les recoupements des souvenirs des anciens), vivait seule dans sa maison, près de celle de son fils instituteur.

Une Casintana travaillait encore elle-même ses terres à l'âge de 83 ans. Elle en avait cependant mis la plus grande partie en métayage. Ses enfants, ayant tous des situations honorables, résidaient à Lima ou à l'étranger et lui envoyaient de l'argent. Elle-même reconnaissait ne pas pouvoir s'habituer à la vie oisive que lui réservaient ses enfants chez eux.

Du point de vue de la différenciation sociale, une très faible mobilité sociale au sein de la communauté est observée aussi bien à Casinta qu'à Tomas. Seules des activités non paysannes peuvent accélérer la promotion sociale tout en améliorant le statut économique des familles. Cependant, dans leur vieillesse, rares sont ceux qui sont encore riches et respectés. Seuls les notables de la communauté peuvent se prévaloir de ce statut durant toute leur vie.

DES STRATÉGIES FAMILIALES DIVERSIFIÉES

Les stratégies familiales, tout comme l'activité agricole andine, se placent sous le signe de la dispersion des risques, dans un espace socio-géographique désormais élargi à l'environnement national. L'affectation des ressources, humaines et productives, est guidée par la volonté de réunir les meilleures conditions de vie et de reproduction de la famille.

Dans l'intention de rendre ces stratégies plus intelligibles dans leur complexité et surtout plus vivantes, j'ai choisi de présenter plusieurs biographies dans chacune des deux communautés⁷. Je puiserai ces exemples dans les trois types de catégories socio-économiques précédemment identifiés à partir des propriétés dans la communauté :

7. Ces histoires de vie ont été recueillies entre 1987 et 1988 à Casinta et à Tomas ; elles ont été complétées par des visites à Lima et à Huancayo pour certaines familles. Afin de respecter l'anonymat de ces personnes, je leur ai attribué des pseudonymes.

la catégorie « pauvre » comprend les familles dont les ressources sont insuffisantes pour dépasser le niveau de subsistance ; la catégorie « moyennement aisée » comprend celles dont les propriétés sont suffisantes pour assurer leur reproduction sans permettre une accumulation de capital ; la plus « aisée », enfin, correspond aux familles dont la reproduction n'est plus exclusivement tributaire des ressources de la communauté. Ce découpage mettra en lumière l'importance d'une stratégie globale des familles pour l'acquisition d'un statut socio-économique dans la communauté et même au-delà de ses frontières.

Une histoire de vie ne prend de sens que si elle transmet le parcours d'un individu sur une période longue. Aussi, ai-je choisi de m'adresser à des personnes âgées, mieux à même d'illustrer une stratégie de vie. On peut en effet y discerner les priorités définies à chaque période du cycle vital, selon l'évolution des ressources et des besoins. En revanche, l'expérience de ces *comuneros* ne pourra rendre compte des stratégies des plus jeunes qu'indirectement, à travers le parcours de leurs enfants.

Ces familles ont traversé un siècle agité par des mouvements paysans et des changements politiques d'une importance capitale. Leurs repères personnels sont inséparables de ces moments historiques : les procès, le travail dans les haciendas ou dans les mines, l'école, la route, la ville sont des jalons que l'on retrouve chez chacun, avec bien sûr des nuances selon les cas.

Des familles « pauvres » ou paupérisées

ÊTRE PAUVRE À CASINTA

Don Pedro est âgé de 65 ans et son épouse de 55. Mariés depuis 38 ans, ils ont huit enfants, dont trois poursuivent encore leurs études. Deux de leurs filles, mères célibataires, totalisent sept enfants, qui sont à la charge de leurs grands-parents. La maison, bien qu'exiguë, abrite ainsi douze personnes : les parents, trois filles et sept petits-enfants scolarisés dans le village.

Le couple est originaire de Pampas. Don Pedro est devenu orphelin très jeune. Élevé par sa grand-mère, il n'a pas pu terminer ses études primaires, confronté à la nécessité de travailler. Il a épousé doña Maria lorsque celle-ci était âgée de 17 ans. Issus tous deux de familles pauvres, ils n'ont hérité que deux petits lopins de terre à Casinta et ils ont décidé de s'installer dans ce village qu'ils n'ont jamais quitté depuis. Ils ont eux-mêmes construit leur maison : à Casinta, il y a bien longtemps que ce genre de travail ne se réalise plus avec l'aide des villageois.

La famille possède actuellement trois vaches et deux ânes. Ne pouvant acquérir des parcelles supplémentaires, elle ne parvient pas à assurer sa subsistance avec seulement un quart d'hectare cultivé. Cette petite surface n'autorise aucune mesure d'intensification de la production et le coût des fertilisants est prohibitif pour ce genre d'exploitation. Le travail en métayage a longtemps fourni les pâturages nécessaires à leur petit troupeau, qui était plus important il y a trente ans.

Aujourd'hui, don Pedro refuse de travailler en métayage : « on m'exploitait », explique-t-il. De temps en temps, il travaille comme ouvrier agricole et, pour compléter ses revenus, il appartient à une « société d'ouvriers », dont il est le membre le plus âgé. Les jours de travail y étant fixes (trois jours par semaine), il se fait quelquefois remplacer par son fils, collégien à Pampas⁸, tandis que lui-même tient son propre engagement chez des particuliers. Son épouse ou l'une de ses filles s'emploient généralement comme bergères. En guise de paiement, elle sont autorisées à laisser paître les vaches dans le champ du propriétaire, avec le reste du troupeau. L'aide éventuelle de la mère ou des filles pour la traite des vaches leur fournit aussi quelques fromages.

Depuis longtemps, les perspectives d'amélioration de leur situation économique à Casinta sont bloquées. Issus de familles pauvres, ayant de nombreux enfants et ne pouvant entrer en possession de terres, seules les options du métayage et du salariat s'offraient à eux. Pour accroître leurs revenus, ils ont aménagé un petit local attenant à la maison en débit de boissons. L'absence de capital bloque toute possibilité d'expansion de cette activité, pour laquelle la main-d'œuvre abonde à la maison.

Cette famille se classe elle-même parmi les plus pauvres de Casinta, mais insiste malgré tout sur son « indépendance », exagérant d'ailleurs la taille de ses propriétés. Don Pedro compte parmi les rares Casintanos qui s'élèvent contre la propriété privée, car « tout le monde a le droit de cultiver », affirme-t-il. Il ajoute que l'organisation en communauté est un facteur de progrès car, de cette manière, « tous doivent participer ». Depuis la création de la communauté de Casinta en 1957, don Pedro remarque des changements importants : « les représentants sont différents, ils se préoccupent de notre village. Depuis que la communauté est libre, on peut faire plus de choses ».

Dans sa trajectoire de *comunero*, don Pedro a assumé des charges municipales et d'administration de l'irrigation ; il a été vice-président puis président du Conseil d'administration de la communauté entre 1979 et 1982 ; il a aussi été amphitryon d'une fête patronale. Ces charges lui apparaissent comme un travail que tous doivent accomplir pareillement.

8. Parmi les trois Casintanos qui ont suivi le secondaire à Pampas depuis son inauguration en 1976, Jaime est le seul qui ait terminé ses études sur place. Cette faible participation des Casintanos montre le peu d'intérêt pour ce collège, situé à deux heures de marche de Casinta.

Il est aussi de ceux qui participent avec la plus grande régularité aux travaux collectifs, auxquels il attache une grande importance : « il faut être conséquent avec les choses, sinon ne pas être *comunero* ». Cette identification avec la communauté l'a conduit à déposer une grande confiance dans un projet communal qui devait aboutir à la répartition de quelques hectares aux *comuneros* sans terre (dans ce cas, il se trouvait solidaire de ce groupe). C'est à l'époque de l'élaboration de ce projet que don Pedro a été élu président du conseil d'administration et son fils Jaime, étudiant alors à Pampas, avait interrompu ses études pour s'engager dans les travaux du projet. Lorsque celui-ci a été abandonné, il est retourné au collège de Pampas.

Les deux filles célibataires mentionnées plus haut illustrent une tentative de vivre à Lima qui s'est soldée par un échec. Sans instruction, s'installer à Lima et y fonder une famille était la meilleure solution pour elles. Mais la promiscuité des quartiers pauvres est rarement garante de la solidité des couples. Il en est résulté un retour à la communauté, où les parents ont dû prendre filles et enfants à charge. Don Pedro se plaint bien sûr de cette lourde charge familiale, mais il reconnaît que « ici, il y a toujours à manger » et il faut bien aider ses filles malchanceuses. Ses autres enfants ont d'ailleurs eu un destin plus favorable : son fils aîné travaille à Lima et loge trois frères qui suivent encore leurs études. Leurs parents les aident un peu en leur envoyant quelques produits agricoles (dont les fameux fromages de Casinta).

Cette biographie d'une famille pauvre suggère plusieurs remarques. Tout d'abord, il est important de souligner que la participation active de don Pedro dans l'administration de la communauté, de laquelle il tire une grande fierté, n'est qu'une illusion de partage du pouvoir communal. Celui-ci est infailliblement détenu par les familles aisées, auxquelles don Pedro et doña María sont alliés par la parenté. Dans la communauté, ce « partage » du pouvoir apparaît comme une gestion démocratique. Ce parcours de *comunero* exemplaire indique la place importante que la communauté occupe dans les perspectives d'avenir de cette famille. Seule la communauté pourrait contribuer à pallier ses limitations économiques. L'insertion dans le milieu urbain constitue, plutôt qu'un moyen de diversification des conditions de reproduction de la famille, une option migratoire pour la force de travail qui ne peut être absorbée par la communauté.

L'intention de don Pedro est claire : « les enfants doivent être plus que les parents ». Pour cela, tous les espoirs et les efforts se portent sur l'éducation des enfants. Mais leur état de pauvreté les rend étroi-

tement dépendants des infrastructures scolaires locales, qui réduisent considérablement les frais de scolarité. Ainsi, les filles ont été sacrifiées et n'ont suivi que les études primaires.

À travers cette trajectoire familiale transparait une contradiction entre le désir d'offrir aux enfants la possibilité d'améliorer leurs conditions de vie et les limitations économiques que l'organisation communale ne peut surmonter. En dépit de tous les efforts consentis par la famille, les résultats sont surtout porteurs de frustration, aussi bien pour les enfants, qui ne pourront que difficilement se ménager un espace de vie hors de la communauté, que pour les parents, dont l'espoir de garder leurs enfants auprès d'eux se voit déçu par la rigidité des structures communales. Cette frustration a conduit don Pedro à valoriser son travail indépendant sur ses étroites parcelles et à se refuser de plus en plus aux travaux rémunérés, pourtant si indispensables à l'économie des familles aisées.

UN BON ÉLEVEUR

À Tomas, les grandes exploitations, ou plus exactement la taille des cheptels, n'est pas l'apanage des vieux *comuneros*, tout au contraire. L'histoire de don Leandro en témoigne. Descendant pauvre d'une famille de mineurs installés à Tomas au siècle dernier, il figure pourtant parmi les personnalités influentes de la communauté.

Après des études primaires à l'école communale (qui s'arrêtaient alors à la quatrième année), don Leandro a passé sa jeunesse dans la *puna* pour travailler dans l'élevage familial. Plus tard, il a quitté la communauté, comme la plupart des jeunes de son âge, pour aller gagner sa vie dans la capitale minière de La Oroya, puis dans le port de Chimbote.

À son retour à Tomas, âgé de 25 ans, il se trouvait en état de fonder une famille et de demander son admission au statut de *comunero*. À l'époque, payer une compensation pour les années d'absence depuis l'âge de la majorité ainsi que « passer » la fête patronale étaient des conditions indispensables pour bénéficier du droit d'accès à la terre. Don Leandro ne fait pas exception à la règle : il épouse doña Ermelinda à 25 ans et vit avec elle sur l'exploitation de ses parents pendant cinq ans, le temps de constituer un cheptel de départ. Tous deux concentrent alors leurs efforts pour augmenter leur troupeau.

Son intérêt pour les ovins a conduit don Leandro à s'informer sur les techniques d'élevage dans le secteur modernisé des haciendas du Centre. C'est ainsi qu'il est devenu, d'une manière extra-officielle et avant la venue des premiers techniciens du ministère de l'Agriculture,

le vétérinaire de Tomas, vaccinant les animaux, informant et conseillant sur les nouvelles techniques. Don Leandro me révélait avec orgueil qu'en 1958, la communauté totalisait 22 000 ovins, chiffre jamais atteint depuis. Plus tard, son rôle dans la ferme d'ovins de la communauté, dont il sera l'administrateur durant six ans, sera primordial.

« L'élevage est source de vie », affirme-t-il. L'agriculture n'a qu'un caractère complémentaire, beaucoup moins digne d'intérêt puisque la production est limitée à une petite zone d'altitude sans accès à l'irrigation. En revanche, c'est grâce à la commercialisation de la laine et d'animaux sur pied que les Tomasinos peuvent subvenir à leurs besoins monétaires. C'est pour cette raison qu'« il faut être un bon éleveur » : améliorer les espèces pour obtenir une laine plus abondante et bien sélectionner les bêtes à sacrifier pour ne pas dilapider le bétail.

Selon don Leandro, c'est parce que les éleveurs Tomasinos n'ont pas su suivre ces conseils, alors que leur économie dépend entièrement de l'élevage, que la population animale de Tomas a diminué. En effet, il ressort clairement de son discours que le processus de décapitalisation de l'élevage, engendré par le financement des études des enfants, est un phénomène généralisé qui a plus ou moins affecté les économies familiales.

Don Leandro a lui aussi payé les études de ses six enfants et il déclare fièrement que c'est grâce à son activité d'éleveur qu'il a pu mener cet objectif à ses fins. Accompagnés de leur mère, les quatre filles et les deux garçons ont suivi leurs études secondaires dans la vallée du Mantaro, à Jauja, jusqu'à la fondation du collège de Tomas, où les plus jeunes sont revenus terminer leurs études. « Comme devoir civique, comme *comunero*, j'ai fait revenir mes enfants. » L'aîné a suivi ensuite des études de biologie à l'université d'Ayacucho⁹ ; les autres ont suivi des cycles plus courts à Lima, toujours accompagnés de leur mère. Ils ont à présent des métiers honorables tels que professeur, infirmière ou assistante sociale.

Pendant cette longue période, don Leandro est resté seul dans la *puna* avec ses animaux. Les envois de produits agricoles n'étaient pas nécessaires car « tout était bon marché, à l'époque », et il n'envoyait que de l'argent. Il considère son grand sacrifice comme un devoir : « Mes enfants voulaient étudier et les parents, nous avons au moins cette obligation : c'est le seul héritage qu'on puisse leur laisser. Parce qu'ils ont une profession et ici, c'est autre chose, c'est un travail rustique ; et c'est aussi qu'il n'y a pas la vocation, des fois. Moi, je compte parmi les éleveurs les plus passionnés ; maintenant même je peux retourner à la *puna*. Dans mon *estancia*, j'étais presque toujours seul. Eux, ils étudiaient et ils n'ont pas pris l'habitude. »

9. Ce choix est dû au fait que les postulants étaient moins nombreux dans cette capitale andine et que les universités privées étaient trop onéreuses. À Lima, il arrive que des postulants attendent plusieurs années avant de réussir le concours d'entrée à l'Université (l'équivalent de notre baccalauréat), d'où la prolifération des écoles préparatoires privées.

Après les importantes ponctions sur le capital animal durant la scolarité des enfants, don Leandro a été chargé de l'administration de la ferme d'ovins de la communauté. Avec le sens des responsabilités qui le caractérise et intéressé aux techniques modernes d'élevage comme il l'était, il s'est consacré à fond à ce travail, pourtant faiblement rémunéré. Cette fonction l'a éloigné de son propre troupeau qui, laissé à la charge d'un berger, a fini par se réduire à la quarantaine de têtes qui lui restent à présent.

Tous les enfants se trouvent aujourd'hui dispersés sur le territoire national et aucun ne rend visite à ses parents. Doña Ermelinda se rend quelquefois chez l'un ou l'autre et son mari trouve ensuite le plaisir de se faire raconter ses voyages. Le vieux couple réside désormais dans le village et vit principalement de l'agriculture. L'envoi de légumes aux enfants est devenu impossible à cause du coût des transports et « maintenant, de l'agriculture, il nous reste même pour vendre ». En revanche, deux des filles leur envoient régulièrement de l'argent. Eux n'ont aucune autre propriété que leur modeste maison à Tomas. Leurs revenus ont été entièrement absorbés par l'éducation de leurs enfants et, cet objectif atteint, ils se trouvent satisfaits de savoir qu'ils ont une « bonne situation ».

Néanmoins, don Leandro observe que « c'est grâce aux pâturages de la communauté que tous ces enfants ont pu s'éduquer » et il considère qu'« il serait juste que ces "professionnels"¹⁰ rétribuent cet effort (économique de la part de la communauté) en faisant profiter les *comuneros* de leurs connaissances ».

Don Leandro est évangéliste depuis de nombreuses années. Dans ses activités de *comunero*, il a toujours été consciencieux et juge sévèrement le manque de sérieux de ses pairs et surtout des jeunes. Pour sa part, il a assumé toutes les fonctions de la hiérarchie communale ainsi que celle de juge de paix. Il a toujours participé activement aux assemblées et travaux collectifs. Âgé de 70 ans, il est désormais exempté de ces obligations, mais il continue pourtant à collaborer et prodigue toujours ses conseils. On lui a même proposé de se présenter pour l'élection d'un nouveau maire, mais il a refusé, alléguant que ce n'est plus de son âge. Cette proposition montre le prestige que lui accorde la communauté et la confiance que tous manifestent à l'égard de cet homme dévoué.

Dans ses souvenirs, il souligne souvent le contraste entre l'activisme des gens de sa génération, qui ne comptaient pourtant à l'époque que sur leurs propres forces et sur les seuls revenus de la communauté (obtenus des contributions proportionnelles au nombre d'animaux), et l'« irresponsabilité » des générations actuellement au pouvoir.

Il lui semble important que chacun prenne la responsabilité d'améliorer ses conditions de travail et que la communauté soit moins

10. Le nom de *profesional* est appliqué aux personnes dont la profession a demandé des études longues, comme celles de professeur, d'avocat ou d'ingénieur.

tolérante à l'égard des éleveurs qui occupent de trop grandes étendues de pâturages. Dans les assemblées, il approuve toujours les décisions concernant le contrôle plus serré du secteur d'élevage ainsi que les travaux d'assainissement des pâturages, sans cesse programmés mais demeurant lettre morte.

Don Leandro a suivi un itinéraire de vie assez typique de celui des *comuneros* de sa génération, à l'exception de son grand intérêt pour l'innovation, en particulier dans le domaine de l'élevage. S'il apparaît comme une figure assez exceptionnelle à Tomas, c'est parce que ce *comunero* combine une grande curiosité et de nombreuses connaissances (qu'il partage volontiers) avec une grande simplicité et même un certain retrait de la scène publique, où les personnages influents se partagent le pouvoir.

Des familles « moyennement aisées »

COMMENT ÊTRE AGRICULTEUR AVEC DES RESSOURCES LIMITÉES

Don Felipe et doña Adela appartiennent tous deux à des familles fondatrices de Casinta. Lors de son mariage avec doña Adela, don Felipe ne possédait qu'un niveau d'instruction primaire, qu'il avait acquis à l'école de Pampas. Ils avaient alors 20 ans et en ont aujourd'hui 63. De leurs neuf enfants, huit résident et travaillent hors de la communauté. L'un d'eux, sûrement pour des raisons d'instabilité professionnelle, revient régulièrement à Casinta, où il aide ses parents. Le cadet est entré récemment dans un collège de Lima, ses aînés l'ayant précédé dans cette ville 20 ans plus tôt. Aujourd'hui, aucun d'eux n'exerce une profession de prestige : « ils travaillent », disent évasivement leurs parents. Un simple calcul à partir de l'âge des parents laisse supposer que si ceux-ci ont plus de quarante ans de mariage et si leurs fils aînés ont quitté Casinta il y a vingt ans, ils ne sont probablement pas partis pour suivre des études secondaires en ville, mais plutôt pour y rechercher du travail, faute d'emplois sur place.

Les parents, eux, n'ont jamais quitté Casinta et vivent exclusivement de leur production agropastorale. Ils possèdent actuellement quatre vaches, un cheval et deux ânes. Leurs parcelles totalisent trois hectares, hérités de leurs parents. Ils considèrent que le système d'héritage a conduit à un morcellement excessif des terres, cause de la paupérisation de la plupart des familles et de l'émigration des jeunes.

L'eau constitue leur plus grande préoccupation : elle arrive à Casinta en quantités insuffisantes et, chaque année, la sécheresse menace de détruire les récoltes. Déjà il y a quinze ans, plusieurs

hectares ont été rendus au désert par une longue période de sécheresse. Dans ces conditions, leur dépendance à l'égard de cet élément rare les conduit à s'intéresser de près au contrôle de la distribution des tours d'irrigation.

Possédant peu de vaches, leurs besoins en luzerne sont réduits et ils peuvent même recourir à un système de garde par rotation : chaque petit éleveur garde à tour de rôle l'ensemble des animaux dans son champ de luzerne et conserve alors le lait obtenu de la traite de toutes les vaches. Cette convention leur interdit d'élever une paire de bœufs et ils doivent donc recourir à la location pour la période des labours.

En conséquence de la réduction des champs de luzerne, les surfaces agricoles sont plus vastes. Le couple travaille généralement sans l'aide de salariés et a très rarement recours à l'aide réciproque, qui est plutôt pratiquée dans les champs de maïs de la *moya*. Aux productions de subsistance traditionnelles (pommes de terre, maïs, blé et quelques légumes verts) s'ajoutent des cultures plus récentes : des variétés de pommes de terre et de maïs (ce dernier étant produit hors du secteur de la *moya*) destinées à la vente et, depuis peu, un verger de pommiers. Don Felipe constate que les rendements ont diminué durant les dernières décennies, surtout à cause de la baisse du régime des pluies, propice à l'installation de nouveaux fléaux. Il n'utilise néanmoins aucun produit chimique : « On manque d'argent pour soigner les plantes, et semer autre chose, ça ne donnerait rien. » En revanche, après l'épidémie qui avait décimé son troupeau il y a une dizaine d'années, il avait commencé à administrer des produits vétérinaires à ses vaches.

La dispersion des parcelles et le double travail de l'agriculture et de l'élevage rendent fort ardues les tâches domestiques de ce vieux couple. Ils reconnaissent tous deux qu'une trentaine d'années plus tôt, l'aide réciproque était davantage généralisée qu'aujourd'hui : « maintenant, c'est chacun pour soi ». La main-d'œuvre salariée étant rare et coûteuse, l'aide réciproque serait pour eux la solution la plus pratique, mais ils ne l'utilisent plus qu'avec quelque famille apparentée dont les ressources en terres et en bras sont à peu près équivalentes. Dans les périodes de pointe du cycle agricole, un de leurs fils revient au village pour les aider.

Dans ces circonstances, il est plus logique pour eux d'orienter leur production vers une agriculture peu exigeante en main-d'œuvre et de réduire les cultures vivrières au minimum nécessaire, ce qui explique la récente plantation de pommiers. Par ailleurs, ils estiment posséder trop peu de terres pour se permettre d'accroître leur troupeau de bovins.

Les limitations imposées à la production, aussi bien par l'impossibilité d'acquérir de nouvelles terres que par la faible capacité du système d'irrigation, conduisent ce couple à se classer dans la catégorie des paysans pauvres. C'est aussi pour ce motif et en raison de la réduction de la main-d'œuvre locale, cause de l'élévation des salaires, que don Felipe adopte une attitude pessimiste voire hostile à l'égard de la communauté. À ma question sur les avantages que présente l'organisation communale, il répond un « rien » catégorique, auquel il ajoute une forte réticence à s'intégrer à une action collective supposée apporter un plus à tous et un refus fréquent de participer aux travaux collectifs. La communauté n'est pour lui qu'une façade, puisque l'« égoïsme » règne et que le manque d'eau empêche tout progrès en agriculture.

Ce n'est qu'après avoir « tout tenté » que don Felipe a adopté cette attitude sceptique. Il s'était présenté comme candidat à la présidence du conseil d'administration en 1987, en défense du projet d'irrigation de nouvelles terres, alors interrompu, contre la liste gagnante. Auparavant, il avait assumé cette fonction, en 1980, après être passé par toutes les charges administratives¹¹ et communales. Il a aussi été en son temps administrateur de l'eau et a offert à la communauté la grande fête patronale. Pourtant, il considère que ces charges ne sont porteuses de prestige qu'au moment où elles sont assumées ; « ensuite, les gens oublient », dit-il. Pour cette famille, qui associe dans son discours le pouvoir à la richesse, le manque de perspectives économiques a provoqué une perte de confiance progressive dans la communauté comme promotrice du développement des forces productives.

Depuis vingt ans, les efforts du couple se sont portés sur l'installation, puis l'éducation des enfants les plus jeunes à Lima, soutenus grâce à la production agricole et surtout au capital que représentait l'élevage bovin. Celui-ci était alors plus important, mais les besoins financiers, ajoutés à une épidémie, y ont mis fin. Ce n'est que depuis cinq ans que le couple a pu reconstituer un petit troupeau. Le fromage est un produit très apprécié par les parents émigrés ; il était donc important de poursuivre cet artisanat traditionnel, même si la petite taille du cheptel entraîne une dispersion peu rentable dans l'organisation familiale de la production. Le fromage est encore un élément fondamental dans les dons entre parents et enfants émigrés qui, eux, envoient en contrepartie des produits manufacturés de la côte.

Le couple considère aujourd'hui que le système éducatif est le meilleur garant pour préparer les enfants à « se défendre dans la vie ». Il est clair que les nombreux descendants de ce couple ne pourraient tous bénéficier de l'héritage de trois hectares et il semble

11. À l'exception de celle de maire qui, jusqu'à présent, demeure l'apanage des habitants de Pampas, chef-lieu du district.

que, hormis celui qui revient régulièrement au village, les autres ne manifestent aucun signe d'intérêt pour prendre un jour la relève des parents. Dans ces conditions, il est compréhensible que ce couple déjà âgé tente d'éviter tout investissement financier ainsi que les tâches les plus lourdes, pour ne satisfaire que ses besoins immédiats et envoyer quelques produits agricoles à ses enfants.

En dépit du désintérêt qu'il affiche pour la communauté, don Felipe s'intéresse encore de très près à ses affaires. Si tout espoir d'améliorer les conditions de production n'était pas perdu, peut-être que cette exploitation pourrait recevoir de plus grands investissements productifs.

L'itinéraire de cette famille montre les difficultés que les petits agriculteurs rencontrent pour améliorer leurs conditions de vie et, en particulier, celles de leurs enfants. L'entretien de leurs maigres ressources est nécessairement prioritaire par rapport à une stratégie qui tendrait à préparer un avenir différent pour les enfants.

UNE FEMME DANS LA PUNA

À Tomas, 25 femmes sont *comuneras*, c'est-à-dire chefs de famille. Toutes n'ont pas eu la chance de doña Ana, mais il me semble intéressant de montrer, à partir de son exemple, le dynamisme dont elles font preuve.

Doña Ana s'est mariée à 25 ans avec un Tomasino. Ils sont aussitôt allés s'établir à Huancayo pour faire du commerce entre la ville et les centres miniers. Veuve à 29 ans, doña Ana restera dans cette ville pour que ses quatre filles terminent leurs études. À Tomas, ses parents trop pauvres n'auraient pu les recevoir.

Quelques années plus tard, elle épouse l'un des notables de la communauté, veuf lui aussi. Durant ce second mariage, ses filles étudient en pension à Huancayo, où leur mère leur rend visite fréquemment. Veuve une seconde fois, elle hérite de son époux une grande maison dans le village et un cheptel suffisant pour poursuivre une activité d'élevage. Depuis ce second veuvage, doña Ana réside dans la *puna* et ne se rend au village que pour les travaux agricoles et pour « voir la maison ».

Deux de ses filles sont restées à Huancayo. L'aînée est mariée à un citoyen de cette ville et n'entretient aucune relation avec Tomas, n'y ayant d'ailleurs jamais résidé. Elle héberge une sœur qui est étudiante en infirmerie. Les deux sœurs cadettes sont venues à Tomas dès qu'elles ont terminé leurs études secondaires.

Lita est mariée depuis huit ans au fils d'un riche éleveur de Tomas. Ils se sont mariés jeunes (elle, à 20 ans et lui, à 22 ans) et, en atten-

dant d'installer leur propre élevage, ils résident soit chez les parents de Manuel dans le village, où leur fille vient de rentrer à l'école primaire, soit chez leurs parents respectifs pendant les vacances scolaires. Lita reste alors chez sa mère avec ses deux enfants et Manuel s'occupe du négoce de bétail sur pied et de chevaux avec son père. Les animaux que leurs parents leur ont offerts sont toujours gardés avec ceux de leurs parents. De la même manière, leurs activités agricoles se limitent à aider leurs parents dans les labours et les récoltes, dont ils reçoivent une partie pour leur propre foyer. Ils manifestaient dernièrement leur intention de s'installer à Chupaca, à dix minutes de Huancayo, sans songer pour autant à abandonner l'élevage. Ils considèrent que « c'est mieux pour les enfants ».

L'unité de production repose sur trois personnes : la mère, la fille cadette, Claudia, âgée de 25 ans et célibataire, et un orphelin de 21 ans, Leo, qui a intégré cette unité depuis quelques années. Considéré comme un membre de la famille, il n'est pas rémunéré. Doña Ana lui a donné un mouton, alors qu'elle vient d'acquérir huit alpagas femelles (*buacadas*) pour Claudia, qui s'ajouteront aux huit moutons et seize alpagas qu'elle lui a déjà transmis durant les dernières années. Elle en a d'ailleurs fait autant pour son autre fille. Tant qu'aucune des filles ne dispose de sa propre *canchada*, les animaux restent réunis au troupeau familial, dont ils se distinguent par des rubans de différentes couleurs¹².

Alors que Claudia partage avec sa mère les tâches domestiques et de l'élevage, Leo joue le rôle de l'« homme de la maison » et assume les tâches les plus lourdes. Lui est déjà *comunero*, bien que sans ressources, alors que Claudia attend que sa mère prenne sa retraite, dans trois ans, pour pouvoir solliciter son remplacement sur sa *canchada*. En effet, un *comunero* retraité est classé dans la catégorie « inactif », c'est-à-dire dispensé de ses obligations à l'égard de la communauté ; mais, en contrepartie, on attend de lui une diminution de ses activités agropastorales et, en particulier, il est supposé se contenter d'une *canchada* plus petite. Ainsi, Claudia prendrait la relève de sa mère pour pouvoir garder la même *canchada*, tandis que Leo, étant orphelin, attend de son statut de *comunero* le droit à une *canchada*, sur laquelle il pourra élever les quelques animaux reçus de doña Ana et ceux acquis avec ses économies.

Les trois membres de cette unité de production se suffisent à peine pour réaliser toutes les tâches quotidiennes. Les troupeaux d'ovins et de camélidés sont gardés séparément, ces derniers profitant mieux des pâturages d'altitude. Tous les éleveurs n'appliquent pas cette méthode, mais doña Ana se distingue parmi les quelques éleveurs qui se préoccupent de la qualité de leur bétail. Elle administre

12. Ces rubans sont attachés aux oreilles des bêtes au moment de la *herranza*. Chaque année, les animaux sont marqués de la sorte, en plus d'une marque au fer rouge aux initiales du propriétaire. Ce marquage est l'occasion d'une fête propitiatoire pour la fertilité des animaux.

régulièrement vaccins et produits vétérinaires et renouvelles, au fur et à mesure de ses moyens, son cheptel *criollo*¹³ avec des reproducteurs de race acquis dans les fermes communales d'ovins et d'alpagas, dont elle est une sociétaire active. Selon ses disponibilités financières, elle achète chaque année cinq reproducteurs (moutons ou alpagas, ces derniers étant plus chers) et, plus rarement, une vache ou un cheval.

Par contraste, les vaches ne font pas l'objet de tant de soins. De race *criolla* peu productive, elles déambulent seules sur les hauteurs, au risque de disparaître dans un ravin. Seuls les veaux sont gardés près de la maison, ce qui permet de surveiller leur mère et d'assurer la traite. En effet, les vaches sont surtout considérées comme un capital vivant (c'est le sens premier de « cheptel »), facilement négociable en cas de besoin urgent de liquidités. Le fromage, produit en petites quantités, est conservé pour les besoins de la famille, y compris les filles résidant à Huancayo, chez qui se logent Ana et les enfants lorsqu'ils se rendent dans cette ville.

Pour les tâches quotidiennes, doña Ana s'occupe plutôt de la maison, de la cuisine et des soins aux petits et aux vaches ; Claudia et Leo gardent chacun ovins et alpagas et le soir, c'est ce dernier qui s'occupe de les rentrer dans les corrals. Claudia est aussi une excellente brodeuse ; elle achète des jupons (*polleras*) à Huancayo, qu'elle revend aux villageois après en avoir brodé élégamment le pourtour à la mode de Jauja. Elle tient aussi un petit dépôt de denrées alimentaires dans la maison, pour le voisinage de la *puna*. Chacun des membres de la maisonnée voyage à Huancayo à tour de rôle, où il s'approvisionne pour le mois, et, moins souvent, au village, « pour voir la maison et les cultures ».

À l'époque de la mise bas des brebis et des alpagas (aux environs de décembre), puis pour la tonte des deux espèces (en janvier et février), doña Ana emploie un *peón* de Cachi, une communauté voisine. Elle déclare qu'il y a longtemps qu'ils « travaillent ensemble » et qu'à Tomas, la main-d'œuvre est très rare et les ouvriers moins fiables. Ce *peón*, déjà âgé, est payé avec une partie du produit de la tonte et, lorsqu'il participe aux travaux agricoles, avec une partie de la récolte. Il est en outre nourri et logé, bien entendu.

En général, Lita se joint à toute la famille pour les récoltes (en mai) et, durant une quinzaine de jours, les animaux sont confiés à un cousin installé sur une *canchada* voisine. Doña Ana, à l'instar des Tomasinos en général, admet que l'aide réciproque est en voie de disparition, mais le salariat ne représente pas vraiment une solution : alors que le recours aux bergers ne garantit pas que le bétail

13. Les bovins, les ovins et les équidés étant originaires d'Europe, la « race *criolla* » se caractérise par son acclimatation au milieu andin. Plus résistante au climat et à l'altitude, elle est aussi peu productive.

sera bien gardé, employer des manœuvres pour les tâches agricoles n'est pas recherché à cause des faibles rendements de ce secteur.

Néanmoins, la production de tubercules contribue encore largement à la diète tomasina et les éleveurs n'abandonnent l'agriculture que lorsqu'ils entrent pleinement dans le circuit monétaire ou résident hors de la communauté. Une famille comme celle de doña Ana, qui doit recourir à diverses sources de revenus pour subsister, ne peut donc pas se passer de cette production alimentaire ; mais on lui accorde peu de temps et un minimum d'investissements productifs.

L'élevage est un travail astreignant dont la routine est interrompue seulement par les voyages mensuels de l'un ou de l'autre, à Tomas ou à Huancayo. Des maisons rustiques et froides, une vie austère auprès des animaux et l'isolement dans les vastes étendues de la *puna* sont le lot des éleveurs. Seuls les voisins, le plus souvent des parents, viennent quelquefois rendre visite à la maison. À l'occasion de la *berranza*, c'est tout le voisinage qui se réunit dans une joyeuse fête. Bien que les éleveurs considèrent qu'elle n'a plus l'apparat d'antan et qu'elle ait même disparu dans de nombreuses familles, doña Ana reste attachée à cette tradition.

Les relations des éleveurs sont plus étroites avec la vallée du Mantaro qu'avec leur propre village. Les négociants en viande de Chaquicocha ou de Chupaca et les voyages annuels pour le traditionnel troc de viande et de tissages en échange de céréales (surtout du maïs)¹⁴ entretiennent, à travers ce lien économique, une identité sociale voire ethnique, qui se manifeste dans le mode vestimentaire¹⁵, le parler quechua et les musiques inspirées de la vallée du Mantaro. Cette distinction culturelle a nécessairement des implications dans les relations que les éleveurs de la *puna* entretiennent avec les villageois de Tomas.

À propos de la perception de la vie dans la *puna*, Claudia me confiait qu'il valait mieux ne pas avoir d'instruction pour arriver à mieux supporter la dureté de cette vie. Elle qui a vécu ses vingt premières années à Huancayo se trouve désormais comme prise au piège : elle ne pourrait pas « abandonner » sa mère et prévoit d'ailleurs de demander le statut de *comunera* lorsque celle-ci prendra sa retraite. Son intention de rester malgré tout dans l'élevage est donc manifeste. Elle espère cependant trouver un mari.

Durant l'année 1987, doña Ana travaillait dans la ferme d'ovins où elle devait accomplir les tâches assignées dans l'assemblée annuelle. Dans cette période, elle devait aussi participer aux travaux collectifs de la communauté¹⁶. Évidemment, ces obligations constituent une perte de temps considérable pour une famille dont

14. Dans la maison, c'est Leo qui est chargé de ces expéditions du troc, pour lesquelles chaque famille d'éleveurs conserve encore quelques lamas.

15. Les jupons brodés par Claudia sont typiques de la région de Jauja, dans la vallée du Mantaro.

16. L'entretien de la ferme est assuré par rotation de tous les *comuneros*, une dizaine étant désignés pour chaque année. Les femmes réalisent les tâches les moins difficiles et se chargent de la cuisine, y compris dans les travaux collectifs.

le nombre de membres actifs est très réduit. Cela constitue un motif supplémentaire pour que Claudia ne prenne la qualité de *comunera* qu'en remplacement de sa mère.

Doña Ana accomplit scrupuleusement son devoir de *comunera* et elle est même l'une des rares femmes à se faire entendre dans les assemblées communales. Si les femmes sont rarement écoutées dans les assemblées, c'est surtout parce qu'elles n'osent pas prendre la parole, trop confinées qu'elles sont dans un rôle secondaire d'épouses et de mères¹⁷. Leur principale revendication porte sur la réduction de leur participation aux activités collectives, car leur situation de femme chef de famille implique qu'elles disposent moins que les hommes de membres actifs dans leur unité de production.

Du point de vue économique, cette famille illustre bien le niveau de vie de la catégorie des éleveurs moyens, de même que la diversité des activités entreprises pour maintenir, voire dépasser ce niveau. En choisissant l'exemple d'une *comunera*, j'ai ajouté, à la difficulté d'une typologie, celle introduite par les inégalités entre hommes et femmes. Cependant, doña Ana est très bien organisée et, avec l'appui de ses filles et de Leo, elle peut mener à bien toutes les tâches indispensables à l'entretien de l'exploitation et honorer ses devoirs vis-à-vis de la communauté.

Des familles « aisées »

L'ATTRAIT IRRÉSISTIBLE DE LA CAPITALE

Don Juan, âgé aujourd'hui de 68 ans, est issu d'une famille aisée de Pampas, grâce à laquelle il a pu devenir instituteur. Doña Roxana, elle, appartient à une famille de notables réputés, également de Pampas, qui possédait des terres abondantes à Pompucro¹⁸. Dans sa partie de fond de vallée, cette zone bénéficie d'un microclimat qui permet de produire des fruits tropicaux, ce qui la rend particulièrement attrayante pour les montagnards.

Durant la plus grande partie de son service académique, don Juan a parcouru divers villages de la province de Yauyos, accompagné d'abord de sa femme et de ses trois enfants. À cette époque, n'ayant pas encore de terres, doña Roxana, femme très entreprenante, travaillait dans la couture. Elle habillait toute la famille et échangeait son travail contre des produits agricoles. Son époux aussi, en tant que directeur d'école respecté, recevait souvent des cadeaux en nature. Lorsque les enfants eurent terminé le primaire,

17. C'était d'ailleurs le principal obstacle pour la création d'un club de mères - (toujours à l'image des organisations urbaines) : les femmes ne trouvaient jamais de moment libre pour se réunir et n'osaient pas s'exprimer, surtout en présence d'un homme ou même de femmes qui n'appartenaient pas à leur milieu.

18. Pompucro est une zone de production appartenant à Pampas, située parallèlement à Casinta, légèrement à l'ouest. Les deux communautés se sont disputé cette zone pendant de longues années, mais le canal d'irrigation venant de Pampas, c'est à cette dernière qu'est revenu Pompucro, pourtant en possession privée.

leur mère partit avec eux à Lima pour leur faire suivre le secondaire. Ils s'installèrent d'abord dans un logement en location et la mère ouvrit aussitôt un commerce ambulancier de légumes. Puis les fruits se sont ajoutés aux légumes et, enfin, doña Roxana a pu acquérir un étal fixe dans un marché. Parallèlement, la famille avait acheté un terrain dans le sud de Lima, dans un quartier encore peu bâti, et la construction de la maison avançait lentement, au gré des disponibilités financières de la famille.

Les trois garçons ont terminé leurs études secondaires, mais, contrairement aux espoirs de leurs parents, aucun n'a suivi d'études supérieures. Tous sont mariés, à présent, et l'un d'eux tient l'étal acquis par sa mère, promu à la distribution de boissons gazeuses. Il partage avec un de ses frères la maison de sa mère. En effet, doña Roxana insiste toujours sur le fait que c'est elle, avec les gains de son commerce, qui a acquis tous ces biens urbains, à force de travail et de patience.

Un instituteur reçoit un salaire relativement bas (aujourd'hui, encore moindre qu'il y a trente ans). Cependant, c'est ce salaire qui a financé les acquisitions de terres de la famille. Don Juan a terminé sa carrière à Pampas. C'est alors que le couple a décidé de s'installer à Casinta, où doña Roxana a hérité quelques parcelles. La grande maison qu'ils y ont construite a suscité la jalousie du voisinage, disent-ils, et a ajouté à la surprise de l'émergence de cette famille parmi les plus puissantes de Casinta, auxquelles doña Roxana est d'ailleurs apparentée. Actuellement, leurs propriétés totalisent cinq hectares, dont trois sont occupés par des champs de luzerne pour une vingtaine de vaches laitières et une paire de bœufs¹⁹.

Don Juan et sa femme s'occupent seuls de leurs parcelles réparties dans différentes zones de production de la communauté : quelques parcelles de maïs dans la zone qui lui est traditionnellement réservée (la *moya*) et quelques parcelles autour du village, où sont cultivés en assolement des pommes de terre, du maïs et du blé. À Pompucro, les terres héritées par doña Roxana sont laissées en métayage à une sœur : « on n'a même pas le temps d'aller chercher des fruits », se plaignent-ils. Depuis quelques années, à l'instar d'autres producteurs de la région, ces paysans se sont lancés dans la culture de pommiers. Cette culture pérenne présente l'avantage de réclamer peu de soins et d'eau (contre davantage d'intrants chimiques) et de trouver un marché favorable à Lima. Don Juan a donc préféré la substituer partiellement aux cultures vivrières traditionnelles. Autrefois, il cultivait aussi quelques produits maraîchers, mais c'est le manque de main-d'œuvre, affirme-t-il, qui l'a contraint

19. À cause des limitations déjà mentionnées, seules deux familles parmi les plus aisées possèdent une paire de taureaux, pour les labours et la reproduction.

à limiter leur production. Il les achète désormais sur les marchés de Lima. Il est vrai que le couple se rend fréquemment à la capitale pour ses affaires, elle pour contrôler son commerce et lui pour recevoir sa pension de retraité. Tous deux ont donc l'occasion d'y faire quelques emplettes.

L'élevage bovin (et la fabrication de fromages, en grande partie pour la vente) constitue à lui seul une lourde charge : de sept heures du matin à cinq ou six heures du soir, les animaux sont dans les champs de luzerne ; vaches et veaux sont conduits dans un enclos où les vaches sont traites (généralement avec l'aide d'une femme, qui sera payée avec une certaine quantité de lait) et les veaux allaités ; toute la journée, les bovins, quelques moutons, deux ânes, les cochons et même les dindons se retrouvent sous la surveillance d'au moins une personne (don Juan, sa femme ou une bergère occasionnelle, faute de personnel attiré²⁰). C'est doña Roxana qui se charge de la fabrication du fromage, qui nourrit la basse-cour et qui prépare le repas de midi ; celui-ci sera plus copieux si l'on a employé des ouvriers. Don Juan, lui, s'occupe de toutes les tâches agricoles, avec l'aide occasionnelle d'ouvriers, d'un à trois selon les tâches. Il est l'un des deux propriétaires de Casinta qui possèdent des taureaux, mais cet avantage ne peut éliminer certains labours à la *chakitaklla*, très exigeants en main-d'œuvre.

L'irrigation et les travaux d'entretien des canaux sont également de lourdes tâches. L'irrigation des parcelles de luzerne est généralement nocturne (à cause du débit non contrôlable et parce qu'en raison de la rareté de l'eau, la priorité est donnée aux cultures vivrières), ce qui raccourcit d'autant le temps de repos de ce vieux couple.

Les choix de production de cette exploitation sont extrêmement limités. La main-d'oeuvre fait défaut et il est impossible d'acquérir de nouvelles terres pour augmenter l'élevage bovin (limité par la taille des champs de luzerne). En outre, étant donné le faible apport en fertilisants, la terre exige le maintien d'une rotation des cultures, dans laquelle le temps de jachère est remplacé par huit années de luzerne. En conséquence, cette famille ne produit que quelques aliments de base et quelques petits animaux de basse-cour (volailles et cochons d'Inde), dont une partie est commercialisée, et entretient un élevage bovin qui, outre le prestige qu'il apporte, fournit un fromage très apprécié aussi par la famille émigrée ; de plus, il constitue une source de revenu non moins appréciable. La culture des pommiers est l'unique solution de rechange qui se présente face à cette situation bloquée. Ainsi cette exploitation, l'une des plus grandes de Casinta, est entrée dans un processus de spécialisation pour le marché.

20. Doña Roxana me confiait que disposer d'un (ou d'une) employé était considéré comme « de l'exploitation » par les autres membres de la communauté également employeurs d'ouvriers, ce qui témoigne de la forte demande de main-d'œuvre.

À l'instar des autres familles casintanas, ce couple se plaint des conditions de production (rareté de l'eau et exigüité des terres) et de la difficulté d'accès à une main-d'œuvre stable. Dans les familles aisées, la pénurie de bras est généralisée et il leur est donc impossible de recourir à l'aide réciproque. Le vieux couple est contraint de se partager les nombreuses tâches quotidiennes de l'élevage et de l'agriculture ainsi que l'irrigation, et celle des champs de luzerne occupe souvent leurs quelques heures de repos nocturne. Leurs enfants n'ont jamais participé aux travaux agricoles et ne font leur apparition au village que pour les fêtes importantes. En revanche, ils sont les premiers bénéficiaires des excédents agricoles.

Pour l'éducation des enfants, les activités des parents se sont orientées en priorité vers l'espace urbain et ce n'est qu'après leur installation complète à Lima que les parents sont retournés à leurs racines paysannes. Plutôt qu'un moyen d'accumulation, ils ont trouvé dans l'agriculture un moyen de subvenir à leurs besoins tout en contribuant, y compris avec la pension de don Juan, à la subsistance de leurs enfants en ville. En témoigne la récente acquisition à Lima d'un terrain pour y construire une nouvelle maison. Par ailleurs, le cheptel bovin constitue un capital toujours disponible et, dernièrement, le couple parlait de le liquider à cause du surcroît de travail qu'il occasionne. Cette vente serait destinée à l'acquisition d'un véhicule.

Ajoutée à leur récente incursion dans la plantation de pommiers, cette décision marque un tournant dans l'exploitation, davantage tournée vers la production rentière. Les possibilités qu'au moins un fils s'intéresse à l'agriculture sont minimes et il est donc plus profitable d'investir dans l'exploitation, dans la perspective de la laisser en métayage ou même de la vendre. Les soins aux plantations se réduisent aux productions commerciales, tandis que celles pour la subsistance souffrent d'un processus de régression, dû à la diminution des surfaces cultivées, mais aussi à l'apparition de nouvelles maladies.

Don Juan ne se prévaut d'aucune action spectaculaire dans le domaine de la gestion de la communauté ; il a seulement occupé ses fonctions à son tour, comme chacun. Il est actuellement trésorier de l'entreprise en faillite mentionnée plus haut, ce qui indique son intérêt pour une extension du réseau irrigué. Il s'oppose actuellement aux dirigeants de la communauté et ce climat de méfiance le maintient en marge des décisions.

Par ailleurs, se considérant avant tout comme un propriétaire foncier, sa dépendance vis-à-vis de la communauté se limite au système d'irrigation, dont chacun prétend tirer le plus grand profit. Pour tous les travaux collectifs convoqués par la communauté ou la municipalité, don Juan paie un ouvrier pour le remplacer : « je n'ai

pas le temps », affirme-t-il. Cette pratique est généralisée chez les paysans aisés et leur négligence à cet égard n'est jamais sanctionnée, en dépit des menaces de leur retirer leur tour d'irrigation. Cette sanction aurait des conséquences trop graves et remettrait en question les bases de l'unité collective, déjà fort affaiblies.

Mais cette exploitation, qui peut être considérée comme l'une des plus riches de Casinta, n'est-elle pas, elle aussi, très fragile et menacée par le retrait du vieux couple ? Comme pour les autres familles aisées, la succession sur l'exploitation est devenue problématique pour l'avenir de la communauté. Actuellement, la tendance chez les héritiers émigrés en ville est de mettre les terres en métayage, ce qui n'est pas à la convenance des *comuneros* pauvres. Cette tendance se poursuivra-t-elle ?

Avec l'exemple de don Juan et doña Roxana, nous avons eu l'occasion de suivre la trajectoire d'une famille qui a pu améliorer un patrimoine terrien hérité des parents grâce à une activité non agricole, l'enseignement. Les affectations de don Juan lui ont permis de rester proche de son terroir et, comme la plupart des instituteurs, il est retourné définitivement sur ses terres dès qu'il a pris sa retraite. Bien sûr, d'autres que lui ont préféré investir dans une maison, gage d'une vie tranquille à Lima, et laisser leurs terres à des métayers.

LES ACTIVITÉS VILLAGEOISES D'UN NOTABLE DE TOMAS

Né dans une famille de notables, don Ricardo compte parmi les rares Tomasinos de sa génération qui ont suivi des études secondaires. Ce niveau d'instruction lui a permis de travailler dans l'administration du district et, jusqu'à sa fermeture il y a quelques années, il s'occupait de la poste et des télégraphes. Les locaux de la poste appartenaient d'ailleurs à la maison qu'il a héritée de ses parents.

Don Ricardo est aujourd'hui âgé de 70 ans. Son épouse préférant résider dans la *puna*, il vit au village dans sa grande maison qu'il partage avec ses filles : Maura est une mère célibataire de 41 ans et Carmen, 36 ans, est revenue depuis trois ans de la mine de Morococha, où travaillait son mari. Originaire de Huancayo, celui-ci a récemment sollicité son admission comme *comunero*, mais il lui faudra normalement attendre d'avoir accompli cinq années dans la communauté pour que celle-ci accède à sa requête. En attendant, le couple et ses quatre jeunes enfants sont tributaires des ressources de la famille, ne contribuant à l'économie familiale qu'à travers l'administration d'un magasin situé au rez-de-chaussée de la maison. Ils ont bien l'intention d'acquérir des animaux, surtout des vaches, mais il leur faudra pour cela attendre qu'Enrique obtienne le statut de *comunero*.

Les six enfants de don Ricardo et doña Gregoria ont tous suivi des études secondaires, mais les aînés, envoyés en pension à Lima, ont davantage bénéficié de l'appui matériel de leurs parents. N'ayant que deux garçons et le cadet n'étant pas intéressé par les études, la charge éducative des parents n'a finalement pas été très onéreuse. Néanmoins, l'élevage ovin de la famille s'est trouvé amputé par ces longues années de scolarité durant lesquelles la main-d'œuvre familiale s'est pratiquement limitée aux parents. Les filles aînées se sont mariées jeunes à des liméniens, Carmen s'est mariée à Huancayo où elle suivait ses études et seule Maura a acquis quelques notions d'infirmier. Depuis l'ouverture du centre de santé, elle a plus rarement l'occasion d'administrer quelques soins, mais fait encore des injections, au moins aux femmes (le responsable du centre étant un homme).

Trois des enfants résident désormais à Lima et une fille vit à l'étranger. Ces enfants se rendent rarement à Tomas ; c'est plutôt leur père qui leur rend visite. Ses voyages à Lima sont devenus très fréquents depuis qu'il a été élu maire du district. Il profite donc des occasions que ses démarches administratives lui procurent pour régler des affaires plus personnelles.

Le petit élevage de la famille consiste actuellement en une trentaine d'alpagas hérités par doña Gregoria, environ 85 ovins appartenant, à l'origine, à la famille de don Ricardo et désormais considérés de propriété familiale sans distinction, et 43 bovins (dont 30 vaches), de race « Brownswiss » ou croisée, qui constituent la partie la plus importante du capital animal et aussi le cheptel bovin le plus important de la communauté.

Chaque espèce est élevée séparément, à la garde d'un berger dont le salaire est fixé en espèces. Les alpagas, auxquels la famille accorde peu d'importance, sont élevés dans la *canchada* « héritée » des parents de doña Gregoria (alors qu'elle aurait dû retourner à la communauté après le décès de ceux-ci) et les ovins, identifiés comme appartenant indistinctement à tous les membres de la famille, sont élevés dans la *canchada* de don Ricardo. Don Ricardo fait une visite hebdomadaire dans la *puna*, pour contrôler son élevage d'ovins et, éventuellement, sacrifier l'un d'eux pour l'alimentation de la maisonnée. Les alpagas, suscitant un faible intérêt, sont rarement inspectés.

Les vaches, de propriété exclusive du chef de famille, sont gardées par un berger salarié dans l'un des secteurs agricoles, Siria, qui se trouve à proximité du village, y compris dans les périodes de cultures. En effet, don Ricardo est le seul Tomasino qui cultive des plantes fourragères (raygrass et luzerne) sur quelques parcelles agri-

coles : il est impossible de développer ce genre de production faute d'irrigation, explique-t-il. Malgré tout, la famille dispose d'un espace agricole plus vaste que la moyenne des *comuneros*, du fait que Maura jouit aussi de l'usufruit de parcelles agricoles grâce à son statut de *comunera*. C'est d'ailleurs elle qui se charge de la surveillance des vaches, ainsi que de la production et de la commercialisation du fromage.

La vente de fromages, aussi bien aux Tomasinos du village qu'aux visiteurs et aux voisins de Yauricocha, constitue un revenu variable mais relativement important pour l'économie de la famille. Chaque espèce de l'élevage familial a d'ailleurs une fonction économique spécifique : la laine et la fibre d'alpaga sont commercialisées en partie à travers un négociant de Huancayo, parrain du fils cadet de la maison. L'autre partie est filée par la mère et les deux filles, puis envoyée à un tisserand professionnel de Tomas. Les sacs ainsi produits seront négociés en échange de maïs au cours du troc annuel avec une zone spécifique des franges de la forêt amazonienne, Acobamba, où le père entretient des relations de *compadrazgo* avec plusieurs familles. Étant donné le faible nombre d'animaux, la vente de viande est très limitée, mais don Ricardo sacrifie quelquefois des bêtes pour la consommation familiale.

Don Ricardo a longtemps réalisé seul les diverses tâches de l'agriculture, n'employant qu'éventuellement des salariés. De même, la tonte des animaux, qui correspond à la saison creuse du calendrier agricole, était réalisée par les membres de la famille. Aujourd'hui, l'âge avancé du couple et la réduction des membres actifs dans l'unité de production (essentiellement don Ricardo et Maura) obligent celui-ci à employer des salariés pour toutes les étapes du cycle agricole. La récolte fait exception, car elle mobilise aussi Carmen et Enrique, ainsi que le fils cadet qui se déplace pour ces journées de travail intense.

À l'époque où doña Gregoria résidait dans le village et avant sa longue maladie, elle s'occupait, avec ses deux filles, d'une sorte d'auberge. Parallèlement, Maura tenait un petit commerce de légumes, pour lequel elle s'approvisionnait hebdomadairement au marché de Huancayo. Pour cela, elle passait la nuit chez des parents de sa mère.

Depuis la maladie de la mère et à cause du départ de Carmen à Morococha, l'auberge, désormais tenue par la seule Maura, ne pouvait plus accueillir que les pensionnaires, c'est-à-dire quelques rares visiteurs ou professeurs non encore installés dans le village. Malgré le retour de Carmen, la pension n'a pas repris ses activités (un « hôtel » voisin ayant capté la clientèle), mais le commerce

s'est développé. Bénéficiant d'une situation stratégique sur la place où s'arrêtent les autocars, le magasin est aujourd'hui tenu par Carmen et son mari.

À cause de ses origines et du fait de ses activités administratives dans le village, don Ricardo est considéré comme un notable. Pourtant, sa carrière n'est pas perçue comme très prestigieuse. Il a été élu récemment maire du district, mais seulement faute de concurrent²¹, et sa gestion a suscité de nombreux commentaires défavorables. Par ailleurs, il ne s'est jamais distingué dans son parcours de *comunero*, accomplissant ses obligations sans plus de zèle. Paradoxalement, peut-être à cause de son âge avancé, il inspire beaucoup de respect et, dans les assemblées communales, monopolise souvent la parole pour inciter la communauté à se lancer dans des actions de prestige assez illusoires, comme la création d'un institut d'enseignement technique. Selon lui, cet institut attirerait des élèves de toute la contrée, alors que celui de Yauyos, capitale de la province, venait de fermer ses portes faute d'élèves.

Peut-être ce mandat de maire a-t-il pu fausser l'impression générale sur le pouvoir détenu par ce personnage dans le village. Il faut tout de même remarquer que son usage des terrains agricoles collectifs est considéré comme abusif, du fait que la culture de fourrages pour le bétail n'entre pas dans l'assolement traditionnel et en rompt le cycle. En conséquence, son bétail bénéficie plus que les autres de ces secteurs, en principe réservés aux animaux à des époques précises, l'infraction étant sujette à une amende perçue, soulignons-le, par la municipalité.

Cette famille est évangéliste et, dit-on, cette religion caractériserait généralement les individus intéressés à l'expansion de leur économie, même si elle doit se réaliser aux dépens du voisinage. Reprenant les idées de MALLON, IVEY²² déclare en effet que les évangélistes échappent aux sanctions morales auxquelles les catholiques sont sujets. Sans entrer dans un commentaire plus approfondi, j'opposerai à cet argument le fait que le comportement économique de don Leandro fait preuve d'une plus grande rigueur et d'un plus grand respect d'autrui que celui de don Ricardo.

La vie de don Ricardo et de sa famille illustre à la fois les prérogatives qu'une famille de notables peut s'attribuer dans la communauté et les limites à la différenciation paysanne imposées par les conditions de production des terres d'altitude. Certains *comuneros* fondent leur richesse sur la *puna* en accaparant des pâturages ; d'autres, sur le village, en développant des activités commerciales, mais cette richesse n'est que relative.

21. Son concurrent le plus sérieux est décédé peu avant l'élection dans un de ces accidents de camionnette qui arrivent parfois sur ces routes étroites et mal entretenues.

22. C. IVEY, 1985 : 345.

Une appréciation des membres de la famille sur leur situation économique aidera à nuancer le tableau qui en a été fait. Chacun d'eux est d'accord pour admettre que l'agriculture et l'élevage ne pourraient pas les faire subsister tous. Il suffit d'observer les conditions de vie et de travail de cette famille et de les comparer à celles d'autres Tomasinos pour convenir qu'effectivement, établir une distinction entre « riches » et « pauvres » n'est qu'une simplification méthodologique. Si les stratégies des familles, qu'elles soient aisées ou pauvres, visent une diversification des activités et une plus grande ouverture sur l'espace urbain, c'est que leur niveau de connaissances leur permet désormais de relativiser leur situation et que personne n'accepte plus de vivre dans des conditions misérables. Il n'en va pas autrement à Casinta.

FAMILLE ET COMMUNAUTÉ : QUELS ENJEUX SOCIAUX ?

Des stratégies interdépendantes

À CASINTA

Dans le cas de Casinta, il faut garder trois contraintes présentes à l'esprit : la première et la plus importante est liée à la rigidité de la structure foncière ; la deuxième, à la rareté de l'eau et sa maîtrise par une partie des *comuneros* ; et la troisième, au vieillissement accéléré de la population. Ces précisions expliquent que les plus grandes unités de production ont à leur tête des individus ou couples âgés de plus de 60 ans, ce qui n'est pas nécessairement le cas des unités les plus pauvres.

Cette situation démographique a de graves répercussions sur l'organisation des travaux collectifs. Sans compter qu'à Casinta, la distinction entre *comuneros* « actifs » et « retraités » n'existe pas, du fait même que le statut de *comunero* est une notion maintenue volontairement dans le flou. Il est toutefois certain que les paysans âgés ont moins d'énergie pour participer à ces travaux, réduisant d'autant la main-d'œuvre effectivement mobilisable. Les paysans « aisés » paient la plupart du temps des manœuvres pour les remplacer dans les travaux collectifs de la communauté et ces *peones* sont des *casintanos* « pauvres ». Les travaux collectifs sont donc réalisés paradoxalement par la catégorie pauvre de la population alors que ces

réalisations, au moins en ce qui concerne les infrastructures productives, bénéficient essentiellement aux plus grands propriétaires²³.

La catégorie « pauvre » se trouve confinée dans une situation bloquée et les paysans sans terre n'ont pratiquement aucune chance d'accéder à la propriété. Il est donc primordial pour eux de s'assurer une position influente dans les décisions communales, car c'est seulement à ce niveau que cette catégorie peut exercer quelque pression pour obtenir des terrains de la communauté. On a vu que don Pedro manifestait un intérêt plus marqué pour les affaires de la communauté que les deux *comuneros* des catégories plus aisées. Ces derniers se préoccupent davantage des problèmes d'irrigation et vont jusqu'à identifier la communauté à un simple village, lui retirant ainsi tout droit de regard sur les activités productives. Malgré tout, ce sont justement ces catégories qui détiennent traditionnellement le pouvoir sur la scène communale, s'appuyant sur leurs relations de clientélisme avec les paysans « pauvres ».

Il est important de rappeler que le métayage constitue l'un des moyens d'accès à la terre et que les plus grands propriétaires, faute de main-d'œuvre familiale, sont de plus en plus tentés par ce type de contrat. Les modalités adoptées sont diverses, du métayage dans l'utilisation du sol jusqu'au métayage dans l'élevage bovin, faute de prairies suffisamment nombreuses, ce qui est le cas pour un éleveur de vingt vaches comme don Juan. Néanmoins, don Pedro manifeste, à l'instar d'autres *comuneros* disposant de maigres ressources, une certaine réticence pour ce genre de contrat²⁴. La raison peut se trouver dans l'usage des terres : les propriétaires laissent en métayage de préférence des terrains sous cultures commerciales. Les métayers, pour leur part, auraient plutôt intérêt à assurer leur subsistance et à réserver leurs propres parcelles pour des productions commerciales, dans la mesure de leurs moyens bien sûr.

Devant les limitations imposées à leur activité agricole, les paysans « pauvres » se voient contraints de diversifier leur économie. C'est pour eux une question de survie ; mais ne disposant que de faibles ressources financières et intellectuelles, cette issue rencontre à son tour des limitations et l'option la plus fréquente se trouve être l'emploi salarié dans la communauté. Ce choix répond mieux à la mentalité indépendante des paysans car « travailler pour quelqu'un » n'a pas la même signification si l'on est métayer, c'est-à-dire sous contrat, ou si l'on est *peón*, c'est-à-dire toujours dans un système de réciprocité. Le paysan n'a pas une relation d'ouvrier à patron : l'employeur sollicite son aide et lui doit considération et nourriture²⁵.

En revanche, le choix des paysans plus aisés de diversifier leurs activités est non seulement la conséquence d'un calcul économique

23. Cette remarque est valable en particulier pour les derniers travaux entrepris à Casinta : qu'il s'agisse de la construction d'un fragment de route ou d'un deuxième canal, les bénéficiaires directs étaient bien les paysans produisant des cultures commerciales, qui seraient ainsi mieux irriguées et plus rapidement écoulées vers les marchés côtiers.

24. En conséquence, un des riches agriculteurs de Casinta avait placé un hectare planté de carottes en métayage avec un paysan de la communauté d'Auco (située de l'autre côté de la rivière) car il ne trouvait aucun Casintano pour accepter ce type de contrat.

25. M. DE LA CADENA (1988) observe aussi ces réminiscences de la tradition de réciprocité andine dans le département voisin de Junín.

mais aussi d'un calcul politique : ces activités non agricoles sont à la fois lucratives, prestigieuses et réduisent la dépendance des propriétaires à l'égard de la structure communale. Pour les familles les plus aisées, cette option est liée à l'existence préalable d'un lien économique entre la communauté et la ville où résident les enfants. Pour les moins « riches », cette éventualité est beaucoup plus restreinte, la famille rencontrant de nombreuses difficultés financières pour opérer une véritable insertion dans le milieu urbain.

Pour une famille nombreuse aux maigres ressources comme celle de don Pedro, il est difficile d'offrir aux enfants un niveau d'éducation qui dépasse le primaire, dispensé dans la communauté. Don Pedro souhaite pourtant pour ses enfants un avenir meilleur que le sien; à cette fin, l'instruction est considérée comme le meilleur moyen pour surmonter des conditions de vie jugées trop précaires au sein de la communauté. Les solutions économiques pour atteindre cet objectif font état de diverses démarches telles que l'émigration à Lima des aînés (pour travailler et étudier) et des filles (pour se marier), tandis que les plus jeunes enfants resteront avec leurs parents tant que les aînés ne pourront pas les loger en ville.

En ce qui concerne la catégorie de propriétaires, dès que la famille dispose de moyens suffisants, elle n'hésite pas à « investir » dans l'éducation des enfants au risque, à long terme, de provoquer une décapitalisation de l'unité de production. Les intérêts économiques se trouveront dès lors de plus en plus orientés vers la ville. Cette tendance est d'autant plus nette dans les familles les plus aisées.

En conclusion, il faut retenir la rigidité de la structure sociale de Casinta. Les paysans « pauvres » rencontrent des limitations insurmontables pour accéder à l'éducation comme pour s'ouvrir à l'espace urbain, alors que ce sont des facteurs d'enrichissement et de prestige supplémentaires chez les paysans « aisés ». Les premiers auront plutôt tendance à maximiser leurs revenus dans la communauté, ce qui les rend d'autant plus dépendants de celle-ci, sans pouvoir maîtriser pour autant l'orientation des décisions collectives. Les seconds, au contraire, tendent à considérer leur activité agricole comme un revenu supplémentaire et se libèrent ainsi de leur dépendance à l'égard du système communal. Paradoxalement, ces familles conservent la mainmise sur les décisions communales et utilisent à cette fin des relations de clientélisme avec les familles plus pauvres. Leur dépendance économique à l'égard de la communauté, au moins pour l'accès à l'irrigation, peut être déjouée grâce aux activités extra-communales. En revanche, leur statut de notables, le pouvoir et le prestige qu'il procure est, lui, infailliblement lié à la structure communale, véritable dispensatrice du statut social.

À TOMAS

La stratification économique dans la communauté de Tomas ne se réalise pas dans des conditions identiques à celles constatées à Casinta, étant données les conditions d'accès à la terre propres à chacune de ces communautés. Pour cette même raison, le rapport du paysan à sa communauté est différent et la condition de *comunero* occupe à Tomas une place centrale dans les stratégies des paysans.

Les trois familles choisies pour illustrer ces stratégies montrent les difficultés rencontrées pour établir une stratification économique dans la communauté de Tomas. Ces familles auraient pu être placées dans des catégories différentes selon l'étape du cycle vital considérée et en ne prenant en compte que la propriété animale. L'âge est donc un facteur décisif pour le développement économique de chaque famille.

En ce qui concerne leur situation sociale, ces familles jouissent chacune d'un prestige particulier dans la communauté : don Leandro, certainement davantage pour ses qualités d'éleveur, dont il a fait bénéficier la ferme communale d'ovins, que pour ses origines patronymiques ; doña Ana, parce qu'elle est la veuve d'un illustre Tomasino, mais aussi parce qu'elle s'intéresse de près à l'amélioration de son élevage ; enfin, don Ricardo représente l'une des familles les plus puissantes de Tomas. Son niveau d'instruction (pour son âge, avoir suivi le secondaire est exceptionnel), ses capacités financières et la position stratégique de sa maison lui ont offert la possibilité de se lancer avec succès dans une diversité d'activités lucratives qui font de sa famille l'une des plus riches de Tomas.

En dépit de la qualité inégale des ressources productives et de la distribution peu équitable de celles-ci, on peut considérer que chaque *comunero* a, au cours de sa vie, la possibilité d'améliorer sa situation économique et sociale. Les exemples ci-dessus indiquent clairement que le prestige de chacun repose en grande partie sur sa capacité à gérer son économie et que le travail est davantage valorisé que la quantité des biens matériels. J'ai connu des éleveurs possédant bien plus d'animaux que les familles présentées ci-dessus, mais dont le prestige était nul car ils ne faisaient, selon leurs voisins, que bénéficier de grandes étendues de pâturages bien situés sans pour autant faire le moindre effort pour améliorer la qualité de leur cheptel, ni pour participer aux activités de la communauté. Dans la mesure où l'héritage n'entre que dans une faible proportion dans le patrimoine familial, il n'est pas surprenant que les valeurs individuelles comme le travail priment sur la taille de la propriété.

Cette observation n'enlève rien cependant à la différenciation sociale existante : un certain nombre de familles sont connues et reconnues comme plus puissantes que d'autres ; c'est le cas de celle de don Ricardo. Ces familles se caractérisent par leur plus grande présence dans le village que dans la *puna*, d'où elles peuvent mieux contrôler les décisions communales. Le village est aussi le centre par où transitent les visiteurs et où circulent les nouvelles. Les éleveurs se trouvent de fait marginalisés de ce système d'information et leur participation dans les assemblées apparaît plus passive que celle des villageois. Don Leandro remarquait qu'à l'époque où lui-même résidait dans la *puna*, les gens de cette zone avaient davantage de prérogatives que ceux du village.

Les stratégies économiques des Tomasinos peuvent être observées à partir de deux entrées : selon l'étape du cycle vital ou selon que les intérêts économiques sont, soit centrés sur le village (voire la ville), soit sur la zone d'élevage. Même pour des familles de notables et d'implantation ancienne dans le village comme celle de don Ricardo, le principal objectif d'un jeune *comunero* est d'accumuler du bétail. Celui-ci servira par la suite de réserve dans laquelle puiser pour financer les études des enfants. L'exemple de don Leandro illustre bien cette démarche. Mais compter uniquement sur l'élevage signifie aussi lui sacrifier son temps et résider dans la *puna*. C'est pourquoi de nombreux *comuneros* préfèrent diversifier leurs activités économiques, consacrant ainsi plus de temps à leurs enfants scolarisés et à la vie urbaine en général. Ce choix implique des changements profonds dans l'organisation du travail, qui manifestent toute la difficulté que signifie le contexte communal d'interdépendance des familles. Cet aspect apparaît mal dans les exemples donnés car ces familles sont déjà âgées, mais de nombreux choix ont été tributaires de ces contraintes.

Pour les jeunes générations, les choix seront rendus d'autant plus difficiles que, comme le remarque amèrement don Leandro, « parfois, il n'y a pas la vocation ». En témoigne le regard que Claudia, la fille célibataire de doña Ana qui se destine à prendre la relève de sa mère dans l'élevage, porte sur ses conditions de vie. Ayant étudié jusqu'à la fin du secondaire, elle estime qu'il est bien difficile de supporter des conditions de vie si rudes lorsqu'on a de l'instruction et une certaine expérience de vie en ville, bien plus agréable que celle que réservent les hauts plateaux.

La structure sociale de Tomas constitue ainsi un ensemble complexe dans lequel l'économie et les relations sociales se présentent dans un mouvement dynamique inachevé.

Une dynamique commune à Casinta et Tomas

J'ai déjà expliqué mon choix de faire reposer cette recherche sur l'étude de Casinta et Tomas. Les contrastes qui apparaissaient dans leurs caractéristiques historiques, géographiques, sociales, économiques et administratives me semblaient pouvoir contribuer à expliquer les dynamiques sociales dans les communautés paysannes. Par exemple, qu'est-ce qui pouvait conduire des communautés si différentes à se lancer dans des projets de développement similaires à bien des égards²⁶ ?

Dans les deux communautés, on observe que les catégories les plus aisées diversifient leurs activités au-delà de l'agriculture et même de la communauté, ce qui leur permet d'échapper aux contraintes que représente nécessairement la structure communale. Devant les limitations au développement des forces productives dans la communauté andine, Casinta et Tomas tendent à expulser une main-d'œuvre à l'évidence excédentaire, même si, paradoxalement, les riches paysans se plaignent d'un manque de travailleurs. Même si les plus grands propriétaires doivent recourir à des travailleurs provenant de communautés voisines, il faut se rendre à l'évidence qu'à Casinta, les surfaces cultivées n'ont pas diminué et qu'à Tomas, seules les parcelles relativement improductives ont été abandonnées. Ne peut-on envisager qu'en dépit d'une limitation à l'agriculture andine, cette pénurie de main-d'œuvre locale soit à l'origine d'une augmentation des productions commerciales ? De surcroît, dans la mouvance actuelle d'une ouverture à l'espace urbain, ce sont les paysans les plus aisés qui se tournent naturellement vers la ville. Non seulement ils y trouvent la possibilité d'augmenter leurs revenus, mais le milieu urbain, miroir de la modernité, concentre les espoirs de mobilité sociale d'une paysannerie enfermée dans une définition quelque peu péjorative.

Néanmoins, le comportement des paysans, qu'ils appartiennent aux catégories « pauvres » ou « aisées », montre que l'attachement à la terre persiste. J'ai rencontré plusieurs personnes âgées qui refusaient d'abandonner l'agriculture et de s'installer chez leurs enfants émigrés, en dépit du confort qu'ils pouvaient leur offrir. L'ennui était l'argument que tous opposaient à la vie en ville.

Les familles « pauvres » n'ont pas cette possibilité de choisir. Leurs stratégies sont nécessairement centrées sur la communauté, dont elles attendent une amélioration des conditions de vie et de travail. Dans ce but, Casintanos et Tomasinos adoptent la même attitude : participer aux décisions communales et aux travaux collectifs pour accroître les services dans la communauté.

26. Le fait que l'*Interamerican Foundation* ait financé les deux derniers projets des deux communautés est cependant le fruit du hasard, Casinta ayant reçu un financement quatre ans avant Tomas ; mais il illustre bien que l'information circule dans les communautés.

Néanmoins, chaque communauté présente des facteurs conditionnants dont il faut tenir compte. Les comportements des paysans à l'égard de la terre sont nécessairement différents dans un système de possession privée comme à Casinta et dans un système de propriété communale comme à Tomas. De même, les choix productifs sont tributaires de la taille des parcelles et de leur disposition dans l'espace, de la qualité des sols, de l'altitude et des variations climatiques, de l'existence ou non d'un système d'irrigation, ainsi que de la disponibilité de main-d'œuvre locale. Finalement, selon que le village est traversé ou non par une route et se trouve à une distance plus ou moins grande des marchés urbains, les conditions de la commercialisation seront plus ou moins favorables aux petits producteurs. Bien entendu, des liens personnels avec les intermédiaires commerciaux ne peuvent qu'avantager les producteurs. Les paysans « aisés » ont non seulement les moyens de s'attacher ces intermédiaires (surtout à travers des liens de *compadrazgo*), mais aussi d'élargir leur réseau de relations jusqu'à la ville.

Les limitations du marché des produits et du travail dans la zone affectent différemment Casinta et Tomas. Les possibilités de développement des forces productives se trouvent conditionnées non seulement par les limitations de l'agriculture andine et par la pénurie de main-d'œuvre locale, mais aussi par la rapide saturation des marchés locaux et par une politique des prix et des crédits particulièrement défavorable aux *comuneros*. Si Tomas est globalement affecté par ces conditions, il l'est beaucoup moins que Casinta du point de vue de l'écoulement de la production. Le marché régional de la laine et de la viande, centralisé à Huancayo-Chupaca, a une capacité d'absorption beaucoup plus grande si on le compare au marché des fruits et légumes de San Vicente de Cañete-Imperial. Là, la concurrence devient plus grande avec d'autres denrées côtières produites avec des méthodes intensives et acheminées plus rapidement que les produits d'origine andine. C'est pourquoi on observe un intérêt relativement constant pour l'élevage à Tomas²⁷, tandis que les propriétaires Casintanos se plaignent des limitations imposées non seulement par l'inexistence d'un marché des terres mais aussi par la rapide saturation du marché des produits.

Ainsi, ces restrictions dans la production agropastorale et les stratégies observées viennent corroborer mon hypothèse selon laquelle, indépendamment des situations économiques particulières, la scolarisation des enfants détermine les objectifs économiques poursuivis par leur famille. Dès leur entrée à l'école communale et au fil de leur progression dans les études, les enfants conditionnent un certain nombre de comportements économiques, comme je l'ai montré plus haut. L'aspect le plus saillant consiste dans le fait que les

27. Cet intérêt ne signifie pas pour autant, comme on l'a vu, que les éleveurs se préoccupent de la qualité de l'élevage (et pour la question du surpâturage, en particulier) comme ils ont pu le faire par le passé. La dispersion des activités est à mettre en cause dans ce relâchement. Voir les travaux de C. IVEY (1985) et de G. BRUNSCHWIG (1988) sur l'élevage à Tomas et Huancaya.

enfants sont soustraits de l'unité de production, quelquefois d'une manière définitive. Dans un milieu où la famille nucléaire est prédominante, ces circonstances peuvent avoir des conséquences irréversibles pour la continuité de l'exploitation. Par ailleurs, l'augmentation des besoins monétaires, suscitée aussi par la scolarisation des enfants, implique des modifications substantielles dans l'économie familiale. Ainsi, l'organisation du travail familial, les choix de production, la diversification des activités dans et hors de la communauté sont autant de variables conditionnées par le nombre de membres actifs dont dispose chaque famille, ses ressources productives et ses besoins monétaires, qui varient en fonction de la progression dans le cycle vital. Cette attitude trouve son corollaire dans une activité agricole moins intensive en travail et donc souvent moins soigneuse et moins respectueuse de l'écosystème.

Face à la « question éducative », Casinta et Tomas se trouvent différemment armés. Casinta se caractérise par un habitat regroupé dans un village qui ne dispose que d'une école primaire. Si les études primaires ne posent pas de problèmes majeurs aux Casintanos, le secondaire, en revanche, les place devant la question de l'émigration des jeunes. Les Tomasinos se trouvent dans la situation inverse : les enseignements primaires et secondaires sont dispensés dans le village, mais la majorité de la population entretient des activités dans la *puna*, voire hors de la communauté, et ne trouve donc aucun avantage à résider en permanence dans le village. Cette remarque concerne aussi bien les plus aisés que les plus pauvres, tandis qu'à Casinta, les effets de l'éducation sont nécessairement davantage ressentis par les plus pauvres. Dans les deux communautés, l'émigration des enfants et même quelquefois des parents pour garantir une meilleure éducation est plutôt le fait des familles les plus aisées.

Toutes ces transformations, liées à la fois à l'élévation du niveau d'instruction et aux changements économiques dans les unités domestiques, se traduisent nécessairement par des changements sociaux dont la compréhension est fondamentale pour le devenir des communautés paysannes. L'émergence de nouveaux acteurs sur la scène communale ne peut être envisagée uniquement comme un facteur exogène de changement. Les *comuneros* vont adapter ces nouvelles relations dans une structure sociale qui leur est propre et ainsi reproduire la différenciation sociale au sein de la communauté.

Comme par le passé, les *comuneros* tissent des relations sociales à partir de liens de parenté réelle ou fictive (le *compadrazgo*). Ces relations impliquent les individus dans une série de droits et d'obligations : aider des filleuls ou des compères pauvres en leur donnant du travail ou en leur prêtant de l'argent et, pour ces derniers, se rendre

disponibles pour collaborer à certains travaux pour lesquels la main-d'œuvre familiale fait défaut, ou encore s'attacher des commerçants ou des familles partenaires dans le troc. Globalement, dans toute transaction économique, le contact personnel demeure fondamental.

À côté de ces pratiques séculaires, l'accentuation de la différenciation sociale a créé de nouveaux rapports sociaux, davantage basés sur le clientélisme. Les paysans les plus aisés multiplient les parrainages, afin de s'attacher à la fois une main-d'œuvre devenue indispensable et des solidarités politiques qui masqueront la réalité du pouvoir dans la communauté, détenu effectivement par les catégories dominantes.

Les familles les plus puissantes de Casinta mettent ainsi en avant leur parenté avec tel ou tel paysan sans terre, pour ajouter aussitôt qu'elles l'« aident » en lui donnant du travail ou des terres en métayage. Dans la même optique, elles constituent des groupes de pression en intégrant ces familles démunies. C'est ainsi que don Pedro avait été président, puis vice-président du conseil d'administration de la communauté de Casinta, dans une période où le pouvoir était effectivement détenu par un groupe de familles alliées, toutes en possession de superficies agricoles importantes.

À Tomas, ces relations se manifestent essentiellement dans l'élevage : il est primordial de pouvoir déposer sa confiance dans un berger auquel on confie non seulement la garde mais aussi la prospérité du troupeau. On accorde ainsi des « faveurs » au berger, comme le fait de tolérer quelques animaux sur la *canchada* du patron. Ici aussi, les aspects politiques doivent être considérés, même si les assemblées communales donnent une apparence de démocratie aux décisions collectives. Le clientélisme prend alors des formes plus subtiles mais non moins réelles.

Mais les manœuvres des familles « aisées » sont devenues peu convaincantes. À Casinta, les paysans sans terre sont de plus en plus nombreux à refuser le métayage et, à Tomas, il est de plus en plus difficile de rencontrer des paysans disposés à s'employer comme bergers. Cette situation se traduit dans un conflit où les revendications des catégories défavorisées se font plus insistantes.

Il apparaît clairement que les circonstances actuelles sont le résultat d'une aggravation de la différenciation sociale et économique dans les communautés. Bien que celle-ci existe depuis très longtemps, elle n'est plus compensée, comme le veut la tradition, par une redistribution des richesses dans la communauté. Elle permet au contraire un enrichissement individuel aux dépens des plus pauvres. En effet, la différenciation sociale et économique est liée à

l'élargissement des conditions de reproduction des familles paysannes, davantage favorable aux familles « aisées » qu'aux plus pauvres, ces dernières dépendant plus étroitement des conditions de reproduction offertes par l'organisation communale.

Paysans ou seulement comuneros ?

L'interdépendance des familles *comuneras* constitue le ciment inébranlable de l'organisation communale. Cependant, cette interdépendance à l'échelle paysanne est remise en question, dès lors que les enjeux sociaux se déplacent à l'extérieur du territoire de la communauté. Les changements qui se produisent dans la structure communale sont ainsi une conséquence des intérêts familiaux contradictoires. L'institution communale voit ses fonctions se transformer sous l'effet des divers facteurs résumés ci-dessous :

- démographiques, avec la baisse de la population, en particulier de la tranche d'âge de 15 à 35 ans, et la mobilité spatiale des individus ;
- économiques, avec la monétarisation croissante de l'économie familiale et communale, ainsi qu'avec les transformations dans l'organisation de la production et du travail ;
- sociaux, avec l'importance accrue des apports éducatifs extérieurs à la collectivité et le caractère éminemment individuel de la mobilité sociale ;
- culturels, avec le contraste entre un modernisme émergent et des traditions en déperdition, et, en conséquence de ces facteurs ;
- politiques, avec une redéfinition des fonctions de l'institution communale.

Pour les familles *comuneras* de toutes les catégories, la communauté demeure un élément central dans les stratégies de reproduction, même si, paradoxalement, la continuité des exploitations agricoles est mise en péril par l'absence de stratégies de succession de la part des familles paysannes. On observe néanmoins un dynamisme paysan qui se manifeste dans des projets de développement mis en œuvre dans les communautés. Ces projets ne sont-ils qu'un leurre d'égalitarisme devant un besoin pareillement exprimé par tous d'améliorer les conditions de vie ? Si la communauté manque de cohésion sociale, escompter qu'un projet va lui servir de ciment est assurément trop optimiste. Par ailleurs, la famille n'est pas un atome isolé de la société communale et les intérêts particuliers s'expriment aussi à l'égard de la communauté.

L'espace physique du territoire communal est doublé d'un espace social non moins déterminant. Appartenir à une communauté, c'est

tout simplement y être né, donc y cultiver une reconnaissance, y avoir des parents, des ressources si minimes soient-elles, des droits enfin. Ces droits sont certes partagés par tous et en abuser revient à empiéter sur ceux des autres. Mais les « autres », c'est la famille, les alliés, les amis ; peu de personnes se trouvent en marge de ce réseau. La sanction la plus grave à laquelle la communauté puisse recourir est l'expulsion (de son territoire et du statut de *comunero*), mais elle n'est appliquée que dans des cas extrêmes. La communauté n'est pas un espace social anonyme et il est important de le souligner.

Même l'enrichissement de certains est rarement contesté. On le justifie en invoquant les valeurs de travail tenace ou simplement le temps, qui efface les souvenirs : « c'est comme ça depuis toujours... ». Il s'avère alors absolument déplacé de tenter d'appliquer une analyse en termes de classes sociales à un tel milieu. La faute n'en incombe pas à l'absence d'une conscience des différences, mais celles-ci ne sont dénoncées que lorsque la richesse s'accumule aux dépens de la communauté, sans aucune contrepartie. Les conduites marginales sont alors fortement réprouvées par la société *comunera*. De cette façon, les abus sont contrôlés et maintenus dans des limites tolérables pour la collectivité. Ce contrôle en quelque sorte coutumier permet de pallier une répartition peu égalitaire des ressources et du pouvoir.

L'un des plus grands propriétaires de Casinta a ainsi été traité de *terratiente* (mot employé pour qualifier les grands propriétaires terriens ou latifundistes), simplement parce qu'il ne résidait pas à Casinta, n'y cultivait pas ses terres lui-même et voulait malgré tout orienter les décisions de la communauté.

Un ancien vice-président du conseil d'administration de Tomas a, lui, été expulsé sans ménagements de la *canchada* bien située où il élevait (avec deux bergers) un troupeau abondant. Le motif était qu'il avait retiré ses enfants du collège de Tomas pour les inscrire à Huancayo, où il avait établi sa résidence. En dépit du bien-fondé de cette sanction (eu égard au règlement intérieur de la communauté), certains éleveurs, pourtant plus pauvres, s'étaient élevés contre sa rigueur. Jesus, un jeune *comunero*, opinait que « c'était juste pour donner l'exemple, mais c'était un peu fort, quand même ».

Par ailleurs, l'absence d'homogénéité sociale dans la communauté est compensée par des alliances de groupes composés de *comuneros* appartenant à diverses catégories socio-économiques. Dans les projets de développement communal, alliances et mésententes font éclater des conflits latents. Les groupes se forment et se reforment, au gré des conjonctures. Parallèlement, l'existence d'un réseau complexe de relations facilite le contrôle social dans la communauté. La

brutale scission en deux camps adverses à Casinta a pu témoigner de la fragilité de certaines alliances. Dans ces circonstances, comment garantir une répartition équitable des bénéfices des projets à l'ensemble des familles de la communauté ?

Pourtant, toutes les familles doivent concourir à la reproduction de l'institution communale. Même si les attentes ne sont pas toujours couronnées de succès, jeunes et moins jeunes sont confiants dans la possibilité d'améliorer les conditions de vie dans la communauté. Le déroulement des programmes de développement, à Casinta comme à Tomas, tend néanmoins à faire preuve d'une certaine négligence à l'égard des avantages sociaux. Les laissés pour compte seront alors en droit de protester. Leur réaction peut se manifester par un désintérêt pour le projet et attirer en conséquence des problèmes d'organisation des travaux ; elle peut aussi aviver des conflits latents, justement apaisés par la création d'une entreprise d'intérêt collectif ; ou encore, elle peut susciter une certaine passivité.

Ainsi, l'existence de projets de développement dans les communautés ne fait qu'exprimer une volonté de modernité, tout en permettant subtilement le maintien d'un *statu quo* dans les rapports de pouvoir interne. De même, chacun espère pour ses enfants un avenir qui contredit ses souhaits pour le futur de la communauté : « tous ne partent pas... », concluent les paysans.

Le miroir déformant
de la modernité

• Somos miles de millares, aquí [en Lima], ahora. Estamos juntos; nos hemos congregado pueblo por pueblo, nombre por nombre, y estamos apretando a esta inmensa ciudad que nos odiaba [...] Hemos de convertirla en pueblo de hombres que entonen los himnos de las cuatro regiones de nuestro mundo, en ciudad feliz, donde cada hombre trabaje, en inmenso pueblo que no odie y sea limpio... »¹

J.M. ARGUEDAS,
A nuestro Padre Creador
Túpac Amari, himno canción.

BALANDIER observait que « les sociétés ne sont jamais ce qu'elles paraissent être ou ce qu'elles prétendent être »². Ma recherche a cédé la parole aux familles paysannes, en tant que principaux acteurs de leur propre devenir ; mais il fallait confronter les discours, souvent contradictoires, avec une réalité composite. Cette réalité est faite de rêves et d'espoirs, de contraintes et de possibilités, d'alliances et de mésententes, d'idéaux et de sacrifices.

Nombreux sont les travaux qui ont mesuré l'importance des communautés paysannes dans l'espace rural et dans la production alimentaire nationale. Ils ont pu aussi distinguer cette catégorie de producteurs que sont les *comuneros* par des indicateurs sociaux et de productivité qui les placent au plus bas de l'échelle sociale et économique. Cependant, ni les statistiques, ni les théories marxistes, fonctionnalistes ou culturalistes ne pouvaient mettre en exergue l'importance sociale de l'organisation en communauté, pas plus qu'elles ne pouvaient expliquer les changements sociaux qui se sont produits dans les dernières décennies.

L'espace socio-géographique et les acteurs sociaux sont des concepts pertinents pour comprendre la réalité des communautés paysannes. En tant qu'espace socio-géographique, la communauté est l'objet de revendications permanentes et de luttes de la part des *comuneros*, qui se définissent par la possession collective d'un territoire, autant que par leur appartenance à ce territoire. Les conflits pour la terre, qui opposent la collectivité à son environnement social, témoignent de cet enjeu fondamental et permettent de comprendre la cohésion du groupe.

De surcroît, la société *comunera* est mue par un principe d'interconnaissance. N'importe qui n'appartient pas à la communauté. Il faut un lien de sang ou bien être accepté par l'assemblée de *comuneros*. Cette identité de la collectivité a pour corollaire un contrôle social très strict, qui impose jusqu'à la simple politesse à l'égard du passant. La notion de partage se trouve au centre de la définition de la communauté. Chacun a besoin des autres pour mener à bien

1. « Nous sommes des milliers, ici [à Lima], maintenant. Nous sommes ensemble ; nous avons formé une congrégation, village par village, nom par nom, et nous étreignons cette ville immense qui nous haïssait [...]. Nous allons la transformer en un peuple d'hommes qui entonneront les hymnes des quatre régions de notre monde, en ville heureuse, où chaque homme travaillera, en immense village qui ne puisse plus connaître la haine ni la saleté... »

2. G. BALANDIER, 1981 : 7

l'ensemble de ses activités. Ce contexte d'interdépendance fait apparaître la communauté comme une contrainte. Certes, puisque tous ses membres doivent collaborer à son maintien ; mais en contre-partie, elle constitue un soutien, un refuge pour chacun, dès que surgit un impondérable ou qu'un danger extérieur menace³. Quelques expressions témoignent de la confiance déposée dans cette force collective : « ensemble, on peut progresser davantage » ; « s'ils [les jeunes] échouent en ville, ils peuvent toujours revenir » ; ou encore le qualificatif de « trahison » appliqué aux sujets qui déjouent les règles imposées par la communauté.

Ces liens de solidarité ont été renforcés du fait de l'absence de l'État dans le milieu andin. Jusqu'à la Réforme agraire de 1969, de nombreuses régions ont dû subir encore les prérogatives de puissants propriétaires. Si elle n'a pas résolu les nombreux blocages du système agraire péruvien, la réforme a, en tout cas, convaincu les paysanneries andines des avantages de l'institutionnalisation de la communauté. Cette structure pouvait dès lors s'insérer dans le système national, y trouver sa place. Le paysan devient citoyen.

Dans le même temps, l'espace communal se trouve en contact avec un environnement socio-géographique dont les limites évoluent avec le temps. Ces processus ne vont pas sans des transformations internes du système communal. Les mentalités paysannes aussi évoluent, certainement plus rapidement que les structures. Les contacts accrus avec les différentes instances nationales (et, d'abord, avec le pouvoir judiciaire) ont suscité une prise de conscience que les législateurs n'ont fait qu'entériner. En effet, la loi a imposé l'alphabétisme et une médiation institutionnelle entre l'État et les paysans, alors que ces derniers avaient déjà compris que savoir lire et écrire et avoir assimilé les comportements des citoyens pourraient leur être favorables.

Il n'est alors pas surprenant que les paysans aient pris eux-mêmes l'initiative de construire des écoles, de même qu'ils ont compté sur leurs propres forces pour la construction des routes que la loi de *Circonscripción vial*⁴ imposait à tous les intéressés, sans leur accorder plus de moyens. Ces routes et ces écoles, en insérant toujours davantage les paysanneries dans le système capitaliste dominant (l'économie de marché, mais aussi les valeurs culturelles inspirées du modèle occidental), ont, semble-t-il, desservi les paysanneries andines en les dépouillant de leurs propres systèmes de valeurs et en ne leur reconnaissant pas pour autant un rôle social authentique dans la société péruvienne.

Les pratiques locales éclairent à plus d'un titre les rapports entre la communauté et son environnement social, économique et politique. C'est dans l'analyse de ces pratiques que l'on peut comprendre

3. Si un indigent est malade ou décède, la collectivité le prend en charge ou aide sa famille. Si un conflit éclate avec le voisinage, les *comuneros* s'organisent ensemble pour affronter la situation.

4. Loi selon laquelle les populations locales étaient enrôlées pour la construction des routes passant par leurs circonscriptions, sans aucune rémunération en retour.

l'opposition apparente entre différenciation sociale et reproduction de l'institution communale. On pourra alors distinguer le rôle des acteurs sociaux dans ce qu'il est coutume de classer parmi les « facteurs extérieurs ». Il faut rappeler un enjeu fondamental : en suscitant des perspectives de promotion individuelle, le phénomène scolaire entre en contradiction avec une stratégie collective de développement. Cet argument impose de mesurer la portée des stratégies familiales, centrées sur l'éducation et l'ouverture sur l'espace urbain plutôt que sur le développement des forces productives dans la communauté. D'où l'intérêt de s'attacher aux acteurs sociaux et de les définir dans leur diversité, point de départ d'une analyse du mouvement dialectique entre la communauté et l'espace national.

Les facteurs économiques et éducatifs sont essentiels pour comprendre les changements spatio-temporels. Espaces (communal et national, urbain et rural), rôles (le *comunero* n'est plus seulement paysan, il est aussi commerçant, citadin, etc.) et fonctions (de reproduction de la communauté et des familles) vont se superposer et produire des situations parfois conflictuelles. J'ai voulu mettre l'accent sur les stratégies familiales de reproduction, car elles donnent la mesure des divergences d'intérêts entre la communauté et chacun de ses membres pris dans son contexte familial. Il y a donc une priorité donnée à la reproduction de la famille, qui passe avant celle de l'exploitation agricole et de l'organisation collective qui la soutient. Si l'activité agricole et la résidence rurale sont librement consenties par les vieux *comuneros*, l'indétermination au sujet de la succession montre bien que les activités rurales ne présentent plus qu'un intérêt limité pour les jeunes générations et même pour les parents, puisque leurs aspirations pour l'avenir de leurs enfants se résument dans cette phrase : « les enfants doivent être plus ».

Au début de cette recherche, je trouvais une contradiction apparente entre une institution communale qui tend à limiter la différenciation sociale, à travers l'exercice de ses fonctions de contrôle social et sur les ressources collectives, et des familles paysannes qui, en diversifiant leurs activités, échappent de plus en plus à ce contrôle. Cette remarque nous ramène à la notion d'espace socio-géographique. D'une part, l'organisation communale garantit un certain niveau de production ; elle demeure un refuge pour certains, alors qu'un nombre croissant de familles se meuvent et se reproduisent dans un espace plus vaste. D'autre part, le changement des fonctions de la communauté est lié à l'importance du rôle de médiation avec l'environnement national. On observe alors un processus de sécularisation de l'instance communale. Un mouvement social se constitue à partir de « conflits sociaux centraux », que

TOURAINÉ définit comme mettant en cause « le contrôle social de l'historicité, des modèles de construction des relations entre un ensemble social concret [...] et son environnement »⁵.

Il y a une interpénétration croissante entre la communauté et la société nationale, une continuité entre la ville et la campagne. Par leur effort d'insertion dans l'espace national, les paysans ont contribué et contribuent encore à la construction d'une identité nationale. L'enjeu pour les paysanneries andines ne réside pas, comme tant d'auteurs ont cherché à le montrer, dans la permanence ou la disparition de la communauté, qui seraient conditionnées par une plus ou moins grande différenciation sociale. Cette différenciation doit, au contraire, être envisagée comme un facteur de progrès social. Le défi pour les paysans sera de gagner un espace de participation dans le processus historique national.

5. A. TOURAINÉ,
1981 : 250.

1990 : les années amères

Comme l'avant-propos l'indique, cet ouvrage est la version révisée d'une thèse de doctorat soutenue en 1990 et dont le travail de terrain à proprement parler s'est achevé en 1988. Cette recherche s'attache à l'analyse des processus de changement social au sein des communautés paysannes, cela dans une période déterminée et sur un terrain bien précis. Tout événement d'ordre macro-économique ou politique ne pouvait être abordé qu'à la lumière de ses conséquences sur les communautés paysannes qui furent au centre de la recherche.

L'étude s'inscrit dans la période suivant la Réforme agraire de 1969. Cette période s'est caractérisée par une forte intervention de l'État dans le milieu rural, y compris dans les régions andines les plus reculées et jusque-là abandonnées à leur sort. J'ai montré comment l'expansion du système éducatif et l'ouverture des paysans à l'espace national conduisaient à une modification des stratégies de reproduction des familles paysannes et, par conséquent, des fonctions de l'institution communale. Ces changements favorisaient une meilleure utilisation des appuis extérieurs (publics ou privés) pour un développement rural permettant d'améliorer à la fois les conditions de vie et de travail des familles paysannes et leurs relations avec la ville.

*

Cette dynamique interne des communautés se vérifie encore aujourd'hui, bien qu'elle ait subi les effets d'une conjoncture récente particulièrement défavorable. Depuis 1988, le secteur agricole – les communautés paysannes davantage que le secteur « moderne » – s'est trouvé progressivement abandonné par les pouvoirs publics. La crise économique s'est étendue à ce secteur qui s'est vu refuser subventions, crédits et appui technique.

Par ailleurs, dans un processus plus long qui s'étend sur toute la décennie de 1980 avec un point culminant entre 1989 et 1991, le Pérou a traversé une période de guérilla que le Sentier lumineux (bras armé d'un parti communiste d'obédience maoïste) a lancée à partir des campagnes, principalement autour de son fief, Ayacucho, dans les Andes du Centre-Sud¹. Cette guérilla a eu des conséquences tragiques, ou tout au moins déstabilisantes, pour certaines zones rurales. De nombreux villages ont été abandonnés par leurs habitants, des dirigeants communaux et des autorités villageoises ont été assassinés. Les paysans, pris entre les feux de l'armée et du Sentier lumineux, ont tous craint, à un moment ou à un autre, pour leur vie. Dans les zones déclarées « libres » par le Sentier lumineux, celui-ci a organisé de nouveaux comités pour la gestion des activités communales².

*

1 C.I. DEGRÉGORI (1988) présente un historique de la formation du Sentier lumineux particulièrement instructif.

2 Pour plus d'informations sur l'idéologie du Sentier lumineux, voir l'interview accordée par son chef charismatique, Abimael Guzmán, appelé le « Presidente Gonzalo », au quotidien *El Diario* qui s'est fait son porte-parole (L. ARCE BORJA et J. TALAVERA, 1988).

Au moment où j'apportais les dernières retouches au texte de ma thèse, des événements politiques et économiques d'une grande importance survenaient au Pérou. Les élections présidentielles d'avril 1990 ont porté au pouvoir un candidat indépendant, ingénieur agronome et ancien recteur de l'Université nationale agraire. Sur le plan politique, l'élection d'Alberto Fujimori reflétait la crise des partis politiques de « droite » comme de « gauche ». L'alliance des partis de gauche (*Izquierda Unida*) avait été ébranlée par la formation d'un nouveau groupement de centre-gauche. La droite, pour sa part, en vint à soutenir un candidat hors partis, l'écrivain Mario Vargas Llosa, qui lui apportait son prestige international. Au deuxième tour des élections, l'opposition entre Fujimori et Vargas Llosa ne résidait plus que dans l'enjeu que représentait la réinsertion du Pérou dans le système économique international, le second défendant un programme d'ajustement structurel radical auquel le premier se disait opposé.

Pourtant, dès le mois d'août, ce même programme était mis en application de manière fort impopulaire. Les conséquences sociales et économiques qu'il a entraînées les années suivantes sont bien connues : la libéralisation des prix, la suppression des subventions à la production et à la consommation, le renchérissement des services tels que santé, éducation, énergie, etc., la perte brutale du pouvoir d'achat des salaires, l'effondrement des petites entreprises et du secteur informel et la chute de la production agricole dans certaines régions ont réduit des milliers de familles au chômage et à la famine qui se sont ajoutés à l'insécurité suscitée par les actes terroristes. Avec un coût social particulièrement élevé (en 1991, plus de la moitié de la population péruvienne était estimée en dessous du seuil de pauvreté), l'inflation a pu être ramenée à des taux acceptables et la surévaluation de la monnaie (redevvenue le sol) a permis l'entrée en masse de produits importés.

Les politiques menées dans les années précédant l'arrivée au pouvoir du président Fujimori avaient laissé l'État au bord de la banqueroute. Le gouvernement apriste (de l'Apra, Alliance populaire révolutionnaire américaine) avait misé sur une relance économique à partir des investissements de l'État. Dans la continuité des gouvernements populistes des deux décennies précédentes, l'État a joué un rôle d'assistance aux secteurs de l'économie. En ce qui concerne l'agriculture vivrière, dans une perspective de sécurité alimentaire, les subventions à la production ont été très importantes. Les campagnes ont reçu un appui pour la création ou la consolidation d'infrastructures de production, le *Banco agrario* a accordé des prêts à des taux d'intérêt bas ou nuls, les intrants (en particulier les engrais) ont été distribués à travers l'office de commercialisation Enci à des prix sub-

ventionnés. Parallèlement, des subventions étaient également accordées à la consommation, à travers la fixation des prix de produits alimentaires de base et en recourant à des importations massives de blé, riz et lait (dont une partie était en donation).

En 1990, le Gouvernement dissout le *Banco agrario* ainsi que les offices de commercialisation (Enci et Ecasa) et établit la « vérité » des prix. Les producteurs, en particulier les paysans, se sont trouvés privés de ces appuis qui, sans être toujours bien administrés, avaient toutefois encouragé l'agriculture paysanne. De surcroît, dans la mouvance d'une économie libérale, le Gouvernement adopte une nouvelle législation agraire, dont l'aspect essentiel (et le plus discuté) est celui de l'ouverture du marché des terres³. Si l'objectif visé par les législateurs est de favoriser une concentration de la propriété agricole pour une plus grande capitalisation du secteur, il semble que, d'une part, les acquéreurs ou investisseurs soient rares et que, d'autre part, les conséquences pour les populations rurales et andines en particulier soient peu avantageuses.

Dans la mesure où le secteur agricole est abandonné du jour au lendemain aux lois du marché, les producteurs qui disposent de maigres atouts face à ce dernier se trouvent dans une situation difficile. Dans diverses zones andines, la production a subi une chute brutale, aggravée en 1991 par de mauvaises récoltes. Comment, désormais, acquérir les semences et les engrais aux prix exorbitants du marché ? En dépit de conditions défavorables, les paysans se trouvent engagés dans une économie monétaire qui leur interdit de se replier totalement sur des productions d'autosubsistance. Par ailleurs, les emplois non agricoles, surtout en ville, n'apportent plus de solution. Dans une crise économique généralisée, l'agriculture assure le rôle d'une activité de survie⁴.



Dans le contexte de bouleversements politiques et macro-économiques d'une telle ampleur, qu'est-il advenu des communautés de Casinta et Tomas ? À partir de 1988, elles ont traversé des moments difficiles. Les incursions de colonnes du Sentier lumineux, d'abord limitées aux villages isolés de la *puna*, se sont rapprochées de la vallée. Le transport routier s'est raréfié car il est devenu dangereux de s'aventurer sur les routes. Plusieurs communautés de la région ont été, à différents moments, endeuillées par les assassinats d'autorités.

En 1989, la communauté de Tomas étant à son tour menacée, ses autorités communales et municipales ont dû démissionner. En peu de mois, le visage de Tomas a beaucoup changé : la plupart des enseignants sont partis, de nombreux parents ont emmené ou suivi leurs enfants en ville et les vols se sont multipliés dans le village

³ Voir E. BACA T. (éd.), 1992 et B. KERVYN, 1992.

⁴ Dans certaines régions - celle de Cusco, dans le sud, par exemple -, des paysans ont toutefois réussi à augmenter des productions agricoles pour le marché (E. MESCHIER, 1991), quelquefois grâce au soutien d'ONG qui tentent de pallier les carences de l'État (A. CAVASSA, 1993).

déserté par ses habitants. De nouveaux comités inspirés de ceux constitués par le Sentier lumineux ont été mis en place par les paysans eux-mêmes pour éviter un affrontement avec les guérilleros : un « comité de communauté » chargé des affaires communales et de la liquidation des deux fermes, un « comité d'éducation » pour résoudre le problème posé par le départ des enseignants, un « comité de vigilance » pour « rétablir l'ordre » et un « comité municipal » pour pallier l'absence d'administration municipale. Néanmoins, aucun membre du Sentier lumineux ne s'est manifesté à Tomas. Devant la rapidité de la réorganisation de la communauté et surtout de la liquidation des deux fermes communales (dont l'une n'appartenait pas à tous les membres de la communauté, rappelons-le), on peut avancer deux hypothèses : soit Tomas abritait des sympathisants du Sentier lumineux, soit des *comuneros* pauvres ont adopté les méthodes collectivistes de ce groupe, en tirant parti de la terreur qu'il inspirait, dans le but de provoquer une redistribution des richesses et du pouvoir. En appui à cette hypothèse, nous pouvons observer que la première mesure adoptée a été la distribution des animaux des deux fermes (dont celle d'alpagas, il faut encore le souligner, qui avait un caractère non collectif) et l'annulation du pouvoir en place. Le fait que les vieillards se soient proposés pour assumer les fonctions incombant aux nouveaux comités suggère un retour au pouvoir gérontocratique, jugé plus équitable que celui en vigueur.

Le Sentier lumineux n'est pas arrivé jusqu'à Casinta, mais sa renommée l'avait précédé dans le village depuis 1986. L'inégalité foncière de cette communauté était bien connue et les plus grands propriétaires de terre et de vaches se tenaient sur leurs gardes, d'où la méfiance dont j'ai été moi-même l'objet. Entre 1989 et 1990, date de mon départ du Pérou, les familles « aisées » qui songeaient à vendre leurs vaches (mais pas leurs terres), ou du moins à se réfugier en ville en attendant des temps meilleurs, étaient de plus en plus nombreuses.

Pendant, la résistance des propriétaires terriens s'est maintenue, contre toute attente. Dans la période la plus difficile, entre 1990 et 1991, ceux qui se croyaient les plus menacés ont confié leurs parcelles et leurs animaux à des parents plus pauvres, donc moins exposés au « danger », et se sont « réfugiés » en ville. Il s'agissait d'attendre que la situation se calme, mais il ne faisait aucun doute pour eux qu'ils retourneraient bientôt sur leurs terres – ce qu'ils firent d'ailleurs.

Depuis 1991, en effet, la vallée du Cañete ne subit plus les incursions de la guérilla. L'arrestation du chef charismatique (Abimael Guzmán) et de nombreux responsables du Sentier lumineux en 1992 a fortement affaibli le mouvement qui ne dispose plus désor-

mais des moyens - stratégiques et en hommes - de déployer ses forces entre la ville et les hauteurs andines. Les attentats sont devenus plus sporadiques et, de plus, le Gouvernement a adopté une tactique qui consiste à en limiter l'importance aux yeux du public. Ses progrès dans la lutte contre la guérilla ont contribué à légitimer le pouvoir du gouvernement Fujimori et à faire accepter son programme d'ajustement structurel. Les séquelles de cette période si durement vécue ne pourront être mesurées qu'avec un recul encore insuffisant aujourd'hui.

La conjoncture sociale et économique a provoqué un repli des familles qui se traduit par un resserrement des liens de solidarité à différents niveaux : les familles élargies se recomposent sous la pression que la crise économique exerce sur le pouvoir d'achat des salaires ; les citadins ont plus que jamais besoin de l'aide alimentaire que leurs parents ruraux peuvent leur fournir ; les paysans, enfin, pour pallier leur manque à gagner, en reviennent à la pratique de l'aide réciproque. D'une manière générale, l'agriculture paysanne opère un retour vers des moyens de production moins coûteux, avec une utilisation intensive de la main-d'œuvre et un recours fortement limité aux fertilisants.

•

J'avais conclu cet ouvrage par une interrogation sur l'avenir des communautés. Il me semblait peu probable que celles-ci « disparaissent », étant donné l'importance de cette institution pour la formation de l'identité des individus et celle acquise plus récemment pour canaliser des appuis en faveur d'un développement économique et social. Aujourd'hui, confrontés à une situation critique en ville, des jeunes qui ne prévoyaient pas de prendre la succession de l'exploitation agricole familiale commencent à envisager sérieusement cette éventualité.

À Casinta en particulier, la sécurité foncière aidant, les héritiers des familles possédantes espèrent pouvoir tirer parti de la proximité de Lima qui resterait leur lieu de résidence. Un de ces jeunes me confiait qu'il envisageait l'exploitation agricole comme une entreprise qui serait confiée à des parents ou des personnes de confiance à demeure, tandis que lui-même gérerait la production et la commercialisation en effectuant des voyages fréquents entre Lima et Casinta.

•

Les observations sur les années 1989-1993, dans une période tourmentée aussi bien sur le plan politique qu'économique et social, confirment une fois de plus la grande capacité d'adaptation des populations andines et de l'organisation qu'elles se sont donnée au sein de la communauté paysanne. L'ouverture à l'espace national est un processus irréversible qui interdit désormais aux paysans, même

les plus pauvres, de se replier sur une économie d'autosubsistance. Devant l'engorgement des grandes villes, il reste à espérer que l'économie nationale pourra se déployer sur la base d'une croissance des villes moyennes. Au moment où j'écris ces lignes, les résultats du recensement national de juillet 1993 ne sont pas encore disponibles. Cependant, nous savons d'ores et déjà que le visage du Pérou a beaucoup changé en 12 ans. Les bouleversements causés par la guérilla ont accéléré l'exode rural, certes, mais Lima n'est plus le seul centre d'attraction. De nombreuses villes, grandes et moyennes, ont également accueilli des migrants, essentiellement dans le bassin amazonien et sur la côte septentrionale ; les migrations de travail temporaire se font sur des distances de plus en plus longues ; l'interaction urbains-ruraux est de plus en plus visible et nécessaire. Parmi ces changements, doit-on escompter une régression absolue de la population rurale ? Je me permettrai d'en douter. La population urbaine est effectivement passée de 65,1 % en 1981 à 70 % en 1993⁵, mais cet accroissement urbain s'est produit en grande partie au bénéfice de petites villes et bourgades, indissociables du milieu rural.

Il me semble que les familles paysannes cherchent à entretenir des liens plus étroits avec le milieu urbain, à multiplier leurs sources de revenus mais cela, sans pour autant abandonner leur communauté d'origine. Celle-ci conserve l'apanage d'une sécurité sociale et économique que la ville se trouve bien loin d'offrir aux populations d'origine rurale. Il faudra toutefois rester très attentifs aux changements que le retrait de l'État du secteur agricole pourrait engendrer, à moyen terme, dans les comportements et les stratégies des familles paysannes.

⁵ Recensements nationaux de 1981 et 1993 (résultats préliminaires).

Bibliographie

- ALBERTI (G.), MAYER (E.) éd., 1974 - *Reciprocidad e intercambio en los Andes peruanos*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 360 p.
- ALBERTI (G.), SANCHEZ (R.), 1974 - *Poder y conflicto social en el valle del Mantaro*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 220 p.
- ALBERTI (G.), COTLER (J.) éd., 1977 - *Aspectos sociales de la educación rural en el Perú*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 151 p.
- ANSION (J.M.), 1986-a - La escuela asustaniños o la cultura andina ante el saber del Occidente, *in* : *Páginas*, vol. XI, n° 79, Lima : 8-13.
- ANSION (J.M.), 1986-b - *Anhelos y sinsabores : dos décadas de políticas culturales*, Lima, Gredes, 214 p.
- ANSION (J.M.), 1989 - *La escuela en la comunidad campesina*, Lima, Proyecto « Escuela, Ecología y Comunidad Campesina », Ministerio de Educación, FAO, Cotesu, 198 p. et dessins.
- ARAMBURÚ (C.), 1979 - *El campesinado peruano. Crítica a Maletta*, *in* : *Análisis*, n° 8-9, Lima : 109-135.
- ARAMBURÚ (C.), PONCE (A.), 1983 - *Familia y trabajo en el Perú rural*, Lima, Inandep, 197 p.
- ARAMBURÚ (C.), 1986 - Acumulación capitalista y migración en la población rural : perspectivas para la investigación, *in* : IGUIÑIZ (J.) éd., 1986 : 17-39.
- ARCE BORJA (L.), TALAVERA (J.), 1988 - Presidente Gonzalo rompe el silencio, *in* : *El Diario*, 31 juill., Lima.
- ARGUEDAS (J.M.), 1968 - *Las comunidades de España y del Perú*, Lima, Universidad Nacional Mayor de San Marcos, 354 p.
- ARROYO (E.), 1981 - *La hacienda costeña en el Perú, Mala, Cañete, 1532-1968*, Lima, Centro de Proyección Cristiana, 202 p.
- BACA TUPAYACHI (E.) éd., 1992 - *La nueva ley agraria en debate*, CUSCO : Centro de Estudios Regionales Andinos « Bartolomé de las Casas », 115 p.
- BALANDIER (G.), 1981 - *Sens et puissance*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Quadrige, 335 p.
- BARTRA (R.), 1975 - Sobre la articulación de modos de producción en América latina, *in* : *Historia y Sociedad*, n° 5, Mexico, 24 p.
- BERNSTEIN (H.), 1981 - Concepts for the analysis of contemporary peasantries, *in* : GALLI (A. E.) éd., 1981 : 3-24.
- BEY (M.), 1990 - *De la survie au développement. Une étude comparative de deux communautés paysannes : Casinta et Tomas dans la haute vallée du Cañete, Pérou*, thèse pour le doctorat en science sociale, sous la direction de M. HAUBERT, IEDES, université de Paris-I - Panthéon-Sorbonne, 706 p.

- BONILLA (H.), 1988 - Comunidades indígenas y Estado Nación en el Perú, *in* : FLORES GALINDO (A.) éd., 1988 : 13-28.
- BOURDIEU (P.), PASSERON (J.C.), 1964 - *Les héritiers*, Paris, Editions de Minuit.
- BOURLIAUD (J.), DOLLFUS (O.), 1986 - Prólogo : una investigación sobre políticas y sistemas agrarios, *in* : *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines*, T.XV, n° 1-2, Lima : 2-24.
- BOURLIAUD (J.) *et al.*, 1988 - *Chakitaklla*, Lima, Orstom-Pisa, 104 p.
- BOURRICAUD (F.), 1962 - *Changements à Puno, Étude de sociologie andine*, Paris, Travaux et Mémoires de l'IHEAL, vol. XI, 239 p.
- BOURRICAUD (F.), 1967 - *Pouvoir et société dans le Pérou contemporain*, Paris, Armand Colin, 319 p.
- BOURRICAUD (F.) *et al.*, 1971 - *La oligarquía en el Perú*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 232 p.
- BROUGERE (A.M.), 1986 - Transformaciones sociales y movilidad de las poblaciones en una comunidad del Nor-Yauyos, *in* : *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines*, T. XV, n°s 1-2, Lima : 133-158.
- BRUNSCHWIG (G.), 1988 - *Systèmes d'élevage extensif d'altitude dans les Andes Centrales du Pérou*, thèse pour le titre d'ingénieur agronome, Institut National d'Agronomie, Paris-Grignon, 509 p.
- BURGA (M.), 1983 - La Sierra Central peruana (1821-1870). Una economía regional andina, *in* : *Allpanchis*, Año XIII, vol. XIX, n° 22, Cusco : 103-124.
- CABALLERO (J.M.), ALVAREZ (E.), 1980 - *Aspectos cuantitativos de la reforma agraria peruana*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos.
- CABALLERO (J.M.), 1981 - *Economía agraria de la Sierra peruana antes de la reforma agraria de 1969*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 430 p.
- CARDOSO (F.H.), 1977 - *Politique et développement dans les sociétés dépendantes*, Paris, Anthropos, 295 p.
- CAVASSA (A.), 1993 - *Ajustándose (¿con éxito?) a nuevas reglas de juego : cambios en las estrategias productivas y de financiamiento rural*, communication au Seminario Permanente de Investigación Agraria, SEPIA V, Arequipa, 24-28 août 1993.
- Cepal (éd.), 1985 - *Anuario*, Santiago de Chile, Cepal.
- CERVANTES (A.), 1957 - Síntesis histórico de la Provincia de Yauyos. *in* : *Yachaywasi, Revista pedagógica del magisterio de Yauyos*, Año XI, n° 40, Yauyos : 72-75.
- CHOMBART DE LAUWE (P.H.), 1979 - Appropriation de l'espace et changement social, *in* : *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. LXVI, 27^e année, Paris : 141-150.

- CORDELLIER (S.), LAPAUTRE (C.) coord., 1991 - *L'état du monde*, Paris, La Découverte, 637 p.
- COSME BUENO, 1951 - *La provincia de Yauyos*, in : *Geografía del Perú virreynal (siglo XVIII)*, Lima : Ed. Valcárcel : 31-33.
- COTLEAR (D.), 1989 - *Desarrollo campesino en los Andes*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 325 p.
- COTLER (J.), 1986 - *Clases, Estado y Nación en el Perú*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 407 p.
- CROUSSE (B.), LE BRIS (E.), LE ROY (E.), 1986 - *Espaces disputés en Afrique Noire : Pratiques foncières locales*, Paris, Karthala, 426 p.
- CUNOW (H.), 1933 - *La organización social del Imperio de los Incas*, Lima, s/éd.
- DÁVILA BRICEÑO (D.), 1965 - Descripción y relación de la Provincia de los Yauyos toda, Anan y Lorin Yauyos, in : JIMENEZ DE LA ESPADA (M.) éd., 1965 : 155-165.
- DEGRÉGORI (C.I.), 1988 - *Sendero Luminoso : I. Los bondos y mortales desencuentros. II. Lucha armada y utopía autoritaria*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 54 p.
- DE LA CADENA (M.), 1980 - *Economía campesina : familia y comunidad en Yauyos*, Lima, Tesis de licenciatura, Pontificia Universidad Católica, 241 p.
- DE LA CADENA (M.), 1986 - *Cooperación y mercado en la organización comunal andina*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 50 p.
- DE LA CADENA (M.), 1988 - *Comuneros en Huancayo. Migración campesina a ciudades serranas*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 52 p.
- DELER (J.P.), ERESUÉ (M.), BROUGÈRE (A.M.), SAUTIER (D.), 1986 - *Politiques agraires et stratégies paysannes au Pérou*. Compte-rendu de fin d'étude, Lima, Institut Français d'Études Andines, 49 p., *multigr.*
- Descó éd., 1973 - *¿Cuesta arriba o cuesta abajo?* Lima, Ed. Campodónico, 160 p.
- DOLLFUS (O.), 1981 - Des paysanneries minoritaires, in : *Études Rurales*, n°s 81-82, janv.-juin, Paris : 5-24.
- EGUREN (F.) éd., 1982 - *Situación actual y perspectivas del problema agrario en el Perú*, Lima, Descó, 535 p.
- ELDIN (M.) et MILLEVILLE (P.) éd., 1989 - *Le risque en agriculture*. Paris, Orstom, coll. à travers champs.
- ERESUÉ (M.), GASTELLU (J.M.), MALPARTIDA (E.), POUPON (H.) [comp.] 1990 - *Agricultura andina : unidad y sistema de producción*, Lima, Orstom, Unalm, Editorial Horizonte, 499 p.

- FAVRE (H.), 1981 - L'État et la paysannerie en Mésoamérique et dans les Andes, *in* : *Études Rurales*, n^{os} 81-82, janv.-juin, Paris : 25-55.
- FERNANDEZ (E.), 1957 - Apuntes para la historia antigua de Yauyos, *in* : *Yachaywasi, Revista pedagógica del magisterio de Yauyos*, Año XI, n^o 40, Yauyos : 62-71.
- FIGUEROA (A.), 1981 - *La economía campesina de la Sierra del Perú*, Lima, Pontífica Universidad Católica, 147 p.
- FIGUEROA (A.), PORTOCARRERO (J.) éd., 1986 - *Prorización y desarrollo del sector agrario en el Perú*, Lima, Pontífica Universidad Católica-Fundación Friedrich Ebert, 645 p.
- FLORES GALINDO (A.) éd., 1988 - *Comunidades campesinas : cambios y permanencias*, Lima, Ed. Solidaridad.
- FONSECA (C.), 1983 - El control comunal del agua en la Cuenca del río Cañete, *in* : *Allpanchis*, Año XIII, vol. XIX, n^o 22, Cusco : 61-74.
- FONSECA (C.), MAYER (E.), 1988 - *Comunidad y producción en la agricultura andina*, Lima, Fomciencias, 212 p.
- FRANCO (E.) *et al.*, 1987 - *Agricultura andina y tecnología : unos factores condicionantes*, Lima, CCTA.
- FUENZALIDA (F.) *et al.*, 1982 - *El desafío de Huayopampa*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 449 p.
- GALLI (R.E.) éd., 1981 - *The political economy of rural development*, New York, State University of N.Y. Press.
- GOLTE (J.), 1980 - *La racionalidad de la organización andina*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 124 p.
- GOLTE (J.), DE LA CADENA (M.), 1983 - La codeterminación de la organización social andina, *in* : *Allpanchis*, Año XIII, vol. XIX, n^o 22, Cusco : 7-34.
- GÓMEZ (V.), 1986 - Economía campesina : Balance y perspectivas, *in* : *SEPIA I*, Lima, Sepia : 23-51.
- GÓMEZ (V.), 1988 - Tipos de agricultores y cambio tecnológico, *in* : *SEPIA II*, Lima, Sepia : 93-122.
- GONZALES DE OLARTE (E.), 1979 - *La economía de la familia comunitaria : el caso de Antapampa-Cusco*, Lima, Pontífica Universidad Católica-Cisepa.
- GONZALES DE OLARTE (E.), 1986 - *Economía de la comunidad campesina*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 260 p.
- GONZALES DE OLARTE (E.) *et al.*, 1987 - *La lenta modernización de la economía campesina*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 233 p.

GRESLOU (F.), NEY (B.), 1986 - *Un sistema de producción andino, El caso de los comuneros de San Juan y Huascayo-Valle de Chancay*, Lima-Cusco, Institut français d'études andines-Centro de Estudios Regionales Andinos « Bartolomé de las Casas », 177 p.

HAUBERT (M.), 1981 - De la tradition communautaire à la modernité coopérative : évolution, greffage ou récupération ? in : *Tiers-Monde*, tome XXII, n° 88, oct.-déc., Paris : 789-808.

HAUBERT (M.) *et al.*, 1985 - *Politiques alimentaires et structures sociales en Afrique noire*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Tiers-Monde, 287 p.

HEINIG (K.), 1982 - Principales enfoques sobre la economía campesina, in : *Revista de la CEPAL*, n° 16, Santiago de Chile : 115-142.

IGUÍÑIZ (J.) éd., 1986 - *La cuestión rural en el Perú*, Lima, Pontífica Universidad Católica, 332 p.

IVEY (C.), 1985 - *Household economy and livelihood strategies in a pastoral community in the Central Peruvian Highlands : a regional perspective*, PHD, Univ. of Durham, 490 p.

JIMÉNEZ DE LA ESPADA (M.), 1965 - *Relaciones geográficas de Indias*, Madrid, tome 183.

KERVYN (B.), 1988 - *La economía campesina en el Perú, Teorías y políticas*, Cusco, Centro de Estudios Regionales Andinos « Bartolomé de las Casas », 92 p.

KERVYN (B.), Equipo Cedep-Ayllu, 1989 - Campesinos y acción colectiva : la organización del espacio en comunidades de la Sierra Sur del Perú, in : *Revista Andina*, Año VII, n° 1, Cusco : 7-60.

KERVYN (B.), 1992 - *Mercado de tierras : argumentos para un debate*, Lima, Sepia, Cuadernos de Trabajo n° 1, 39 p.

LAUSENT (I.), 1983 - *Pequeña propiedad, poder y economía de mercado. Acos, valle de Chancay*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos-Institut Français d'Études Andines, 424 p.

LYNCK (T.) éd., 1993 - *Agricultures et paysanneries en Amérique latine, Mutations et recompositions*, Colloque international, Toulouse 13-14 déc. 1990, Paris, Orstom-Réseau Amérique latine GDR 26-CNRS, coll. Colloques et Séminaires.

MALETTA (H.), 1978 - Perú, ¿país campesino ? Aspectos cuantitativos de su mundo rural, in : *Análisis*, n° 6, Lima : 3-51.

MALETTA (H.) *et al.*, n/d - *Perú : las provincias en cifras. 1876-1981*. Lima, Universidad del Pacífico, Ed. Amidep, 3 vol.

MALPARTIDA (E.), POUPON (H.), SAINT-GEOURS (Y.), 1988 - *Políticas agrarias y estrategias campesinas en la cuenca del Cañete. Informe final*, Lima, Convenio Unalm-Ifea-Orstom, 4 vol., multigr.

- MANRIQUE (N.), 1987 - *Mercado interno y región. La Sierra Central, 1820-1930*, Lima, Desco, 283 p.
- MATOS MAR (J.), 1976 (1^{re} éd. 1970) - *Hacienda, comunidad y campesinado en el Perú*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 390 p.
- MATOS MAR (J.), 1984 - *Desborde popular y crisis del Estado*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos.
- MAYER (E.), FONSECA (C.), 1979 - *Sistemas agrarios en la cuenca del río Cañete*, Lima, 39 p., *multigr.*
- MAYER (E.), DE LA CADENA (M.), 1989 - *Cooperación y conflicto en la comunidad andina. Zonas de producción y organización social*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 131 p.
- MENDRAS (H.), 1976 - *Sociétés paysannes*, Paris, Armand Colin, Coll. U, 238 p.
- MENDRAS (H.), FORSÉ (M.), 1983 - *Le changement social*, Paris, Armand Colin, Coll. U, 284 p.
- MESCLIER (E.), 1991 - *Les paysans face au marché dans des situations d'instabilité : étude comparative dans les Andes du Pérou*, thèse pour le doctorat en géographie, sous la direction de O. DOLLFUS, université de Paris-VII.
- MILLER (R.), SMITH (C.), FISHER (J.), s/d - *Social and economic change in modern Peru*, Center for Latin American Studies, Univ. of Liverpool, Monograph Series n° 6.
- MONTALVO (L.), 1986 - *Organización comunal y estrategias campesinas : el caso de Huancaya*, Lima, Tesis de bachiller, Universidad Nacional Agraria-La Molina.
- MONTOYA (R.), 1980-a - *Identidad, percepción campesina y problema nacional*, in : *Tarea*, n° 1, Lima : 3-6.
- MONTOYA (R.), 1980-b - *Comunidades campesinas, historia y clase*. in : *Sociedad y Política*, Año III, n° 9, Lima : 29-39.
- MORLON (P.), 1989 - *Du climat à la commercialisation : l'exemple de l'Altiplano péruvien*, in : ELDIN (M.) ET MILLEVILLE (P.) éd., 1989 : 187-224.
- MORLON (P.) [coord.], 1992 - *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes Centrales, Pérou, Bolivie*, Inra Éd., 522 p.
- MURRA (J.), 1975 - *Formaciones económicas y políticas del mundo andino*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 339 p.
- OLIVIER DE SARDAN (J.-P.), 1991 - *L'anthropologie du changement social et du développement comme ambition théorique ?* in : *Bulletin de l'APAD*, n° 1, juin, Montpellier : 7-11.

- Onern éd., 1970 - *Evaluación de los recursos de la cuenca del río Cañete*, Lima, Instituto Nacional de Planificación (INP) - Oficina Nacional de Evaluación de Recursos Naturales (Onern).
- PAERREGAARD (K.), 1987 - *Nuevas organizaciones en comunidades campesinas : caso de Usibamba y Chaquicocha*, Lima, Pontífica Universidad Católica, 149 p.
- PIEL (J.), 1984 - *Capitalisme agraire au Pérou. vol.II : L'essor du néo-latifundisme dans le Pérou républicain*, Paris, Anthropos, 380 p.
- PLAZA (O.), FRANCKE (M.), 1986 - *Formas de dominio, economía y comunidades campesinas*, Lima, Desco, 116 p.
- PLAZA (O.), 1987 - Una ley no basta, in : *Quehacer*, n° 46, Lima, 31-34.
- PORTOCARRERO (G.), OLIART (P.), 1986 - La « idea crítica » : una visión del Perú desde abajo, in : *Los caminos del laberinto*, n° 3, Lima : 3-14.
- PORTOCARRERO (G.), 1987- El imperio de los Incas en la divulgación escolar, in : *Revista Peruana de Ciencias Sociales*, vol. I, n° 1, Lima : 70-114.
- PORTOCARRERO (G.), OLIART (P.), 1989 - El Perú desde la escuela. Lima, Instituto de Apoyo Agrario, 236 p.
- Pratec éd., 1989 - *Manchay tiempo : Proyectos de desarrollo en tiempos de temor en Ayacucho*, Primer Seminario-Taller sobre « Agricultura andina y proyecto campesino ». Ayacucho, 19-23 oct. 1987, Lima, Pratec, 317 p.
- PULGAR VIDAL (J.), 1981 - *Geografía del Perú. Las ocho regiones naturales del Perú*, Lima, Ed. Universo.
- QUIJANO (A.), 1971 - *Nacionalismo, neoimperialismo y militarismo en el Perú*, Buenos Aires, Ed. Periferia, 216 p.
- RAFFESTIN (C.), 1984 - La territorialité : miroir des discordances entre tradition et modernité, in : *Revue de l'Institut de Sociologie*, n°s 3-4, Bruxelles : 437-447.
- RAIMONDI (A.), 1874 - *El Perú. Libro I : Orígen de mis estudios en el Perú*, Lima, Imprenta del Estado : 444 p.
- REDFIELD (R.), 1956 - *Peasant society and culture*. Chicago, University of Chicago Press, 162 p.
- ROMÁN (M.), 1981 - *De campesino a obrero*, Lima, Centro de Investigación de la Universidad del Pacífico, 386 p.
- SÁNCHEZ (R.), 1983 - Economía familiar y subordinación capitalista en tres comunidades de Junín, in : *Allpanchis*, Año XIII, vol.XIX, n° 22, Cusco : 93-124.

- SÁNCHEZ (R.), 1987 - *Organización andina : drama y posibilidad*, Huancayo, Irinea, 219 p.
- SCORZA (M.), 1977 - *Garabombo el invisible*, Caracas, Monte Avila Ed., 297 p.
- Sur éd., 1988 - El Estado y los campesinos en el Perú contemporáneo, *in* : *Sur*, Año XI, n° 114, Cusco : 4-12.
- TAYLOR (G.), 1987 - Ritos y tradiciones de Huarochirí del siglo XVII, (Traduction du texte de Francisco de Avila), Lima, Instituto de Estudios Peruanos-Institut français d'études andines, 616 p.
- TCHAYANOV (A.), 1990 (1^{re} éd. en Russe : 1925) - *L'organisation de l'économie paysanne*, Paris, Librairie du Regard, 344 p.
- TOURAINÉ (A.), 1981 - Le retour de l'acteur, *in* : *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol.LXXI, 28^e année, juill.-déc., Paris : 243-255.
- TOURAINÉ (A.), 1989 - *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, Coll. Mouvements, 350 p.
- VALCARCEL (L.), 1972 (1^{re} éd. 1928) - *Tempestad en los Andes*, Lima, Editorial Universo, coll. Autores Peruanos, 187 p.
- VALDERRAMA (M.) coord., 1987 - Conversatorio con ANSION (J.), GORRITI (L.C.), MONTOYA (R.) : La escuela rural : mito, realidad y perspectivas, *in* : *Debate Agrario*, n° 1, Lima : 77-95.
- VARILLAS (B.), 1965 - *Apuntes para el folklore de Yauyos*, Lima, s/e, 213 p.
- VELÁSQUEZ (B.), 1985 - *Estudio microregional de la cuenca del río Cañete*, Lima, tesis de ingeniero, Departamento de Economía, Universidad Nacional Agraria-La Molina.
- WOLF (E.) dir., 1966 - *Peasants*, Englewood Cliffs, N.J., Prentice-Hall.
- YACHAYWASI éd., 1941- Distrito de Tomas, *in* : *Yachaywasi, Revista pedagógica del magisterio de Yauyos*, n° 11, Yauyos : 22-30.
- YACHAYWASI éd. , 1944 - Realidad del problema educacional en el distrito de Tomas, *in* : *Yachaywasi, Revista pedagógica del magisterio de Yauyos*, n° 24, Yauyos : 22-62.

Annexes

ANNEXE 1

*Loi générale de Communautés paysannes n° 24 656 **

TITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier. Est déclaré de nécessité nationale et d'intérêt social et culturel le développement intégral des Communautés paysannes (CP). L'État les reconnaît comme des institutions démocratiques fondamentales, autonomes dans leur organisation, leur travail communal et leur utilisation de la terre, ainsi que dans les domaines économique et administratif [...]

En conséquence, l'État :

- a) garantit l'intégrité du droit de propriété du territoire des CP ;
- b) respecte et protège le travail communal comme une modalité de participation des *comuneros*, visant à établir et à préserver les biens et services d'intérêt communal, régulé par un droit consuetudinaire autochtone ;
- c) encourage l'organisation et le fonctionnement des entreprises communales, multi-communales et d'autres formes associatives librement consenties par la CP ;
- d) respecte et protège les usages, coutumes et traditions de la CP ; favorise le développement de son identité culturelle.

Article 2. Les CP sont des organisations d'intérêt public, avec une existence légale juridique, constituées par des familles qui habitent et contrôlent des territoires déterminés, liées par des liens ancestraux, sociaux, économiques et culturels, exprimés dans la propriété communale de la terre, le travail communal, l'aide réciproque, le gouvernement démocratique et le développement d'activités multi-sectorielles, dont la finalité est la pleine réalisation de leurs membres et du pays.

Constituent les annexes de la CP les habitats humains permanents situés en territoire communal et reconnus par l'Assemblée (AG) de la CP.

Article 3. Dans le déroulement de leur vie institutionnelle, les CP sont dirigées selon les principes suivants :

- a) égalité de droits et d'obligations des *comuneros* ;
- b) défense des intérêts communs ;
- c) participation pleine à la vie communale ;
- d) solidarité, réciprocité et aide mutuelle entre tous leurs membres et
- e) la défense de l'équilibre écologique, la préservation et l'usage rationnel des ressources naturelles.

* Traduction partielle de la loi.

TITRE II : FONCTIONS

Article 4. Les CP sont compétentes pour :

- a) formuler et exécuter leurs projets de développement intégral : agropastoral, artisanal et industriel, en promouvant la participation des *comuneros* ;
- b) réguler l'accès à l'usage de la terre et autres ressources par leurs membres ;
- c) lever le cadastre communal et délimiter les espaces des centres peuplés et ceux destinés à l'usage agricole, d'élevage, forestier, de protection et autres ;
- d) promouvoir le boisement et le reboisement sur les terres d'aptitude forestière ;
- e) organiser le régime de travail de leurs membres pour les activités communales et familiales, qui contribuent à un meilleur profit de leur patrimoine ;
- f) centraliser et concerter, avec des organismes publics et privés, les services d'appui à la production et autres que requièrent leurs membres ;
- g) constituer des entreprises communales, multi-communales et autres formes associatives ;
- h) promouvoir, coordonner et appuyer le développement d'activités et festivités civiques, culturelles, religieuses, sociales et autres, qui répondent à des valeurs, usages, coutumes et traditions qui leur sont propres et
- i) d'autres, que signalera le Statut de la CP.

TITRE III : DES *COMUNEROS*

Article 5. Sont *comuneros* les individus nés dans la CP, les enfants de *comuneros* et les personnes intégrées à la CP.

Pour être « *comunero* qualifié », il faut réunir les conditions suivantes :

- a) être *comunero* majeur ou avoir une capacité civile ;
- b) avoir une résidence stable d'au moins cinq ans dans la CP ;
- c) ne pas appartenir à une autre CP ;
- d) être inscrit sur le registre communal et
- e) d'autres, qu'établira le Statut de la CP.

Est considéré « *comunero* intégré » :

- a) l'homme ou la femme qui forme un couple stable avec un membre de la CP ;
- b) l'homme, ou la femme, majeur qui sollicite son admission et est accepté par la CP.

Dans les deux cas, s'il s'agit d'un membre d'une autre CP, il devra auparavant renoncer à celle-ci.

Article 6. Tous les *comuneros* ont le droit de faire usage des biens et services de la CP, sous la forme établie par son statut et les accords de l'AG. Les *comuneros* qualifiés ont, de plus, le droit d'élire et d'être élus pour les

charges propres à la CP et à participer avec voix et vote dans les AG. Sont obligations des *comuneros* de respecter les normes établies dans la présente Loi et dans le Statut de la CP, en assumant les charges et commissions qui leur seraient attribuées, et de souscrire aux accords de leurs organes de gouvernement.

TITRE IV : DU TERRITOIRE COMMUNAL

Article 7. Les terres des CP sont celles que désigne la Loi de Délimitation et de Titularisation et sont insaisissables et imprescriptibles. Elles sont également inaliénables. Exceptionnellement, elles pourront être aliénées, avec l'accord d'au moins les deux tiers des membres qualifiés de la CP, réunis en AG convoquée expressément et uniquement à cette fin. Ledit accord devra être approuvé par loi fondée sur l'intérêt de la CP, et le prix devra être payé en argent par avance.

Le territoire communal peut être exproprié pour cause de nécessité et d'utilité publique, avec paiement préalable du prix juste en argent. Quand l'État exproprie des terres de la CP à des fins d'irrigation, l'adjudication des terres irriguées se fera de préférence et dans des conditions égalitaires aux membres de ladite CP.

Article 8. Les CP peuvent céder l'usage de leurs terres en faveur de leurs unités de production sous forme d'entreprise, en maintenant l'intégrité du territoire communal.

[...]

Chapitre I : Régime de possession et d'usage de la terre

Article 11. L'accaparement de terres dans la CP est interdit. Chaque CP tient un registre d'usage des terres, où sont enregistrés les parcelles familiales et leurs usagers.

Chaque CP détermine le régime d'utilisation de ses terres, sous forme communale, familiale ou mixte.

Article 12. Les parcelles familiales doivent être travaillées directement par les *comuneros* qualifiés, sur des superficies ne dépassant pas les limites fixées par l'AG de chaque CP, selon ses disponibilités de terre et dans les délais que le Règlement indique.

Article 13. Quand il s'agit de terres de pâturages naturels, l'AG de la CP détermine la quantité maximum d'animaux de propriété de chaque *comunero* qualifié qui peut y paître, ainsi que celle destinée à l'établissement d'unités de production communale.

Article 14. L'extinction de la possession familiale sera déclarée avec le vote favorable des deux tiers des membres qualifiés de l'AG de la CP, qui prendra possession de la parcelle.

La CP récupère la possession des parcelles abandonnées ou non exploitées sous forme directe par les *comuneros*, ainsi que celles qui excèdent la superficie fixée par l'AG, après paiement des améliorations nécessaires qui y ont été faites.

[...]

TITRE V : RÉGIME ADMINISTRATIF

Article 16. Sont organes de gouvernement de la CP :

- a) l'Assemblée générale ;
- b) la Direction communale ;
- c) les Comités spécialisés par activité et annexe.

Chapitre I : de l'Assemblée générale

Article 17. L'AG est l'organe de la CP. Sa direction et ses représentants communaux sont élus périodiquement par un vote personnel, égal, libre, secret et obligatoire, en accord avec les procédés, les formalités et les conditions établis par le Statut de chaque CP.

Article 18. Les attributions de l'AG sont :

- a) adopter, réformer et interpréter le statut de la CP ;
- b) élire et déplacer, pour des motifs prévus comme fautes graves dans le Statut de la CP, les membres de la Direction Communale et des Comités Spécialisés avec une représentation proportionnelle des minorités, ainsi que les délégués de la CP auprès de l'Assemblée régionale qui leur correspond, avec représentation minoritaire ;
- c) solliciter l'adjudication de terrains conformément à la législation en vigueur sur la question, ainsi qu'autoriser les acquisitions de terrains à titre payant et les transactions et conciliations sur les terrains auxquels la CP peut prétendre ;
- d) déclarer l'extinction de la possession des parcelles familiales conduites par les *comuneros* dans les cas signalés dans l'article 14 de la présente loi ;
- e) approuver le budget annuel de la CP et le bilan général de l'exercice, que la Direction communale soumettra à sa considération, avec le rapport d'un Comité spécialisé;
- f) approuver la constitution d'entreprises communales;
- g) décider la participation de la CP comme sociétaire d'entreprises multi-communales et d'autres entreprises du secteur public et/ou associatif, de même que le retrait de la CP de ces entreprises ;
- h) autoriser les sollicitudes de crédits et la célébration de contrats d'endettement avec la banque et des entités financières nationales et étrangères ;
- i) approuver les sollicitudes d'intégration de nouveaux *comuneros* à la CP, avec le vote favorable des deux tiers des membres qualifiés ;
- j) exercer les autres attributions de sa compétence prévues dans la présente loi, dans le Statut de la CP, ainsi que les facultés qui lui seraient expressément conférées par d'autres normes légales ;
- k) constituer, quand elle le considère nécessaire, des « Rondes Paysannes », conformément à ce qui est établi dans la Loi n° 24 571 ;
- l) élire l'agent municipal et
- m) proposer des candidats à l'autorité compétente pour la nomination des Juges de Paix non lettrés, du Gouverneur et du Lieutenant-Gouverneur dans la juridiction de la CP.

Chapitre II : De la direction communale

Article 19. La Direction communale (DC) est l'organe responsable du gouvernement et de l'administration de la CP; elle est constituée par un Président, un Vice-Président et quatre membres au minimum.

Article 20. Pour être élu membre de la DC, il faut :

- a) jouir du droit de vote ;
- b) être *comunero* qualifié ;
- c) être inscrit sur le registre communal ;
- d) dominer la langue native prédominante dans la CP et
- e) être habilité conformément aux droits et devoirs signalés dans le Statut de la CP.

[...]

TITRE VI : DU TRAVAIL COMMUNAL

Article 22. Le travail que les *comuneros* fournissent, de leur libre consentement, au bénéfice de la CP, est considéré comme l'union d'efforts orientés vers la réussite du développement intégral de celle-ci. Pour autant, il ne génère pas nécessairement de rétribution salariale et ne fait pas l'objet d'un contrat de travail.

Il sera effectué volontairement en échange des bénéfices que le Statut signalera.

TITRE VII : RÉGIME ÉCONOMIQUE

Chapitre I : Du patrimoine communal

Article 23. Sont des biens des CP :

- a) le territoire communal sur lequel elles exercent leur domination, ainsi que les terres rustiques [sic] et urbaines, adjudiquées ou acquises à n'importe quel titre ;
- b) les pâturages naturels ;
- c) les immeubles, les édifices, les installations et constructions, acquis ou soutenus [sic] par la CP dans et hors de son territoire ;
- d) les machines, équipements, outils, installations, meubles, ustensiles et cheptel et, en général, tout autre bien qu'elles possèdent à titre privé [sic] ;
- e) les meubles et animaux abandonnés ou de propriétaire inconnu qui se trouvent sur son territoire ;
- f) les legs et donations en sa faveur, à l'exception de ceux qui seraient expressément remis pour des dépenses spécifiques ;
- g) tout ce qu'elles peuvent acquérir dans les formes permises par la loi.

Article 24. Sont des rentes des CP :

- a) les transferts qu'elles reçoivent du Trésor public ;
- b) les bénéfices générés par les entreprises de leur propriété ou dans lesquelles elles auraient une participation ;
- c) la participation à laquelle se réfère l'article 15 de la présente loi ;
- d) les revenus provenant de la vente des fruits des terres travaillées en commun ;
- e) les intérêts qu'elles obtiendraient pour la déposition de leurs capitaux auprès d'organismes du système financier national ;
- f) les bénéfices qu'elles obtiendraient de la vente de biens meubles ou d'animaux ;

- g) les revenus d'opérations distinctes de celles signalées dans les alinéas précédents ;
- h) les versements effectués par les *comuneros*, par disposition statutaire ou par accord de l'AG.

Chapitre II : De l'activité d'entreprise

Article 25. Les CP exercent leur activité d'entreprise selon les modalités suivantes :

- a) entreprises communales (EC) ;
- b) entreprises multi-communales (EMC) ;
- c) en participant comme associées dans des entreprises du secteur public, associatif ou privé.

Article 26. Les EC sont propres aux CP qui, en utilisant leur procuration juridique, organisent et administrent leur activité économique sous forme d'entreprise, à travers la formation d'unités de production de biens et de services communaux, pour assurer le bien-être de leurs membres et contribuer au développement de la communauté dans son ensemble. Le Règlement déterminera leur régime d'organisation et de fonctionnement.

Article 27. Les EMC sont des personnes juridiques de droit privé à responsabilité limitée, dont les participations sont de propriété directe des CP sociétaires. Elles sont autonomes sur les plans économique et administratif. Elles se constituent pour développer des activités économiques de production, distribution, transformation, industrialisation, commercialisation et consommation de biens et de services requis pour les besoins du développement communal.

Le Règlement détermine leur régime d'organisation et de fonctionnement, de travail et de participation des travailleurs, de distribution des utilités et de dissolution et liquidation de ces entreprises.

[...]

TITRE VIII : RÉGIME PROMOTIONNEL

Article 28. Les CP, leurs EC, les EMC et autres formes associatives ne sont frappées d'aucun impôt direct [...].

Article 29. Dans tous les cas, les exemptions, exonérations, bénéfiques et autres stimulants tributaires, appuis financiers et autres mesures promotionnelles établies en faveur de personnes juridiques des autres secteurs, en raison de leurs activités, de leur situation géographique ou pour quelque autre cause ou motif, sont délivrés, automatiquement et nécessairement, au profit des CP et des EC, EMC et autres formes associatives.

[...]

Article 31. La Banque d'État et les autres institutions financières de l'État sont obligées d'octroyer aux CP, EC, EMC et autres formes associatives des prêts ordinaires ou des crédits supervisés, avec les plus grandes priorités et facilités, en ce qui concerne les montants, délais, gains et intérêts, avec simplification des formalités et abréviation des démarches.

Article 32. Les CP et les EC, EMC et autres formes associatives jouissent de la priorité et de la préférence dans les démarches administratives et d'autres facilités qui seraient nécessaires pour rendre factible l'exportation opportune de leurs produits, sans préjudice des accords commerciaux que l'État aurait célébrés.

Article 33. Les entreprises publiques et autres organismes du Secteur public, légalement autorisés pour contrôler ou réaliser des exportations au compte d'autrui, donneront aux CP, EC, EMC et autres formes associatives la primauté et la préférence pour le placement de leurs produits sur les marchés de l'extérieur.

[...]

Article 35. Les entités du Secteur public devront, selon leur compétence, accorder aux CP, ainsi qu'à leurs EC, EMC et autres formes associatives, des facilités pour l'industrialisation, le transport et la commercialisation de leurs produits, grâce à l'installation de dépôts, de silos et de chambres froides pour le stockage, ou d'autres moyens qui contribuent au développement de la production et de la productivité.

[...]

Article 36. Le Secteur public fera la promotion et appuiera des projets d'élargissement de la frontière agricole des CP [...]

Article 37. Le Secteur public favorisera le développement de l'élevage au sein des CP à travers l'introduction de nouvelles techniques dans l'utilisation des pâturages et de nouvelles variétés de pâtures et à travers l'amélioration du bétail camélidé sud-américain, bovin, ovin et autres.

Article 38. Le Pouvoir exécutif fera la promotion et stimulera la production artisanale des CP.

Article 39. Que soit créé le Certificat d'Exportation artisanale des CP, qui sera régleménté par Décret suprême.

TITRE IX : DE L'INSTITUT NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE CP (INDEC) ET DU FONDS NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAL (FONDEC)

[...]

TITRE X : DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

Premièrement. Les CP élaboreront leur propre Statut, qui régira leur organisation et leur fonctionnement, en considération de leurs particularités, dans le cadre de la présente loi et de son règlement.

[...]

Maison du Congrès, à Lima, le 30 mars 1987.

Microrégion de Yauyos : activités programmées en 1986

1. Appui aux activités agropastorales : infrastructure d'irrigation, assistance technique et financière, appui à l'horticulture.

Installations pour l'élevage (construction, équipement), amélioration génétique, maniement d'aliments pour le bétail, service vétérinaire, pisciculture (installation et dotation).

Forêts : pépinières, boisement et reboisement.

2. Appui aux unités de transformation primaire (construction, équipement).

3. Appui à la commercialisation d'intrants et de produits agricoles et animaux : construction, amélioration de silos, magasins.

4. Infrastructure routière : accès primaire, construction, réfection.

5. Communications (téléphone, services postaux).

6. Appui communal et municipal (construction, amélioration).

7. Technologie non conventionnelle (équipement).

8. Appui au secteur santé (équipement, assistance).

9. Hygiène (construction, réhabilitation).

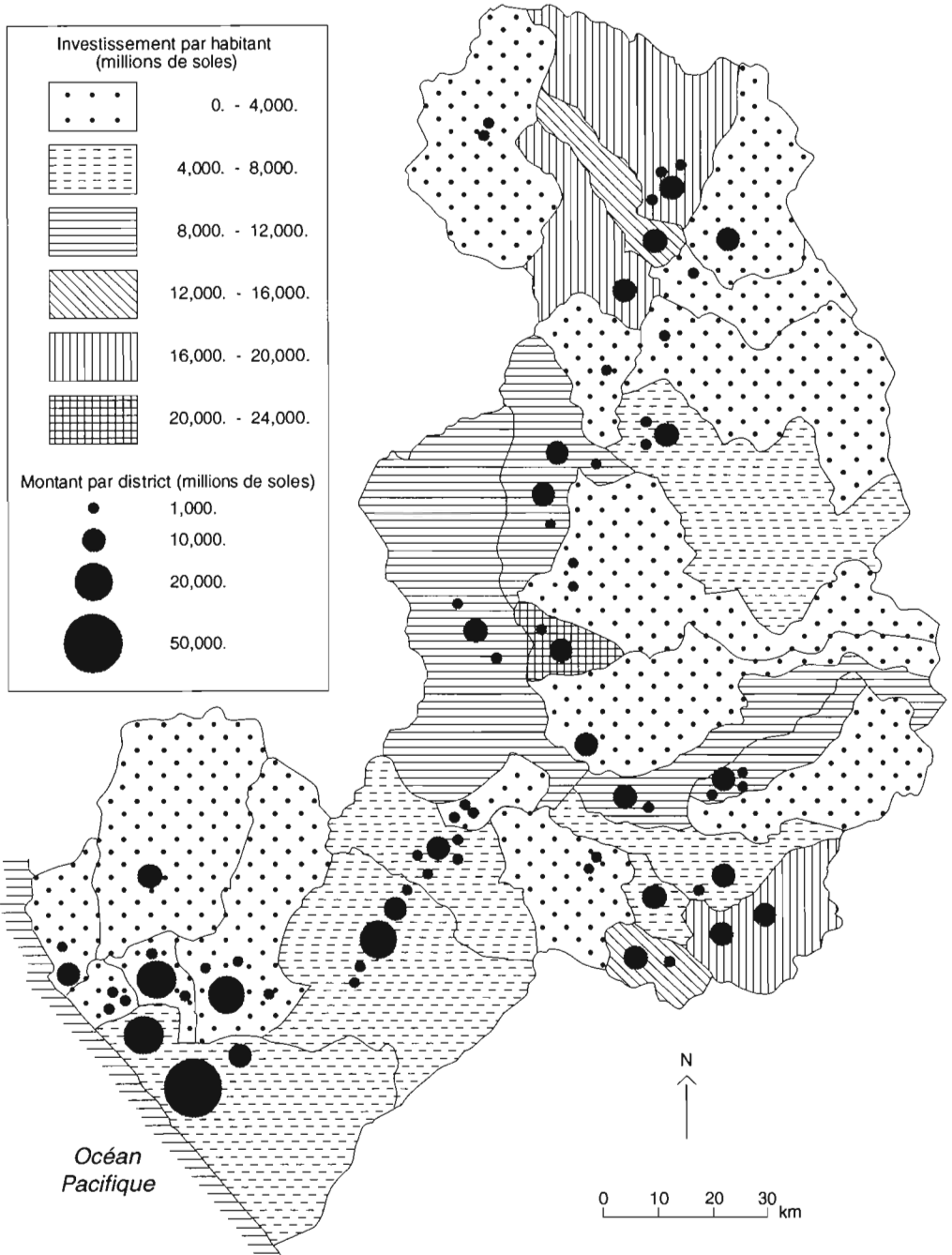
10. Appui au secteur éducatif (construction, réhabilitation, équipement).

11. Formation, diffusion et promotion (cours, conférences, parcelles de démonstration, ateliers).

12. Équipement de la Microrégion : mobylettes, bêtes de charge, équipements de génie civil, Codemi, pharmacies portatives.

Source : Affiche murale dans les locaux de la Microrégion de Yauyos (novembre 1986).

ANNEXE 3



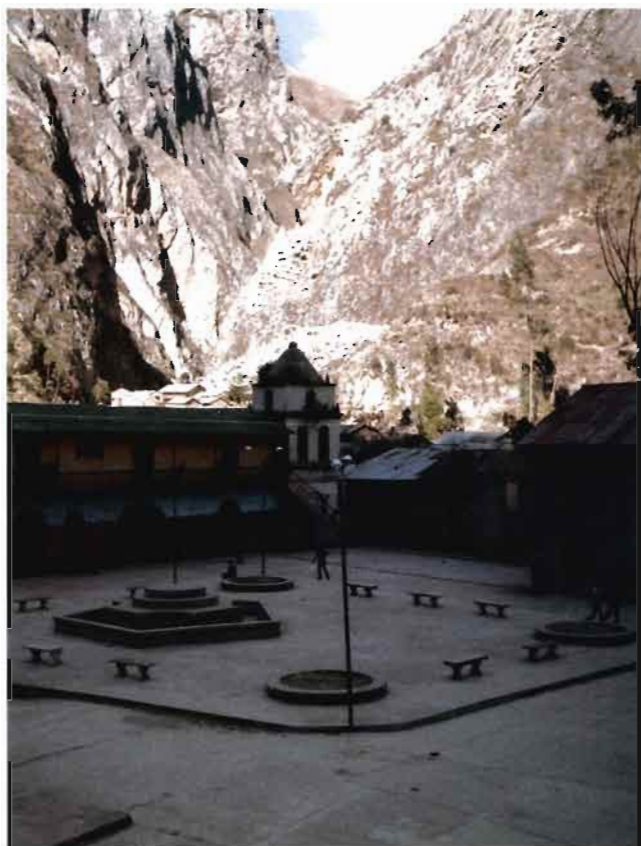
Bassin du Cañete : carte de distribution des investissements de l'État par districts : 1979-1983 (millions de soles , 1979 = 100). (d'après B.VELÁSQUEZ, 1985 : 309)

ANNEXE 4

*Bassin du cañete : tableau de distribution
des investissements de l'État, 1979-1983
(pourcentage)*

Zones géographiques et zones de production	Agriculture	Transport	Électricité	Éducation	Infrastructure	Logement	Santé	Total
Bassin du Cañete	13,9	27,0	7,9	26,1	4,7	13,8	6,6	100
Sierra	4,0	62,0	6,0	20,0	4,0	4,0	0,0	100
1.Élevage extensif	9,4	82,0	0,0	7,0	0,0	1,4	0,0	100
2.Agriculture pluviale et élevage	4,0	75,9	0,0	15,8	0,6	3,8	0,9	100
3.Agriculture irriguée et bovins laitiers	6,0	45,7	16,3	17,6	4,8	9,6	0,0	100
4.Agriculture pluviale et élevage semi-nomade	1,6	64,5	0,0	28,4	4,9	0,5	0,0	100
Yunga	0,0	0,0	34,0	45,0	5,0	13,0	3,0	100
Vallée	26,0	2,0	3,0	27,0	6,0	23,0	13,0	100

Source : B. VELÁSQUEZ, 1985 : 314.



*1 Village de Tomas (3,350 m)
Au cœur des montagnes, une
architecture urbaine selon le
modèle espagnol*



*2 La zone d'élevage de Tomas (autour de 4 000 m).
Des enclos parsemés dans la puna déserte.*



3. Les champs de Casinta (autour de 2 000 m). Dans son champ de maïs, une grand-mère restée seule s'occupe de l'irrigation



4. Les champs de Casinta. Rares sont les parcelles qui se prêtent au passage de l'aire



5. Les écoliers. Sur les mêmes bancs, ont-ils tous les mêmes chances de satisfaire les espérances de leurs parents ?



6. Le fond de vallée du Cañete (1 700 m).
Sur les flancs de montagnes semi-arides,
l'eau apporte la vie



7. Le village de Casinta
Entre les poiriers, les
champs irrigués et, au
fond, les maisons.



8. La zone d'élevage de Tomas.
*Travail collectif pour la tonte des
alpagas de la ferme communale.*



9. Dans une estancia, la tonte des
moutons. Faute de main-d'œuvre,
on emploie un ouvrier
d'une communauté voisine.



10. La ferme d'alpagas de Tomas
Derrière la voie ferrée, les locaux
évoquent le souvenir de la Cerro
de Pasco Copper Corporation.



La collection « à travers champs », publiée par les éditions de l'Orstom, témoigne des mutations que connaissent aujourd'hui les sociétés rurales et les systèmes agraires des pays tropicaux.

Les études relèvent souvent des sciences sociales, mais les pratiques paysannes sont également éclairées par des approches agronomiques.

Les publications s'organisent autour d'un thème ou s'appliquent à des espaces ruraux, choisis pour leur caractère exemplaire.

Jean BOUTRAIS

Directeur de la collection

déjà parus dans la collection à travers champs

Le risque en agriculture - Collectif

Éditeurs scientifiques · Michel Eldin et Pierre Milleville.

La mutation d'une économie de plantation en basse Côte-d'Ivoire

Jean-Philippe Colin.

Les charrues de la Bagoué. Gestion paysanne d'une opération cotonnière en Côte-d'Ivoire

Jacqueline Peltre-Wurtz et Benjamin Steck.

Paysans montagnards du Nord-Cameroun

Antoinette Hallaire.

Sous l'empire du cacao. Étude diachronique de deux terroirs camerounais.

Christian Santoir.

Des barbelés dans la Sierra. Origines et transformations d'un système agraire au Mexique

Hubert Cochet.

L'ombre du mil. Un système agro-pastoral en Aribinda (Burkina Faso)

Dominique Guillaud.

The Best Heritage
Peasant Strategies in a Andean Valley of Peru

Summary

This is an abridged version of my doctorate thesis in Social Science which I defended in 1990 and for which I had received a research grant from the Orstom (from 1986 to 1987).

The subject of this research is the comparative study of social change in two peasant communities in a valley near the capital of Peru. The community and the peasant family serve as bases for the analysis; they will be defined in terms of strategies, practices and social connections. This approach will lead to an overview of the way in which the community has opened out toward the nation space during the past thirty years. In observing the relations and conflicts of the various social actors, I will attempt to clarify what is at issue through procedures of reinterpretation of the internal and external reproductive modes of the communities.

I did not think, when I began my research in 1986, that I would choose the community as my principle subject, nor that I would study the effects of school attendance on the changes undergone by the community in the last decades. I was simply interested in the dynamics of development amongst the small farmers.

When I joined the Orstom research program with the national agrarian university La Molina, I chose a site - the upper Cañete valley (in the department of Lima) - and a core question: can the communities be considered as units of development?

This implied taking as my starting point a study of the vast literature on the peasant community and deciding where I stood with regard to two theories: one is that the community is a social and economic unity based on a principle of interdependence and cooperation, while acknowledging a differentiation of the peasantry and the existence of family dynamics; the other states that the community is being destructuralized as a result of the penetration of capitalism into the peasant milieu.

In order to distance myself from these interpretations, I deemed it essential to begin with the social actors who are the *comuneros*, their strategies and practices, so as to understand what their relation was to the community structure and how they defined that structure.

Why did I center my study on the role of education? One must take into consideration historical and structural factors to understand the process of change. In this approach which is both diachronic and synchronic, one has to consider the role of the social actors who, because of their distinct interests, impel these changes.

When considering the historical factors, a first break in the history of the contemporary community appears in the nineteen twenties: on one hand, the Constitution officializes the communities' defense

of their territory; on the other hand, the first *comuneros* to be educated will play a major role in the defense of the territory, acting as intermediaries between the community and the public authorities. The Andean peasants discover the import of the institutionalizing of their community and, at the same time, that of knowing the laws of their country to ensure the protection of their territory. The second break occurs in the sixties with the reformist policies. There are three essential aspects: the road network is developed, the State instigates modernization of the agricultural sector and primary and secondary schools are set up in rural districts. Modernity infiltrates the communities via these three channels, raising the problem of integration and national identity. It must be stated that the communities are not aloof to these changes, and more than once have brought them about themselves by building roads and schools, by learning from neighbouring haciendas improved techniques for their agro-pastoral activities. When education is democratized, the *comuneros* begin to enter the national socio-economic space.

Objective conditions concerning the communities' physical situation must also be taken into consideration. The communities are found, for the most part, in the Andes, where productive resources (land and water) are rare and difficult to exploit. Faced with these conditions, the Andean peasants have organized themselves so as to make the best of their resources. This type of organization does not prevent socio-economic differentiation but limits it, since everyone must adhere to collective norms. In this case, progress is thought of only in terms of the collectivity.

However, when considering the role of education in community changes, a paradox arises: education is an instrument for individual promotion and, as such, contradicts the aim of collective progress. However, even if it is obvious that access to education gives rise to individual strategies, it is necessary to keep in mind the importance of family relationships which enable reproduction in a larger sphere. The role of the educated *comuneros* and their sons must be underlined, first in strengthening communal institutions, then in incorporating the whole community in the national socio-economic space.

With regard to these premises, there are three hypotheses in this study:

1. Family strategies for reproduction are tending toward individualization and independence from the communal organization, widening the family socio-economic space beyond the communal territory.
2. The community, on the other hand, needs to reproduce as an institution so as to protect the territory which it occupies and with which it identifies.

3. These two tendencies provoke conflicts arising from contradictory interests. What is at stake is the transformation of the institutions which govern the organization of the collectivity. With this in view, it is necessary to evaluate the importance of the community in the organization and the activities of peasant families. Indeed, the education of *comuneros* children leads to changes in the units of production, which in turn leads to attributing a new role to communal organization and new functions to its institution.

As it evolves from the economic function of productive resource control toward a service function for its members, the community must find new leaders. Power no longer has a territorial economic base nor is it founded on typically Andean know-how ; it is being transformed into intellectual power, with a national base and universal knowledge and values.

Even if it is obvious that peasant families' space for reproduction has been enlarged, it is also true that the community remains an unavoidable social reference : it is the community which confers upon the individual an identity and a social status and family relationships (real and imaginary) remain the bases of social relations.

This study is divided into three parts.

The first part examines the influence of schooling on various aspects of life in the community.

In the beginning there is a presentation of the two communities in the upper valley of the Canete, objects of the study. In choosing Casinta and Tomas we undertook a comparative study of two communities which, despite their proximity, offer very different historical, physical, demographic, politico-administrative and land management characteristics.

Both communities are within range of Lima's influence, belong to the sub-region of Yauyos and, in the eighties, received public and private support for communal development projects. Nevertheless, it is important to know how these communities are made up so as to understand their present characteristics.

Casinta lies between 1,700m and 2,400m. A small community applying irrigated agriculture (595 hectares of which 142 are irrigated), it only broke away from its mother-community in 1957. The basis for the locality was the private appropriation of land, where now only 35 families live. Because of this demographic limitation Casinta became an annexe of the Pampas district and consequently has few infrastructures. No road links the community to a main axis and it has only one primary school.

Tomas is a very ancient community of herders which covers 30,000 hectares, 80 of which are cultivated. The community is made up of about 150 families. As is the custom high in the mountains (here, from 3,300m to 4,800m), the distribution of land, both agricultural and *puna* pasture land, is under regulation by the communal institution. Because of its historical importance, Tomas is the district seat and consequently is equipped with urban infrastructures (primary and secondary schools, health center, electricity, drinking water and drainage) and, moreover, is on a major road running from the coast to Huancaayo.

In this first part, the role of education is underlined, beginning with the institutional and territorial consolidation of the community, where in the first half of the century, the few educated *comuneros* served as intermediaries between the community and the power spaces confronting it. Equally notable was the mobilization of the *comuneros* in defence of their territory and, to that end, the institutionalization of their community. This seems to have laid the base for collective solidarity and the foundation for group identity. The *comunero* does indeed identify with a territory which gives him access to resources enabling him to survive and endows him with a social status. Only on these grounds can he develop strategies to widen his space for economic and social reproduction. This is seen clearly in the peasants' claims for schools and other services or infrastructures which are both improvements on a local level and bridges to national society.

Peasant values are veering toward an urbanized way of life. The sharp increase in the number of educated citizens which began in the sixties has brought about an infiltration of "urban" values and a desire for integration in national life. The community realized that through education it could gain from public authorities. Education also means greater social mobility for the individual. With this aim, the community as well as the families are ready to "invest in heads", as the peasants say. This investment often leads to decapitalizing the units of production and abandoning the traditional institutions of reciprocal aid.

Schooling has developed rapidly in a short time and studies last longer, especially for the children of richer families, who go on to the city. This affects all families, the "rich" even more than the "poor", in two ways: it reduces the number of family labourers and increases costs. The fact that the peasants recognize that "education is the best heritage one can leave one's children" suggests that not only are they willing to make sacrifices toward their children's edu-

cation, but they also see it as an investment in an eventual installation in the city, thus widening their space for reproduction. Every day more *comuneros* acquire houses or even businesses in town.

As for units of production, the community must turn toward marketable produce requiring less labour. Of course, these changes do not affect all peasants to the same degree; as a result, recourse to reciprocal aid and community control and administration of resources become more difficult.

In the case of Casinta, where land tenure is very unequal, dairy cattle and sheep breeding has decreased as have food crops, replaced by perennial crops (apple trees or alfalfa for pasture rental) which the *comuneros* often give over to share cropping. These crop changes by necessity entail changes in the distribution of water for irrigation.

In the case of Tomas, the tendency is toward increased breeding and, often, the abandonment of agriculture which serves only to feed families, given the little amount of land cultivated and poor productivity. As travel increases it becomes more advantageous to purchase certain produce. Many families live in the village to see their children through school, so trade has grown on the spot and owners hire herders whom they go to see frequently.

So land tenure, the rigidity of which affects Casinta more than Tomas, is evolving toward forms such as sharecropping, and in the case of breeding, the fact that the herder can herd his own animals (albeit few) on the owner's land is becoming prevalent. It seems clear from this that the function of resource administration attributed to the communal institution is losing relevance and force, while the peasants are diversifying their activities, whether within or outside of the community.

Although it is true that many *comuneros* have traditionally worked outside their community (as in the case of the Tomas miners), it is now possible to assert that an actual economic bridge has been built between the community and the city.

Changes in the economic activities of peasant families and in their way of perceiving their space for reproduction lead us to the second part of the book.

First, the arguments in favour of a change in the functions of the institution are taken up. This change results as much from a different use of communal resources as from a redefinition of the power system within the community.

As peasants enter into non-agricultural and even extra-communal activities, power within the communal authorities is transferred from the richer farmers to the more educated *comuneros* with introduction to an urban milieu. In this way, gerontocratic power based on peasant know-how and linked to agro-pastoral production is giving way to younger members of the community who are better prepared to act as intermediaries between their community and public or private development agencies .

Modernity has come to the communities through the educational system, but also because of increased economic and political intervention on the part of the State and better access to the city via the road network.

It is true, as explained by Alain TOURAINE, that modernity seen as an openness to change enabling social differentiation and autonomy of institutions is at present bringing about a change in power, which no longer resides in prescribing procedures for work, but rather in laying down a new way of life. We see that, after struggling for the recognition of their territory and their institution, the communities have not prevented an internal differentiation which leads to economic and political changes. The communal institutions are also fighting for greater autonomy, either by breaking away from larger communities or by aligning themselves with urban power. Today we are witnessing a decrease in communal control over resources and a transfer of power to actors instilled with new "urban" values. As the *comuneros* become confronted with new needs and new ways of life, the institution of the community is coming to have a service function.

This appears clearly in the development projects undertaken by the communities and in the way in which the *comuneros* define development. In Casinta and Tomas the most important projects were fostered by sons of educated *comuneros* living in the city. Although these projects were designed to increase production, their main objective was the improvement of the population's living standards. In Tomas, the community did not balk at investing the proceeds from the commune's sheep farm in the electrification of the village. In Casinta, part of the budget earmarked for the construction of an irrigation canal was used to pay workers, since there were no benevolent volunteers to do the collective jobs undertaken by the community.

The *comuneros* have learned to use the outside support offered to them and have surprised financial bodies by the way they use it.

In the third part of the book, I wanted to illustrate changes that have occurred in the peasant communities with several stories about the *comuneras* families.

First, the life cycle of the family unit has to be broken down into three stages :

- the founding of the family, which comprises two essential aspects: age at the time of marriage and the choice of endogamy or exogamy;
- the development of the family, corresponding to its maximum social and economic expansion;
- the decline of the family, from the time the *comunero* "retires" and the unit of production is reduced once more to the couple.

Then there is a presentation of three families in each of the two communities divided into three economic categories. The heads of the families chosen are elderly so as to permit a study of how their strategies and those of their children evolve.

It is to be pointed out that family strategies for reproduction aim for better integration in the national society, economically and socially, and therefore include members who do not make up part of the unit of production in the community.

Lastly, I outlined a synthesis based on three essential points.

First, one must remember that all families are interdependent as concerns activities connected with the communal territory. The biggest producers depend on the labour of those who have the least productive resources, while these latter in turn acquire their resources thanks to the more privileged. In order to maintain the *status quo* as regards unequal access to community resources, the more powerful families avail themselves of a network of family relations and patronage which enables them to orient those poorer than themselves within the community while at the same time strengthening their own power.

Second, these dynamics occur in Casinta as well as in Tomas, despite the differences already discussed.

Third, the community remains a central element in the strategies for reproduction of the *comuneras* families.

The changes which have occurred at the level of the communal institution are the result of contradictory family interests. Conflicts induce dynamics in a community. Parallel to that, each family aspires to more social, economic and political space, to more autonomy with respect to its community and to a more "urban" way of life.

La mejor herencia
Estrategias campesinas en un valle andino del Perú

Resumen

Este libro constituye una versión reducida de mi tesis de doctorado en Ciencias Sociales sustentada en 1990 y para la cual recibí (de 1986 a 1987) una beca de parte del Orstom.

El objeto de esta investigación es el estudio comparativo del cambio social en dos comunidades campesinas ubicadas en un valle cercano de la capital del Perú. Las instituciones que constituyen el soporte del análisis son la comunidad y la familia campesina; éstas se definirán en términos de estrategias, de prácticas y de relaciones sociales. Este enfoque nos llevará a observar los procesos de apertura de la comunidad al espacio nacional en un período de unos treinta años. En las relaciones y los conflictos que surgen entre los actores sociales considerados, intentaré demostrar lo que está en juego a través de las modalidades de reinterpretación de las formas de reproducción internas y externas de las comunidades.

Cuando comencé mi tesis en 1986 no creo que hubiera tomado la comunidad campesina como objeto principal de estudio y menos que hubiera estudiado los efectos de la escolarización en los cambios que la comunidad experimentó en las últimas décadas. Simplemente, en principio, me interesaba la dinámica de desarrollo entre los pequeños campesinos.

Al entrar en el programa de investigación del Orstom con la Universidad Nacional Agraria La Molina, adoptaba un terreno, la cuenca alta del río Cañete (en el departamento de Lima), y una pregunta central : ¿ pueden las comunidades ser consideradas como unidades de desarrollo ?

Esto implicaba tomar como punto de partida la enorme literatura que existía sobre comunidades y, en particular, ubicarme entre dos corrientes teóricas : una según la cual, a pesar de reconocerse la diferenciación campesina y una dinámica propia de las familias, la comunidad constituía una unidad social y económica basada en un principio de interdependencia y de colaboración entre las familias; la otra afirmando que la comunidad estaba en un proceso de desestructuración en consecuencia de la penetración capitalista en el campo.

Para tomar una cierta distancia con estas interpretaciones, me pareció entonces esencial partir de los actores sociales que son los comuneros y, a través de sus estrategias y prácticas, llegar a entender cuál era su relación con la estructura comunal y cómo la definían.

¿ Porqué centré el estudio en el papel de la educación ? Para entender los procesos de cambio, se deben considerar factores históricos

y factores estructurales. En este estudio diacrónico y sincrónico, también se debe contemplar el papel de los actores sociales que, por tener intereses distintos, impulsan estos cambios.

En lo que refiere a los factores históricos, aparece una primera ruptura en la historia de la comunidad contemporánea en los años veinte : por un lado, la Constitución contempla la defensa del territorio comunal y, por otro lado, los primeros comuneros que han tenido acceso a la educación van a tener un papel central en la defensa de éste, en intermediación entre la comunidad y los poderes públicos. Entonces los campesinos andinos descubren a la vez la importancia de la institucionalización de su comunidad y la del conocimiento de las leyes de su país para poder resguardar su territorio. La segunda ruptura interviene en los años sesenta con las políticas reformistas. Tres aspectos son esenciales : la ampliación de la red vial, la promoción por el Estado de la modernización en el agro y la multiplicación de escuelas y colegios en los distritos rurales. La modernidad penetra en las comunidades por estas tres vías, levantando a su vez el problema de la integración y de la identidad nacional. Se debe precisar que las comunidades no son ajenas a estos cambios y a menudo las impulsaron ellas mismas, construyendo carreteras y colegios, aprendiendo de las haciendas vecinas algunas mejoras técnicas para sus actividades agropecuarias. En el momento en que se democratiza la educación, los comuneros comienzan a entrar en el espacio socioeconómico nacional.

También se deben considerar condiciones objetivas ligadas a la situación física de las comunidades. Estas se encuentran mayormente ubicadas en los Andes, disponiendo de recursos productivos (tierra y agua) escasos o difícilmente aprovechables. Para enfrentar estas condiciones, los campesinos andinos se han dado una organización que tiende a sacar el mejor provecho de sus recursos. Esta forma de organización no impide una diferenciación socioeconómica, pero sí la limita por lo que todos deben respetar normas colectivas. En este caso, el progreso sólo puede pensarse para la colectividad.

Sin embargo, cuando uno se pregunta sobre el papel de la educación en los cambios en la comunidad campesina, se encuentra con una paradoja : la educación es un instrumento de promoción individual y, por lo tanto, contradice un objetivo de progreso para la colectividad.

Si bien a partir del acceso a la educación se desarrollan estrategias individuales, no se debe dejar de considerar la importancia de los lazos de parentesco que permiten a las familias realizar su reproducción en el espacio comunal como en un espacio ampliado.

También se debe recalcar el papel de los comuneros o hijos de comuneros instruidos en el fortalecimiento de la institución comunal, primero, y después en la incorporación del conjunto de la comunidad en el espacio socioeconómico nacional.

Considerando estas premisas, las hipótesis de este trabajo son tres.

1. Las estrategias familiares de reproducción tienden a individualizarse y a independizarse de la organización comunal, ampliando el espacio socioeconómico de la familia fuera del territorio comunal.
2. Por su parte, la comunidad se encuentra en la necesidad de reproducirse como institución para resguardar el territorio que ocupa y al cual se identifica.
3. Estas dos tendencias provocan conflictos que son el resultado de intereses contradictorios. Lo que está en juego en estos conflictos es la transformación de las instituciones que administran la organización de la colectividad.

En este sentido, se hace necesario medir el peso de la comunidad en la organización y las actividades de las familias comuneras. En efecto, la escolarización de los hijos de comuneros ha introducido cambios en las unidades de producción. Esto lleva a su vez a otorgarle un nuevo papel a la organización comunal y nuevas funciones a su institución.

Evolucionando de una función económica de control de los recursos productivos hacia una función de servicios para sus miembros, la comunidad viene a tener nuevos dirigentes. El poder ya no tiene una base económica territorial ni se fundamenta en conocimientos ancestrales típicamente andinos, sino que pasa a ser un poder intelectual, con base nacional y conocimientos y valores universalizados.

No obstante aparece claro que el espacio de reproducción de las familias comuneras se ha ampliado, la comunidad persiste como una referencia social imprescindible : ella atribuye su identidad y su status social al individuo y los lazos de parentesco (reales y ficticios) siguen siendo la base de las relaciones sociales.

Este libro se divide en tres partes.

La primera parte está dedicada a observar la influencia de la formación escolar en los diferentes aspectos de la vida comunera.

Antes que nada, se presentan las dos comunidades estudiadas en la cuenca alta del río Cañete. La elección de Casinta y Tomas nos permite resaltar el interés de un estudio comparativo entre comuni-

dades que, por su cercanía, no dejan de tener características históricas, físicas, demográficas, político-administrativas y de tenencia de la tierra muy distintas.

Las dos comunidades se encuentran en el área de influencia de Lima, son parte de la micro-región Yauyos y han beneficiado, en los años ochenta, de apoyos públicos y privados para proyectos de desarrollo comunal. Sin embargo es importante conocer cómo se han formado estas comunidades para entender sus características actuales.

Casinta, entre 1 700 y 2 400 metros de altura, es una pequeña comunidad de regantes (595 hectáreas con 142 bajo riego) que se separó de la comunidad-madre recién en 1957. Se formó la localidad en base a una apropiación privada de las tierras, agrupando actualmente solamente unas 35 familias. Esta limitación poblacional hace que Casinta es anexo del distrito de Pampas y, por ende, dispone de escasas infraestructuras. No tiene carretera hacia el eje central y sólo tiene una escuela primaria.

Tomas es una comunidad ganadera muy antigua que ocupa 30 000 hectáreas, de las cuales 80 son terrenos agrícolas. Está poblada por unas 150 familias. Como ocurre en comunidades de altura (aquí entre 3 300 y 4 800 metros de altura), la distribución de tierras, tanto agrícolas como de pastizales de puna, está regida por la institución comunal. Por su importancia histórica, Tomas es cabeza de distrito y, en consecuencia, dispone de infraestructuras urbanas (escuela primaria, colegio, puesto de salud, luz, agua y desagüe) e, incluso, está atravesada por la carretera que une la costa a Huancayo.

En esta primera parte, se pone énfasis en el papel de la educación, comenzando con la consolidación institucional y territorial de la comunidad. En este aspecto, es cierto que, en la primera mitad de este siglo, los escasos comuneros instruidos han servido de intermediarios entre la comunidad y los espacios de poder con los cuales ésta se enfrentó. También es importante recalcar la movilización de los comuneros en defensa de su territorio y, para ello, de la institucionalización de su comunidad. Esto aparece como base de la solidaridad colectiva y fundamenta la identidad del grupo. En efecto, el comunero se identifica con un territorio que le otorga a la vez el acceso a los recursos que le permitan subsistir y un status social. Sólo a partir de este principio el comunero puede desarrollar estrategias que apunten a ampliar su espacio de reproducción tanto económica como social. Estas tendencias aparecen claramente en las reivindicaciones de los comuneros por conseguir escuelas y otros servicios o infraestructuras que signifiquen a la vez una mejora en la vida local y una apertura hacia la sociedad nacional.

Los valores de los campesinos se orientan hacia un modelo de vida urbanizado. El fuerte aumento de la población escolarizada a partir de los años sesenta traduce y conlleva a la vez la penetración de valores "urbanos" y una voluntad de insertarse en la vida nacional. Ya se demostró que gracias a la educación la comunidad podía sacar ventajas frente a los poderes públicos. También la educación permite una mayor movilidad social del individuo. Para esta promoción, la comunidad como las familias están dispuestas a "invertir en las cabezas", como dicen los comuneros. Esta inversión puede llegar, en muchos casos, a descapitalizar las unidades de producción y a romper con las instituciones tradicionales de ayuda mutua.

En pocos años, la escolarización se ha ampliado y, sobre todo para los hijos de familias más acomodadas, está aumentando su duración, llevando los estudiantes hacia la ciudad. Todas las familias se ven afectadas, las « ricas » más que las « pobres », por dos factores : por un lado, la mano de obra familiar se encuentra restringida, y por otro lado, las necesidades monetarias aumentan. El hecho que los campesinos reconocen que « la educación es la mejor herencia que se les puede dejar a los hijos » sugiere que no sólo están dispuestos a hacer sacrificios para la educación de sus hijos, sino que encuentran allí una posibilidad de invertir en su instalación en la ciudad, ampliando así su propio espacio de reproducción. Cada día más comuneros tienen casas sino comercios en la ciudad.

En cuanto a la unidad de producción en la comunidad, ésta se ve obligada a reorientarse hacia producciones que requieren de menos mano de obra y que se puedan comercializar. Por supuesto, estos cambios no afectan de igual manera a todos los comuneros y, por lo tanto, dificultan el recurso a la ayuda mutua y también el control y administración de los recursos por la comunidad.

En el caso de Casinta, donde la tenencia de tierras es muy desigual, la crianza de ganado vacuno y ovino ha disminuido, así como los cultivos de panllevar, dejando lugar para cultivos perenes (manzanos o alfalfa para alquilar los potreros) que los comuneros a menudo dejan al partir. Es de notar que estos cambios en la producción repercuten necesariamente en la distribución del agua.

En el caso de Tomas, la tendencia es de desarrollar más la ganadería y, muchas veces, de abandonar la agricultura que, por la escasa extensión que se le dedica y su escasa productividad, sólo contribuye a la alimentación familiar. Ahora, gracias también a la frecuencia de los viajes, resulta más cómodo comprar ciertos productos. Por lo que muchas familias residen en el pueblo para atender a sus hijos escolarizados, se ha desarrollado el comercio en la localidad y se emplean pastores que el dueño va a visitar con frecuencia.

Así, la tenencia de la tierra, cuya rigidez afecta más a Casinta que a Tomas, evoluciona hacia formas como la aparcería y, en el caso de la ganadería, se va imponiendo que el pastor tenga sus propios animales (siempre que sean pocos) en la canchada del dueño. Aparece claramente, entonces, que el papel de administración de los recursos atribuido a la institución comunal está perdiendo su vigencia, mientras los comuneros van diversificando sus actividades, sea en la comunidad o fuera de ella.

Si bien es cierto que los comuneros tienen, en muchos casos, una larga tradición de trabajo fuera de su comunidad (es el caso para los mineros de Tomas), podemos decir ahora que se ha creado un verdadero puente económico entre la comunidad y la ciudad.

Los cambios en las actividades económicas de las familias comuneras, así como en su manera de percibir su espacio de reproducción, nos llevan a la segunda parte del libro.

Se retoman primero los argumentos a favor de un cambio en las funciones de la institución comunal. Este cambio se debe tanto a un uso distinto de los recursos comunales como a una redefinición en el sistema de poder en la comunidad.

Con la apertura de los campesinos hacia actividades no agrícolas e incluso extra-comunales, el poder en las instancias comunales se va transfiriendo desde los productores más acomodados a los comuneros más instruidos y mejor introducidos en el medio urbano. Asimismo, el poder gerontocrático, basado en conocimientos ancestrales ligados a la producción agropecuaria, cede el paso a jóvenes mejor preparados para servir de intermediarios entre su comunidad y las agencias de desarrollo, sean privadas o públicas.

La modernidad ha entrado en las comunidades a través del sistema educativo, pero también gracias a una mayor intervención del Estado, a nivel político como económico, y a una mayor conexión con la ciudad por la red vial.

Es cierto, como lo explica Alain TOURAINE, que la modernidad, traducida en una apertura al cambio que permita la diferenciación social y la autonomía de las instituciones, ahora da lugar a un cambio en el poder, que no reside más en la imposición de formas de trabajo sino en la imposición de un modo de vida nuevo. En efecto, observamos que después de luchar por el reconocimiento de su territorio y de su institución, las comunidades no han dejado de permitir una diferenciación interna que se traduce en cambios económicos y políticos. También se demuestra que las instituciones comunales pugnan por una mayor autonomía, sea separándose de

comunidades más grandes o sea apoyándose en el poder municipal. En la actualidad, observamos más bien un retraimiento del control comunal sobre los recursos y una transferencia del poder hacia actores que llevan consigo nuevos valores inspirados por el modo de vida urbano. Por imponerse a los comuneros nuevas necesidades y nuevos estilos de vida, la institución comunal pasa a tener una función de servicios.

Esto aparece claramente en los proyectos de desarrollo implementados por las comunidades y en la misma forma como los comuneros definen el desarrollo. Los proyectos más importantes de Casinta y Tomas fueron promovidos por hijos de comuneros instruidos que residen en la ciudad. Su principal objetivo, aunque sean proyectos de desarrollo de la producción, era mejorar el nivel de vida de la población. En Tomas, la comunidad no vaciló en invertir recursos de la granja comunal de ovinos en la electrificación del pueblo. En Casinta, se desvió una parte del presupuesto por un proyecto de construcción de un canal de irrigación para pagar obreros, ya que nadie quería trabajar gratuitamente en faenas colectivas de la comunidad.

Los comuneros han aprendido a utilizar los apoyos exteriores que se les ofrecen y han sorprendido a los organismos financiadores por el uso que hacen de sus apoyos.

En la tercera parte del libro, quise ilustrar los cambios ocurridos en las comunidades campesinas con algunas historias de vida de familias comuneras.

En primer lugar, se debe descomponer el ciclo de vida de la unidad familiar en tres etapas :

- la fundación de la familia, que conlleva dos aspectos esenciales : la edad al matrimonio y las opciones de endogamia o exogamia ;
- su desarrollo, que corresponde a la mayor expansión social y económica de la familia ;
- y su declinación, a partir de la jubilación del comunero, cuando la unidad de producción vuelve a limitarse a la pareja.

En seguida, se toman los casos de tres familias en cada una de las dos comunidades, repartidas en tres estratos económicos. Se han elegido familias cuyo jefe ya es de edad para poder observar a la vez la evolución de sus estrategias y las de sus hijos.

Se debe recalcar que las estrategias familiares de reproducción apuntan a un mejor desempeño en la sociedad nacional, tanto a nivel social como económico, y, por lo tanto, involucran miembros

de la familia que no son parte de la unidad de producción en la comunidad.

El último capítulo intenta un síntesis que se apoya en tres puntos esenciales.

Primero, mientras se trate de actividades ligadas al territorio comunal, los que tienen mayores productores dependen de la mano de obra de los que tienen menores recursos productivos, mientras a su vez, éstos consiguen estos recursos gracias a los más ricos. Para mantener el statu quo en el acceso desigual a los recursos de la comunidad, las familias más pudientes usan redes de parentesco y de clientelismo que les permiten involucrar a los más pobres en la dirigencia comunal, mientras asientan su propio poder.

Segundo, esta dinámica se observa tanto en Casinta como en Tomas, a pesar de las diferencias que ya subrayamos.

Tercero, para las familias comuneras, la comunidad sigue siendo un elemento central en sus estrategias de reproducción.

Los cambios ocurridos en la institución comunal son la consecuencia de intereses familiares contradictorios. Son los conflictos los que impulsan una dinámica a la comunidad. Al mismo tiempo, cada familia pugna por mayores espacios sociales, económicos y políticos, por una mayor autonomía frente a su comunidad y por un modelo de vida más « urbanizado ».

Table des illustrations

LISTE DES FIGURES

Figure 1 - Bassin du Cañete : carte de situation	16
Figure 2 - Bassin du Cañete : croquis de situation des communautés dans la région.....	22
Figure 3 - Bassin du Cañete : croquis des zones écologiques	24
Figure 4 - Bassin du Cañete : carte de délimitation des communautés paysannes	26
Bassin du Cañete : carte de distribution des investissements de l'État par district : 1979-1983 (en annexe 3)	174

LISTE DES TABLEAUX

Tableau I - Taux d'analphabétisme et nombre d'inscrits en secondaire et supérieur en Argentine, Bolivie, Équateur et Pérou (1960-1980).....	18
Tableau II - Distribution de la propriété terrienne à Casinta selon les catégories de <i>comuneros</i> et par familles (1986)	35
Tableau III - Distribution de la propriété animale à Tomas selon les catégories de <i>comuneros</i> (1985).....	36
Tableau IV - Population de Casinta et Tomas par groupes d'âges (1972)	41
Tableau V - Assistance aux écoles primaires de Casinta et Tomas ...	42
Tableau VI - Population du collège de Tomas : moyennes de 1967 à 1986	42
Bassin du Cañete : tableau de distribution des investissements de l'État, 1979-1983 (en annexe 4)	175

LISTE DES PHOTOGRAPHIES

Photographie 1 - Village de Tomas (3 350 m). Au cœur des montagnes, une architecture urbaine selon le modèle espagnol.

Photographie 2 - La zone d'élevage de Tomas (autour de 4 000 m). Des enclos parsemés dans la puna déserte.

Photographie 3 - Les champs de Casinta (autour de 2 000 m). Dans son champ de maïs, une grand-mère restée seule s'occupe de l'irrigation.

Photographie 4 - Les champs de Casinta. Rares sont les parcelles qui se prêtent au passage de l'araire.

Photographie 5 - Les écoliers. Sur les mêmes bancs, ont-ils tous les mêmes chances de satisfaire les espérances de leurs parents ?

Photographie 6 - Le fond de vallée du Cañete (1 700 m). Sur les flancs de montagnes semi-arides, l'eau apporte la vie.

Photographie 7 - Le village de Casinta. Entre les poivriers, les champs irrigués et au fond, les maisons.

Photographie 8 - La zone d'élevage de Tomas. Travail collectif pour la tonte des alpagas de la ferme communale.

Photographie 9 - Dans une *estancia*, la tonte des moutons. Faute de main-d'œuvre, on emploie un ouvrier d'une communauté voisine.

Photographie 10 - La ferme d'alpagas de Tomas. Derrière la voie ferrée, les locaux évoquent le souvenir de la *Cerro de Pasco Copper Corporation*.

Table des annexes

Annexe 1 - Loi générale de Communautés paysannes n° 24-656...	166
Annexe 2 - Microrégion de Yauyos : activités programmées en 1986.....	173
Annexe 3 - Bassin du Cañete : carte de distribution des investisse- ments de l'État par districts (1979-1983).....	174
Annexe 4 - Bassin du Cañete : tableau de distribution des investis- sements de l'État, 1979-1983	175

Table des matières

Avant-propos.....	5
Glossaire.....	7

La communauté paysanne : une histoire mouvementée.....	11
---	----

1 L'influence de l'école : de la défense du territoire à celle des intérêts personnels 21

<i>Les territoires et leur appropriation</i>	23
Pourquoi Casinta et Tomas ?.....	23
Des <i>ayllus</i> de jadis aux villages de la Colonie.....	27
De l'indigénisme au populisme	30
Les conflits pour la terre : une consolidation institutionnelle nécessaire	31
Le régime des terres dans l'actualité.....	33
 <i>L'école et les changements dans les valeurs paysannes</i>	37
L'école, une revendication permanente	38
Contenus éducatifs et valeurs paysannes	43
L'avenir des jeunes	49
 <i>Les changements dans l'espace productif</i>	53
La réorganisation du travail familial	53
La transformation du paysage agricole.....	58
Des activités encore paysannes	62
 <i>Des activités extra-communales</i>	66
Les migrations de travail.....	66
Montagnards et citadins : deux univers indissociables.....	71

2 Le développement communal comme l'entendent les paysans 75

<i>Les nouvelles fonctions de l'institution communale</i>	76
Des zones de production qui échappent au contrôle communal ..	76
• Casinta, une communauté d'« arroseurs ».....	77
• Tomas, une communauté d'éleveurs.....	79
Différenciation paysanne et nouveaux acteurs	80
• Des familles casintanas.....	81
• Des familles tomasinas	82

<i>Les contradictions du développement communal</i>	86
Des interprétations et des pratiques non concordantes	86
• L'influence du réformisme agraire sur Tomas	88
• Les projets de Casinta	90
• De nouveaux projets à Tomas	91
• Conceptions paysannes du développement	92
Les agences de développement dans les communautés :	
un dialogue de sourds	94

3

Des familles *comuneras* entre passé et avenir 99

<i>Le cycle vital des unités familiales</i>	100
La fondation	101
La maturité	104
Le déclin	106

<i>Des stratégies familiales diversifiées</i>	107
Des familles « pauvres » ou paupérisées	108
• Être pauvre à Casinta	108
• Un « bon éleveur »	111
Des familles « moyennement aisées »	114
• Comment être agriculteur avec des ressources limitées	114
• Une femme dans la <i>puna</i>	117
Des familles « aisées »	121
• L'attrait irrésistible de la capitale	121
• Les activités villageoises d'un notable de Tomas	125

<i>Famille et communauté : quels enjeux sociaux ?</i>	129
Des stratégies interdépendantes	129
• À Casinta	129
• À Tomas	132
Une dynamique commune à Casinta et Tomas	134
Paysans ou seulement <i>comuneros</i> ?	138

Le miroir déformant de la modernité 141 |

1990 : les années amères 147 |

Bibliographie	155
Annexes	165
Summary	177
Resumen	185
Table des illustrations	195
Table des annexes	199
Table des matières	201

Imprimé en France. - JOUVE, 18, rue Saint-Denis, 75001 PARIS
N° 219175S. - Dépôt légal : Juin 1994

Au village, tandis que les anciens s'inquiètent de l'avenir de la communauté, les jeunes s'ennuient... D'ailleurs, ils postulent de moins en moins pour succéder à leurs parents sur les exploitations agricoles. Quant à ces derniers, ils espèrent sortir leurs enfants de la condition paysanne : « le meilleur héritage qu'on puisse leur laisser, c'est l'instruction ».

Ces changements sont le signe d'une remise en cause des anciennes valeurs paysannes (attachement au terroir, affirmation dans le travail) pour de nouvelles aspirations (mieux-être, ouverture à la ville). Aux yeux des paysans andins, l'école est un moyen privilégié pour changer de statut social, participer au progrès et s'intégrer à la société péruvienne. La mobilité sociale n'est plus un vain mot ; elle constitue le principal objectif des stratégies familiales.

L'accès à l'instruction modifie l'organisation socio-économique des familles et celle de l'institution communale. D'une gestion collective des ressources, la communauté s'oriente vers la simple fourniture de services. Le resserrement des relations avec la ville accentue l'opposition entre les intérêts familiaux et ceux de la communauté. Mais les conflits ne sont-ils pas le moteur du changement social ?

Marguerite BEY, docteur en sociologie, a effectué plusieurs séjours au Pérou entre 1981 et 1993. Elle a réalisé des études sur les dynamiques paysannes en Amazonie, puis dans la vallée du Cañete avec une équipe de l'Orstom. Actuellement, elle poursuit ses recherches au Centre d'études comparatives sur le développement de l'IEDES (Institut d'études du développement économique et social), université de Paris-I, dans le cadre d'un programme sur la place des paysanneries dans les pays du tiers monde et leur rôle dans les approvisionnements alimentaires.

ISSN 0998 - 4658
ISBN 2-7099-1189-2

Orstom Éditions : 213, rue La Fayette, 75480 Paris cedex 10
Diffusion : 72, route d'Aulnay, 93143 Bondy cedex